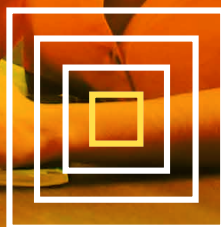


G R O U P E
LDLC



2 0 1 9

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

2 0 2 0

au cœur de l'expérience_high-tech

“

Notre succès se mesure avant tout par la confiance de nos clients et l'engagement de nos équipes.”



Le Groupe LDLC poursuit son développement avec un leadership affirmé dans le high-tech online. Nos enseignes, portées par la passion, l'agilité et l'esprit d'entreprendre qui caractérisent le Groupe, sont idéalement positionnées pour tirer pleinement parti des opportunités de croissance et de conquête sur leur marché respectif.

Toujours pionnier, le Groupe va continuer de concevoir et développer des solutions innovantes et à forte valeur ajoutée pour mieux répondre aux attentes des clients. Cette exigence de chaque instant vis-à-vis du client est au cœur de la confiance qu'il nous accorde. C'est aussi un moteur puissant de l'engagement toujours renouvelé de nos collaborateurs.

Laurent DE LA CLERGERIE

Président du Directoire et Fondateur du Groupe LDLC



LE GROUPE LDLC

EN CHIFFRES

au 31 mars 2020

CA 2019-2020

493,4 M€

1 500 marques

15 enseignes dont **7** sites e-marchand

Près de **1 000** salariés

77
magasins
en France

+ de 40 000 références

Jusqu'à **16 000** colis par jour

35 millions de visiteurs uniques / an

3,5 millions fans sur les réseaux sociaux

5 pays couverts : France / Belgique / Luxembourg / Suisse / Espagne



L'exercice 2019-2020 marque une nette progression des résultats financiers du Groupe avec un retour, notamment au second semestre, à un niveau de rentabilité supérieur aux performances historiques. Ils témoignent de la pertinence des orientations stratégiques structurantes mises en œuvre sur les 18 derniers mois pour renforcer notre offre et notre positionnement sur les marchés du high-tech. En outre, le Groupe a considérablement renforcé sa situation financière au cours de l'exercice, avec un endettement financier net ramené à 8,6 M€ contre 60,3 M€ un an plus tôt sous l'effet conjoint des cessions immobilières et d'un solide cash-flow opérationnel de 12,4 M€.

Le Groupe est confiant, malgré le contexte perturbé de ces derniers mois, dans sa capacité à poursuivre et accélérer sa trajectoire de croissance rentable sur l'exercice 2020-2021 avec un objectif de plus de 635 M€ de chiffre d'affaires, soit une croissance supérieure à 28%, et de 38 M€ d'excédent brut d'exploitation, intégrant l'acquisition récente du fonds de commerce Top Achat. »

Olivier DE LA CLERGERIE, Directeur général du Groupe LDLC

LA SOLIDARITÉ DANS **L'ADN** DU GROUPE

“

C'est dans les temps
de crise que les valeurs
et l'ADN d'un Groupe
s'expriment pleinement.

”



La crise sanitaire du Covid-19, qui a touché plus de la moitié de la population mondiale, a mis en exergue la résilience du Groupe, grâce notamment à l'esprit de solidarité de ses collaborateurs.

Assurer la continuité de l'activité

Dans un contexte difficile, l'ensemble des salariés du Groupe s'est mobilisé pour garantir la continuité des activités et la qualité du service qui fait la renommée du Groupe. En l'espace de quelques jours, le Groupe a réorganisé son activité avec près de 1 000 collaborateurs opérationnels en télétravail. Un immense défi aisément relevé par les équipes, pleinement engagées et déjà coutumières du travail à distance !

Des initiatives d'entraide ont vu le jour pour permettre à chacun de répondre présent dans un environnement chahuté à l'instar des activités logistique et service client particulièrement sollicitées dans ce contexte de crise.

Rester au plus près des clients

L'activité BtoB du Groupe a été fortement perturbée par l'arrêt généralisé de l'activité économique en France. Soucieuses de leurs clients, les équipes en charge des professionnels ont eu à cœur d'être présentes pour eux, en prenant régulièrement des nouvelles, en leur apportant l'écoute et le soutien nécessaire.

Soutenir ses partenaires et son écosystème

Pour aider dans la lutte contre la pandémie, le Groupe a mis à profit ses contacts et circuits d'approvisionnement afin de faciliter l'acheminement d'équipements sanitaires depuis l'Asie.

Pour limiter les répercussions de cette crise sur ses partenaires et fournisseurs, le Groupe s'est engagé à avoir une conduite exemplaire avec un strict respect des délais de paiement pendant la période. Le Groupe LDLC a également porté une attention toute particulière à épauler ses franchisés dans ce contexte difficile avec un gel des factures et la mise en œuvre de mesures visant à préserver leur trésorerie.



LE DISTRIBUTEUR SPÉCIALISÉ MULTIMARQUES, **LEADER FRANÇAIS** DU HIGH-TECH ONLINE

Le Groupe LDLC est l'une des premières entreprises à s'être lancée dans la vente en ligne en 1997. Aujourd'hui, distributeur spécialisé multimarques et acteur majeur du e-commerce sur le marché de l'informatique et du high-tech, le Groupe LDLC s'adresse à une clientèle de particuliers (BtoC) et de professionnels (BtoB) au travers de 15 enseignes dont 7 sites marchands.



À CHAQUE MARQUE SON TERRITOIRE

Avec aujourd'hui 4 marques présentes sur la vente en ligne de produits high-tech, le Groupe LDLC a mené un travail de positionnement de chacune des entités afin de mieux répondre aux attentes de leur segment de clientèle.

Variété du catalogue, services proposés, positionnement prix, ces éléments sont aujourd'hui propres à chaque site du Groupe et déterminés en fonction du profil des clients des différentes enseignes.

Les plus exigeants trouveront ainsi leur bonheur avec des produits et services premium de Materiel.net alors que les clients en attente de qualité à budget maîtrisé se dirigeront plus naturellement vers les sites de Top Achat ou shop.hardware.fr. Pierre angulaire de cette stratégie de marque, le site LDLC se distingue par son offre plus large, sa qualité de service reconnue et sa notoriété grand public.

Au-delà du travail de repositionnement, l'organisation a été revue pour permettre à chaque marque de disposer d'une équipe marketing dédiée et autonome, plus à même de se concentrer sur les attentes des clients.

LES MARQUES « HIGH TECH » DU GROUPE LDLC



Avec un back-office commun & optimisé

SYSTÈME D'INFORMATION

ACHATS ET RÉFÉRENCEMENTS

LOGISTIQUE

Acquisition de Top Achat

En avril 2020, le Groupe LDLC a fait l'acquisition du fonds de commerce Top Achat. Créé en 1999, le site est l'un des pionniers de distribution en ligne de produits informatiques et électroniques grand public en France et bénéficie aujourd'hui encore, d'une forte notoriété auprès d'un public de passionnés soucieux de leur budget. Ce rapprochement, déjà opérationnel, s'intègre pleinement à la stratégie de distributeur spécialisé multimarques du Groupe et est une source d'opportunités et de synergies complémentaires pour le nouvel ensemble.

L'EXCELLENCE DANS LA **RELATION CLIENTS**



Entretien **avec**

Christophe BÉGUÉ,
Directeur Relation Clients
du Groupe LDLC

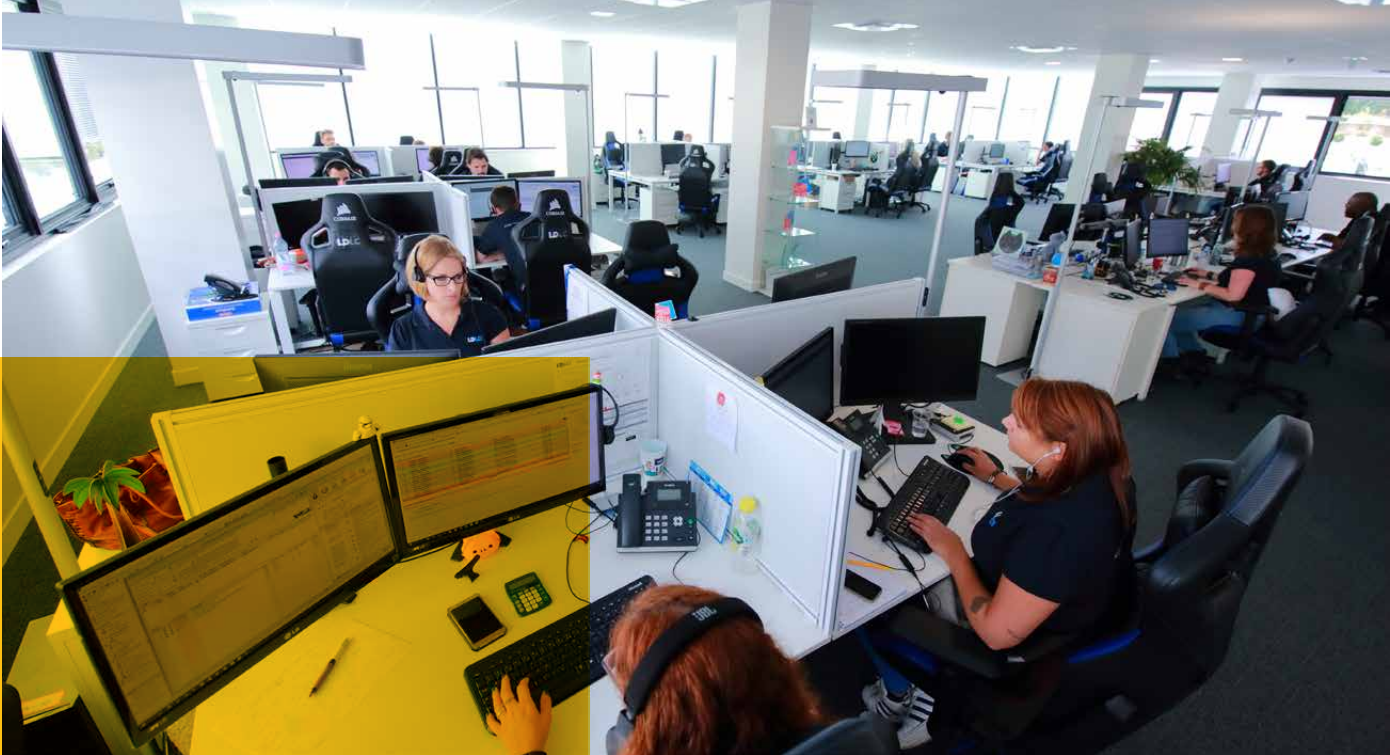
08



Le Groupe LDLC a été Élu Service Client de l'année 2020* pour la 6^{ème} fois consécutive, comment expliquer un tel succès ?

C'est une véritable volonté du management d'investir dans la Relation Clients. Il y a de nombreuses années, nous avons fait le choix de nous doter d'une équipe de 55 conseillers experts, 100% en interne et basé au siège du Groupe.

C'est leur passion qui garantit la satisfaction de nos clients au quotidien. Naturellement, cela se traduit par d'excellentes performances sur l'enquête «Service Client de l'année.»



Comment fait-on pour fédérer une telle équipe de choc ?

Nous évoluons dans un secteur très affinitaire et nos conseillers sont donc animés par la même passion pour le high-tech que nos clients, cela permet d'échanger entre pairs.

“

La même passion pour le high-tech que nos clients...

”

Nous accompagnons nos conseillers pour leur apporter notre vision de la Relation Clients. Après une sélection stricte, les conseillers font leurs armes sur les canaux emails, avec une relecture systématique dans les premiers temps avant de prendre en charge les demandes clients par chat ou au téléphone, avec l'appui de l'équipe.

Au-delà de la transmission du savoir par les équipes, nous investissons dans la formation des conseillers via des modules d'e-learning. Nous leur proposons par exemple de se former pour obtenir la certification Le Robert.

N'est-il pas compliqué de garder vos conseillers motivés ?

Autonomie et responsabilité sont les maîtres mots de notre action à la Relation Clients. Nous favorisons l'accompagnement et un cadre de travail motivant. Avec la diversité des missions : chaque conseiller intervient sur les différents canaux de communication (téléphone, email, réseaux sociaux, chat) ce qui permet d'éviter la monotonie et de gérer les pics d'activité au téléphone (99% des appels reçus sont décrochés).

Ces efforts sont pour nous payants avec un turnover particulièrement faible pour ces métiers. Cette cohésion d'équipe s'est montrée également très utile pendant la période de confinement avec la généralisation du télétravail, déjà mis en place de façon partielle depuis plus d'un an.

Le réseau de boutiques LDLC poursuit son fort développement avec l'ouverture de 9 boutiques, en franchise, sur l'exercice 2019-2020. Pour soutenir la croissance du réseau et garantir le succès des points de vente, le Groupe a mis en œuvre une stratégie d'accompagnement sur mesure de ses franchisés.

BOUTIQUES LDLC : **LA FORMATION,** CLÉ DE LA RÉUSSITE



140

salariés en boutiques



44 ans

d'âge moyen des franchisés

10



30 000

références accessibles
sur commande



1 250

candidatures
à la franchise/an



113 m²

de surfaces de
vente moyenne



51

boutiques LDLC*

Entretien avec

Yann BENOIT,
Responsable Formation Franchise



En quoi consiste l'accompagnement des franchisés LDLC ?

Nous voulons avant tout transmettre à nos franchisés notre savoir-faire et les valeurs de service qui font le succès de la marque LDLC depuis près de 25 ans. En tant qu'ancien responsable de la boutique LDLC de Lyon, j'apprécie et je souhaite transmettre l'exigence de l'enseigne quant à la qualité et la technicité des produits qu'elle propose. Nous avons à cœur que nos gérants de boutiques soient au plus près des besoins du client et leur propose la réponse la plus adaptée. « Le conseil avisé et honnête », c'est notre devise !

Le parcours d'accompagnement débute dès la phase du projet de franchise. Nos franchisés suivent également une formation initiale de 25 jours (sur 5 à 6 sessions), axée autour de 3 grands thèmes : le management, le commerce et la technique. Durant cette période, nos franchisés et leurs équipes alternent entre formation théorique et immersion en boutique. Après l'ouverture, nous maintenons un lien constant avec nos franchisés, notamment au travers de l'équipe d'animation du réseau ou de modules de formation complémentaires.

Comment faites-vous évoluer la formation ?

Nos franchisés ont accès à un extranet, avec l'ensemble des guides pratiques, qui font l'objet d'une mise à jour constante, sur les sujets comme l'évolution réglementaire ou les nouveautés du SI bien sûr. C'est également un moyen pour nous de transmettre à l'ensemble du réseau les best practices, qui nous remontent des animateurs terrain ou des réunions régionales.

Quelles actions spécifiques avez-vous menées dans la période de crise sanitaire ?

L'accompagnement du réseau de franchisés, dans ce contexte, a été une priorité, avec deux axes : la sécurité des personnes (salariés et clients) pour les boutiques restées ouvertes et les mesures de soutien dans les démarches administratives (PGE, chômage partiel, etc.). Le pôle formation s'est adapté à la crise sanitaire en ayant administré plus de 450h de formations réparties en 13 modules différenciés sous forme de classes virtuelles.

Nous avons également lancé un grand dispositif d'évaluation d'acquis sous forme de QCM en ligne afin de repérer les axes d'amélioration de chaque salarié en boutique.

Nous avons pour projet de proposer un parcours de formation certifiant



FORMATION PRO pour les étudiants de L'École LDLC

L'École LDLC s'est donnée pour mission d'accompagner ses étudiants dans la construction de leur parcours professionnel.

Dans un objectif de professionnalisation, L'École LDLC inclut dans son parcours près de 10 mois de stage et 6 séminaires. Ces stages et séminaires sont proposés aux étudiants grâce aux liens forts qui unissent le Groupe aux entreprises de la région lyonnaise mais également grâce au réseau des anciens étudiants de L'École.

Afin d'accompagner au mieux ses étudiants dans cette quête de l'insertion professionnelle optimale, L'École assure deux niveaux d'accompagnement professionnel : d'abord, par un suivi individuel dans la création de leur parcours professionnel, mais également par des ateliers de développement personnel.

La force de L'École réside dans la diversité des profils de son équipe pédagogique. Des expériences professionnelles différentes qui viennent enrichir le retour fait aux étudiants leur permettant d'avoir un accompagnement complet et convergent.

LDLC...



Parité :



65%
hommes



35%
femmes

30% de femmes dans les
10 plus hautes rémunérations

Une note globale de **84/100**

à l'index de l'égalité femmes/hommes
(pour l'unité économique et sociale Groupe LDLC)



Près de

1 000
collaborateurs

12



35,4 ans
moyenne d'âge

Engagement fort :



23% taux de turnover
(< moyenne du secteur)



0,69 jour d'absences
injustifiées par salarié

AU FÉMININ

Le Groupe est, depuis toujours, attaché à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dès leur recrutement et tout au long de leur carrière professionnelle dans l'entreprise, au principe de non-discrimination du fait du sexe dans le monde professionnel.

Que ce soit en matière de rémunération, de formation ou d'évolution professionnelle, le Groupe LDLC s'assure de la plus grande équité entre les collaborateurs femmes et hommes.

Cet engagement de longue date permet au Groupe d'obtenir une note globale de 84/100 à l'index de l'égalité femmes / hommes, en ligne avec la performance moyenne des grandes entreprises. La formalisation du calcul de cet indice a permis d'identifier les points de progression encore possible sur le sujet de l'égalité professionnelle.

PARTENARIAT AVEC

LDLC ASVEL FÉMININ



“

Ne pas faire
de différence,
c'est notre seul
volontarisme.

”

LYON ASVEL Féminin devient LDLC ASVEL Féminin

Fortement ancré dans l'histoire du basket français, LDLC affirme à nouveau son soutien, en associant son nom à celui de l'équipe féminine lyonnaise, maintenant dénommée LDLC ASVEL Féminin.

Ce partenariat sur quatre ans, aux côtés de l'équipe féminine, s'inscrit dans une vraie cohérence de marque, LDLC ASVEL, avec le partenariat déjà conclu pour l'équipe masculine. Il témoigne de l'importance donnée par le Groupe LDLC sur les sujets de parité femmes / hommes. Le Groupe est fier d'accompagner ces joueuses, à la sportivité et à la ténacité sans pareilles, dans leur réussite. Championne de France 2019, LDLC ASVEL Féminin est entrée cette saison dans la cour des plus grands clubs d'Europe en disputant l'EuroLeague Women.

ÉCRIRE LES LETTRES DE NOBLESSE DU **E-SPORT** AVEC LDLC OL

Le 1^{er} mars 2020,
LDLC OL remporte
la Lyon E-Sport sur
League Of Legends.



LDLC a été l'un des premiers acteurs à investir dans l'univers du gaming et de l'e-sport. Depuis ses débuts, il y a 10 ans, la Team LDLC a conquis de nombreux titres nationaux et internationaux (actuelle Championne de France sur League of Legends et Championne du Monde sur WRC).

Le partenariat récent avec la team OL e-sport vient renforcer le leadership de la nouvelle équipe LDLC OL sur la scène e-sport française et internationale.



Une équipe e-sport pro pour Lyon

Annoncé en janvier 2020, le rapprochement des activités e-sport de l'Olympique Lyonnais et du Groupe LDLC démontre un réel engagement stratégique inédit de ces deux acteurs pour l'e-sport français et dote la nouvelle équipe d'atouts majeurs.

L'équipe e-sport professionnelle LDLC OL, impliquée dans les jeux FIFA, League Of Legends, Counter Strike, Fortnite, WRC et d'autres disciplines à venir, évolue depuis juillet dans un nouveau centre e-sport à Lyon. Dans ce lieu, peuvent se tenir, les compétitions, les entraînements, les tournages vidéos / photos, des événementiels, etc. L'équipe ambitionne de développer des offres de pratique d'e-sport à destination de tous les publics (jeunes, associations, entreprises, collectivités, etc.) de la grande région lyonnaise afin d'attirer des talents nationaux et internationaux.

Déjà les premiers succès

Le 10 mai 2020, la Team LDLC OL est devenue Championne d'Europe en remportant les European Masters de League of Legends en gagnant la finale sur le score de 3-0 contre l'équipe polonaise de K1CK.

Un cursus de formation pour le e-sport

En septembre 2019, la Tony Parker Adéquat Academy a ouvert un cursus dédié à l'e-sport. Ce parcours combine des entraînements e-sportifs donnés par LDLC OL et des cours au sein du lycée privé Acadomia intégré à l'Academy.

Avec cette formation, LDLC OL espère développer les talents locaux de manière responsable et sécurisée, en permettant aux joueurs de concilier carrière e-sportive et parcours scolaire.

Pour assurer aux meilleurs joueurs un avenir professionnel et rendre accessible cette formation, le principe de « bourse d'études performance » a été retenu. 10 joueurs ou joueuses de haut niveau, lycéens, bénéficient de ce programme « e-sport-étude » et leurs frais de scolarité seront entièrement pris en charge.

L'INNOVATION

EN ACTION

L'innovation est une composante fondamentale de l'ADN du Groupe LDLC. Une cellule « Innovation produits », composée de 6 collaborateurs, travaille pour faire émerger de nouveaux produits et services, en phase avec les attentes des clients du Groupe. Cette année signe le lancement commercial de 5 nouveaux produits et la poursuite du développement du clavier dynamique « NEMEIO ».



NEMEIO,
de retour au CES de Las Vegas en
2020 pour un test grandeur nature !

Déjà primé lors du CES de janvier 2019, **NEMEIO** est le 1^{er} clavier universel, basé sur la technologie d'écran E-paper. Il s'adapte à tous les alphabets, tous les caractères, tous les symboles de votre choix et permet de définir des comportements spécifiques sur chacune de ses 81 touches. Le CES 2020 a été l'occasion de recueillir les intérêts des principaux acteurs en vue d'une prochaine commercialisation.



**Expériences de réalité
virtuelle sur-mesure avec**



LDLC VR Studio est un studio de conception de jeux vidéo en Réalité Virtuelle créé en 2020. Il s'adresse aux propriétaires d'espaces de Réalité Virtuelle et a pour ambition de proposer des expériences immersives à la frontière du rêve et de la réalité. Le premier opus du studio s'intitule « Catch The Dragon » et est déjà disponible dans la salle MultiWorld de Bourgoin-Jallieu.

Une place de marché pour enrichir l'offre

Le Groupe développe actuellement une activité de marketplace visant à élargir significativement le nombre de références proposées aux clients sur des catégories de produits connexes (informatique, image & son, téléphonie & auto, jeux & loisirs, objets connectés ou papeterie), sur lesquelles un sourcing propriétaire par le Groupe LDLC n'est pas justifié. Plusieurs marchands sont aujourd'hui actifs.



LDLC, première marque à proposer un clavier tout confort, fiable, abordable et sûr

Depuis novembre 2019, LDLC commercialise le tout premier clavier AZERTY respectant la norme NF Z71-300. Baptisé AZERTY+, ce clavier améliore la disposition AZERTY habituelle afin de la rendre plus efficace à la saisie des caractères accentués et des signes diacritiques (accents, trémas, cédilles...) de la langue française.



Commercialisation du sabre connecté **SOLAARI**

Premier né du service Recherche et Développement du Groupe LDLC, développé en interne, le sabre connecté SOLAARI est disponible à la vente depuis décembre 2019. Inspiré de l'univers fantastique, le sabre SOLAARI s'adresse aussi bien aux fans de pop-culture, aux cosplayers, aux artistes qu'aux sportifs aguerris et adeptes d'arts martiaux.

LDLC lance son premier clavier à énergie solaire

En décembre 2019, LDLC a ajouté à sa gamme de produits innovants un clavier à cellules photovoltaïques. Le LDLC SWL10 est un clavier sans fil à usage bureautique et multimédia. Sans aucune manipulation nécessaire, le clavier se recharge grâce à la lumière solaire ou artificielle offrant une liberté totale à l'utilisateur.



PRINCIPAUX INDICATEURS

FINANCIERS

Compte de résultat simplifié
(1^{er} avril - 31 mars) en M€

Chiffres audités	2019-2020	S1 2019-2020	S2 2019-2020	2018-2019* Retraité
	12 mois	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	493,4	222,0	271,4	507,5
Marge brute	95,1	42,3	52,8	86,1
% marge brute	19,3%	19,1%	19,5%	17,0%
Excédent brut d'exploitation ¹	15,7	4,7	11,0	1,8
% marge d'EBE	3,2%	2,1%	4,1%	0,4%
Résultat d'exploitation	6,6	0,8	5,8	-5,5
Résultat net des sociétés intégrées	8,3			-4,8

Les points à retenir

- Activités BtoC en croissance au 2nd semestre 2019-2020
- Amélioration structurelle de la marge brute à 19,3% (vs. 17,0% en n-1)
- EBE en très forte croissance à 15,7 M€ (vs. 1,8 M€ en n-1)
- Accélération de la dynamique de croissance rentable en 2020-2021

Principaux éléments du bilan
(au 31 mars) en M€

	2019-2020	2018-2019*
Capitaux propres	62,4	54,3
Endettement net	8,6	60,3
Gearing**	0,14	1,11

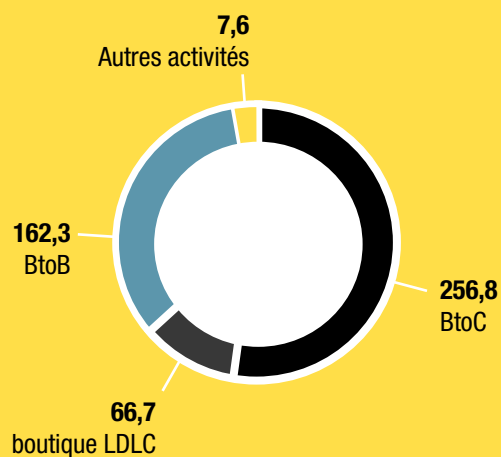
* Comptes 2018-2019 retraités
en normes françaises

** Endettement net sur capitaux propres

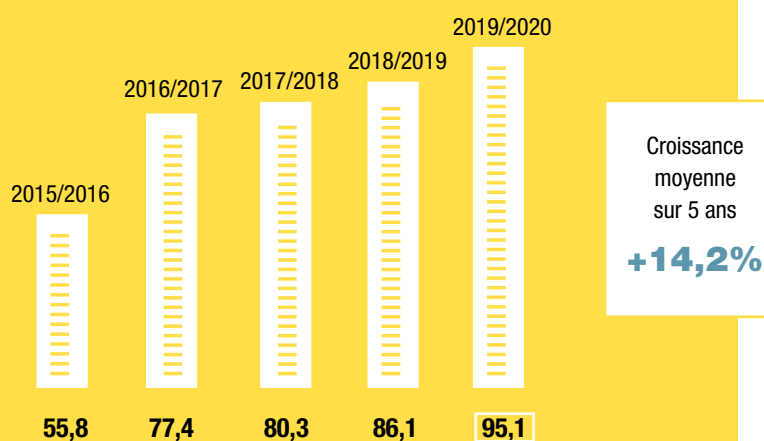
Les points à retenir

- Endettement financier net divisé par 7 à 8,6 M€ au 31 mars 2020.
- Réduction significative de 51,7 M€ de l'endettement net, conséquence des cessions de l'entrepôt de Nantes (juin 2019) et des murs du siège social situé à Limonest (juillet 2019) et de l'amélioration du résultat
- Marge de manœuvre financière (Gearing à 0,14 - vs. 1,16 en n-1) propice au développement des activités.

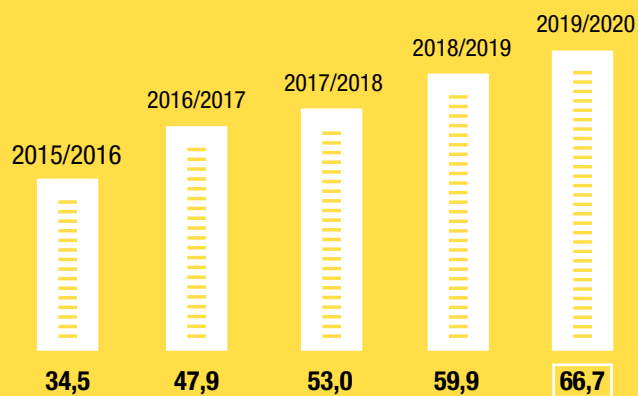
Répartition du chiffre d'affaires en 2019-2020 (1^{er} avril - 31 mars) en M€



Évolution de la marge brute sur 5 ans (1^{er} avril - 31 mars) en M€



Chiffre d'affaires réalisé par les magasins LDLC.com sur 5 ans (1^{er} avril - 31 mars) en M€



Panier moyen
2019-2020
LDLC.com

426€ht

(contre 389 €ht en 2018-2019)

CARNET DE

L'ACTIONNAIRE

Place de cotation*

Code ISIN

Nombre de titres

Indices

Capitalisation boursière au 30 juin 2020

Analyste suivant la valeur

EURONEXT Growth

FR0000075442 ALLDL

6 322 106

CAC All Shares, Euronext PEA-PME 150

138 millions d'euros

Gilbert Dupont - Ning GODEMENT

Midcap Partners - Alessandro CUGLIETTA **

* Le Groupe a réalisé, sur l'exercice 2019-2020, un transfert de cotation sur Euronext Growth, approuvé par l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2019, avec une mise en œuvre effective le 2 septembre 2019.

** initiation de couverture en juillet 2020

Agenda de l'actionnaire

Chiffre d'affaires T1 2020-2021	23 juillet 2020
Assemblée Générale Annuelle	25 septembre 2020
Chiffre d'affaires T2 2020-2021	29 octobre 2020
Résultats semestriels 2020-2021	3 décembre 2020
Chiffre d'affaires T3 2020-2021	28 janvier 2021
Chiffre d'affaires T4 2020-2021	29 avril 2021
Résultats annuels 2020-2021	17 juin 2021

Évolution du cours de bourse sur 12 mois (en euros)

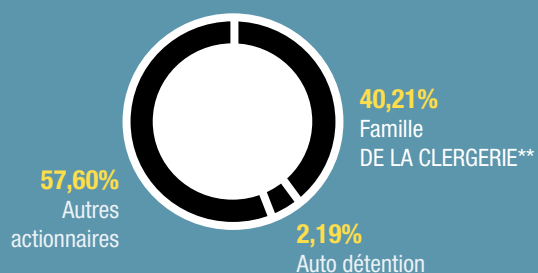


- + haut 1 an : **23,00€**
- + bas 1 an : **5,74 €**
- + haut depuis 3 ans : **29,10 €**

Cours de bourse au 30 juin 2020

21,90 € par action

Répartition du capital*



*Répartition sur la base des déclarations effectuées sur les 12 derniers mois

Famille DE LA CLERGERIE

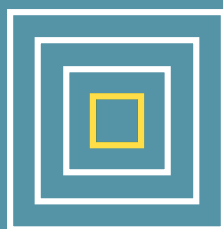
Laurent DE LA CLERGERIE : 19,40%

Caroline DE LA CLERGERIE : 9,94%

Olivier DE LA CLERGERIE : 9,74%

Suzanne DE LA CLERGERIE : 1,13%

**aucune action de concert, cette ligne regroupe les membres de la Famille DE LA CLERGERIE



2 0 1 9

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

2 0 2 0



Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 137 979,08 euros

Siège Social : 2, rue des Érables – CS21035 – 69578 Limonest cedex

RCS Lyon 403 554 181

Document d'enregistrement universel
contenant le rapport annuel

Exercice 2019/2020



Ce document d'enregistrement universel a été déposé le 23 juillet 2020 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit Règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et, le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au Règlement (UE) n°2017/1129.

En application de l'article 19 du Règlement (UE) 2017/1129 du 14 juin 2017, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document d'enregistrement universel :

- les comptes consolidés établis en norme IFRS pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes afférent présentés aux pages 178 à 181 du document de référence 2017/2018 enregistré le 13 juillet 2018 sous le numéro R.18-056,
- les comptes consolidés établis en norme IFRS pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes afférent présentés aux pages 184 à 187 du document d'enregistrement universel 2018/2019 déposé le 22 juillet 2019 sous le numéro D.19-0719.

Le document est disponible sans frais au siège social de la société, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de la société (www.groupe-ldlc.com).

Remarques générales	27
Chapitre 1. Personnes responsables, informations provenant de tiers, rapports d'experts et approbation de l'autorité compétente	28
1.1. Responsable du document d'enregistrement universel	28
1.2. Déclaration de la personne responsable relative aux informations contenues dans le document d'enregistrement universel	28
Chapitre 2. Contrôleurs légaux des comptes	29
2.1. Commissaires aux comptes titulaires	29
2.2. Commissaires aux comptes suppléants	29
Chapitre 3. Facteurs de risques	30
3.1. Risques liés à l'activité du Groupe	31
3.2. Risques financiers	33
3.3. Risques juridiques, réglementations et litiges	35
3.4. Risques de sinistres	36
Chapitre 4. Informations concernant l'émetteur	38
4.1. Dénomination sociale et nom commercial de la société	38
4.2. Lieu et numéro de l'enregistrement de la société	38
4.3. Date de constitution et durée	38
4.4. Siège social de la société, forme juridique, législation applicable et site Internet	38
Chapitre 5. Aperçu des activités	39
5.1. Principales activités	39
5.2. Principaux marchés	43
5.3. Positionnement concurrentiel en France	47
5.4. Investissements	48
5.5. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles	49
Chapitre 6. Structure organisationnelle	50
6.1. Organigramme juridique au 31 mars 2020	50
6.2. Liste des filiales principales de la société	50
6.3. Prises de participations significatives ou prises de contrôle	51
6.4. Liste des succursales existantes	51

Chapitre 7. Examen de la situation financière et du résultat	52
7.1. Analyse de la situation financière du Groupe	52
7.2. Analyse du résultat d'exploitation et du résultat net	56
7.3. Présentation des comptes annuels et méthodes d'évaluation – Résultats des activités de la société Groupe LDLC	58
7.4. Stratégie ou facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	59
7.5. Activité et résultats des filiales et des sociétés contrôlées	59
7.6. Activité en matière de recherche et développement de Groupe LDLC	69
7.7. Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice	70
Chapitre 8. Trésorerie et capitaux	71
8.1. Informations sur les ressources financières à court terme et à long terme du Groupe	71
8.2. Analyse des flux de trésorerie	73
8.3. Information sur les conditions d'emprunt et la structure de financement du Groupe	76
8.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations du Groupe	78
8.5. Informations concernant les sources de financement attendues pour réaliser les investissements prévus	79
Chapitre 9. Environnement réglementaire	80
9.1. Réglementation en matière de commerce électronique	80
9.2. Réglementation en matière de protection des données personnelles	81
9.3. Réglementation en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et précisions sur les contributions pour la prévention et la gestion de déchets	82
Chapitre 10. Informations sur les tendances	83
10.1. Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente, et tout changement significatif de la performance financière du Groupe depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement	83
10.2. Tendances connues, incertitudes, contraintes, engagements ou événements susceptibles d'influer sensiblement les perspectives de la société pour l'exercice en cours	89
Chapitre 11. Prévisions ou estimations du bénéfice	89
Chapitre 12. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale	90
12.1. Membres du Directoire et membres du Conseil de Surveillance	90
12.2. Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	92
Chapitre 13. Rémunérations et avantages	93
13.1. Rémunérations des membres du Directoire et des membres du Conseil de Surveillance	93
13.2. Sommes provisionnées ou constatées par la société ou ses filiales aux fins de versement de pensions de retraites ou d'autres avantages au profit des mandataires sociaux	101
13.3. État récapitulatif des opérations des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier sur les titres de la société réalisées au cours de l'exercice écoulé	101

Chapitre 14. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	102
14.1. Direction de la société	102
14.2. Informations sur les contrats liant les dirigeants et la société ou l'une de ses filiales	102
14.3. Conseil de Surveillance – Gouvernement d'entreprise	102
14.4. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques	102
14.5. Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise	104
14.6. Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Conseil de Surveillance de la société Groupe LDLC	117
Chapitre 15. Salariés	118
15.1. Nombre de salariés et répartition par société au titre des trois derniers exercices	118
15.2. Participations et stock-options des organes d'administration et de direction	119
15.3. Accords prévoyant une participation des salariés au capital de la société	119
15.4. Accords d'intéressement et de participation de la société	119
Chapitre 16. Principaux actionnaires	120
16.1. Évolution de la répartition du capital de la société au cours des trois derniers exercices	120
16.2. Déclarations de franchissements de seuils publiées depuis le 31 mars 2020	121
16.3. Existence de droits de vote différents	121
16.4. Contrôle de la société	121
16.5. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	122
16.6. Informations sur l'évolution et la situation boursière	122
Chapitre 17. Opérations avec des apparentés	123
17.1. Opérations avec des apparentés conclues par la société durant les trois derniers exercices	123
17.2. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020	124
Chapitre 18. Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur	126
18.1. États financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2020	126
18.2. Rapport d'audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés établis en normes françaises pour l'exercice clos le 31 mars 2020	178
18.3. États financiers en normes françaises de la société au 31 mars 2020	181
18.4. Rapport d'audit des commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2020	207
18.5. Informations financières pro forma	210
18.6. Date des dernières informations financières	210
18.7. Politique de distribution des dividendes	210
18.8. Proposition d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2020	211
18.9. Dépenses non déductibles fiscalement de la société	211
18.10. Décomposition des dettes fournisseurs et créances clients de la société par date d'échéance	212
18.11. Tableau des résultats des 5 derniers exercices de la société	213
18.12. Procédures judiciaires et d'arbitrage	214
18.13. Changement significatif de la situation financière du Groupe	214

Chapitre 19. Informations supplémentaires	215
19.1. Capital social	215
19.2. Acte constitutif et statuts	218
Chapitre 20. Contrats importants	220
20.1. Contrat de crédit en date du 31 mars 2016 tel que modifié par avenants	220
20.2. Contrat de crédit-bail immobilier en date du 30 novembre 2015	220
20.3. Contrat de <i>naming</i> avec L'ASVEL en date du 11 septembre 2018	220
20.4. Contrat de <i>naming</i> avec L'ASVEL Féminin en date du 27 août 2019	221
20.5. Contrat de partenariat avec l'Olympique Lyonnais en date du 8 janvier 2020	221
Chapitre 21. Documents disponibles	222
Chapitre 22. Déclaration de performance extra-financière	223
22.1. Modèle d'affaires	223
22.2. Méthodologie	226
22.3. Respect des personnes/Capital humain	228
22.4. Actions pour l'Environnement	238
22.5. Impact sur notre territoire	241
22.6. Sensibilisation et formation à l'éthique	243
22.7. Perspectives	245
22.8. Table de concordance avec les Objectifs de Développement Durable (ODD)	246
22.9. Note méthodologique	247
Chapitre 23. Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales	249
Chapitre 24. Rapport spécial relatif aux attributions gratuites d'actions	251
Chapitre 25. Montant global des rémunérations versées aux 10 personnes les mieux rémunérées	254
25.1. Attestation des rémunérations prévue à l'article L.225-114-4 du Code de Commerce	254
25.2. Attestation des commissaires aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L.225-115 4° du Code de Commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 mars 2020	254
Chapitre 26. Montant global des versements effectués en application des 1 et 5 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts ainsi que de la liste des actions nominatives de parrainage, de mécénat	256
26.1. Attestation prévue à l'article L.225-115-5° du Code de Commerce	256
26.2. Attestation des commissaires aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L.225-115 5° du Code de Commerce relatif au montant global des versements effectués en application des alinéas 1 et 5 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts	256
Chapitre 27. Tables de concordance	258

REMARQUES GÉNÉRALES

Définitions

Dans le présent document, et sauf indication contraire :

- Les termes la « **société** » ou « **Groupe LDLC** » désignent la société Groupe LDLC, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance dont le siège social est situé 2, rue des Érables CS21035 – 69578 Limonest cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 403 554 181.
- Le terme le « **Groupe** » renvoie à la société et à l'ensemble des sociétés rentrant dans son périmètre de consolidation.

Avertissement

Le présent document d'enregistrement universel contient des informations relatives à l'activité du Groupe ainsi qu'au marché sur lequel celui-ci opère. Ces informations proviennent d'études réalisées soit par des sources internes soit par des sources externes (ex : publications du secteur, études spécialisées, informations publiées par des sociétés d'études de marché, rapports d'analystes). La société estime que ces informations donnent à ce jour une image fidèle de son marché de référence et de son positionnement concurrentiel sur ce marché. Toutefois, ces informations n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et le Groupe ne peut pas garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats.

Informations prospectives

Le présent document d'enregistrement universel comporte également des informations sur les objectifs et les axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « estimer », « considérer », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « souhaite » et « pourrait » ou toute autre variante ou terminologie similaire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ces objectifs et axes de développement ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétés comme une garantie que les faits et données énoncés se produiront, que les hypothèses seront vérifiées ou que les objectifs seront atteints. Il s'agit d'objectifs qui par nature pourraient ne pas être réalisés et les informations produites dans le présent document pourraient se révéler erronées sans que le Groupe se trouve soumis de quelque manière que ce soit à une obligation de mise à jour, sous réserve de la réglementation applicable.

Facteurs de risques

Les investisseurs sont également invités à prendre en considération les facteurs de risques décrits à la section 3 « Facteurs de risques » du présent document avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques serait susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers ou objectifs du Groupe.

Informations financières historiques

Conformément au point 18.1.1 de l'annexe 1 du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la commission du 14 mars 2019 applicable sur renvoi du point 1.1 de l'annexe 2 dudit Règlement, le présent document comporte (directement ou par incorporation) des informations financières historiques auditées sur les trois derniers exercices.

Toutefois, nous vous rappelons qu'en raison de l'admission des instruments financiers de la société sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth et leur radiation concomitante du marché réglementé Euronext Paris, la société a choisi d'adopter le référentiel comptable français pour l'établissement de ses comptes consolidés au lieu et place du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) appliqué jusqu'à la précédente clôture annuelle au 31 mars 2019.

La société a appliqué le Règlement CRC 99-02 pour la première fois lors de l'établissement de ses comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2019.

Le changement de référentiel comptable de la société, pour l'établissement de ses comptes consolidés, emporte l'obligation corrélative de retraiter l'exercice précédent, soit l'exercice clos le 31 mars 2019, en normes françaises pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02 et permettre l'insertion d'informations comparatives entre cet exercice et l'exercice clos le 31 mars 2020 (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020).

Le tableau de passage entre les comptes consolidés établis en norme IFRS pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et les comptes retraités en normes françaises au titre de ce même exercice figure sous la note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

En conséquence, les données financières figurant aux chapitres 5, 7 et 8 du présent document vous sont présentées de façon comparative, sur deux exercices, en normes comptables françaises.

CHAPITRE 1. PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

Groupe LDLC, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Siège Social : 2, rue des Érables – CS21035 – 69578 Limonest cedex

1.2. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE RELATIVE AUX INFORMATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion qu'il contient aux pages 30 à 257 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation

et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 23 juillet 2020

Groupe LDLC

Représenté par Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie,
ès-qualités de Directeur Général



CHAPITRE 2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

2.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Cap Office, représenté par Monsieur Rémi Charnay, 12 quai du Commerce, 69009 Lyon.

Date de renouvellement : 28 septembre 2018

Durée du mandat : 6 exercices

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024.

Cap Office est membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Lyon.

Mazars, représenté par Monsieur Pierre Beluze et Madame Séverine Hervet, situé Immeuble Le Premium, 131 boulevard Stalingrad – 69100 Villeurbanne.

Date de nomination : 27 septembre 2019

Durée du mandat : 6 exercices

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Mazars est membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Lyon.

2.2. COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Fabrice Goenaga, 12 quai du Commerce, 69009 Lyon.

Date de renouvellement : 28 septembre 2018

Durée du mandat : 6 exercices

Date d'expiration du mandat : lors de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2024.

Fabrice Goenaga est membre de la compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Lyon.

Frédéric Maurel, Immeuble Le Premium, 131 boulevard Stalingrad – 69100 Villeurbanne.

Date de nomination : 27 septembre 2019

Durée du mandat : 6 exercices

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Frédéric Maurel est membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Lyon.

CHAPITRE 3. FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent document d'enregistrement universel, y compris les facteurs de risques spécifiques à la société et décrits dans la présente section, avant de décider d'acquiescer ou de souscrire des actions de la société.

Dans le cadre de la préparation du présent document d'enregistrement universel, la société a procédé à une revue des risques importants qui lui sont spécifiques et qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs. La société a évalué, à la date de dépôt du présent document d'enregistrement universel, l'importance des facteurs de risques en fonction de la probabilité de les voir se matérialiser et de l'ampleur estimée

de leur impact négatif en tenant compte des politiques de gestion des risques en place. Toutefois, ces politiques ne peuvent fournir une garantie absolue quant à la maîtrise de ces risques.

Dans le cadre de son évaluation, la société a également pris en compte la pandémie de Covid-19 et ses impacts avérés et/ou attendus sur la situation du Groupe (cf. infra).

La société a synthétisé ces risques en 4 catégories ci-dessous sans hiérarchisation entre elles. Toutefois, au sein de chaque catégorie, les risques les plus importants d'après l'évaluation effectuée par la société vous sont présentés en premier lieu compte tenu de leur incidence négative sur la société et de la probabilité de leur survenance, par ordre décroissant, à la date de dépôt du document d'enregistrement universel.

Risques significatifs et spécifiques auxquels le Groupe estime être exposé		Criticité nette
Risques liés à l'activité du Groupe	Risques clients, fournisseurs et produits	Élevée
	Risques de marché	Modérée
	Risques technologiques	Modérée
Risques financiers	Risques de liquidité	Modérée
	Risques de garantie produits	Modérée
	Risques de change	Modérée
	Risques de taux d'intérêt	Modérée
Risques juridiques, réglementations et litiges	Risques liés à la propriété intellectuelle	Modérée
	Risques liés à la réglementation et son évolution	Modérée
	Risques litiges	Modérée
Risques de sinistres	Risques liés aux stocks et au transport	Modérée

Lorsque cela était possible, la société a également fourni une information quantitative sur la matérialité du facteur de risque.

Risques liés à la pandémie de Covid-19

Face à la crise sanitaire actuelle, le Groupe a pris les mesures nécessaires pour assurer la protection de ses collaborateurs et la continuité de son activité.

L'impact du Covid-19 est suivi attentivement par le Groupe pour mener les actions nécessaires en fonction de la situation.

À la date de dépôt du présent document, le Groupe estime que l'épidémie de Covid-19 ne devrait pas avoir d'impacts négatifs sur ses activités au global. Le confinement général de cette crise a d'ailleurs eu un impact positif sur la

consommation en ligne. Il est cependant impossible à ce jour de déterminer si cet impact sera durable.

Par précaution, le Groupe a toutefois mis en place, fin avril, 4 prêts « PGE » de 4,5 millions d'euros chacun en vue de financer les besoins éventuels de trésorerie du Groupe. Ce montant de 18 millions d'euros de prêts bénéficie à hauteur de 90% de la garantie de l'État accordée aux établissements de crédits et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finance rectificative pour 2020.

La crise du Covid-19 incite à la prudence. Aussi dans ce contexte, le Groupe continue de suivre attentivement l'évolution de la situation et ses potentiels impacts.

3.1. RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ DU GROUPE

3.1.1. Risques clients, fournisseurs et produits

3.1.1.1. Risques liés à l'activité et aux créances clients

Le Groupe est susceptible d'être exposé au risque d'impayés en raison notamment des caractéristiques mêmes du marché de particuliers auquel s'adresse la société, qui génère une multitude de petites créances, pouvant être difficiles à recouvrer à l'unité.

Un service de relances clients a été mis en place afin de minimiser au maximum le risque d'impayé qui est plutôt limité de par la structure de l'entreprise, environ 65% du chiffre d'affaires étant réalisés auprès des clients particuliers qui payent principalement au moment de l'expédition de la commande.

Le nombre de fraudes diminue d'un tiers, soit moins de 2 pour 1 000 en 2019 (1 000 rejets CB pour 750 000 transactions) en prenant une marge de manœuvre.

Pour toujours mieux se prémunir contre ce risque, le Groupe a également mis en place, en interne, des systèmes de contrôle avant de valider les commandes et une démarche d'amélioration continue.

Le Groupe a fréquemment recours à une société d'assurance-crédit afin de minimiser le risque sur les clients professionnels.

Toutefois, le développement de ses activités en *BtoB* et en franchise pourrait l'exposer à ce risque et donc avoir des conséquences sur la situation financière du Groupe. Le risque reste maîtrisé grâce à la mise en place de procédures internes permettant de le contrôler et de le limiter considérablement.

Des éléments d'information complémentaires relatifs aux risques créances clients figurent dans les notes des états financiers consolidés (note 2.4.2).

Une augmentation significative des impayés pourrait par conséquent, directement ou indirectement, avoir un impact significatif défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.1.1.2. Risques fournisseurs

Le Groupe s'approvisionne chez de nombreux fournisseurs, la plupart étant des grossistes. Il n'existe aucune dépendance significative vis-à-vis de l'un d'entre eux. Par contre, le Groupe peut délibérément choisir de privilégier un partenaire auprès de qui les conditions commerciales (prix, délais, qualité,...) sont les plus avantageuses.

Le marché auquel s'adresse le Groupe LDLC connaît certains effets de mode. Dans ce cas, si le Groupe devait connaître des difficultés d'approvisionnement, le problème serait identique chez ses concurrents. Les volumes commandés par le Groupe, renforcés par l'entrée dans le périmètre de *Materiel.net*, *Top Achat*, et sa place de leader du High-Tech en France donnent au Groupe une position significative auprès de ses fournisseurs.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020, le principal fournisseur du Groupe LDLC a représenté environ 18% des approvisionnements et les 10 premiers environ 60%.

Une dégradation des relations du Groupe avec ses principaux fournisseurs, un durcissement des conditions exigées par ces derniers, ou le non-renouvellement ou la résiliation anticipée des principaux contrats de fournitures de marchandises ou de services du Groupe pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.1.2. Risques de marché

3.1.2.1. Risques liés à l'évolution de la conjoncture économique et de la consommation

La conjoncture économique a peu d'impact sur la consommation des ménages en matière de matériel High-Tech qui reste l'un des secteurs les plus favorisés par les consommateurs. Il est cependant à noter que l'évolution du dollar US ou des composants comme les puces mémoires, cartes graphiques ou processeurs, dont le prix peut être amené à varier de façon significative, sont des éléments importants dans le cadre du secteur High-Tech. Ils peuvent avoir un effet de ralentissement sur le niveau d'activité du Groupe comme nous avons pu le connaître par le passé. En effet, concernant le dollar US, l'ensemble des produits (même ceux achetés en euros) sont impactés à un moment donné par cette évolution. La société gère ce risque commercial en étant capable d'ajuster très rapidement ses prix de ventes pour se réadapter à la réalité du marché, ainsi qu'en faisant varier son niveau de stock lorsque cela est nécessaire pour étaler l'évolution de la devise dans le temps.

Le Groupe a mis en place des outils d'analyse de rotation des stocks afin d'optimiser la gestion des approvisionnements et la gestion des stocks (voir note 2.4.1.2 des états financiers consolidés).

La réalisation d'un ou plusieurs de ces risques pourrait par conséquent, directement ou indirectement, avoir un impact significatif défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.1.2.2. Risques liés à l'activité de la franchise

Afin de garantir l'image du Groupe, les franchisés sont sélectionnés selon une grille de critères très rigoureuse, sont accompagnés à la création de leur(s) boutique(s) avec une formation au management, à la vente, au service après-vente, etc.

L'accompagnement et le suivi de ces différents franchisés peuvent avoir un impact sur les performances financières et opérationnelles, et sur la réputation du Groupe au cas où les pratiques des franchisés ne seraient pas conformes aux réglementations, aux standards ou aux valeurs du Groupe.

Dans ce contexte, une structure dédiée au suivi des franchisés a été mise en place. Ce dispositif permet ainsi de garantir le bon déroulement des relations contractuelles ainsi que le respect de l'ensemble des obligations des franchisés concernant notamment le service apporté et la qualité de l'image de la marque.

3.1.2.3. Risques liés aux acquisitions, cessions et autres opérations de croissance externe

La société a procédé et pourrait continuer à procéder à des opérations de croissance externe, quelles qu'en soient leurs modalités juridiques, au travers notamment d'acquisitions d'activités ou de sociétés, ou de fusions, de taille variable, dont certaines pourraient être significatives à l'échelle du Groupe.

Ces opérations de croissance externe impliquent des risques et notamment les suivants : (i) les hypothèses des plans d'affaires sous-tendant les valorisations des entités cibles peuvent ne pas se vérifier, en particulier concernant les synergies et l'évaluation de la demande commerciale ; (ii) la société pourrait ne pas réussir l'intégration des sociétés acquises ou fusionnées, de leurs technologies, gammes de produits et salariés ; (iii) la société pourrait ne pas être en mesure de retenir certains salariés, clients ou fournisseurs clés des sociétés acquises ; (iv) la société pourrait être contrainte ou souhaiter mettre fin à des relations contractuelles préexistantes à des conditions financières coûteuses et/ou défavorables ; (v) la société pourrait accroître son endettement en vue de financer ces opérations de croissance externe ; (vi) la société pourrait être amenée à faire un appel à un ou plusieurs investisseurs moyennant l'émission d'actions ou de valeurs mobilières nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour financer tout ou partie des besoins

correspondants entraînant une dilution complémentaire pour les actionnaires et (vii) la société pourrait être contrainte de céder des activités ou de limiter la croissance de certaines activités afin d'obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation des opérations, notamment au titre de la réglementation sur la concurrence.

La réalisation d'un ou plusieurs de ces risques pourrait par conséquent, directement ou indirectement, avoir un impact significatif défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.1.2.4. Risques liés à la concurrence

Le positionnement très spécifique du Groupe LDLC en tant que distributeur spécialisé lui permet de minimiser fortement le risque de concurrence de la part d'acteurs généralistes qui n'offrent pas la même expertise, ni la même profondeur de son catalogue de produits. Ces dernières années, un mouvement de concentration et disparition de certains acteurs de la vente en ligne de matériel informatique ou électronique a eu lieu notamment par le rachat de certaines marques par des acteurs de la distribution traditionnelle. Le Groupe LDLC a réagi et participé à cette concentration en rachetant en mars 2016 la totalité du capital social de Domisys (marque Materiel.net), son principal compétiteur. Le rachat de la société OLYS en janvier 2018 est là encore venu renforcer le positionnement de spécialiste du Groupe LDLC notamment sur l'environnement Apple dans le monde professionnel. Récemment, l'acquisition du fonds de commerce Top Achat, le 10 avril 2020, va permettre au Groupe LDLC de rajouter une marque historique du High-Tech à son catalogue pour continuer son développement.

Toutefois, l'augmentation de l'intensité concurrentielle pourrait avoir des effets défavorables significatifs sur l'image, les activités, les résultats, la situation financière, les parts de marché et les perspectives du Groupe.

3.1.3. Risques technologiques

Les sites du Groupe sont administrés par la société, dans des Datacenter spécialisés, qui en assure la maintenance et la sécurité, avec la mise en place de systèmes de protection contre les attaques informatiques (anti-virus, firewall), de sauvegardes permettant la récupération de données informatiques, de systèmes informatiques redondants afin de faire face à une défaillance matérielle et de systèmes de paiements sécurisés proposés par nos prestataires partenaires.

Une fragilité ou une défaillance de ces systèmes pourrait perturber la conduite des opérations avec des impacts potentiellement importants sur les performances

commerciales et financières notamment au niveau des sites Internet, des systèmes de commandes et d'encaissement et plus particulièrement lors des pics d'activité comme en fin d'année.

La réalisation d'un ou plusieurs de ces risques pourrait par conséquent, directement ou indirectement, avoir un impact significatif défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.2. RISQUES FINANCIERS

3.2.1. Risque de liquidité

Le risque de liquidité du Groupe est étroitement et régulièrement apprécié par le Groupe à l'aide de reportings financiers périodiques.

L'exposition au risque de liquidité est détaillée dans les notes 2.4.4, 3.9, 3.10 et 3.13 des états financiers consolidés. Par ailleurs nous vous invitons à vous référer à la section 8.1 et plus particulièrement au tableau relatif aux échéances de la dette financière du Groupe au 31 mars 2020.

Nous vous invitons également à prendre connaissance des ratios bancaires à respecter par le Groupe figurant à la section 8.4.

Les nantissements mis en place dans le cadre des financements octroyés sont détaillés dans la note 5.2.1 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Les ratios calculés ci-dessous portent sur une période de douze mois, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Ratio R1 Dettes Financières Nettes Consolidées / Fonds Propres Consolidés (au 31/03/20 < 0.90)

En millions d'euros	Note	Calcul
Dettes financières nettes consolidées ⁽¹⁾	10,28	A
Fonds propres consolidés ⁽²⁾	62,46	B
Ratio de DFN consolidées / FP consolidés	0,16	A/B

Ratio R2 Dettes Financières Nettes Consolidées / EBE Consolidé Retraité (au 31/03/20 < 2.5)

En millions d'euros	Note	Calcul
Dettes financières nettes consolidées ⁽¹⁾	10,28	A
EBE consolidé retraits ⁽³⁾	16,66	B
Ratio de DFN consolidées / EBE consolidé retraits	0,62	A/B

(1) Les dettes financières nettes consolidées correspondent à l'endettement financier (voir note 3.13 des états financiers consolidés du 31 mars 2020) diminuées de la trésorerie (voir note 3.10 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), et augmentées des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros.

(2) Les fonds propres consolidés correspondent au total des capitaux propres y compris les intérêts minoritaires (voir note 1.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020).

(3) L'« EBE consolidé retraits » correspond à la somme du résultat d'exploitation augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions incluses dans le résultat d'exploitation (voir note 2.5 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et des escomptes obtenus auprès des fournisseurs.

Le montant des investissements est inférieur à la limite fixée à 7 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les ratios bancaires sont respectés au 31 mars 2020 et sont soumis à une attestation des commissaires aux comptes (cf. chapitre 8.4.1).

Pour votre parfaite information, vous trouverez ci-dessous une synthèse de la situation d'endettement et de la situation de trésorerie disponible du Groupe au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020 :

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité*
Dettes financières brutes	28 435	78 797
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	19 859	18 531
Trésorerie nette	(8 576)	(60 266)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Les engagements du Groupe au titre du contrat de crédit réduisent la flexibilité du Groupe dans la conduite de ses activités, mais sans que cette liste soit exhaustive, quant à la réalisation de certaines opérations d'investissements, la modification de la structure financière du Groupe y compris son endettement.

Le Groupe pourrait ne pas être en mesure de respecter certaines de ses obligations au titre du contrat de crédit et en particulier les clauses restrictives, notamment en raison de circonstances affectant les marchés ou les activités du Groupe. Un manquement à l'une de ces clauses, notamment celles de covenants, pourrait constituer un cas de défaut au titre du contrat de crédit, au titre duquel l'agent du contrat de crédit pourrait, et devrait à la demande des prêteurs, (i) annuler avec effet immédiat les engagements de chaque prêteur, (ii) prononcer l'exigibilité anticipée de l'ensemble des sommes dues au titre du contrat de crédit (incluant les

intérêts courus sur celles-ci et tous les autres montants dus en vertu du contrat de crédit).

En cas d'exigibilité anticipée des sommes dues au titre du contrat de crédit, le Groupe pourrait faire face à une insuffisance de trésorerie. Cette situation pourrait avoir un impact négatif significatif sur l'image, l'activité, les résultats, les perspectives, la situation financière et le patrimoine du Groupe.

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire Covid-19, le Groupe a souscrit, par précaution, fin avril, 4 prêts « PGE » de 4,5 millions d'euros chacun en vue de financer les besoins éventuels de trésorerie du Groupe. Ce montant de 18 millions d'euros de prêts bénéficie à hauteur de 90% de la garantie de l'État accordée aux établissements de crédits et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finance rectificative pour 2020.

Pour votre parfaite information, vous trouverez ci-dessous une synthèse des emprunts par échéance de remboursement au 31 mars 2020 :

Montants en milliers d'euros	Capital restant dû	Capital à -1 an	Capital de 1 an à 5 ans	Capital de + 5 ans
Emprunts	27 527	7 728	19 343	455
Contrats de location-financement	71	30	40	0
Total	27 597	7 758	19 384	455

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir durant les douze mois suivant la date de dépôt du présent document en ce inclus le respect des ratios bancaires devant être testés semestriellement sur cette même période. La revue spécifique du risque de liquidité tient compte de l'obtention par la société des prêts « PGE » ; étant toutefois précisé que la société considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir durant les douze mois suivant la date de dépôt du présent document sans avoir besoin de mobiliser les prêts « PGE ».

L'ensemble des termes et conditions des lignes de financement du Groupe est détaillé dans la note 3.13 des états financiers consolidés.

Gestion centralisée de la trésorerie

Depuis mars 2017, la société Groupe LDLC a conclu avec l'ensemble de ses filiales une convention de gestion de trésorerie centralisée pour une durée d'un an, reconductible tacitement par nouvelles périodes d'un an. Les nouvelles filiales de la société Groupe LDLC sont intégrées au fur et à mesure à cette même convention. Cette convention a pour objet la centralisation de la gestion de la trésorerie du Groupe de façon à favoriser la coordination et l'optimisation de l'utilisation des excédents de trésorerie ou de la couverture des besoins de trésorerie appréciés globalement au niveau du Groupe.

3.2.2. Risque de garantie produits

La conformité aux réglementations des produits du Groupe est un élément important pour lequel une prise en compte insuffisante pourrait avoir des impacts potentiellement négatifs sur la réputation, les activités et la performance financière du Groupe ainsi que des conséquences judiciaires.

3.2.3. Risque de change

Le Groupe réalise la grande majorité de ses ventes dans la devise de l'euro. En revanche, le Groupe s'approvisionne en dollar américain pour une partie significative de ses achats de marchandises. Les principales sources de risque de change transactionnel du Groupe sont donc liées aux achats de marchandises réalisés en dollar américain.

Les variations des devises représentent un enjeu de compétitivité à gérer au mieux. La politique de gestion du risque de change du Groupe consiste à réduire le risque de change en sécurisant les politiques de prix et les marges brutes. La volatilité des parités conduit le Groupe à adapter en permanence sa politique tarifaire, et donc à ajuster ses prix de ventes. Le Groupe peut avoir recours également à

des contrats de change à terme pour couvrir une partie de ses achats en dollar.

Les détails relatifs aux risques de change sont traités dans les notes des états financiers consolidés (note 2.4.1.1).

3.2.4. Risque de taux d'intérêt

Pour les besoins de son développement et de sa politique d'investissements, le Groupe a recours à différentes formes de financement (emprunts bancaires, crédit renouvelable...).

La part de l'endettement financier à taux variable représente 43% de la dette totale dont 100% est couvert par des instruments financiers (contrats swap).

Le Groupe a réalisé une analyse de sensibilité afin de mesurer l'impact sur le résultat d'une variation de taux sur les emprunts. Une variation de 0,50 point de base des taux d'intérêts aurait un impact sur le résultat consolidé avant impôt du Groupe au 31 mars 2020 de 152 milliers d'euros.

Les détails relatifs aux risques de taux sont traités dans les notes aux états financiers consolidés (notes 2.4.3, 3.13 et 3.15).

3.3. RISQUES JURIDIQUES, RÉGLEMENTATIONS ET LITIGES

3.3.1. Risque lié à la propriété intellectuelle

Le Groupe LDLC est propriétaire de différentes marques déposées en France ou dans les pays où le Groupe les exploite ou est susceptible de les exploiter. La disponibilité des marques et des noms de domaine associés fait l'objet de recherches d'antériorité qui ne peuvent, compte tenu de particularités, totalement exclure les risques de contestations par des tiers, détenteurs de droits sur des signes similaires.

Il est procédé régulièrement à la vérification de la régularité et du suivi des droits de propriété intellectuelle du Groupe et des actifs nécessaires à l'exploitation des activités du Groupe. Ces vérifications permettent aussi de se protéger du risque de non-respect de la propriété intellectuelle par des tiers.

L'ensemble des logiciels dont la société est propriétaire constitue un actif-clé du Groupe. Leurs qualités de développement et leur parfaite adéquation à l'activité sont déterminantes dans la capacité du Groupe à absorber régulièrement des volumétries croissantes.

Cependant, le Groupe ne peut être certain que les démarches entreprises pour protéger ses droits de propriété intellectuelle et industrielle seront efficaces ou que des tiers ne pourront pas contrefaire, détourner ou faire annuler ses droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

La réalisation d'un ou plusieurs de ces risques pourrait par conséquent, directement ou indirectement, avoir un impact significatif défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.3.2. Risque lié à la réglementation et son évolution

Dans le cadre de son activité transversale le Groupe est soumis à de nombreuses réglementations, notamment, loi numérique, urbanisme, établissement recevant du public, réglementation logistique, consommation et protection des données. Il convient de suivre régulièrement ces dernières afin de s'assurer d'être en conformité.

L'ouverture et l'agrandissement des boutiques peuvent être soumis à des procédures d'autorisations administratives du fait de l'évolution de ces dernières.

Le Groupe est également soumis à l'évolution régulière de la réglementation relative à la vente à distance en tenant compte des nouveaux usages (délai de rétractation, médiation, paiement à distance), ainsi qu'à la loi « Informatique et Libertés » concernant la protection des données personnelles de ses clients et notamment la mise en place de la réglementation GDPR.

Le respect de ces dispositifs pourrait avoir un effet négatif significatif sur l'activité (notamment baisse des prix, réduction des marges, perte de parts de marché), la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

De plus, des sanctions financières et/ou la publication de ces sanctions pourraient être prononcées contre le Groupe si la mise en conformité du Groupe n'était pas jugé suffisamment robuste ce qui pourrait par conséquent, directement ou indirectement, avoir un impact significatif défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.3.3. Risques litiges

Le Groupe peut régulièrement faire l'objet de litiges et de plaintes ou être impliqué dans un litige, une procédure d'arbitrage ou tout autre contentieux de même nature.

En cas de réclamations formulées à l'encontre du Groupe émanant d'un ou plusieurs de ses cocontractants, ou de toute autre partie intéressée, de telles réclamations, quel que soit leur fondement, peuvent nuire à l'activité du Groupe, à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives.

Les litiges sont gérés par différents services du Groupe, en collaboration avec des cabinets d'avocats.

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage actuellement en cours, à laquelle le Groupe serait partie, qui soit susceptible d'avoir ou qui ait eu, au cours des 12 derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière du Groupe.

3.4. RISQUES DE SINISTRES

3.4.1. Risques liés aux stocks et au transport

Les trois risques relatifs aux stocks sont : la destruction par incendie, la rupture sur certains produits et enfin la démarque inconnue (vol ou casse).

Le risque d'incendie est le risque majeur auquel est confronté le Groupe car la destruction des stocks signifierait l'arrêt des expéditions. Outre la souscription de polices d'assurances multi-risques professionnelles, le Groupe a adopté une politique active de prévention des risques liés aux stocks et à la démarque inconnue, avec la mise en place de mesures et d'outils adéquats : surveillance par vidéo, alarmes, détecteurs, extincteurs, contre le risque majeur d'incendie, le risque de vol et de casse.

De plus, depuis la reprise de Materiel.net, ce risque a été minimisé puisque si l'un des deux centres logistiques du Groupe venait à être défaillant, le deuxième site pourrait être utilisé afin de prendre le relais pour l'ensemble des expéditions.

Concernant le cas de rupture de stocks, le Groupe afin de s'en prémunir a mis en place un logiciel spécifique très performant qui permet d'optimiser la gestion des stocks et d'éviter, au maximum, les ruptures. Les seuls cas de ruptures de stocks auxquels a été confronté le Groupe venaient de l'indisponibilité des composants chez le fournisseur.

En termes de transport, le Groupe a diversifié ses prestataires et utilise à la fois les services de La Poste mais également ceux de compagnies de transport privées, atténuant ainsi les risques liés à des grèves. Le véritable risque viendrait de conditions météorologiques extrêmes (neige, pluies) qui ne permettraient pas d'acheminer les livraisons. Cependant avec désormais deux sites logistiques principaux, l'un à côté de Lyon et l'autre à Nantes, le Groupe a la capacité de faire face à ce risque.

La réalisation d'un ou plusieurs de ces risques pourrait par conséquent, directement ou indirectement, avoir un impact significatif défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

3.4.2. Politique d'assurance

La politique d'assurance du Groupe LDLC est notamment basée sur l'identification des risques assurables à travers une revue régulière des risques existants et émergents, en étroite collaboration avec les opérationnels et la Direction du Groupe, et accompagnée par des courtiers.

Cette politique vise à maintenir ou améliorer la protection du patrimoine, de la clientèle et des collaborateurs du Groupe, tout en maîtrisant les coûts.

La société centralise sa politique d'assurance pour garantir une cohérence, une mutualisation des couvertures d'assurance et bénéficier des économies d'échelle, lorsque la réglementation et les contraintes opérationnelles le permettent. Toute nouvelle société créée en cours d'année est immédiatement couverte dans le cadre du programme d'assurance Groupe aux mêmes termes et conditions. Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, les entités du groupe OLYS ont été intégrées aux polices du Groupe LDLC, à l'exception de la police concernant l'environnement qui devra être intégrée sur l'exercice clos au 31 mars 2021.

L'ensemble des polices d'assurances a été conclu avec des compagnies d'assurance ayant la capacité d'en assumer les garanties. En général, les polices d'assurances sont révisées en moyenne tous les 3 ans.

Responsabilité civile

Groupe LDLC a diverses activités qu'il a assurées en garantissant la responsabilité d'exploitation à hauteur de 10 000 000 d'euros par sinistre et la responsabilité professionnelle à hauteur de 3 000 000 d'euros par année d'assurance.

Multi-risques entreprise et multi-risques environnement

Groupe LDLC assure tous ses locaux avec une garantie dommages aux biens et la perte d'exploitation consécutive, pour les risques usuels tels que l'incendie, inondation, vol, etc. avec une limitation contractuelle à hauteur de 130 000 000 d'euros par sinistre.

Groupe LDLC assure également, à hauteur de 5 000 000 d'euros par sinistre et par an, ses risques environnementaux que ce soit en responsabilité civile « atteintes à l'environnement », responsabilité environnementale, frais de dépollution du site et frais de prévention de dommages garantis.

Responsabilité des dirigeants

Groupe LDLC a souscrit une police d'assurance responsabilité des dirigeants à hauteur de 5 000 000 d'euros par année d'assurance. Elle garantit la responsabilité civile, les frais de défense ainsi que d'autres extensions de garantie.

Hommes clés

Groupe LDLC a souscrit à une garantie d'un capital décès et de perte totale et irréversible d'autonomie pour Messieurs Laurent de la Clergerie et Olivier de la Clergerie.

Transport de marchandises

La police d'assurance transport du Groupe LDLC couvre les dommages aux marchandises transportées quel que soit le mode de transport, maritime, fer, air ou routier. Ce contrat garantit les risques de transport jusqu'à 600 000 euros par évènement.

CHAPITRE 4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

4.1. DÉNOMINATION SOCIALE ET NOM COMMERCIAL DE LA SOCIÉTÉ

La société a pour dénomination sociale : Groupe LDLC

La société est titulaire des noms commerciaux suivants : FRE – Multi Expéditions – SOLAARI – Hardware.fr – Top Achat – Matériel.net

4.2. LIEU ET NUMÉRO DE L'ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ

La société est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro unique d'identification 403 554 181.

Le Code LEI de la société est : 969500DJ67NWWO3OJ977

4.3. DATE DE CONSTITUTION ET DURÉE

La société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon le 25 janvier 1996 pour une durée de 99 ans arrivant à expiration le 25 janvier 2095, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

4.4. SIÈGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ, FORME JURIDIQUE, LÉGISLATION APPLICABLE ET SITE INTERNET

Le siège social de la société est situé : 2, rue des Érables – CS21035 – 69578 Limonest cedex

Numéro de téléphone : 04 72 52 37 77

La société est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance régie par le droit français.

Site Internet : www.groupe-ldlc.com

Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que, sauf s'il en est disposé autrement au sein du présent document d'enregistrement universel, les informations figurant sur ce site web ne font pas partie du présent document.

CHAPITRE 5. APERÇU DES ACTIVITÉS

5.1. PRINCIPALES ACTIVITÉS

5.1.1. Mission et positionnement

Lors de sa création en 1996, le Groupe LDLC s'est affirmé comme l'un des pionniers du e-commerce en France. Plusieurs fois récompensé pour la qualité de sa relation clients, reconnu pour l'efficacité de sa plateforme logistique intégrée, le Groupe LDLC s'est imposé comme le leader du e-commerce sur le marché de l'informatique et du High-Tech en s'employant à répondre aux besoins croissants, des particuliers comme des professionnels, en matériel de dernière technologie.

Le Groupe LDLC exerce ses activités au travers de 15 enseignes et dispose de 7 sites marchands, couvrant très majoritairement le marché de l'informatique et du High-Tech et aussi de manière plus connexe l'univers de la puériculture. Depuis 2013, le Groupe a lancé le développement d'un réseau de magasins sur son marché principal (en nom propre ou en franchise) ; à la date du 31 mars 2020, le Groupe LDLC avait ouvert 51 magasins à la marque LDLC.com en France.

Sur l'exercice 2019/2020, l'effectif moyen du Groupe s'élevait à près de 1 000 collaborateurs.

L'offre du Groupe LDLC peut être classée en trois catégories, les activités dédiées aux particuliers (*BtoC*), les activités dédiées aux professionnels (*BtoB*) et les activités annexes.

Le Groupe LDLC exerce son activité principalement en France, mais aussi dans les zones francophones proches comme la Belgique, le Luxembourg et la Suisse. Depuis septembre 2018, le Groupe était également présent en Espagne avec un site marchand et 2 boutiques, à Madrid et Barcelone, dont le Groupe a annoncé la fermeture en février 2020.

1. Activités *BtoC* online

LDLC.com est le leader du High-Tech online (estimation management). Il propose un catalogue de plus de 30 000 références parmi plus de 900 marques actives en informatique, dont la marque LDLC pour certains produits, dans les univers de l'informatique, l'audio, la téléphonie, l'image... Le site LDLC.com enregistre en moyenne 11 millions de visiteurs uniques par an et 193 millions de pages vues annuellement.

Materiel.net a été créé en 1999 et a rejoint le Groupe LDLC en 2016. Il est également un spécialiste de la distribution online de produits High-Tech. Tout comme LDLC.com, Materiel.net bénéficie d'une forte notoriété et propose aujourd'hui un catalogue de plus de 14 000 références. Le site enregistre en moyenne 7 millions de visiteurs uniques par an.

Top Achat a été créé en 1999. Passé dans le giron de Rue du Commerce (groupe Carrefour) en 2009, le fonds de commerce de Top Achat a été acquis par Groupe LDLC en avril 2020. Le site est l'un des pionniers de la distribution en ligne de produits informatiques et électroniques grand public en France et jouit d'une forte notoriété auprès d'un public de passionnés soucieux de leur budget. Le site enregistre en moyenne 9,8 millions de visiteurs uniques par an.

L'Armoire de Bébé est un e-shop lancé en 2015 spécialisé dans la puériculture. Cette nouvelle boutique en ligne propose tout l'univers de bébé à portée de clic avec plus de 8 600 références et 250 marques soigneusement sélectionnées. L'Armoire de Bébé dispose aujourd'hui d'une première boutique physique en périphérie de Lyon, inaugurée en avril 2018.

Shop.Hardware.fr propose des ordinateurs fixes et portables, des composants (processeurs, mémoire, etc.), des périphériques (écrans, imprimantes...) ainsi que de quoi mettre en place son réseau domestique (modems, CPL...). Ce site d'achats en ligne s'appuie sur la notoriété de Hardware.fr, média francophone dédié au matériel PC qui propose un espace d'échanges pour guider les lecteurs dans leur choix de matériel informatique. Shop.Hardware.fr, le forum et Hardware.fr comptabilisent environ 150 millions de pages vues par an.

Le pôle *BtoC* représente environ 60 conseillers à l'écoute de leurs clients et environ 600 millions de pages vues par an.

2. Activités *BtoB*

La position de spécialiste du Groupe LDLC lui a permis également, à la différence de nombre de ses compétiteurs notamment généralistes, de mettre en place un site et des services dédiés aux professionnels.

De l'équipement informatique le plus simple jusqu'au plus spécifique, le site www.ldlc.pro est devenu rapidement un partenaire proche des entreprises, des administrations, de l'enseignement, des collectivités et des revendeurs. Conscient des impératifs techniques et financiers auxquels sont confrontées les entreprises, et des opportunités à saisir pour un acteur capable de les accompagner dans leurs choix techniques, LDLC a décidé d'accélérer le développement de son offre *BtoB*. Une centaine d'ingénieurs commerciaux est à l'écoute des PME et ETI pour leur proposer des solutions personnalisées. LDLC.pro cumule, sur les 3 dernières années, près de 80 000 comptes actifs dont 17 000 acquis en 2019/2020.

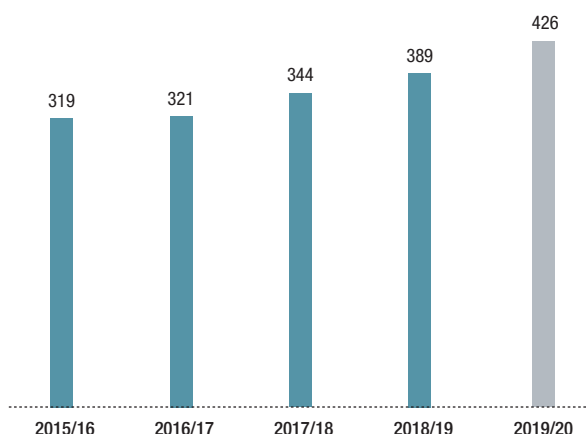
DLP Connect est, dans le domaine des professionnels, un atout supplémentaire pour permettre aux entreprises de réaliser leurs installations et intégrations électriques et électroniques (électricité, réseau informatique, vidéosurveillance, domotique).

BIMP Apple Premium Reseller, BIMP offre des solutions informatiques pour particuliers et professionnels, sous macOS, Windows et plateformes mobiles.

Sur l'exercice 2019/2020, 329 000 comptes (*BtoB* et *BtoC*) ont été ouverts.

Évolution du panier moyen (*BtoB* et *BtoC*) sur une période de 5 ans

(en euros HT)



Surface de Vente



Atelier / Réserve



Services

Conseil, Montage, SAV, Clic and Collect, Point de retrait



Implantation

Grandes et moyennes villes

3. Activités connexes

Anikop est le leader français des solutions de traitement des titres prépayés, chèques cadeaux, chèques vacances et titres restaurant. Filiale du Groupe LDLC, Anikop garde une avance considérable sur son marché grâce à sa technologie unique de reconnaissance d'image.

LDLC Event : agence de communication spécialisée dans l'e-sport, LDLC Event fait bénéficier à ses clients d'une expérience professionnelle de 7 ans dans l'e-sport et de toute la maîtrise, la réactivité, la polyvalence acquises : gestion de marques, management d'équipes pro gamer ou actions ciblées sur différentes communautés.

LDLC VR Studio est un studio de conception de jeux vidéo en réalité virtuelle créé en 2020. Il s'adresse aux propriétaires d'espaces de réalité virtuelle et a pour ambition de proposer des expériences immersives à la frontière du rêve et de la réalité. Le premier opus du studio s'intitule « *Catch The Dragon* ».

4. Réseau de magasins et franchises

Jouant la carte du cross-canal via un réseau de franchises et de magasins en propre, LDLC.com propose à ses clients de retrouver dans ses boutiques près de 2 000 références en PC, smartphones, tablettes et autres accessoires de gaming, sur l'ensemble des produits figurant sur son catalogue web.

Le concept store des boutiques

Les magasins LDLC ont pour vocation d'être les vitrines technologiques de la marque. Ils proposent une offre au meilleur rapport bénéfice client/prix, à travers des produits et services conçus pour l'informatique et le High-Tech.

Outre la qualité des références proposées, les boutiques LDLC.com sont reconnues pour le niveau de service qu'elles offrent : conseils adaptés, diagnostics, réparations de tous types de matériel informatique, montage rapide et personnalisation des ordinateurs...

La franchise LDLC

Les franchisés effectuent leurs achats auprès de la centrale LDLC puis versent une redevance à hauteur de 4% de leurs revenus (3% pour l'exploitation de la marque et 1% pour la communication) ainsi que 37 350 euros de droits d'entrée (incluant l'accompagnement initial).

Soucieux de maintenir une grande qualité de services, LDLC a mis en place, pour les franchisés, une formation de 25 jours chez LDLC assurée par une équipe interne dédiée. Le franchisé est ensuite accompagné tout au long de son développement. L'objectif est de générer, selon la taille du magasin, un chiffre d'affaires compris entre 1,5 et 2,5 millions d'euros HT.

Les franchisés LDLC.com sont sélectionnés entre autres sur la base de 5 critères :

- Être commerçant dans l'âme : avoir le sens du service client est indispensable.
- Avoir un attrait pour l'univers High-Tech : on ne vend bien que ce que l'on connaît bien.
- Être un bon gestionnaire : la boutique est une entreprise, il faut savoir gérer ses achats, ses ventes,...
- Avoir l'esprit d'entreprise : ouvrir un magasin, c'est une aventure. Il faut savoir prendre des risques. Il faut avoir une bonne motivation !
- Avoir un état d'esprit réseau, marque : quand on est franchisé, on adhère aux choix du Groupe. On a l'esprit d'équipe !

Avant l'ouverture de la boutique, et afin d'accompagner les franchisés dans l'évaluation du projet, LDLC.com met à la disposition des franchisés :

- Ses compétences internes (services finances, marketing, achats, développement) pour aider le franchisé dans le montage et l'évaluation de son projet.
- Des documents et méthodologies : trame d'évaluation de potentiel marché, trame d'aide à la réalisation d'étude de marché.
- Une formation initiale avant ouverture de 25 jours.
- Un professionnel dédié pour accompagner le franchisé dans la préparation de l'ouverture.

Le Groupe LDLC accompagne le franchisé tout au long du contrat signé pour une durée de 9 ans : l'accompagnement au quotidien repose sur les compétences d'une équipe pluridisciplinaire spécialement dédiée (animateurs, marketing, merchandising, supply chain...), complété par une démarche collaborative qui permet de conduire avec succès les projets de franchise LDLC.com. Cet accompagnement inclut notamment la visite d'un animateur de réseau, une assistance téléphonique, des animations régulières, des actions de communication pour développer la notoriété de l'enseigne, ainsi que la création de supports marketing.

Au 31 mars 2020, le Groupe comptait 51 magasins, dont 40 en franchises, à l'enseigne LDLC.com, répartis sur l'ensemble de l'hexagone, auxquels s'ajoutent 9 concepts stores Materiel.net et 16 boutiques du groupe OLYS, dont 11 Apple Premium Reseller.

Contribution des différentes activités au chiffre d'affaires sur 3 ans en millions d'euros

	2019/2020	2018/2019	2017/2018
BtoC	323,5	336,0	340,1
<i>dont boutiques LDLC</i>	66,7	59,9	53,0
BtoB	162,3	162,2	120,7
Autres	7,5	9,3	11,3
Total CA	493,3	507,5	472,1

5.1.2. Atouts concurrentiels

Dès son origine, LDLC.com a su créer une communauté de clients passionnés d'informatique en se positionnant en véritable spécialiste du High-Tech et en ouvrant dès 2007 une hotline, faisant une nouvelle fois preuve d'esprit pionnier, pour apporter du conseil et un véritable service clients.

Pilier stratégique du Groupe, le service relation clients du Groupe LDLC est à la fois reconnu pour son expertise technologique et sa capacité à répondre rapidement aux problématiques des clients. Le service relation clients,

composé d'environ 60 conseillers, est ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h et le samedi de 10h à 13h et de 14h à 17h. Il s'engage à répondre en moins de 4 heures aux demandes émises via les réseaux sociaux ou par mail.

L'une des particularités du service relation clients est d'avoir des temps d'échange et de conseil assez longs afin d'affiner le besoin du client ou de répondre à ses questionnements. Le temps de conversation moyen entre le support et le client dépasse ainsi bien souvent plus de 6 minutes. La qualité de ce service a été plusieurs fois récompensée.

LDLC.com a ainsi été élu « Service Client de l'Année » pour la 6^{ème} année consécutive en 2020 dans la catégorie *Distribution de produits techniques*, avec cette année la note exceptionnelle de 19,07/20, un record au sein du concours (Étude Inference Operations – Viséo CI – mai à juillet 2019 – Au total 225 tests, par téléphone, mail, Internet ou via les réseaux sociaux, ont été réalisés par des clients mystères afin d'évaluer la réactivité, le conseil et l'écoute dont font preuve les conseillers. Plus d'infos sur escda.fr).

Réputé pour la profondeur de son catalogue, LDLC.com est aussi reconnu pour la qualité du matériel de sa marque LDLC. Afin d'offrir des produits au rapport qualité/prix imbattable, LDLC.com a créé en 2012 sa propre marque de produits High-Tech : PC portables, tablettes, composants et accessoires informatiques...

Autre atout fort, LDLC.com dispose de son propre service montage sur-mesure offrant ainsi la possibilité de proposer des configurations spécifiques et de monter une machine personnalisée avec les composants sélectionnés par le client. Ce service très prisé, notamment utilisé par les gamers, est véritablement différenciant et contribue à la réputation de pure player du Groupe.

Cette reconnaissance de spécialiste se retrouve dans les réseaux sociaux. Aujourd'hui le Groupe compte une communauté de fans très importante avec, au 30 avril 2020, 3 500 000 fans sur les réseaux sociaux (Facebook, twitter, Instagram, etc.).

Fort d'une longue expérience de la vente en boutique avec un premier magasin créé à Lyon en 1998, puis un deuxième à Paris en 2006, le Groupe LDLC a fait le choix de capitaliser sur cette expérience et de se rapprocher de ses clients afin de toujours mieux les écouter et les servir. Le développement d'un réseau de magasins en franchises a été retenu afin de démultiplier le champ d'actions du Groupe sans recours à des investissements massifs. De plus, la franchise répond parfaitement à l'esprit d'entreprendre qui anime le Groupe.

L'une des premières étapes a été de définir un concept en cohérence avec les fondements du succès du Groupe. Vitrine technologique, le magasin LDLC.com est différent des standards connus avec une surface comprise entre 100 et 300 m². Le magasin est articulé autour d'une zone de conseil et de démonstration. Les clients ont accès à plus de 2 000 références sur les 25 500 que compte le catalogue LDLC.com consultable au sein même des boutiques via des bornes numériques. Pour chaque univers produits, un espace est dédié aux offres et promotions du moment.

Une cellule SAV et montages spécifiques complète le dispositif et apporte un service personnalisé et sur-mesure. Lieux de proximité et de conseil avant tout, ces boutiques viennent en complément du site LDLC.com qui reste l'hyperstore avec une interaction profitant à chacun des deux canaux.

Le design intérieur des boutiques a été conçu par une agence spécialisée pour être convivial et moderne. Le recrutement des franchisés est assuré par une équipe dédiée.

Le Groupe LDLC s'illustre également par la qualité de sa logistique. Le Groupe dispose aujourd'hui de trois centres à Saint-Quentin-Fallavier (38), à Nantes (44) et à Gennevilliers (92). Ces trois centres, qui représentent 42 000 m² d'entrepôts, sont entièrement gérés par les équipes du Groupe et traitent jusqu'à 16 000 colis par jour.

Afin de maîtriser l'ensemble de sa chaîne de valeur et ainsi garantir un service de qualité à ses clients, le Groupe LDLC a fait le choix stratégique, en 2005, d'intégrer sa plateforme logistique et de développer son propre système d'information.

Le site de Saint-Quentin-Fallavier en Isère comprend des entrepôts logistiques d'une surface totale de 21 000 m². Ils incluent une cellule de réception et de stockage pouvant accueillir 5 000 palettes soit 1,2 million de produits, une chaîne automatisée de préparation de commandes capable de traiter jusqu'à 16 000 colis par jour, un espace expédition relié à 7 transporteurs choisis en fonction de la typologie des clients, un service de montage regroupant une vingtaine de techniciens à même de réaliser des configurations techniques pointues et sur-mesure des matériels, un service SAV doté d'une quinzaine de techniciens afin de libérer les clients des contraintes liées aux défaillances des équipements. Au total, ce sont plus d'une centaine de collaborateurs qui travaillent chaque jour sur ce site pour que chaque client du Groupe reçoive, en temps et en heure, son colis et bénéficie d'un service de très haute qualité. Cette plateforme approvisionne également les succursales et les franchises du Groupe.

Le site de Nantes représente une superficie de 18 000 m². Le site de Gennevilliers comprend 3 000 m² d'entrepôts, entièrement automatisés, permettant ainsi une plus grande réactivité dans la gestion des commandes en Île-de-France, pour les clients *BtoB* notamment.

5.1.3. Une offre adaptée à l'évolution du marché

Conscient de l'évolution rapide des besoins de ses clients et de son environnement marché, le Groupe adapte en permanence son offre technologique et propose quotidiennement des offres promotionnelles et des opérations spéciales réservées aux abonnés de ses newsletters. Positionné comme le leader français du High-Tech, le Groupe LDLC mise sur la qualité des services proposés plutôt que sur une politique de prix agressive.

C'est dans ce cadre également que LDLC.com a été l'un des premiers acteurs à investir dans l'univers du gaming et de l'e-sport. Depuis 2011, il dispose de sa propre équipe d'e-sport (ex Team LDLC) ; une équipe s'est associée en janvier à l'Olympique Lyonnais pour devenir LDLC OL.

Afin de capitaliser sur son expérience et ses savoir-faire, le Groupe a créé LDLC Event, agence de communication spécialisée dans l'e-sport.

Dans le cadre de cet esprit innovant, LDLC a été l'un des tout premiers acteurs à équiper ses boutiques d'une zone d'expérimentation à la réalité virtuelle. Le Groupe a choisi d'investir plus avant dans le domaine de la réalité virtuelle début 2020, avec la création de la marque nommée LDLC VR Studio, un studio de conception de jeux vidéo en réalité virtuelle.

L'expérience unique du Groupe lui a permis également de lancer des sites de e-commerce complémentaires à l'image de L'Armoire de Bébé qui rencontre un franc succès auprès des parents recherchant des produits tendance en puériculture, ou shop.Hardware.fr qui cible les jeunes recherchant des composants à des prix attractifs.

Enfin, le Groupe s'est doté en 2017/2018 d'une équipe de recherche et développement qui a pour objectif de concevoir et mettre sur le marché des produits innovants, à fort potentiel commercial, dans l'univers d'expertise du Groupe. Deux produits, le sabre laser SOLAARI et le clavier dynamique Nemeio sont issus de ce laboratoire d'innovation. Le sabre laser SOLAARI a déjà reçu un accueil favorable avec près de 500 exemplaires précommandés au cours de la campagne Kickstarter et est disponible depuis fin 2019. Le clavier « dynamique » à écran Nemeio a, lui, été primé lors du CES de Las Vegas en janvier 2019. Sans pouvoir pleinement mesurer à ce jour la contribution en termes d'activité, les premiers retours positifs laissent entrevoir de nouvelles sources de croissance pour le Groupe.

En 2019/2020, le Groupe a également lancé sur le marché deux nouveaux claviers : le LDLC SWL10, un clavier sans fil à usage bureautique et multimédia qui se recharge grâce à la lumière solaire ou artificielle et le clavier AZERTY+, premier clavier AZERTY respectant la norme NF Z71-300 et destiné à rendre plus efficace la saisie de certains caractères français comme par exemple les majuscules accentuées ou les guillemets à doubles chevrons.

5.2. PRINCIPAUX MARCHÉS

5.2.1. Les secteurs d'intervention du Groupe LDLC

Le Groupe LDLC est en premier lieu un pure player du High-Tech online/offline ; il distribue auprès d'une clientèle de particuliers et de professionnels des produits informatiques et multimédia (composants, ordinateurs et périphériques, image et son, téléphonie, jeux et consoles, consommables, connectiques, logiciels).

Misant sur une position de spécialiste et de qualité de services (conseil, logistique, SAV), le Groupe LDLC avait jusqu'à présent fait le choix de ne pas héberger de market place, à la différence des autres acteurs, plus généralistes, de la distribution online en France (Amazon, Fnac-Darty, Cdiscount...). Le Groupe entend développer son activité de market place, lancée en 2019, sur les années à venir pour élargir significativement le nombre de références proposées aux clients sur des catégories de produits connexes (informatique, image & son, téléphonie & auto, jeux & loisirs,

objets connectés ou papeterie), sur lesquelles un sourcing propriétaire par le Groupe LDLC n'est pas justifié.

Avec un objectif de plus de 100 000 références supplémentaires à moyen terme, ce nouveau développement devrait permettre au Groupe LDLC d'enrichir son offre, d'attirer de nouveaux clients et de générer des revenus complémentaires sur les activités BtoC.

Le développement du Groupe est soutenu, depuis sa création, par l'évolution du e-commerce et du marché des produits informatiques mais également par des prises de parts de marché grâce à son positionnement de pure player.

Concernant la ventilation du montant total des revenus de Groupe LDLC par type d'activité au cours des deux derniers exercices, nous vous invitons à vous référer à la note 2.5 de l'annexe aux comptes consolidés figurant en section 18.1 du présent document d'enregistrement universel.

1. L'e-commerce, un marché en croissance

Avant-propos : les données reprises ci-après sont issues de l'étude annuelle 2019 ainsi que du bilan du e-commerce en France 2019 de la Fevad, Fédération e-commerce et vente à distance, qui réalise en propre ou avec différents partenaires (instituts officiels de statistiques nationaux et sectoriels, instituts de sondage et d'opinion, fédérations professionnelles,...) une veille permanente sur l'évolution économique des marchés e-commerce. Certaines données de marché figurant ci-dessous n'ayant pas été actualisées par la Fédération au 31 décembre 2019, nous avons laissé ici les données antérieures.

1.a. E-commerce BtoC, poursuite d'une progression à deux chiffres

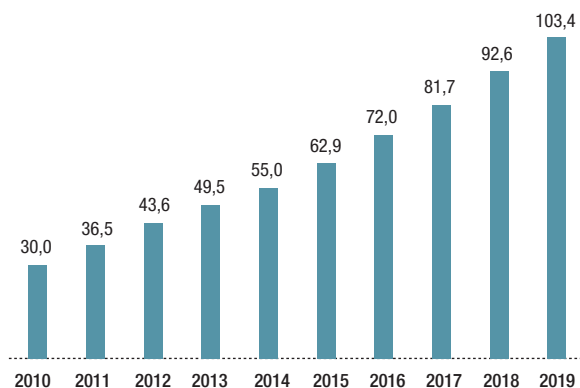
En 2019, le e-commerce a franchi le cap historique des 100 milliards d'euros avec un total des ventes sur Internet en France à 103,4 milliards d'euros, en hausse de +11,6% par rapport à 2018, malgré un fléchissement de la croissance observé au dernier trimestre de l'année.

Plus de 1,7 milliard de transactions ont été enregistrées en 2019 par les sites de e-commerce, ce qui correspond à une hausse annuelle de +15,7%. Cette augmentation s'accompagne d'une baisse du panier moyen, lequel passe sous la barre des 60 euros.

2019 marque, par ailleurs, la 3^{ème} année de forte croissance des ventes aux professionnels sur Internet (+14,2%), malgré un ralentissement constaté sur le 4^{ème} trimestre (+9,9%) (Source : ICE / Fevad).

L'offre en ligne continue de s'étoffer avec plus de 190 000 sites marchands recensés, soit une hausse de 15% sur un an. Une majorité de ces sites réalise moins de 100 transactions par mois.

Chiffre d'affaires du e-commerce en France (en milliards d'euros)



Entre 2010 et 2019, les ventes sur Internet ont enregistré un taux de croissance moyen de près de 15% par an (source Fevad iCE).

Sur le 1^{er} trimestre 2020, la croissance a été impactée par la crise sanitaire du Covid-19, avec une très légère hausse : +1,8% par rapport au 1^{er} trimestre 2019. Le montant dépensé atteint 25,3 milliards d'euros sur les 3 premiers mois de l'année avec un panier moyen (produits et services) en baisse de 2,3% par rapport au 1^{er} trimestre 2019.

Pour 2020, la Fevad anticipait, en février 2020 avant la crise sanitaire, un niveau de croissance comparable à celui de 2019, soit un chiffre d'affaires 2020 de 115 milliards d'euros et près de 2 milliards de transactions.

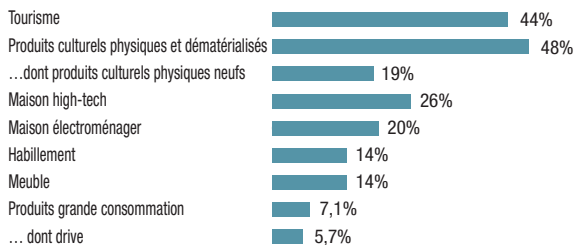
En 2019, ce sont environ 38,8 millions de français (soit près de 9 internautes sur 10) qui ont effectué au moins un achat sur Internet (source Médiamétrie – Observatoire des Usages Internet – T1 2019) tous écrans confondus et 13,8 millions d'entre eux (contre 12,1 en 2018) ont déjà effectué un achat à partir de leur mobile, soit 33% de mobinautes (source Médiamétrie – Observatoire des Usages Internet – T1 2019).

Les ventes sur terminaux mobiles (mobiles et tablettes) poursuivent leur développement rapide. La part des ventes sur terminaux mobiles continue à progresser rapidement : 39% du chiffre d'affaires des sites du panel iCM, soit 4 points de plus sur un an. Dès 2022, la majorité des commandes sur ces sites pourrait provenir des smartphones (source bilan e-commerce 2019 Fevad).

En 10 ans les ventes de produits et de services sur Internet ont été multipliées par 4. Toutefois, les ventes de produits ne représentent aujourd'hui encore que 10% en moyenne de l'ensemble du commerce de détail, contre 90% des ventes qui se font toujours en magasin. Par ailleurs, on estime que plus de la moitié des ventes de produits sur Internet sont réalisées par des sites d'enseignes magasin (source bilan e-commerce 2019 Fevad).

Plus spécifiquement, sur le segment « Maison High-Tech », sur lequel se place le Groupe LDLC, les ventes e-commerce représentaient, en 2018, 26% de parts de marché pour un chiffre d'affaires estimé à 3,2 milliards d'euros (source : Estimation Fevad - Chiffres clés 2019).

Parts de marché 2018 par secteur (estimations)



(Source : PhoCusWright/Enjeux e-Tourisme Fevad, GfK, IFM, Ipea, Nielsen).

Alors que l'on dénombre 190 200 sites marchands actifs en France au T1 2020 (contre 82 000 en 2010), le secteur du e-commerce reste concentré, selon une estimation de la Fevad, 90% du chiffre d'affaires e-commerce passe par 5,5% des sites marchands (10 000 sites). Ainsi, 0,9% des sites marchands français réalisent plus de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2018 (soit 69,5% du CA total), 4,6% des sites marchands français réalisent plus de 1 à 10 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2018 (20% du CA total), 94,5% des sites marchands français réalisent moins de 1 million d'euros de chiffre d'affaires en 2018 (10,5% du CA total) (Source : Fevad - Chiffres clés 2019).

La baisse du panier moyen confirme la normalisation des achats en ligne, le montant moyen d'une transaction représentait 59 euros en 2019 en repli de 3,4% par rapport à 2018. En moyenne, un acheteur réalise 43 transactions en ligne pour un montant de plus de 2 577 euros (données 2018 : 38 transactions pour 2 577 euros) (Source Fevad Bilan e-commerce 2019).

La complémentarité online/offline est de plus en plus présente à toutes les étapes de l'achat, renforcée par l'usage croissant des écrans mobiles au long du parcours d'achat. On note (source Fevad Chiffres clés 2019) que 56% des e-acheteurs équipés d'un téléphone mobile utilisent leur mobile pour faire des recherches avant l'achat d'un produit/d'un service en magasin. De plus, 80% des e-commerçants constatent un impact du site sur leurs magasins : augmentation de la fréquentation en magasin physique (79%), augmentation du CA en magasin physique (63%) et élargissement de la zone de chalandise (42%) (Source : Profil du e-commerçant spécial TPE-PME, Oxatis/Ernst&Young - janvier 2019). 28% des e-acheteurs ont profité du retrait d'une commande dans un point relais ou un magasin pour acheter d'autres produits dans ce point relais ou ce magasin (Source : Baromètre Fevad/CSA - janvier 2019).

L'Europe représente aujourd'hui 30% du chiffre d'affaires e-commerce mondial avec un chiffre d'affaires du e-commerce BtoC estimé à 547 milliards d'euros en 2018,

en hausse de 11,8% par rapport à 2017. Les 5 pays les plus actifs sont par ordre décroissant : le Royaume-Uni avec 174 milliards d'euros, l'Allemagne (non communiqué), la France 93 milliards d'euros, l'Espagne 28 milliards d'euros, l'Italie 27 milliards d'euros (Source : Ecommerce foundation).

Ainsi, le e-commerce européen qui compte plus de 750 000 sites marchands, selon les estimations d'Ecommerce Europe, représente annuellement 296 millions d'acheteurs en ligne soit 57% des internautes et plus de 4,2 milliards de colis. Malgré un taux d'équipement Internet équivalent à la moyenne européenne (83%), le taux d'e-acheteurs en France est de 10 points au-dessus de la moyenne européenne (67% contre 57% en Europe) (Source : Eurostat 2017).

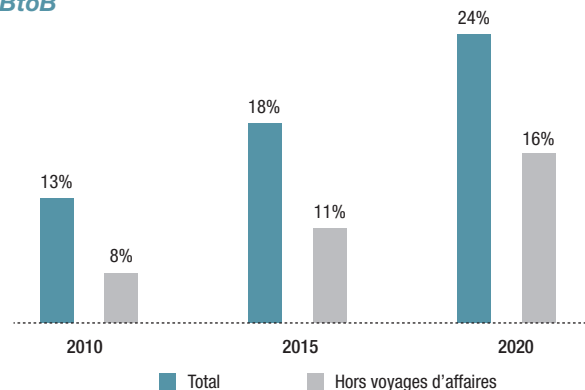
Autre tendance forte du e-commerce BtoC, les places de marché occupent une place de plus en plus importante au sein de l'activité e-commerce. Le volume d'affaires réalisé via les places de marché représente 33% du volume d'affaires des sites qui les hébergent, en croissance de 14% par rapport à 2018 (Source : iCE / Fevad).

1.b. E-commerce BtoB, des réserves de croissance forte

Le marché français de l'e-commerce BtoB (inter-entreprises) est estimé par l'Insee à 460 milliards d'euros en 2016, soit environ 18% du montant total des ventes BtoB (11% environ hors voyages d'affaires) et recèle un potentiel de croissance important dans les années à venir. Selon une étude Insee, 86 milliards d'euros de chiffre d'affaires ont été réalisés en 2015 depuis un site e-commerce et 340 milliards d'euros depuis une solution EDI.

Sur les bases d'estimations Next Content – Crédoc réalisées pour la Fevad et la DGE, les achats e-commerce BtoB (sur 8 secteurs d'activité hors Télécoms et Pharmacie) réalisés depuis un site e-commerce ou depuis des solutions numériques pourraient représenter d'ici à 2020 24% des ventes BtoB soit une croissance de 32% en 5 ans.

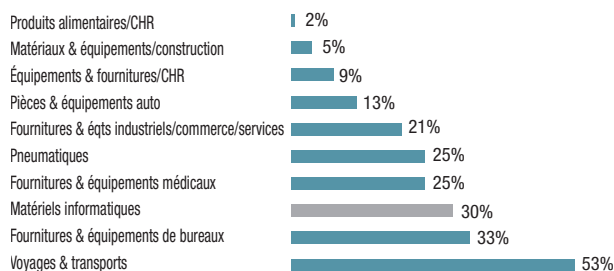
Évolution de la part du e-commerce dans les ventes BtoB



(Source : Next Content 2016).

Le secteur des « matériels informatiques » qui concerne le Groupe LDLC, et plus particulièrement LDLC.pro, est le 3^{ème} secteur le plus actif avec une part de marché de 30%.

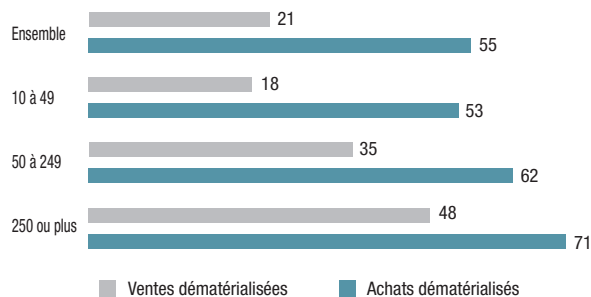
Part des ventes e-commerce BtoB par secteur



(Source Étude Fevad/DGE octobre 2015).

Selon l'Insee, un peu plus de 20% de l'ensemble des entreprises françaises procèdent à des achats en ligne (via un site Internet ou via EDI – système d'échanges de données informatiques). Cette pratique est plus importante dans les grandes entreprises, en raison notamment de l'utilisation de l'EDI.

Part en 2015 des sociétés réalisant des achats ou des ventes web selon leur taille en personnes occupées



(Source : Insee, enquête TIC 2016/données 2015).

Ainsi, 53% des entreprises de moins de 50 salariés procèdent à des achats en ligne.

2. Un marché des produits informatiques fortement impacté par la crise du Covid-19 en 2020

Le marché des produits techniques est notamment porté par i/ les cycles d'innovation à l'image de l'explosion des ventes de smartphones par exemple, ii/ le taux d'équipement des ménages, iii/ la rapidité de remplacement/renouvellement des équipements et iv/ la conjoncture économique et notamment l'évolution du revenu des ménages.

Selon le cabinet d'études Gartner, les ventes mondiales d'ordinateurs personnels, de tablettes et de téléphones mobiles dans le monde en 2020 devraient connaître une forte baisse à 1,87 milliard d'unités, contre 2,16 milliards en 2019 en raison de l'impact du Coronavirus.

Le nombre de PC achetés, tous formats confondus, passerait ainsi de 406 millions d'unités en 2019 à 368 millions en 2020. Les ventes de PC traditionnels (notebooks et PC de bureau) devraient représenter 170 millions d'exemplaires en 2020 contre 193 millions lors des douze mois précédents. Les ventes d'ordinateurs portables et de tablettes devraient diminuer plus lentement que le marché des PC, bénéficiant de la tendance du travail à domicile.

Selon le cabinet d'études, les livraisons de téléphones mobiles devraient reculer de 14% en 2020 à 1,5 milliard d'unités vendues, conséquence d'une baisse des revenus disponibles. La durée de vie moyenne des téléphones haut de gamme devrait en effet s'étendre à 2,7 ans en 2020 contre 2,5 ans en 2018. Les téléphones 5G pourraient représenter 11% des expéditions totales de téléphones mobiles en 2020. Cependant, cela ne suffira pas à favoriser les remplacements des téléphones.

5.2.2. Stratégie

Le Groupe LDLC s'est engagé depuis plusieurs années dans une stratégie de distributeur spécialisé multi-marques et multi-canal qui vise aujourd'hui les marchés BtoC et BtoB. Le développement du Groupe LDLC est jalonné d'étapes importantes : le déploiement d'un réseau de magasins (en propre et en franchise), le renforcement de l'offre professionnelle (lancement d'un nouveau site LDLC.pro en 2015) et la conquête de parts de marché par croissance externe avec le rachat de son principal concurrent (Materiel.net) puis du groupe OLYS (premium Reseller Apple) et tout récemment du fonds de commerce Top Achat, le 10 avril 2020.

Le Groupe LDLC dispose ainsi d'une offre complète, couvrant ses différents segments de marché adressables, soutenue par une expertise métier et logistique permettant de délivrer un service client de qualité et une bonne performance économique.

Dans le BtoC online, les sites LDLC.com, Materiel.net, shop.Hardware.fr et Top Achat, étant donné leurs notoriétés, leurs positions de spécialistes et leurs positionnements différenciés et complémentaires, devraient continuer à gagner des parts de marché avec une croissance régulière du chiffre d'affaires.

Le Groupe continue d'investir dans des moteurs d'accélération de la croissance tels que :

1/ le déploiement du réseau de magasins avec un chiffre d'affaires qui croît à un rythme soutenu au fur et à mesure de l'ouverture des nouveaux magasins en propre ou franchisés,

2/ le marché *BtoB*, porté par des tendances de fonds favorables (renouvellement des flottes informatiques, nouveaux produits, développement des achats e-commerce),

3/ le développement des activités complémentaires et connexes : L'Armoire de Bébé, Anikop, développement par la cellule R&D de produits innovants à fort potentiel

commercial, à l'instar du clavier « dynamique » à écran Nemeio primé lors du CES de Las Vegas en janvier 2019,

4/ le déploiement progressif d'une activité de place de marché pour les produits où un sourcing propriétaire n'est pas pertinent.

Nous vous invitons à vous reporter aux sections 7.6 et 7.7 du présent document d'enregistrement universel concernant les événements importants dans le développement des activités de la société.

La stratégie du Groupe en matière extra-financière est développée en section 22 du présent document.

5.3. POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL EN FRANCE

Les compétiteurs du Groupe LDLC sont à la fois des enseignes généralistes et notamment les enseignes de la grande distribution, des enseignes spécialisées comme Fnac-Darty, Boulanger, But, Cultura... via un réseau de points de vente et le cas échéant d'un site Internet ou encore des pure players online qui rassemblent i/des acteurs généralistes (Amazon, Cdiscount ou Rue du Commerce) et ii/des spécialistes (Grosbill ou Top Achat par exemple). L'un des avantages notables des enseignes spécialisées et encore des pure players en ligne réside dans la profondeur de gammes qu'ils proposent auxquelles ils associent des conseils et des services (livraison à domicile, SAV,...).

Depuis sa création, le Groupe LDLC poursuit une stratégie invariante qui repose sur un positionnement de spécialiste du High-Tech et ainsi garder une identité claire avec des produits et des services de qualité. Ce positionnement affirmé permet au Groupe d'appliquer une politique de prix moins agressive que certains de ses compétiteurs et notamment des acteurs comme Amazon ou Cdiscount qui mènent une politique de prix très agressive non compatible avec le développement maîtrisé recherché par le Groupe LDLC.

Dans un marché en concentration qui a enregistré ces dernières années de nombreux mouvements (M&A, disparition de certains acteurs,...), le Groupe LDLC s'affiche clairement comme un pôle de regroupement ; l'acquisition début 2016 de Materiel.net, l'un de ses principaux concurrents avec un positionnement très proche, en est l'illustration.

Principales opérations intervenues en France dans le secteur :

- En 2013, Darty procède au rachat de Mistergooddeal spécialisé dans la distribution online de produits électroménagers.
- En 2014, le holding allemand Mutarès rachète Pixmania qui est mis quelques mois plus tard en redressement judiciaire puis est racheté par Ventes du diable.
- En 2016, 4 opérations majeures ont été réalisées :
 - Mutarès rachète également Grosbill détenu auparavant par le groupe Auchan.
 - Rue du Commerce est racheté par le groupe Carrefour qui était détenu auparavant par la foncière Altarea. Le rachat de Rue du Commerce amène également à Carrefour Top Achat (intégré à Rue du Commerce depuis 2009).
 - Rapprochement de deux majors de la distribution spécialisée Fnac-Darty.
 - Acquisition de Materiel.net par le Groupe LDLC. Ce qui renforce le leadership du Groupe dans le High-Tech online et confère au Groupe une taille de près de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires, le plaçant parmi les 15 premiers intervenants français.
- En 2017, le groupe OLYS est racheté par le Groupe LDLC. Ceconomy acquiert les actions détenues par Artemis (holding de la famille Pinault) détenues dans Fnac-Darty, soit 24,3% du capital.
- En 2018, la société française de courtage en assurances SFAM acquiert une participation de plus de 11% dans Fnac-Darty. Cybertek a remporté la procédure de rachat de l'enseigne Grosbill.
- En 2020, Carrefour se sépare de Rue du Commerce, racheté par Shopinvest, alors que le Groupe LDLC fait l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat.

(Sources : communiqués de presse des sociétés)

5.4. INVESTISSEMENTS

5.4.1. Principaux investissements réalisés au cours des deux derniers exercices

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	Dont acquisitions LDLC VR Studio et Avitech (variation de périmètre)	31/03/2019
Immobilisations incorporelles	2 494	411	4 383
<i>dont écarts d'acquisition nets</i>	324	324	0
<i>dont concessions, brevets, licences</i>	1 407	50	2 461
<i>dont droit au bail</i>	70	0	50
<i>dont autres immobilisations incorporelles</i>	37	37	0
<i>dont immobilisations incorporelles en cours</i>	656	0	1 871
Immobilisations corporelles	3 401	1 469	6 781
<i>dont installations et agencements</i>	1 983	1 144	3 195
<i>dont matériel</i>	198	143	163
<i>dont matériel de transport</i>	7	0	97
<i>dont matériel de bureau et mobilier</i>	929	180	1 692
<i>dont immobilisations corporelles en cours</i>	283	0	1 634
Total acquisitions immobilisations incorporelles et corporelles	5 895	1 880	11 163
Montant des investissements donnant lieu à commentaires détaillés ci-dessous	4 747	1 880	9 391
% des investissements commentés par rapport au montant total des acquisitions	81%	100%	84%

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, l'acquisition des sociétés LDLC VR Studio et Avitech a généré un écart d'acquisition pour respectivement 89 milliers d'euros et 236 milliers d'euros. À cela s'ajoutent divers investissements incorporels à hauteur de 87 milliers d'euros, dont 40 milliers d'euros provenant de la société LDLC VR Studio et 47 milliers d'euros de la société Avitech.

Les immobilisations corporelles liées à la variation de périmètre pour 1 469 milliers d'euros proviennent de la société LDLC VR Studio pour 1 134 milliers d'euros et 335 milliers d'euros de la société Avitech.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles constatées au 31 mars 2020 sont constituées principalement des développements en interne de projets informatiques pour 943 milliers d'euros, et des projets de recherche et développement pour 986 milliers d'euros, ce qui représente 78% des nouveaux investissements incorporels de l'exercice. Concernant les acquisitions relatives aux projets de recherche et développement constatées sur l'exercice, 60% sont en immobilisations en cours.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, les acquisitions correspondent essentiellement à des travaux d'aménagement :

- des locaux situés à Grandchamps-des-Fontaines pour 296 milliers d'euros,
- des boutiques des sociétés MyMultimedia et Mac & Co Digital pour 378 milliers d'euros,
- des nouveaux locaux occupés par l'ensemble des salariés de la société LDLC Event pour 265 milliers d'euros.

Les principaux investissements incorporels réalisés sur l'exercice clos au 31 mars 2019 provenaient des développements en interne de projets informatiques et de recherche et développement, à hauteur respectivement de 2 934 milliers d'euros et 1 059 milliers d'euros, ce qui représentait 91% des nouveaux investissements incorporels de l'exercice.

L'exercice clos au 31 mars 2019 avait été marqué par sa première implantation physique à l'étranger avec l'ouverture de deux boutiques situées respectivement à Barcelone et Madrid (Espagne). Des investissements avaient été

réalisés pour un montant total de 1 437 milliers d'euros, dont 165 milliers d'euros d'immobilisations incorporelles correspondant essentiellement à la traduction du site en espagnol et 1 272 milliers d'euros d'actifs corporels pour l'aménagement de ces deux nouvelles boutiques. Pour rappel, suite à la décision du Groupe d'arrêter les activités boutiques en Espagne, les immobilisations de la boutique de Barcelone ont été mises au rebut au 31 mars 2020. La société Groupe LDLC España est toujours locataire de la boutique de Madrid au 31 mars 2020 ; ainsi, les investissements de la boutique de Madrid ont été dépréciés.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2019, des travaux d'aménagement avaient été réalisés dans :

- la première boutique physique spécialisée dans la puériculture pour 410 milliers d'euros,
- trois nouvelles boutiques High-Tech ouvertes en propre dont deux rattachées à la société OLYS, pour un montant total de 791 milliers d'euros.

5.4.2. Principaux investissements envisagés

Le 10 avril 2020, la société Groupe LDLC a réalisé l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat pour un montant de 3 millions d'euros.

Sur l'exercice 2020/2021, l'ouverture de nouvelles boutiques en propre pour l'ensemble des marques du Groupe et l'entretien du parc existant sont aussi envisagés pour un montant total de l'ordre de 2,5 millions d'euros.

Sur les deux ou trois prochaines années, il est aussi prévu de poursuivre la mise en œuvre d'outils de modernisation logistique pour un montant global de l'ordre de 4 millions d'euros.

Enfin, les investissements concernant les projets internes comme la recherche et le développement ou les projets informatiques sont évalués à environ 1 million d'euros pour le prochain exercice.

Nous vous invitons à vous référer à la section 8.5 du présent document d'enregistrement universel s'agissant des modes de financement des principaux investissements visés ci-dessus.

5.5. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION, FAITE PAR L'ÉMETTEUR, DE SES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le Groupe LDLC est conscient des impacts environnementaux générés par ses activités et prend la responsabilité d'avoir une politique environnementale engagée.

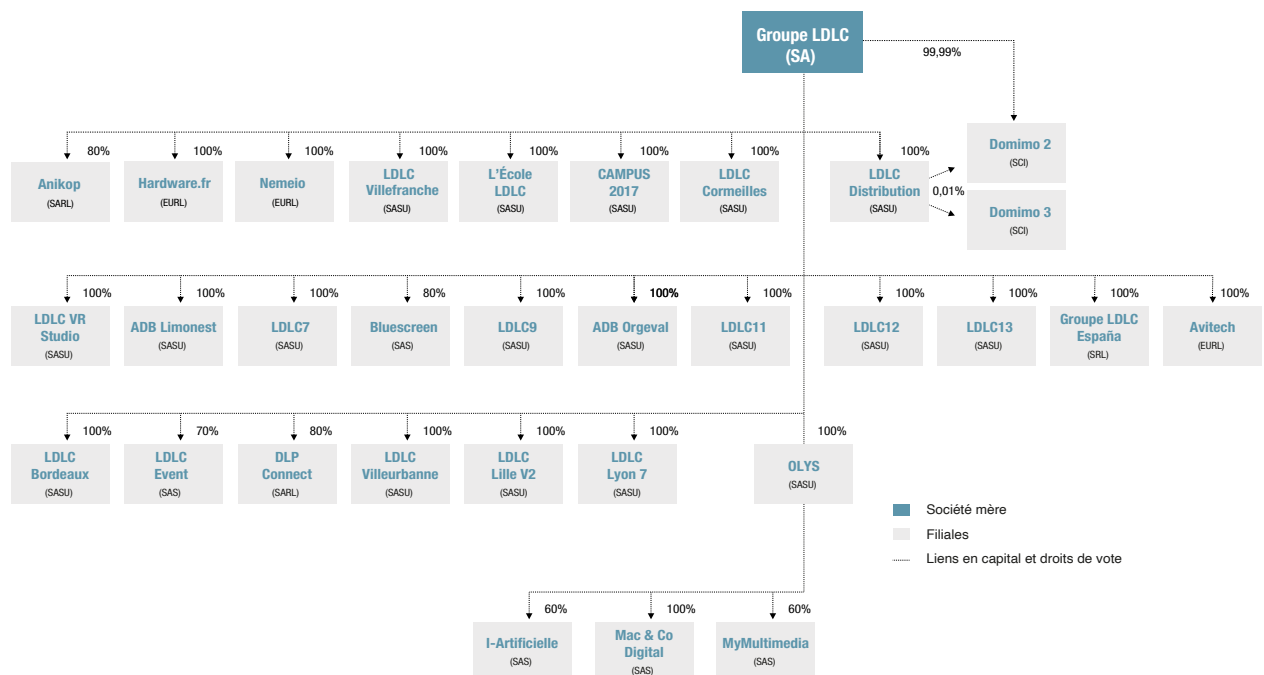
Nos priorités sont la diminution des impacts sur le climat et l'optimisation de ses déchets.

La section 22 du présent document concernant la déclaration de performance extra-financière traite également des aspects environnementaux de manière plus générale.

CHAPITRE 6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

6.1. ORGANIGRAMME JURIDIQUE AU 31 MARS 2020

L'organigramme ci-dessous présente la société et l'ensemble de ses filiales au sens de l'article L.233-1 du Code de Commerce au 31 mars 2020.



6.2. LISTE DES FILIALES PRINCIPALES DE LA SOCIÉTÉ

Se référer à la note 2.3 des états financiers consolidés (section 18.1 du présent document d'enregistrement) décrivant le périmètre de consolidation du Groupe.

L'ensemble des filiales de la société a son siège social en France, à l'exception de Groupe LDLC España S.L dont le siège social est situé à Madrid.

Nous vous rappelons que, s'agissant de Groupe LDLC España S.L, la société a annoncé le 6 février 2020 le désengagement de sa présence physique en Espagne avec la fermeture de ses deux boutiques LDLC.com, situées à Madrid et Barcelone.

6.3. PRISES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES OU PRISES DE CONTRÔLE

Conformément aux articles L.233-6 alinéa 1 et L.247-1, I-1° du Code de Commerce, nous vous indiquons que la société a pris, directement, une participation à hauteur de plus :

- des deux tiers du capital et des droits de vote de la société Avitech ; cette société étant désormais détenue à 100% par Groupe LDLC ; et
- des deux tiers du capital et des droits de vote de la société Katzami (devenue LDLC VR Studio) ; cette société étant désormais détenue à 100% par Groupe LDLC.

Outre les informations ci-dessus, aucune modification significative n'est intervenue dans les participations détenues par la société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020. Par ailleurs, la société n'a procédé à aucune prise de contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce et aucune cession de l'une de ses participations à un tiers au Groupe à l'exception de la cession de 20% du capital et des droits de vote de la société Bluescreen.

Depuis le 31 mars 2020, nous vous rappelons que dans un souci notamment de simplification et de rationalisation de la structure juridique du Groupe, la société OLYS d'une part et la société Mac & Co Digital d'autre part ont convenu de procéder à la fusion-absorption de Mac & Co Digital par OLYS dans le cadre du régime juridique prévu aux articles

L.236-1 et suivants et R.236-1 et suivants du Code de Commerce, et plus particulièrement des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce relatif au régime juridique des fusions dites « simplifiées » dans la mesure où OLYS détient l'intégralité du capital et des droits de vote de Mac & Co Digital.

En outre, dans ce même souci de simplification et de rationalisation de la structure juridique du Groupe, il est envisagé, durant l'exercice en cours, de procéder à la fusion-absorption de la société I-Artificielle par la société OLYS et des sociétés LDLC Bordeaux, LDLC Villefranche, LDLC Corneilles, LDLC Lille V2, LDLC Lyon 7 et Avitech par LDLC Villeurbanne dans le cadre du régime juridique prévu aux articles L.236-1 et suivants et R.236-1 et suivants du Code de Commerce, et plus particulièrement des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce relatif au régime juridique des fusions dites « simplifiées » dans la mesure où l'intégralité du capital et des droits de vote de ces sociétés serait détenue par une même société mère.

La réalisation de ces opérations a fait ou fera, selon le cas, l'objet des dépôts et publicités requis par la loi et les règlements.

6.4. LISTE DES SUCCURSALES EXISTANTES

Conformément à l'article L.232-1, II du Code de Commerce, il est rappelé la liste des succursales de la société existant à la date d'enregistrement du présent document :

Adresse	Commune	Adresse	Commune
22, rue de la Gare	Lyon 9 ^{ème} (69)	Rue Olivier de Serres	Grandchamps-des-Fontaines (44)
24, rue de la Gare	Lyon 9 ^{ème} (69)	724, avenue du Club Hippique	Aix-en-Provence (13)
20, rue du Ruisseau	Saint-Quentin-Fallavier (38)	18, rue Edison	Montgermont (35)
Boulevard de Satolas	Saint-Quentin-Fallavier (38)	100, rue Lucien Faure	Bordeaux (33)
12-14, rue de l'Église	Paris 15 ^{ème} (75)	11 C route de Brumath	Vendenheim (67)
42, avenue Général de Croutte	Toulouse (31)	281, route d'Espagne	Toulouse (31)
47, route principale du Port	Gennevilliers (92)	4, avenue du Général de Gaulle	Chelles (77)
31, rue du Pont aux Pins	Monthéry (91)	150, allée des Frênes	Limonest (69)
9, rue des Moissons	Marquette-Lez-Lille (59)	3/14/17, rue de Bruxelles et 3, rue de la Haye	Saint-Quentin-Fallavier (38)
188 B route de Rennes	Nantes (44)		

CHAPITRE 7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

Définitions et indicateurs alternatifs de performance :

Définition de la trésorerie nette

La trésorerie nette est constituée de la trésorerie brute et des équivalents de trésorerie, diminués de l'endettement financier brut.

Définition du taux de marge brute en % du chiffre d'affaires

La définition est donnée dans la section 7.1.1.1 du présent document d'enregistrement universel.

Définition du taux de marge d'exploitation en % du chiffre d'affaires

La définition est donnée dans la section 7.1.1.1 du présent document d'enregistrement universel.

Les indicateurs de performance extra-financière du Groupe sont développés en section 22 du présent document. (voir notamment pages 229, 231, 233, 235, 237, 239, 240, 241, 242, 243, 244 et 245).

7.1. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Les informations financières publiées présentées ci-dessous sont issues des états financiers consolidés des exercices clos les 31 mars 2019 et 31 mars 2020, préparés conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises prévues par les dispositions du Règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable, relatives aux

comptes consolidés des sociétés commerciales et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les données financières présentées ci-dessous doivent être lues en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2020 figurant à la section 18.1 du présent document d'enregistrement universel.

7.1.1. Présentation des comptes consolidés du Groupe au cours des deux derniers exercices

7.1.1.1. Principaux chiffres clés du compte de résultat du Groupe

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Chiffre d'affaires	493 396	507 494
Marge brute	95 112	86 074
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires ⁽¹⁾	19,3%	17%
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	6 643	(5 543)
Taux de marge d'exploitation en % du chiffre d'affaires ⁽³⁾	1,3%	(1,1%)
Résultat courant des sociétés intégrées	5 681	(7 603)
Résultat net des sociétés intégrées	8 308	(4 820)
Résultat net de l'ensemble consolidé	8 308	(4 820)
Résultat net par action (en euros)	1,31	(0,76)
Résultat net dilué par action (en euros)	1,31	(0,76)
EBE ⁽⁴⁾	15 747	1 848

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

(1) Le taux de marge brute en % du chiffre d'affaires correspond au rapport de la marge brute sur le chiffre d'affaires.

(2) Le résultat d'exploitation correspond au cumul des produits d'exploitation auquel sont déduites les charges d'exploitation.

(3) Le taux de marge d'exploitation en % du chiffre d'affaires correspond au rapport du résultat d'exploitation sur le chiffre d'affaires.

(4) L'EBE correspond au résultat d'exploitation augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions incluses dans le résultat d'exploitation (voir note 2.5 des états financiers consolidés au 31 mars 2020).

7.1.1.2. Principaux chiffres clés du bilan du Groupe

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Actif immobilisé	69 026	101 820
Actif circulant	126 299	128 315
Capitaux propres	62 457	54 287
Provisions	5 097	4 160
Total des dettes	127 771	171 687
<i>Emprunts et dettes financières</i>	<i>28 435</i>	<i>78 797</i>
<i>Disponibilités et valeurs mobilières de placement</i>	<i>19 859</i>	<i>18 531</i>
Trésorerie nette	(8 576)	(60 266)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

La forte variation des actifs immobilisés et des dettes financières, constatée au 31 mars 2020, s'explique essentiellement par la sortie du contrat de location-financement immobilier du siège social, ainsi que la réalisation de la vente d'ensembles immobiliers, situés respectivement sur Grandchamps-des-Fontaines et Nantes, détenus par les SCI Domimo 2 et Domimo 3.

7.1.1.3. Principaux chiffres clés du tableau des flux de trésorerie du Groupe

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Capacité d'autofinancement avant impôt	11 365	462
Variation du BFR	7 476	2 564
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	12 421	3 286
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	20 172	(11 491)
Flux nets de trésorerie liés aux financements	(31 172)	(5 009)
Trésorerie nette	(8 576)	(60 266)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

La forte variation des flux de trésorerie, constatée au 31 mars 2020, s'explique essentiellement par la cession du siège social du Groupe acquis en 2017 dans le cadre d'un contrat de location-financement par la société CAMPUS 2017, ainsi que la réalisation de la vente d'ensembles immobiliers, situés respectivement sur Grandchamps-des-Fontaines et Nantes, détenus par les SCI Domimo 2 et Domimo 3.

Les variations des flux de trésorerie sont traitées dans la section 8.2 du présent document d'enregistrement universel.

7.1.1.4. Chiffre d'affaires du Groupe

Le tableau suivant présente la ventilation du chiffre d'affaires du Groupe par zone géographique :

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019	Variation 03/2020 - 03/2019	
			En milliers d'euros	en %
Ventes de marchandises France métropole	414 963	426 745	(11 782)	(2,8%)
Ventes de marchandises Export	53 921	57 762	(3 841)	(6,6%)
Total ventes de marchandises	468 884	484 507	(15 622)	(3,2%)
Production de services France métropole	19 726	18 283	1 443	7,9%
Production de services Export	4 786	4 704	82	1,7%
Total production de services	24 512	22 987	1 525	6,6%
Total chiffre d'affaires net	493 396	507 494	(14 097)	(2,8%)

Le chiffre d'affaires du Groupe au 31 mars 2020 s'établit à 493 millions d'euros, contre 507 millions d'euros au 31 mars 2019. Le chiffre d'affaires est donc en repli de 2,8% au 31 mars 2020 par rapport à l'exercice précédent.

L'exercice 2019/2020 a été particulièrement intense pour le Groupe. Des chantiers stratégiques essentiels pour l'avenir ont été menés (voir section 10.1 du présent document).

Pour rappel, le Groupe a arrêté les activités de Maginea au 4^{ème} trimestre 2018/2019, ce qui représentait 2,2 millions d'euros sur l'ensemble du dernier exercice.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, l'activité *BtoC* affiche un chiffre d'affaires de 323,5 millions d'euros contre 335,9 millions d'euros sur l'exercice clos au 31 mars 2019. Cette activité a été impactée sur le 1^{er} semestre par des effets négatifs du repositionnement stratégique de l'offre Materiel.net. En effet, sur le premier semestre de l'exercice clos au 31 mars 2020, Materiel.net a fait l'objet d'une forte évolution de son mix produits, visant à réduire la mise en avant des produits faiblement contributifs en termes de marge brute. Cette décision stratégique a pesé facialement sur le chiffre d'affaires de cette période.

Hors Materiel.net, les activités *BtoC* affichent une croissance de 2,7% sur l'exercice clos au 31 mars 2020 par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires des boutiques LDLC sont en forte hausse de 11,2% pour atteindre 66,7 millions d'euros.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, les autres activités (hors Maginea) totalisent un chiffre d'affaires cumulé de 7,5 millions d'euros, contre 7,1 millions d'euros au 31 mars 2019. Ceci reflète les bonnes performances de L'Armoire de Bébé dans l'univers de la puériculture.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, les activités *BtoB* sont stables par rapport à l'exercice précédent et enregistrent un chiffre d'affaires de 162,3 millions d'euros. Ces activités qui affichaient une progression de +3,5% sur les neufs premiers mois de l'exercice, sont plus particulièrement affectées par le fonctionnement ralenti des entreprises depuis l'entrée en vigueur des mesures de confinement en France, soit le 17 mars 2020.

Pour rappel, au 31 mars 2019 le chiffre d'affaires passait le cap symbolique des 500 millions d'euros. Le groupe OLYS acquis sur l'exercice clos le 31 mars 2018 contribuait à hauteur de 65,1 millions d'euros au chiffre d'affaires de l'exercice.

Le chiffre d'affaires est principalement composé de ventes de marchandises qui représentent près de 95% du chiffre d'affaires total du Groupe sur les exercices clos au 31 mars 2020 et 31 mars 2019.

Crise sanitaire du Covid-19

Durant la période de confinement mise en place suite à la crise sanitaire du Covid-19, des impacts variables sont constatés en fonction des différentes activités du Groupe.

Les boutiques et les activités *BtoB* connaissent temporairement une baisse sensible d'activité.

Les sites de vente en ligne sont quant à eux totalement opérationnels dans un contexte logistique toutefois légèrement perturbé, et bénéficient d'une demande soutenue.

Le Groupe LDLC a mis en place l'ensemble des mesures appropriées à la bonne marche des activités et accompagne ses franchises pour permettre une réouverture rapide du réseau de boutiques.

Saisonnalité

L'activité du Groupe est fortement saisonnière et marquée par une augmentation significative de la fréquentation des magasins et du trafic sur les sites Internet en fin d'année, par l'opération « Black Friday » fin novembre et en décembre par la période de Noël.

Au 31 mars 2020, le Groupe a réalisé 31% de son chiffre d'affaires consolidé annuel au cours du troisième trimestre, et a enregistré une croissance de son activité de 3,3% par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2019, le chiffre d'affaires du troisième trimestre s'élevait à 145,8 millions d'euros et contribuait à hauteur de 29% du chiffre d'affaires de l'exercice.

Variation du taux de change

Le Groupe est exposé au risque de change provenant essentiellement du dollar américain. Pour faire face à la volatilité du dollar, le Groupe a recours à des contrats de change à terme ou procède à l'ajustement de ses prix de ventes (voir note 2.4.1.1 des états financiers consolidés clos au 31 mars 2020).

Au 31 mars 2020, aucun contrat de change à terme n'est en cours.

Nombre de boutiques

Le tableau suivant montre l'évolution du nombre de boutiques sur la période :

Nombre de boutiques/points de retrait par enseigne	2020			2019		
	En propre	Franchise	Total	En propre	Franchise	Total
France						
LDLC	9	40	49	8	32	40
Materiel.net	9	0	9	9	0	9
BIMP	16	0	16	18	0	18
LDLC - BIMP	2	0	2	0	0	0
L'Armoire de Bébé	1	0	1	1	0	1
Sous-total	37	40	77	36	32	68
Espagne						
LDLC	0	0	0	2	0	2
Total	37	40	77	38	32	70

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, le Groupe a racheté en propre une boutique faisant partie du réseau de franchises « LDLC » et a ouvert 8 boutiques en franchise.

Le Groupe avait réalisé sa première implantation à l'étranger et procédé à l'ouverture de 2 boutiques physiques « LDLC » en propre en Espagne sur l'exercice clos le 31 mars 2019. Le 6 février 2020, le Groupe a fermé ses deux boutiques basées en Espagne, situées à Madrid et à Barcelone (voir notes 3.4, 3.12 et 4.5 des états financiers consolidés).

Sur le périmètre OLYS, deux anciennes boutiques « BIMP » commercialisent et affichent sur l'exercice clos au 31 mars 2020 la double enseigne « LDLC - BIMP ».

Le Groupe LDLC avait ouvert en France une boutique « LDLC » en propre et 10 boutiques en franchise sur l'exercice clos au 31 mars 2019.

L'exercice clos au 31 mars 2019 avait également été marqué par la fermeture de 3 boutiques « BIMP » en propre et 2 ouvertures sur le périmètre OLYS.

Les résultats des boutiques détenues en propre sont consolidés dans les comptes du Groupe. Le Groupe analyse l'évolution de son chiffre d'affaires sur une période donnée en tenant compte de l'ensemble du parc des boutiques.

Concernant les boutiques exploitées en franchise, la vente de marchandises aux franchisés est comptabilisée dans le chiffre d'affaires marchandises du Groupe et la redevance sur le chiffre d'affaires généré par les franchises auprès de leurs clients est comptabilisée dans le chiffre d'affaires services du Groupe.

7.2. ANALYSE DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET DU RÉSULTAT NET

7.2.1. Analyse du résultat d'exploitation

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	(en % du chiffre d'affaires)	31/03/2019 Retraité *	(en % du chiffre d'affaires)
Total chiffre d'affaires net	493 396	100%	507 494	100%
Autres produits d'exploitation	341	0,1%	382	0,1%
Achats consommés	(398 626)	(80,8%)	(421 801)	(83,1%)
Marge brute	95 112	19,3%	86 074	17%
Autres achats & charges externes	(27 409)	(5,6%)	(29 845)	(5,9%)
Impôts et taxes	(2 841)	(0,6%)	(3 395)	(0,7%)
Charges de personnel	(48 091)	(9,7%)	(50 334)	(9,9%)
Dotations & reprises aux amortissements & provisions	(9 104)	(1,8%)	(7 390)	(1,5%)
Autres charges et produits	(1 024)	(0,2%)	(653)	(0,1%)
Résultat d'exploitation	6 643	1,3%	(5 543)	(1,1%)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation du Groupe enregistre un bénéfice de 6 643 milliers d'euros et représente 1,3% du chiffre d'affaires annuel consolidé, contre un déficit de 5 543 milliers d'euros au 31 mars 2019, soit (1,1)% du chiffre d'affaires annuel consolidé.

Malgré un recul du chiffre d'affaires consolidé de 14,1 millions d'euros au 31 mars 2020 par rapport à l'exercice précédent, le résultat d'exploitation enregistre une forte progression. Avec le repositionnement stratégique des marques du Groupe, la marge brute progresse de +2,3 points pour atteindre 19,3% au 31 mars 2020. Cette croissance couplée aux efforts d'optimisation des charges liées aux synergies justifie l'amélioration significative du résultat d'exploitation.

La baisse des charges de personnel pour 2 243 milliers d'euros, constatée au 31 mars 2020, s'explique par la réduction des effectifs sur l'exercice.

La hausse des dotations aux amortissements provient essentiellement de l'activation des projets internes, et justifie une augmentation de ce poste à hauteur d'un million d'euros au 31 mars 2020.

Le résultat d'exploitation déficitaire au 31 mars 2019 provenait principalement d'une hausse significative des charges de personnel. Sur l'exercice clos au 31 mars 2019, le Groupe avait mené de nombreux projets structurants et créateurs de valeur pour le futur, avec notamment la mise en place de synergies logistiques avec Materiel.net, l'intégration du groupe OLYS acquis en janvier 2018, l'évolution de ses systèmes d'information et le développement de nouvelles plateformes des sites Materiel.net et LDLC.com. Le Groupe avait donc mis des ressources internes et externes supplémentaires importantes pour accompagner l'ensemble de ses projets.

7.2.2. Résultat financier

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Intérêts des emprunts	(968)	(1 653)
Intérêts bancaires, compte courant et commissions de financement	(258)	(181)
Coût de l'endettement financier	(1 226)	(1 834)
Dotation et reprise de provisions pour dépréciation d'éléments financiers	248	(286)
Autres produits financiers	36	87
Autres charges financières	(21)	(26)
Résultat financier	(962)	(2 060)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Le résultat financier enregistre un déficit de 962 milliers d'euros au 31 mars 2020 contre un déficit de 2 060 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2020, les intérêts d'emprunts, qui représentent 968 milliers d'euros, comprennent à hauteur de :

- 263 milliers d'euros le coût de l'emprunt de 23 millions d'euros qui a permis de financer en partie l'acquisition du groupe Materiel.net contre 474 milliers d'euros au 31 mars 2019.

- 221 milliers d'euros le coût des emprunts de 15,3 millions d'euros qui ont permis de financer l'acquisition de la société OLYS contre 323 milliers d'euros au 31 mars 2019.
- 251 milliers d'euros le coût du crédit renouvelable contre 310 milliers d'euros au 31 mars 2019.
- 84 milliers d'euros le coût d'emprunt lié à l'activation du siège social contre 349 milliers au 31 mars 2019.

La provision pour dépréciation d'éléments financiers d'un montant de 248 milliers d'euros qui avait été constatée au 31 mars 2019, et relative aux actions propres acquises avec un objectif de plan d'actions gratuites, a été reprise en totalité au 31 mars 2020.

7.2.3. Résultat exceptionnel

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Produits exceptionnels	45 551	381
Charges exceptionnelles	(35 062)	(437)
Résultat exceptionnel	10 489	(56)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Au 31 mars 2020, ce poste représente un produit net de 10 489 milliers d'euros, contre une charge nette de 56 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La forte hausse des produits exceptionnels constatée au 31 mars 2020 s'explique essentiellement par :

- la cession du siège social du Groupe à hauteur de 32,3 millions d'euros ;
- la réalisation de la vente des murs de l'entrepôt et des locaux administratifs situés à Grandchamps-des-Fontaines détenus par la SCI Domimo 2 pour un montant de 11,3 millions d'euros ;

- la cession à hauteur de son concept store de Nantes détenu par la SCI Domimo 3 à hauteur de 1,4 million d'euros.

Le poste des charges exceptionnelles au 31 mars 2020 correspond principalement :

- à la valeur nette comptable des actifs immobiliers cédés au 31 mars 2020 pour 32 millions d'euros ;
- aux provisions et charges relatives à l'arrêt d'activité de la filiale Groupe LDLC España pour 2,3 millions d'euros.

Au 31 mars 2019, le poste « charges exceptionnelles » correspondait exclusivement à la valeur nette comptable des immobilisations cédées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

7.2.4. Résultat de base par action

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Résultat avant impôt	16 170	(7 658)
Impôts sur le résultat	(7 862)	2 839
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat de l'exercice :	8 308	(4 820)
Aux actionnaires de la société	8 308	(4 820)
Aux intérêts minoritaires	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	6 319 394	6 317 858
Résultat de base par action (€/action)	1,31	(0,76)
Résultat dilué par action (€/action)	1,31	(0,76)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Le résultat net par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice.

7.3. PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS ET MÉTHODES D'ÉVALUATION – RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ GROUPE LDLC

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation comptables sont conformes à la réglementation en vigueur.

Les comptes annuels ont été établis dans les mêmes formes que les exercices précédents et en conformité avec les dispositions du plan comptable général.

Les états financiers des comptes sociaux du 31 mars 2020 figurent en section 18.3 du présent document d'enregistrement universel.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la société Groupe LDLC a réalisé un chiffre d'affaires net de 420 654 389 euros, contre 436 471 148 euros au titre de l'exercice précédent.

Le montant des charges d'exploitation au 31 mars 2020 s'élève à 413 628 688 euros, contre 446 205 224 euros au 31 mars 2019.

Le total des produits d'exploitation s'élevant à 426 765 380 euros, le résultat d'exploitation présente un solde bénéficiaire de 13 136 692 euros contre un solde déficitaire de (938 083) euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les charges financières de l'exercice clos le 31 mars 2020 se sont élevées à 10 820 314 euros (contre 1 655 106 euros

au titre de l'exercice précédent) et les produits financiers ont atteint la somme de 440 953 euros (contre 506 334 euros, au titre de l'exercice précédent). Le résultat financier est, par conséquent, déficitaire et ressort à (10 379 361) euros, contre un résultat déficitaire de (1 148 773) euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôts est bénéficiaire et ressort à 2 757 331 euros, contre un déficit de (2 086 855) euros pour l'exercice précédent.

Le total des produits exceptionnels s'élevant à 491 586 euros et le total des charges exceptionnelles s'élevant à 622 901 euros, le résultat exceptionnel de l'exercice ressort déficitaire à (131 315) euros, contre un résultat exceptionnel bénéficiaire de 12 883 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu de ces résultats, d'une charge d'impôt sur les sociétés d'un montant de 1 603 756 euros et d'une participation des salariés aux résultats de l'entreprise de 778 082 euros, l'exercice clos au 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 244 179 euros, contre un déficit de (1 290 746) euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

7.4. STRATÉGIE OU FACTEURS DE NATURE GOUVERNEMENTALE, ÉCONOMIQUE, BUDGÉTAIRE, MONÉTAIRE OU POLITIQUE AYANT INFLUÉ SENSIBLEMENT OU POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIÈRE DIRECTE OU INDIRECTE, SUR LES OPÉRATIONS DE L'ÉMETTEUR

L'avenant au contrat de crédit qui intègre les acquisitions de 2016 et 2018 comporte des clauses usuelles pour ces types de financements, à savoir des engagements financiers, des engagements restrictifs généraux et des cas d'exigibilité anticipée.

Les engagements du Groupe au titre du contrat de crédit réduisent la flexibilité du Groupe dans la conduite de ses activités, mais sans que cette liste soit exhaustive, quant à la réalisation de certaines opérations d'investissements, la modification de la structure financière du Groupe y compris son endettement (voir note 3.2.1 relative aux risques de liquidité du présent document d'enregistrement universel).

7.5. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 al. 2 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-après de l'activité et des résultats des filiales de la société et des sociétés qu'elle contrôle, par branche d'activité :

L'ensemble des données présentées ci-après est exprimé en euros

Activité	Chiffre d'affaires	Résultat courant avant impôts	Résultat net après IS	Nouveaux investissements corporels	Effectif moyen	Période
Conception, réalisation et exploitation de sites Internet, contenu éditorial						
Hardware	449 429	235 298	167 556	0	1	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	449 429	235 298	167 556	0	1	
Commerce de gros de tous matériels, logiciels informatiques et tous services rattachés						
Nemeio	2 201	(2 528)	(2 528)	0	0	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	2 201	(2 528)	(2 528)	0	0	
Installation de réseaux câblés, système de contrôle d'accès, vidéosurveillance, télécommunications						
DLP Connect	1 690 319	(95 364)	(129 008)	3 205	14	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	1 690 319	(95 364)	(129 008)	3 205	14	
Conception, réalisation et vente de logiciels et prestation de services informatiques, maintenance à titre accessoire SAV de matériel vendu, formation						
Anikop	2 803 991	100 414	101 796	27 064	28	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	2 803 991	100 414	101 796	27 064	28	

Activité	Chiffre d'affaires	Résultat courant avant impôts	Résultat net après IS	Nouveaux investissements corporels	Effectif moyen	Période
Création et développement d'un réseau de distribution dans le domaine de la vente de tous matériels, tous services, ainsi que la concession de tous droits de franchise ou de licence						
LDLC Distribution	3 237 116	(213 177)	(213 177)	2 460	21	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	3 237 116	(213 177)	(213 177)	2 460	21	
Enseignement supérieur						
L'École LDLC	339 022	65 049	46 852	15 972	5	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	339 022	65 049	46 852	15 972	5	
Infogérance de parc informatique pour clients professionnels, supervision à distance, prestation de services sur site, centre de réparation de produits informatiques						
Bluescreen	77 287	(89 163)	(89 163)	7 911	3	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	77 287	(89 163)	(89 163)	7 911	3	
Exploitation de tous fonds de commerce ayant pour objet la pratique d'activités sportives et/ou de loisirs indoor, le développement et la commercialisation de jeux vidéo, la restauration à consommer sur place ou à emporter						
LDLC VR Studio	(187)	(115 280)	(115 696)	7 375	1	01/01/2020 au 31/03/2020
Total activité	(187)	(115 280)	(115 696)	7 375	1	
Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique						
LDLC Villefranche	1 849 402	21 634	22 594	0	5	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC Bordeaux	1 698 168	(72 006)	(72 006)	0	5	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC Villeurbanne	1 722 168	53 874	39 662	0	5	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC Lille V2	1 143 587	40 652	40 652	2 885	3	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC Lyon 7	1 660 491	86 387	81 349	1 047	4	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC Corneilles	1 362 323	89 720	89 720	0	3	01/04/2019 au 31/03/2020
Avitech	2 063 570	61 643	61 643	22 181	4	01/04/2019 au 31/03/2020

Activité	Chiffre d'affaires	Résultat courant avant impôts	Résultat net après IS	Nouveaux investissements corporels	Effectif moyen	Période
LDLC7	0	(2 964)	(2 964)	Néant	0	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC9	0	(2 923)	(2 923)	Néant	0	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC11	0	(2 881)	(2 881)	Néant	0	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC12	0	(2 928)	(2 928)	Néant	0	01/04/2019 au 31/03/2020
LDLC13	0	(2 880)	(2 880)	Néant	0	01/04/2019 au 31/03/2020
Groupe LDLC España	2 380 263	(2 130 742)	(5 011 018)	28 763	17	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	13 879 972	(1 863 414)	(4 761 980)	54 876	46	
Commerce de détail en boutique, de produits d'équipement de la personne et de produits de puériculture						
ADB Limonest	931 955	(174 271)	(174 271)	527	6	01/04/2019 au 31/03/2020
ADB Orgeval	0	(53 870)	(53 870)	124 594	0	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	931 955	(228 141)	(228 141)	125 121	6	
Organisation d'événements et gestion de projets événementiels, notamment dans le domaine du sport électronique						
LDLC Event	1 052 763	(751 302)	(764 829)	296 517	6	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	1 052 763	(751 302)	(764 829)	296 517	6	
Acquisition d'un terrain, exploitation et mise en valeur de ce terrain pour édification d'un immeuble et exploitation par bail						
Domimo 2	322 901	6 138	3 556 974	0	0	01/04/2019 au 31/03/2020
Domimo 3	83 116	32 412	687 889	0	0	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	406 017	38 550	4 244 863	0	0	
Acquisition d'un terrain et construction d'immeubles à usage de bureaux par voie de crédit-bail, location administration desdits immeubles, acquisition et gestion de tous biens meublés						
CAMPUS 2017	525 298	(87 716)	7 497 622	21 589 297	0	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	525 298	(87 716)	7 497 622	21 589 297	0	

Activité	Chiffre d'affaires	Résultat courant avant impôts	Résultat net après IS	Nouveaux investissements corporels	Effectif moyen	Période
Négoce, représentation sous quelque forme que ce soit de matériel informatique et de tous dérivés de matériels de produits de téléphonie et accessoires, de réseau et multimédia						
OLYS	62 491 953	(3 232 449)	(3 261 471)	248 730	183	01/04/2019 au 31/03/2020
I-Artificielle	385 766	(34 912)	(34 912)	0	2	01/04/2019 au 31/03/2020
Mac & Co Digital	3 978 578	(27 761)	(28 465)	163 067	15	01/04/2019 au 31/03/2020
MyMultimedia	1 199 235	(7 246)	(12 099)	218 415	4	01/04/2019 au 31/03/2020
Total activité	68 055 532	(3 302 368)	(3 336 947)	630 212	204	
Total	93 450 715	(6 309 142)	2 417 220	22 760 010	335	

Hardware :

Le chiffre d'affaires de la société Hardware est en baisse de 15,9% et atteint le montant de 449 milliers d'euros au 31 mars 2020 contre 534 milliers d'euros au 31 mars 2019. En mai 2018, la société Hardware avait cessé son activité de rédaction d'articles et n'avait conservé que son activité de vente de matériel informatique sur son site Internet. L'arrêt de l'activité rédaction avait entraîné le départ des salariés pigistes sur l'exercice précédent entraînant une baisse de la masse salariale de 32,18% soit 142 milliers d'euros au 31 mars 2020 contre 209 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 212 milliers d'euros contre un bénéfice de 234 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 168 milliers d'euros contre un bénéfice de 185 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Nemeio :

L'activité de la société Nemeio est arrêtée depuis le 1^{er} octobre 2017, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 2 milliers d'euros sur l'exercice correspondant essentiellement à l'annulation des avoirs de clients sur exercices antérieurs.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (3) milliers d'euros contre un déficit de (7) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 est déficitaire de (3) milliers d'euros contre un déficit de (7) milliers d'euros le 31 mars 2019.

DLP Connect :

Au 31 mars 2020, la société DLP Connect connaît une baisse de son chiffre d'affaires de 12% et atteint le montant de 1 690 milliers d'euros contre 1 921 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'activité de vente de marchandises est en nette diminution avec une baisse de 131 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent.

L'activité de prestation de services est également en léger recul au 31 mars 2020, diminuant ainsi d'environ 7,9% soit de 109 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent, alors que l'activité de prestation de maintenance commence à se développer et atteint un chiffre d'affaires de 11 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (89) milliers d'euros contre un bénéfice de 8 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 est déficitaire de (129) milliers d'euros contre un bénéfice de 1 millier d'euros le 31 mars 2019.

La société DLP a pour objectif de déployer un site Internet de vente en ligne de produits électroniques afin de compléter son offre et d'augmenter sa visibilité.

Anikop :

Au 31 mars 2020, la société Anikop enregistre un chiffre d'affaires de 2 804 milliers d'euros contre 2 695 milliers d'euros sur l'exercice clos au 31 mars 2019, ce qui constitue une progression du chiffre d'affaires de 4,03%.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 108 milliers d'euros contre un bénéfice de 197 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2020, les charges de personnel progressent de 21 %, justifié par l'embauche de 5 salariés sur l'exercice.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 102 milliers d'euros contre un bénéfice de 186 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

LDLC Distribution :

Le chiffre d'affaires de la société LDLC Distribution est en légère augmentation avec un montant de 3 237 milliers d'euros sur l'exercice clos au 31 mars 2020 contre 3 151 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent. La baisse du taux de refacturation de la redevance marketing, qui est réduit de moitié sur l'exercice, explique notamment la faible augmentation du chiffre d'affaires malgré l'ouverture de nouvelles boutiques.

Le nombre de boutiques avec l'enseigne LDLC est de 51 au 31 mars 2020 dont 11 boutiques en propre. Parmi ces 11 boutiques, deux d'entre elles affichent la double enseigne LDLC - BIMP. Le nombre d'ouvertures sur l'exercice se maintient avec 9 ouvertures de boutiques en franchise au 31 mars 2020 contre 10 sur l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (216) milliers d'euros contre un bénéfice de 102 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (213) milliers d'euros contre un bénéfice de 106 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

L'École LDLC :

La fréquentation de L'École LDLC est en baisse, avec un total de 62 élèves pour l'année scolaire 2019/2020, soit une baisse de 17 élèves par rapport à l'année scolaire 2018/2019.

L'exercice enregistre un chiffre d'affaires de 339 milliers d'euros, contre 376 milliers d'euros au 31 mars 2019 soit une diminution de 37 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 58 milliers d'euros contre un bénéfice de 203 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La réduction de la subvention allouée par Groupe LDLC à L'École contribue à la baisse du résultat constatée au 31 mars 2020.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 47 milliers d'euros contre un bénéfice de 151 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Bluescreen :

La société Bluescreen, anciennement LDLC8, a changé de dénomination sur l'exercice.

Groupe LDLC a cédé, le 29 novembre 2019, 20 % des titres de la société Bluescreen.

La société Bluescreen était intégrée fiscalement au Groupe depuis le 1^{er} avril 2018. La cession des titres réalisée sur l'exercice engendre sa sortie du périmètre d'intégration fiscale sur l'exercice clos au 31 mars 2020.

La société Bluescreen a démarré son activité le 1^{er} décembre 2019 et réalise pour son premier exercice un chiffre d'affaires de 77 milliers d'euros ; celui-ci se décompose en une activité de vente de marchandises à hauteur de 57 milliers d'euros et une activité de prestation de services pour 20 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (89) milliers d'euros contre un déficit de (4) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (89) milliers d'euros contre un résultat déficitaire de (4) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

LDLC VR Studio :

La société LDLC VR Studio a intégré le Groupe suite au rachat par Groupe LDLC de la totalité des actions de la société Katzami le 18 décembre 2019.

À la suite de ce rachat, la société a changé de dénomination pour devenir LDLC VR Studio, et a complété la liste des activités exploitées, en ajoutant l'activité de développement et de commercialisation de jeux vidéo et l'activité complémentaire des loisirs indoor via la mise à disposition d'outils virtuels.

Suite au rachat, le siège social de la société LDLC VR Studio situé initialement au 62, chemin du Moulin Carron à Dardilly a été transféré au 2, rue des Érables à Limonest. Les locaux de Dardilly ont été conservés en tant qu'établissement secondaire et sont utilisés par la société LDLC VR Studio pour exercer son activité. Des travaux d'aménagement de ces locaux vont être réalisés afin de démarrer cette nouvelle activité.

La date de clôture, initialement au 31 décembre, a été modifiée au 31 mars afin de coïncider avec la date de clôture du Groupe. Ainsi, l'exercice fiscal est exceptionnellement de trois mois.

Du fait de la transition d'activité, la société LDLC VR Studio n'a pas enregistré de chiffre d'affaires pour ce trimestre alors qu'il s'élevait à 260 milliers d'euros au 31 décembre 2019 pour l'activité de restauration sur 12 mois.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (113) milliers d'euros pour 3 mois contre un déficit de (406) milliers d'euros au 31 mars 2019 pour 12 mois d'activité.

L'exercice clos le 31 mars 2020 est déficitaire de (116) milliers d'euros pour 3 mois contre un déficit de (383) milliers d'euros le 31 décembre 2019 pour 12 mois d'activité.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, fin mars 2020, la société LDLC VR Studio a sollicité sa banque auprès de laquelle un emprunt est souscrit et a obtenu une suspension des échéances pour une durée de 6 mois.

LDLC Villefranche :

Au 31 mars 2020, le chiffre d'affaires de la boutique de la société LDLC Villefranche est relativement stable par rapport à l'exercice précédent et s'élève à 1 849 milliers d'euros contre 1 853 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La marge de la société LDLC Villefranche est relativement stable par rapport à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 21 milliers d'euros contre un bénéfice de 2 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 23 milliers d'euros contre un bénéfice de 2 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de LDLC Villefranche a réduit fortement son activité à partir du 17 mars 2020, réalisant des ventes limitées à des demandes urgentes et nécessaires de la part de ses clients.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

LDLC Bordeaux :

Au 31 mars 2020, la boutique de la société LDLC Bordeaux enregistre un chiffre d'affaires de 1 698 milliers d'euros contre 1 712 milliers d'euros sur l'exercice clos au 31 mars 2019.

Le montant des prestations de services s'établit à 62 milliers d'euros au 31 mars 2020 contre 48 milliers d'euros au 31 mars 2019 ; cette progression contribue à l'amélioration de la marge brute.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (64) milliers d'euros contre un déficit de (134) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 est en hausse et enregistre un déficit de (72) milliers d'euros contre un résultat déficitaire de (141) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société LDLC Bordeaux a fermé ses portes dès le 17 mars 2020, ne générant ainsi aucun chiffre d'affaires jusqu'au 10 mai 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

LDLC Villeurbanne :

Au 31 mars 2020, la boutique de la société LDLC Villeurbanne enregistre un chiffre d'affaires en recul de 178 milliers d'euros, pour atteindre 1 722 milliers d'euros contre 1 900 milliers d'euros au 31 mars 2019, soit une baisse de 9,3%.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 54 milliers d'euros contre un bénéfice de 25 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 40 milliers d'euros contre un bénéfice de 19 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société LDLC Villeurbanne a réduit fortement son activité à partir du 17 mars 2020, réalisant des ventes limitées à des demandes urgentes et nécessaires de la part de ses clients.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

LDLC Lille V2 :

Au 31 mars 2020, la boutique de la société LDLC Lille V2 enregistre un chiffre d'affaires de 1 144 milliers d'euros contre 1 205 milliers d'euros au 31 mars 2019, soit une baisse de l'ordre de 5%.

Le montant des prestations de services s'établit à 73 milliers d'euros au 31 mars 2020 contre 64 milliers d'euros au 31 mars 2019 ; cette progression contribue à l'amélioration de la marge brute.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 45 milliers d'euros contre un déficit de (54) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 41 milliers d'euros contre un déficit de (59) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société LDLC Lille V2 a réduit fortement son activité à partir du 17 mars 2020, réalisant des ventes limitées à des demandes urgentes et nécessaires de la part de ses clients.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

LDLC Lyon 7 :

Au 31 mars 2020, la boutique de la société LDLC Lyon 7 enregistre un chiffre d'affaires de 1 660 milliers d'euros contre 1 501 milliers d'euros au 31 mars 2019, soit une hausse de l'ordre de 10,7%.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 87 milliers d'euros contre un bénéfice de 45 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 81 milliers d'euros contre un bénéfice de 42 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société LDLC Lyon 7 a réduit fortement son activité à partir du 17 mars 2020, réalisant des ventes limitées à des demandes urgentes et nécessaires de la part de ses clients.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

LDLC Cormeilles :

La boutique de la société LDLC Cormeilles a démarré son activité le 5 octobre 2018, il s'agit donc du premier exercice complet de la société.

Au 31 mars 2020, la boutique de LDLC Cormeilles enregistre un chiffre d'affaires de 1 362 milliers d'euros contre 501 milliers d'euros au 31 mars 2019, soit une hausse de

l'ordre de 171,7%, justifiée par une activité de 6 mois sur l'exercice précédent.

Le montant des prestations de services s'établit à 61 milliers d'euros au 31 mars 2020 contre 20 milliers d'euros au 31 mars 2019 pour 6 mois d'activité ; cette progression contribue à l'amélioration de la marge brute.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 93 milliers d'euros contre un déficit de (120) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 90 milliers d'euros contre un déficit de (122) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

La progression du résultat de LDLC Cormeilles s'explique notamment par le fait qu'au 31 mars 2020, la société n'a pas été impactée par des frais liés à l'ouverture de la boutique (travaux, communication d'ouverture, honoraires liés au bail commercial) contrairement à l'exercice précédent.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de LDLC Cormeilles a réduit fortement son activité à partir du 17 mars 2020, réalisant des ventes limitées à des demandes urgentes et nécessaires de la part de ses clients.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

Avitech :

La société Avitech faisant partie du réseau de franchises du Groupe a été rachetée par la société Groupe LDLC le 5 février 2020, avec une acquisition de 100% des actions de cette société.

Le compte de résultat de la société Avitech n'a pas été intégré au compte de résultat consolidé du Groupe du 31 mars 2020. Compte tenu de la date d'acquisition du 5 février 2020, proche de la clôture annuelle du Groupe, l'impact du compte de résultat ne présente pas un caractère significatif.

Cette société exerce son activité sur Avignon.

Au 31 mars 2020, la boutique d'Avitech enregistre un chiffre d'affaires de 2 064 milliers d'euros contre 2 014 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 66 milliers d'euros contre un déficit de (99) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 62 milliers d'euros contre un déficit de (155) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société Avitech a réduit fortement son activité à partir du 17 mars 2020, réalisant des ventes limitées à des demandes urgentes et nécessaires de la part de ses clients. Fin mars 2020, la société Avitech a sollicité sa banque auprès de laquelle un emprunt est souscrit et a obtenu une suspension des échéances pour une durée de 6 mois.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

Groupe LDLC España :

La société Groupe LDLC España a été créée le 28 mars 2018 et a commencé son activité le 17 septembre 2018 avec l'ouverture de la boutique de Barcelone. Le site marchand LDLC.es a été mis en ligne le 17 octobre 2018 et la boutique de Madrid a ouvert le 24 octobre 2018.

En mars 2020, la société Groupe LDLC España a procédé à une augmentation de ses capitaux propres de 5,2 millions d'euros par incorporation de créance de la société Groupe LDLC.

Au 31 mars 2020, le chiffre d'affaires s'établit à 2 380 milliers d'euros contre 773 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Le 6 février 2020, le Groupe a annoncé le désengagement de sa présence physique en Espagne avec la fermeture de ses deux boutiques situées à Madrid et Barcelone, ce qui justifie la comptabilisation de charges exceptionnelles pour 2 284 milliers d'euros sur l'exercice clos au 31 mars 2020. Ces charges exceptionnelles correspondent essentiellement à la sortie des actifs de la boutique de Barcelone, à la dépréciation des actifs de la boutique de Madrid, aux coûts de location des boutiques et aux coûts de ruptures de contrats des salariés de la société Groupe LDLC España.

Ainsi, l'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (5 011) milliers d'euros contre un déficit de (1 788) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

ADB Limonest :

La boutique ADB Limonest a ouvert ses portes début avril 2018.

Au 31 mars 2020, la boutique ADB Limonest enregistre un chiffre d'affaires de 932 milliers d'euros contre 725 milliers d'euros au 31 mars 2019 soit une hausse de l'ordre de 28,5%.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (164) milliers d'euros contre un déficit de (232) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit (174) milliers d'euros contre un déficit de (240) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société ADB Limonest a été contrainte de fermer ses portes dès le 14 mars 2020, ne générant ainsi aucun chiffre d'affaires jusqu'au 10 mai 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau L'Armoire de Bébé de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

ADB Orgeval :

La société ADB Orgeval, anciennement dénommée LDLC10, a changé de dénomination sociale sur l'exercice.

L'activité de la société a également été modifiée. La principale activité de la société ADB Orgeval est dorénavant le commerce en boutique de produits d'équipement de la personne et de produits de puériculture.

L'ouverture de la boutique physique est prévue sur le mois de juin 2020, ainsi aucun chiffre d'affaires n'est constaté sur l'exercice. Cette boutique sera la deuxième du Groupe avec une activité dans la puériculture et représentant la marque Armoire de Bébé.

Des travaux d'aménagement de la future boutique sont en cours au 31 mars 2020 à hauteur de 125 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (53) milliers d'euros contre un déficit de (4) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (54) milliers d'euros contre un déficit de (4) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

LDLC Event :

La société LDLC Event a pour principale activité la gestion de l'équipe d'e-sport du Groupe LDLC, à savoir la Team LDLC.

Pour son quatrième exercice, la société LDLC Event enregistre un chiffre d'affaires de 1 053 milliers d'euros contre 964 milliers au 31 mars 2019.

Sur le 1^{er} trimestre 2020, la société a déménagé dans de nouveaux locaux situés à Gerland, ce qui explique la hausse significative de ses investissements.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (741) milliers d'euros contre un déficit de (277) milliers d'euros au 31 mars 2019.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, la société LDLC Event a doublé ses effectifs avec 6 salariés au 31 mars 2020, entraînant une hausse de la masse salariale de l'ordre de 212 milliers soit une augmentation de près de 96%.

Les charges de sous-traitance, constituées principalement des rémunérations des joueurs et des prestataires des équipes e-sport, représentent sur l'exercice un montant de 940 milliers d'euros contre 687 milliers d'euros au 31 mars 2019 soit une augmentation de près de 37% par rapport à l'exercice précédent.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (765) milliers d'euros contre un déficit de (283) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Domimo 2 :

En juin 2019, la SCI Domimo 2 a procédé à la cession de l'entrepôt et des bureaux situés à Grandchamps-des-Fontaines pour un montant de 11,3 millions d'euros dégageant ainsi une plus-value de cession de 5,3 millions d'euros.

Suite à cette vente qui marque l'arrêt de la sous-location envers la société Groupe LDLC, le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 31 mars 2020 enregistre une baisse de l'ordre de 76% et s'établit à 323 milliers d'euros contre 1 361 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 82 milliers d'euros contre un bénéfice de 719 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 3 557 milliers d'euros contre un bénéfice de 443 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Domimo 3 :

En février 2020, la SCI Domimo 3 a procédé à la cession d'un bâtiment à usage commercial situé à Nantes pour un montant de 1 400 milliers d'euros dégageant ainsi une plus-value de cession de 943 milliers d'euros.

Suite à cette vente qui marque l'arrêt de la sous-location envers la société Groupe LDLC, le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 31 mars 2020 enregistre une baisse de l'ordre de 8% et s'établit à 83 milliers d'euros contre 90 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire pour s'élever à 38 milliers d'euros contre un bénéfice de 56 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 688 milliers d'euros contre un bénéfice de 33 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

CAMPUS 2017 :

Le siège social du Groupe acquis en 2017 par la société CAMPUS 2017 dans le cadre d'un contrat de location-financement a été cédé le 31 juillet 2019 pour un montant de 32 300 milliers d'euros, dégageant ainsi une plus-value de cession de 10 385 milliers d'euros.

Suite à cette vente qui marque l'arrêt de la convention de sous-location envers la société Groupe LDLC, le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 31 mars 2020 enregistre une baisse de l'ordre de 63% et s'établit à 525 milliers d'euros contre 1 420 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (144) milliers d'euros contre un déficit de (353) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un bénéfice de 7 498 milliers d'euros contre un déficit de (361) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

OLYS :

Au 31 mars 2020, le groupe OLYS dispose de 16 boutiques BIMP sur le territoire français.

Début avril 2019, la société OLYS a transféré son personnel dans les nouveaux locaux de Limonest de la société Groupe LDLC et partage l'entrepôt de la société Groupe LDLC situé à Vaise.

Le 7 janvier 2020, la société OLYS a racheté 147 000 actions de la société Mac & Co Digital pour un montant de 150 milliers d'euros, et devient ainsi l'unique actionnaire avec une détention de 100% du capital.

Au 31 mars 2020, le chiffre d'affaires est relativement stable et s'établit à 62,5 millions d'euros contre 62,2 millions d'euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (3 095) milliers d'euros contre un déficit de (3 931) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (3 261) milliers d'euros contre un déficit de (3 994) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

La hausse des provisions enregistrées sur l'exercice clos au 31 mars 2020, impacte de manière significative le résultat de la société OLYS, avec une provision pour dépréciation du stock de 370 milliers d'euros contre 77 milliers d'euros au 31 mars 2019, ainsi que la provision nette sur créances douteuse d'un montant de 2 058 milliers d'euros contre 886 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, les boutiques de la société OLYS ont fermé leurs portes dès le 17 mars 2020 au soir, ne générant ainsi aucun chiffre d'affaires jusqu'au 10 mai 2020.

Afin de limiter les impacts liés à la fermeture de ses boutiques, une partie du stock de la société OLYS a été revendu auprès de la société Groupe LDLC, afin de permettre son écoulement via le réseau web.

Fin mars 2020, la société OLYS a sollicité ses banques auprès desquelles des emprunts étaient souscrits et a obtenu une suspension des échéances pour une durée de 6 mois.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau BIMP de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

I-Artificielle :

La société I-Artificielle est une filiale détenue à hauteur de 60% par la société OLYS.

Au 1^{er} avril 2019, la société a transféré son siège social au 2, rue des Érables à Limonest et détient toujours un établissement commercial à Compiègne.

Au 31 mars 2020, le chiffre d'affaires enregistre une baisse et s'établit à 386 milliers d'euros contre 480 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de l'ordre de 20%.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (26) milliers d'euros contre un déficit de (258) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (35) milliers d'euros contre un déficit de (266) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société I-Artificielle a fermé ses portes dès le 17 mars 2020 au soir, ne générant ainsi aucun chiffre d'affaires jusqu'au 10 mai 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau BIMP de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

Mac & Co Digital :

Depuis le 7 janvier 2020, la société Mac & Co Digital est détenue à 100% par la société OLYS.

La société Mac & Co Digital occupe un local qui, précédemment, était dédié à une activité exclusivement de ventes aux professionnels. La société a réalisé des travaux d'aménagements afin d'accueillir du public et d'ouvrir son activité auprès des particuliers. Cette boutique réalise dorénavant des ventes sous les enseignes LDLC et BIMP.

Des travaux de réaménagement ont été réalisés dans la boutique à hauteur de 161 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le chiffre d'affaires enregistre une hausse et s'établit à 3 979 milliers d'euros contre 2 513 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de l'ordre de 58%.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (27) milliers d'euros contre un déficit de (87) milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (28) milliers d'euros contre un déficit de (91) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société Mac & Co Digital a fermé ses portes dès le 17 mars 2020 au soir, ne générant ainsi aucun chiffre d'affaires jusqu'au 10 mai 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC - BIMP de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

MyMultimedia :

La société MyMultimedia est une filiale détenue à hauteur de 60% par la société OLYS.

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2020, la société MyMultimedia a déplacé sa boutique historique située sur Bourg-en-Bresse sur un nouvel emplacement toujours situé dans la zone de Bourg-en-Bresse.

Cette nouvelle boutique réalise dorénavant des ventes sous les enseignes LDLC et BIMP.

Sur l'exercice, la société MyMultimedia a réalisé des travaux d'aménagement à hauteur de 217 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le chiffre d'affaires enregistre une hausse et s'établit à 1 199 milliers d'euros contre 638 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de l'ordre de 88%.

Au 31 mars 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire pour s'élever à (6) milliers d'euros contre un bénéfice de 1 millier d'euros au 31 mars 2019.

L'exercice clos le 31 mars 2020 enregistre un déficit de (12) milliers d'euros contre un bénéfice de 1 millier d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, la boutique de la société MyMultimedia a fermé ses portes dès le 17 mars 2020 au soir, ne générant ainsi aucun chiffre d'affaires jusqu'au 10 mai 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC - BIMP de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des règles sanitaires.

Les sociétés LDLC7, LDLC9, LDLC11, LDLC12 et LDLC13 n'ont pas eu d'activité sur l'exercice clos au 31 mars 2020 et sont intégrées fiscalement à la société Groupe LDLC depuis le 1^{er} avril 2018.

7.6. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE GROUPE LDLC

Conformément à l'article L.232-1 du Code de Commerce, nous vous indiquons que depuis l'exercice clos au 31 mars 2016, la société Groupe LDLC développe une activité en matière de recherche et développement. En décembre 2016, le Groupe a commercialisé son premier produit créé par son équipe de recherche et développement.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, le Groupe a considéré que les conditions d'activation des frais de recherche et de développement étaient remplies pour certains projets. De ce fait, le Groupe a comptabilisé les frais de recherche et de développement en charges de l'exercice ou en immobilisations selon les projets.

Le montant des projets de recherche et développement qui ont été activés sur l'exercice clos au 31 mars 2020 s'élève à 986 milliers d'euros contre 1 059 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Après avoir fait forte impression au CES 2019 de Las Vegas, le 17 décembre 2019, le Groupe via sa marque SOLAARI lance la commercialisation de son premier sabre connecté. Ce sabre fabriqué par le Groupe avait bénéficié, en janvier 2019, d'un pré-lancement sous le format d'un Kickstarter. Cette plateforme de financement participatif avait permis à plus de 400 passionnés de pré-commander leur sabre. Le 5 mars 2020, la société Groupe LDLC a signé un partenariat avec la Fédération Française d'Escrime et son académie de sabre laser pour une durée de 3 ans.

Le clavier « dynamique » à écran Nemeio, primé lors du CES de Las Vegas en janvier 2019, est toujours en cours de conception au 31 mars 2020.

La société Groupe LDLC a bénéficié d'un crédit d'impôt recherche au titre de l'année 2019 de 40 milliers d'euros contre 247 milliers d'euros au titre de l'année 2018. Le crédit d'impôt recherche est un crédit d'impôt offert aux entreprises investissant significativement en recherche et développement.

7.7. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le 10 avril 2020, la société Groupe LDLC a réalisé l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat pour un montant de 3 millions d'euros. Ce rapprochement est une source d'opportunités et de synergies complémentaires. L'activité de Top Achat s'intègre pleinement à la stratégie de distributeur de produits High-Tech.

Fin avril 2020, la société Groupe LDLC a souscrit 4 prêts « PGE » de 4,5 millions d'euros chacun en vue de financer les besoins de trésorerie du Groupe. Ce montant de 18 millions d'euros de prêt bénéficie à hauteur de 90% de la garantie de l'État accordée aux établissements de crédits et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finance rectificative pour 2020.

Durant la crise sanitaire du Covid-19, l'activité des boutiques du réseau LDLC, Materiel.net et BIMP a été définie par arrêté ministériel du 15 mars 2020 comme indispensable à la vie de la Nation. Malgré ce statut, certaines boutiques ont fermé leurs portes. Le Groupe a maintenu quelques boutiques ouvertes avec une activité réduite, afin de permettre notamment la distribution et la gestion des SAV de matériel informatique aux particuliers et aider les entreprises dans l'accès au matériel nécessaire au télétravail.

La boutique Armoire de Bébé a été contrainte de fermer ses portes dès le 14 mars 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau, fermées depuis le 17 mars 2020, de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des mesures « barrières » préconisées.

Conformément aux dispositions de l'article L.232-1 II du Code de Commerce, nous vous précisons qu'aucun autre événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de la situation de la société n'est intervenu ou n'a été connu postérieurement à la date de clôture de l'exercice (cf. section 10 du présent document).

CHAPITRE 8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX

Les principaux besoins en capitaux du Groupe LDLC proviennent de ses besoins en fonds de roulement et de ses investissements opérationnels. En janvier 2018, pour financer l'acquisition des sociétés OLYS et Synopsis, le Groupe LDLC avait eu recours à l'émission de deux emprunts de respectivement 5,3 et 10 millions d'euros. En mars 2016, le Groupe LDLC avait souscrit un emprunt de 23 millions d'euros pour financer l'acquisition du groupe Materiel.net.

Concernant l'emprunt de 10 millions d'euros, la durée de remboursement avait été alignée avec le prêt relatif à l'acquisition 2016.

Le remboursement de l'emprunt de 5,3 millions d'euros prendra fin le 31 janvier 2025.

Le tableau de variation des capitaux propres consolidés est présenté à la note 1.3 des états financiers des comptes consolidés pour l'exercice clos au 31 mars 2020 et la composition du capital à la note 3.11 de ces mêmes états figurant en section 18.1 du présent document d'enregistrement universel.

8.1. INFORMATIONS SUR LES RESSOURCES FINANCIÈRES À COURT TERME ET À LONG TERME DU GROUPE

La trésorerie : le montant des disponibilités et valeurs mobilières de placement au 31 mars 2020 est de 19 859 milliers d'euros, contre 18 531 milliers d'euros au 31 mars 2019.

L'endettement : compte tenu de l'acquisition des sociétés OLYS et Synopsis au 25 janvier 2018, le Groupe avait eu recours à l'émission de deux emprunts de 5,3 et 10 millions d'euros. Par ailleurs l'acquisition du groupe Materiel.net en mars 2016 avait donné lieu à la souscription d'un emprunt de 23 millions d'euros. Ces emprunts étaient assortis également d'un crédit renouvelable de 15 millions d'euros, qui a été porté à 13,5 millions au 31 mars 2020 et dont la durée a été prorogée jusqu'au 31 mars 2021.

En juillet 2019, le Groupe a cédé les murs de son siège social situé sur Limonest et acquis en 2017 dans le cadre d'un contrat de location-financement, ce qui a permis une réduction de l'endettement à hauteur de 19,1 millions d'euros.

La réalisation en juin 2019 et février 2020 de la vente d'ensembles immobiliers situés respectivement sur Grandchamps-des-Fontaines et Nantes, détenus par les SCI Domimo 2 et Domimo 3, justifie une réduction de la dette à hauteur de 4,5 millions d'euros.

Le Groupe a recours à des emprunts qui ont pour vocation de soutenir sa stratégie, avec notamment l'ouverture de boutiques physiques en propre et l'accompagnement du développement de ses projets internes.

La trésorerie nette du Groupe représente une dette financière et se ventile de la façon suivante :

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Dettes financières brutes	28 435	78 797
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	19 859	18 531
Trésorerie nette	(8 576)	(60 266)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Le tableau ci-après présente les échéances de la dette financière du Groupe au 31 mars 2020 :

Montants en milliers d'euros	Total	À moins d'un an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	De plus 5 ans
Emprunts et dettes financières à long terme ⁽¹⁾	19 839	0	14 724	4 660	455
Emprunts	19 839	0	14 724	4 660	455
Emprunts et dettes financières à court terme ⁽²⁾	8 596	8 596	0	0	0
Dépôts reçus en garantie	0	0	0	0	0
Emprunts	7 734	7 734	0	0	0
Intérêts courus/emprunts	24	24	0	0	0
Découverts bancaires	510	510	0	0	0
Comptes courants	327	327	0	0	0
Total	28 435	8 596	14 724	4 660	455

(1) Dont 11,3 millions d'euros relatifs aux prêts des acquisitions 2016 et 2018.

(2) Dont 5,5 millions d'euros relatifs aux prêts des acquisitions 2016 et 2018.

Suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, les sociétés du Groupe ont obtenu fin mars 2020 de la part de l'ensemble des banques une suspension des mensualités d'emprunts pour une durée de 6 mois, ce qui représente un report des échéances de fin mars 2020 à hauteur de 2,9 millions d'euros, ainsi qu'un report de la dette à moins d'un an de 1,7 million d'euros.

Endettement au 31 mars 2020 :

En avril 2019, la société Groupe LDLC a souscrit un emprunt de 1,1 million d'euros afin de financer le BFR du Groupe.

L'acquisition sur l'exercice des sociétés LDLC VR Studio et Avitech a contribué à la hausse de l'endettement financier du Groupe à hauteur de respectivement de 129 milliers d'euros et 131 milliers d'euros.

Financement du Groupe lié aux acquisitions 2016 du groupe Materiel.net et 2018 des sociétés OLYS et Synopsis :

Aux fins de financer partiellement en mars 2016 l'acquisition du groupe Materiel.net et en janvier 2018 l'acquisition des sociétés OLYS et Synopsis, le Groupe avait mis en place de nouvelles sources de financement.

Le Groupe avait ainsi signé un contrat de crédit avec un pool de 5 banques le 31 mars 2016. Un avenant n° 2 au contrat de crédit en date du 31 mars 2016 avait été signé le 19 janvier 2018 et se décomposait en :

- Une ligne de crédit long terme pour l'acquisition 2016 d'un montant de 23 millions d'euros d'une durée de 7 ans au taux Euribor 3 mois auquel s'ajoute une marge « prêt d'acquisition » réajustée annuellement en fonction du niveau de ratio de levier.

- Une ligne de crédit long terme d'un montant de 10 millions d'euros pour l'acquisition 2018 dont la durée de remboursement et les conditions du prêt sont alignées avec le prêt de 23 millions d'euros relatif à l'acquisition 2016.
- Un crédit renouvelable de 15 millions d'euros utilisable par tirage d'un montant minimum de 1 million d'euros destiné à financer partiellement les besoins en fonds de roulement de la société Groupe LDLC et de ses filiales. Le crédit renouvelable est rémunéré sur la base du taux Euribor auquel s'ajoute une marge crédit renouvelable qui sera réajustée annuellement en fonction du ratio de levier. Au 31 mars 2020, le montant de ce crédit a été porté à 13,5 millions d'euros et prorogé jusqu'au 31 mars 2021. Au 31 mars 2020, ce crédit n'est pas utilisé.

Pour couvrir les intérêts de ces emprunts à taux variable relatifs aux acquisitions 2016 et 2018, des contrats de swap avaient été souscrits.

L'avenant n° 2 au contrat de crédit qui intègre les acquisitions de 2016 et 2018 est assorti de respect de deux ratios bancaires financiers basés contractuellement sur les comptes consolidés et qui sont testés semestriellement. Suite au transfert de la cotation des actions du Groupe LDLC sur le marché Euronext Growth à Paris, la définition du résultat opérationnel courant a été revue par l'avenant n° 4 :

- Un ratio de levier : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » (soit l'endettement financier diminué de la trésorerie et augmenté des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros) divisé par « l'EBE consolidé retraité » (soit le résultat d'exploitation du Groupe augmenté des dotations nettes aux amortissements

et provisions incluses dans le résultat d'exploitation, augmenté de la cotisation sur la valeur ajoutée et des escomptes obtenus auprès des fournisseurs).

- Un ratio de gearing : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » (soit l'endettement financier diminué de la trésorerie et augmenté des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros) divisé par les « fonds propres consolidés » (y compris les minoritaires).

Conformément à l'avenant n°2 du contrat de crédit, les cessions des actifs immobiliers réalisées sur l'exercice ont entraîné en décembre 2019 un remboursement anticipé de 6 millions d'euros, soit 3 millions d'euros sur chacun des deux emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros, écourtant ainsi la durée de remboursement de ces deux emprunts. Le dernier remboursement interviendra donc le 30 septembre 2022 pour l'emprunt de 23 millions d'euros et le 30 septembre 2021 pour celui de 10 millions d'euros.

Le contrat de crédit, par son avenant n°4 signé en date du 15 juillet 2019, comporte également une limite d'investissements à respecter par les membres du Groupe.

Le 19 janvier 2018, le Groupe avait également souscrit un emprunt complémentaire de 5,3 millions d'euros en complément de l'emprunt de 10 millions d'euros. Cet emprunt est remboursable sur une durée de 7 ans au taux

fixe de 1,31% l'an avec un différé d'amortissement des 8 premiers trimestres.

Financement du siège social du Groupe :

Le siège social du Groupe situé à Limonest acquis en 2017 dans le cadre d'un contrat de location-financement, a été cédé en juillet 2019. Cette cession a généré une baisse de l'endettement de 19,1 millions d'euros au 31 mars 2020. La dette financière relative à ce contrat de location-financement représente un endettement financier de 19,5 millions d'euros au 31 mars 2019.

Pour rappel, la société Groupe LDLC avait signé en mars 2017 un nouveau contrat d'affacturage avec Eurofactor.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2019, deux emprunts d'un montant total de 5 millions d'euros, avaient été souscrits par la société Groupe LDLC afin de financer les investissements du Groupe.

En mars 2019, la société Groupe LDLC avait contracté un emprunt de 900 milliers d'euros afin de financer le BFR du Groupe.

Un emprunt de 500 milliers d'euros avait été souscrit en avril 2018 par la société OLYS pour financer le rachat des parts minoritaires de la société BIMP Éducation qui représentaient 40% du capital.

8.2. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

8.2.1. Flux de trésorerie

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	12 421	3 286
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	20 172	(11 491)
Flux nets de trésorerie liés aux financements	(31 172)	(5 009)
Variation nette de la trésorerie	1 421	(13 213)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

8.2.2. Flux nets de trésorerie générés par l'activité

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Résultat net des activités poursuivies	8 308	(4 820)
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	7 631	8 053
Charge d'impôts (courants et différés)	7 862	(2 839)
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	(12 436)	67
Capacité d'autofinancement avant impôt	11 365	462
Impôts versés	(6 419)	260
Variation du besoin en fonds de roulement	7 476	2 564
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	12 421	3 286

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité au 31 mars 2020 s'établissent à 12 421 milliers d'euros contre 3 286 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La forte variation des plus ou moins-values de cessions d'actifs provient principalement des plus-values générées sur les cessions des actifs immobiliers, dont 9 111 milliers d'euros relatifs à la cession du siège social du Groupe, 3 202 milliers d'euros sur la cession des murs de l'entrepôt

et des locaux administratifs détenus par la SCI Domimo 2 et 668 milliers d'euros sur la vente du concept store de Nantes détenu par la SCI Domimo 3.

L'amélioration du résultat constaté au 31 mars 2020 contribue fortement à l'évolution de la capacité d'autofinancement.

Le résultat déficitaire du 31 mars 2019 avait pour effet de dégrader fortement la capacité d'autofinancement.

8.2.3. Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Produits des cessions d'actifs immobilisés nets d'impôts	45 050	(11)
Acquisitions d'actifs immobilisés	(26 338)	(11 824)
Réductions d'actifs immobilisés financiers	1 400	345
Variation de périmètre	61	0
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	20 172	(11 491)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Au 31 mars 2020, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements font apparaître une ressource de 20 172 milliers d'euros contre un emploi de trésorerie de 11 491 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La recette nette des flux de trésorerie liés aux investissements de 20 172 milliers d'euros au 31 mars 2020 est justifiée principalement par :

- les cessions des actifs immobiliers, avec 32,3 millions d'euros relatifs à la cession du siège social du Groupe, 11,3 millions d'euros liés à la vente des murs de l'entrepôt et des locaux administratifs détenus par la SCI Domimo 2

et 1,4 million d'euros relatifs à la cession du concept store détenu par la SCI Domimo 3 ;

- les acquisitions des constructions liées à la levée d'option du contrat de location-financement immobilier exercée par le Groupe pour 21 589 milliers d'euros ;
- les acquisitions d'immobilisations incorporelles provenant des développements en interne de projets informatiques et de recherche et développement à hauteur de 1 929 milliers d'euros ;
- les acquisitions d'investissements corporels liés au réaménagement de trois boutiques du Groupe pour 451 milliers d'euros.

Au 31 mars 2019, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements présentaient un emploi de trésorerie de 11 491 milliers d'euros et s'expliquaient essentiellement par :

- Les investissements incorporels concernant les projets internes informatiques et de recherche et développement pour 3 993 milliers d'euros.
- L'aménagement de nouveaux locaux administratifs situés à Limonest à hauteur de 1 236 milliers d'euros.
- Des investissements à hauteur de 2 473 milliers d'euros concernant des travaux d'aménagement de 6 nouvelles boutiques, dont deux implantées en Espagne dans lesquelles un montant de 1 272 milliers d'euros a été engagé.
- Un projet de réaménagement des locaux situés à Nantes pour 852 milliers d'euros.
- Un projet de mise en place d'un Autostore qui est un système de stockage et robots de manutention pour un montant de 672 milliers d'euros.

8.2.4. Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement

Montants en milliers d'euros	31/03/2020	31/03/2019 Retraité *
Opérations sur actions propres	7	(14)
Autres impacts	(1)	(312)
Nouveaux emprunts	1 100	6 408
Remboursements des emprunts	(31 917)	(9 425)
Remboursements des contrats de location-financement	(378)	(1 439)
Variation des financements liés aux créances cédées	0	0
Variation des autres dettes financières	17	(176)
Augmentation de capital (nominal)	0	0
Prime d'émission + réserves indisponibles + report à nouveau	0	0
Réduction des capitaux propres (dividendes)	0	(50)
Flux nets de trésorerie liés aux financements	(31 172)	(5 009)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020.

Les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement présentent un emploi de trésorerie de 31 172 milliers d'euros au 31 mars 2020 contre un emploi de trésorerie de 5 009 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La forte progression des remboursements d'emprunts constatée au 31 mars 2020 provient essentiellement de :

- la cession par la SCI Domimo 2 des murs de l'entrepôt et des locaux administratifs situés à Grandchamps-des-Fontaines qui a généré un remboursement anticipé des emprunts adossés à ces actifs immobiliers à hauteur de 4,3 millions d'euros ;
- la cession par la SCI Domimo 3 de son concept store de Nantes qui a engendré un remboursement anticipé des emprunts adossés à cet actif à hauteur de 216 milliers d'euros ;
- la non-utilisation du crédit renouvelable de 15 millions d'euros au 31 mars 2020 ;
- les cessions des actifs immobiliers réalisés sur l'exercice ont entraîné le remboursement anticipé de 3 millions d'euros sur chacun des emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros conformément à l'avenant n°2 du contrat de crédit.

Un emprunt à hauteur de 1 100 milliers d'euros a été contracté en avril 2019 afin de financer le BFR du Groupe.

Les remboursements sur contrats de location-financement concernent principalement le siège social du Groupe. La levée d'option de ce contrat de location-financement, exercée fin juillet 2019, justifie la baisse significative de ces remboursements.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2019, deux nouveaux emprunts avaient été souscrits afin de financer les investissements du Groupe pour un montant total de 5 millions d'euros, un emprunt de 900 milliers d'euros

pour financer le BFR du Groupe, ainsi qu'un emprunt de 500 milliers d'euros afin de racheter les parts minoritaires de la filiale BIMP Éducation du groupe OLYS.

Les remboursements d'emprunts constatés au 31 mars

2019 s'expliquaient notamment par l'intégration du périmètre OLYS à hauteur de 780 milliers d'euros. De plus, l'emprunt qui avait été souscrit en janvier 2018 dans le cadre de l'acquisition des sociétés OLYS et Synopsis expliquait 1,8 million d'euros de remboursement sur l'exercice.

8.3. INFORMATION SUR LES CONDITIONS D'EMPRUNT ET LA STRUCTURE DE FINANCEMENT DU GROUPE

Des informations relatives au financement des activités du Groupe figurent à la section 8.1 « Informations sur les ressources financières à court terme et à long terme de la société » du présent document d'enregistrement universel et dans les notes 1.4 et 3.13 des états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2020 figurant en section 18.1 du présent document d'enregistrement universel.

8.3.1. Politique de financement

Actifs immobilisés : opérations de croissance externe

Le Groupe a acquis 100% du capital des sociétés LDLC VR Studio et Avitech pour respectivement 20 milliers d'euros et 90 milliers d'euros en décembre 2019 et février 2020.

La filiale OLYS a acquis les parts minoritaires de la société Mac & Co Digital, soit 49% du capital pour 150 milliers d'euros en janvier 2020 et détient ainsi l'unique actionnaire avec une détention de 100% du capital.

Le Groupe avait acquis les parts minoritaires de la société BIMP Éducation qui représentaient 40% du capital et qui avaient été financées par un emprunt de 500 milliers d'euros en avril 2018.

Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 20% dans la société CG Développement, le Groupe avait décaissé un montant de 400 milliers d'euros en décembre 2018.

En janvier 2018, l'acquisition des sociétés OLYS et Synopsis avait été financée par un apport en numéraire qui avait donné lieu à la souscription de deux emprunts de 10 et 5,3 millions d'euros. Se reporter à la note 8.1 du présent document d'enregistrement universel et à la note 3.13 des états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2020.

En mars 2016, l'acquisition du groupe Matériel.net avait été financée par un apport en numéraire qui avait donné lieu à la souscription d'un emprunt de 23 millions d'euros, un apport en nature qui avait donné lieu à l'émission de nouvelles

actions et par la remise d'actions auto-détenues. Se reporter à la note 8.2.4 du présent document d'enregistrement universel et à la note 3.14 des états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2018.

Le Groupe n'a pas réalisé d'autre opération de croissance externe au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Actifs immobilisés : financement des locaux

En juillet 2019, le Groupe a levé l'option du contrat de location-financement immobilier relatif au siège social, puis a cédé l'ensemble immobilier à la même date. Le Groupe devient donc locataire du siège social.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, le Groupe a vendu son concept store de Nantes ainsi que les murs de son entrepôt et ses locaux administratifs situés à Grandchamps-des-Fontaines détenus respectivement par les SCI Domimo 3 et Domimo 2. Le Groupe est donc dorénavant locataire de ces actifs immobiliers. Suite à ces cessions, l'ensemble des emprunts rattachés à ces actifs immobiliers a par conséquent été remboursé sur l'exercice.

L'ensemble des locaux exploités à ce jour par le Groupe sont donc tous pris en location.

Actifs immobilisés : financement des autres immobilisations

En septembre et octobre 2018, la société Groupe LDLC avait souscrit deux emprunts de 2,5 millions d'euros chacun afin de financer les investissements du Groupe.

Financement du besoin en fonds de roulement (BFR)

Le besoin en fonds de roulement du Groupe est financé par des crédits court terme et long terme (voir note 3.13 des états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2020).

En avril 2019, la société Groupe LDLC a souscrit un nouvel emprunt de 1 100 milliers d'euros afin de financer le BFR du Groupe.

En mars 2019, la société Groupe LDLC avait contracté un nouvel emprunt de 900 milliers d'euros en vue de financer le BFR du Groupe.

Les autorisations de découverts accordées au Groupe s'élèvent à 8,02 millions d'euros au 31 mars 2020.

Le Groupe bénéficie d'un crédit renouvelable de 15 millions d'euros utilisable par tirage d'un montant minimum de 1 million d'euros. Ce crédit a été prorogé jusqu'au 31 mars 2021 pour un montant de 13,5 millions d'euros.

Le Groupe procède à des cessions de créances sans recours, un nouveau contrat avait été signé en mars 2017 avec la société Eurofactor.

8.3.2. Synthèse des emprunts par échéance de remboursement

Montants en milliers d'euros	Capital restant dû	Capital à -1 an	Capital de 1 an à 5 ans	Capital de + 5 ans
Emprunts	27 527	7 728	19 343	455
Contrats de location-financement	71	30	40	0
Total	27 597	7 758	19 384	455

8.3.3. Évolution des emprunts

Montants en milliers d'euros	Emprunts	Contrats de location-financement	Total
31/03/2018	61 058	20 968	82 026
Souscriptions	6 408	41	6 449
Remboursements	(9 425)	(1 439)	(10 864)
Autres mouvements	(3)	0	(3)
31/03/2019	58 038	19 570	77 608
Souscriptions	1 100	0	1 100
Remboursements	(31 917)	(378)	(32 295)
Autres mouvements	306	(19 122)	(18 816)
31/03/2020	27 527	71	27 597

Les autres mouvements de 306 milliers d'euros constatés sur la période arrêtée au 31 mars 2020 s'expliquent à hauteur de 277 milliers d'euros par l'intégration des flux générés par la société LDLC VR Studio, pour 148 milliers d'euros, et par la société Avitech pour 129 milliers d'euros.

La société Groupe LDLC a signé, le 12 juin 2019, la vente des murs de l'entrepôt et des locaux administratifs situés à Grandchamps-des-Fontaines (44) détenus par la SCI Domimo 2, filiale à 99,98% de la société Groupe LDLC. Le prix de cession s'est établi à 11,3 millions d'euros. Cette opération a généré un remboursement anticipé de la dette financière à hauteur de 4,3 millions d'euros.

La société Groupe LDLC a signé, le 21 février 2020, la vente de son concept store de Nantes détenu par la SCI Domimo 3, filiale à 99,9% de la société Groupe LDLC. Le prix de vente s'est établi à 1,4 million d'euros. Cette opération a généré un remboursement anticipé de la dette financière à hauteur de 216 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, le Groupe n'a pas utilisé le crédit renouvelable de 15 millions d'euros, contrairement à l'exercice précédent sur lequel le crédit était utilisé en totalité.

Conformément à l'avenant n°2 du contrat de crédit, les cessions des actifs immobiliers réalisées sur l'exercice ont entraîné un remboursement anticipé de 6 millions d'euros le 13 décembre 2019, soit 3 millions d'euros sur chacun des deux emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros.

Ces remboursements anticipés ont été pondérés par un report des échéances obtenu par le Groupe de la part de l'ensemble des banques suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, et représentent un montant de 2,9 millions d'euros au 31 mars 2020.

Le désengagement en juillet 2019 du Groupe sur le contrat de location-financement souscrit dans le cadre des locaux du siège social explique les autres mouvements de (19 122) milliers d'euros constatés sur les locations financement au 31 mars 2020.

8.4. INFORMATIONS CONCERNANT TOUTE RESTRICTION À L'UTILISATION DES CAPITAUX OU POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIÈRE DIRECTE OU INDIRECTE, SUR LES OPÉRATIONS DU GROUPE

8.4.1. Information sur les ratios bancaires à respecter

Aux fins de financer partiellement les acquisitions du groupe Materiel.net, le 31 mars 2016 un contrat de crédit de 23 millions d'euros avait été souscrit par Groupe LDLC. Dans le cadre du financement de l'acquisition des sociétés OLYS et Synopsis, un avenant n°2 au contrat de crédit en date du 31 mars 2016 avait été signé le 19 janvier 2018.

L'avenant n°2 au contrat de crédit qui intègre les acquisitions de 2016 et 2018 est assorti de respect de ratios bancaires

(ratios, limites d'investissements...) dont le non-respect peut entraîner, sous certaines conditions, le remboursement anticipé. Suite au transfert de la cotation des actions du Groupe LDLC sur le marché Euronext Growth à Paris, la définition du résultat opérationnel courant a été revue par l'avenant n°4. La limite d'investissements a également été revue par l'avenant n°4 signé en date du 15 juillet 2019.

Ces ratios sont testés semestriellement.

Les ratios calculés ci-dessous portent sur une période de douze mois, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Ratio R1 Dettes Financières Nettes Consolidées / Fonds Propres Consolidés (au 31/03/20 < 0.90)

En millions d'euros	Note	Calcul
Dettes financières nettes consolidées ⁽¹⁾	10,28	A
Fonds propres consolidés ⁽²⁾	62,46	B
Ratio de DFN consolidées / FP consolidés	0,16	A/B

Ratio R2 Dettes Financières Nettes Consolidées / EBE Consolidé Retraité (au 31/03/20 < 2.5)

En millions d'euros	Note	Calcul
Dettes financières nettes consolidées ⁽¹⁾	10,28	A
EBE consolidé retraité ⁽³⁾	16,66	B
Ratio de DFN consolidées / EBE consolidé retraité	0,62	A/B

(1) Les dettes financières nettes consolidées correspondent à l'endettement financier (voir note 3.13 des états financiers consolidés du 31 mars 2020) diminué de la trésorerie (voir note 3.10 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), et augmenté des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros.

(2) Les fonds propres consolidés correspondent au total des capitaux propres y compris les intérêts minoritaires (voir note 1.3 des états financiers consolidés du 31 mars 2020).

(3) L'« EBE consolidé retraité » correspond à la somme du résultat d'exploitation augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions incluses dans le résultat d'exploitation (voir note 2.5 des états financiers consolidés du 31 mars 2020), de la cotation sur la valeur ajoutée des entreprises et des escomptes obtenus auprès des fournisseurs.

Le montant des investissements est inférieur à la limite fixée à 7 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les ratios bancaires sont respectés au 31 mars 2020 et sont soumis à une attestation des commissaires aux comptes.

8.4.2. Information sur les risques de marché, de crédit, de taux d'intérêt et de liquidité

Au 31 mars 2020, l'exposition aux différents risques est analysée dans la note 2.4 des états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2020 figurant à la section 18.1 du présent document d'enregistrement universel.

Une analyse de sensibilité est faite sur les emprunts à taux variable dans la note 3.15 de ces mêmes états.

8.5. INFORMATIONS CONCERNANT LES SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES POUR RÉALISER LES INVESTISSEMENTS PRÉVUS

L'acquisition du fonds de commerce de Top Achat d'un montant de 3 millions d'euros a été réalisée avec les fonds propres du Groupe.

Fin avril 2020, la société Groupe LDLC a souscrit 4 prêts « PGE » de 4,5 millions d'euros chacun en vue de financer les besoins de trésorerie du Groupe. Ce montant de 18 millions d'euros de prêt bénéficie à hauteur de 90% de la garantie de l'État accordée aux établissements de crédits et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finance rectificative pour 2020.

Sur l'exercice, la société Groupe LDLC pourra souscrire de nouveaux emprunts pour financer tout ou partie de ses investissements.

CHAPITRE 9. ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE

En raison de son activité de e-commerce, le Groupe opère dans un environnement réglementaire complexe qui évolue rapidement. Ces réglementations concernent principalement la réglementation en matière de commerce électronique, de protection des données personnelles et d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Vous trouverez ci-dessous une description des principales réglementations susceptibles d'influer de manière significative sur les activités du Groupe ainsi que toute mesure ou tout facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de la société.

9.1. RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

En qualité d'acteur du e-commerce à destination de consommateurs, et outre les obligations générales applicables à tout vendeur, notamment sur un marché *BtoC*, le Groupe sera tenu à un ensemble de règles spécifiques issues du droit de la consommation et du commerce électronique. Les principales obligations à prendre en compte portent notamment sur :

- **Les conditions de rétractation** : les articles L.221-18 et suivants du Code de la Consommation accordent aux consommateurs un délai de rétractation de 14 jours pour tout contrat, notamment de vente, conclu à distance. Ce droit doit pouvoir s'exercer à titre gratuit. Tout opérateur de e-commerce est ainsi tenu d'informer ses clients consommateurs de l'existence de ce droit et de le rendre facilement accessible via la mise en place d'un formulaire dédié.
- **La garantie de conformité** : outre les garanties légales du vendeur prévues par le Code Civil (notamment la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 et suivants du Code Civil), le consommateur bénéficie également d'une garantie spécifique prévue par les articles L.217-4 et suivants du Code de la Consommation en cas de non-conformité du bien acheté, notamment en ligne. Ce droit de garantie peut s'exercer pendant une durée de 2 ans à compter de la délivrance du bien (et donc la livraison pour un achat en ligne), et est dû par le vendeur/e-commerçant sans préjudice et nonobstant les garanties commerciales contractuelles pouvant être accordées par ailleurs par les constructeurs (souvent d'une durée d'1 à 2 ans à compter de la vente).
- **La prospection par voie électronique** : en application de l'article L.34-5 du Code des Postes et des Communications Électroniques, toute forme de prospection par voie électronique (email, sms, etc.) doit par principe être conditionnée au recueil du consentement préalable de la personne concernée (règle dite de l'« *opt-in* »).

Cela implique qu'en principe, un e-commerçant ne peut adresser de newsletters ou offres publicitaires à des clients et prospects qui ne l'auraient pas expressément accepté au préalable.

Le texte prévoit néanmoins plusieurs exceptions à cette exigence, en particulier si le destinataire de la prospection est déjà client de l'entreprise concernée et si la prospection concerne des produits ou services analogues à ceux déjà fournis par l'entreprise audit client.

- **Le contrôle des avis en ligne** : le nouvel article L.111-7-2 du Code de la Consommation impose à tout opérateur collectant et/ou diffusant des avis de consommateurs en ligne, la délivrance d'une information loyale, claire et transparente sur les modalités de publication et de traitement desdits avis.

L'opérateur doit notamment indiquer les modalités de contrôle des avis, les dates de publication et mise à jour, les raisons du refus ou retrait d'un avis, etc. Il doit également mettre en place un mécanisme de signalement motivé en cas d'avis douteux. Une Directive adoptée le 8 novembre 2019 vient renforcer cette obligation en ajoutant l'absence de fourniture d'une telle information à la liste des pratiques commerciales déloyales.

Ces différentes obligations, et notamment les plus récentes en matière de plateformes en ligne et de contrôle des avis en ligne, peuvent nécessiter une adaptation des conditions générales d'utilisation des sites de e-commerce, parfois également des interfaces et du fonctionnement des sites, et plus généralement des pratiques en la matière.

- Dans le cadre de sa nouvelle **activité de marketplace**, Groupe LDLC est également soumis à une obligation d'information renforcée :

> À l'égard des consommateurs

Le détail des informations devant être fournies aux consommateurs est prévu par les articles D.111-7 et suivants du Code de la Consommation. En substance, doivent notamment être indiquées les modalités de référencement, de déréférencement et de classement des contenus ainsi que l'existence d'une rémunération ou autre relation capitalistique entre un vendeur et la plateforme marketplace. La Directive précitée, adoptée le 8 novembre 2019, vient renforcer ces obligations en ajoutant l'absence de fourniture de telles informations à la liste des pratiques commerciales déloyales. Cette Directive ajoute également une obligation d'information du consommateur relative à toute publicité payante ou paiement effectué pour obtenir un meilleur classement sur la plateforme de marketplace. Cette Directive doit encore faire l'objet d'une transposition en droit français.

> À l'égard des entreprises utilisatrices

En application du Règlement *Platform to business* du 20 juin 2019, applicable à compter du 12 juillet 2020, les marketplaces doivent informer les entreprises utilisatrices des mesures prises pour garantir l'équité et la transparence sur la plateforme (par exemple : indiquer les motifs de suspension et de fermeture des comptes de vendeur, les principaux paramètres de classement ou encore les informations relatives au traitement des litiges et à l'accès à la médiation).

En outre, les activités de la société sont susceptibles d'être influencées par l'entrée en vigueur de la Directive révisée sur les services de paiement (DSP2). Selon la commission européenne (cf. communiqué du 27 novembre 2017), la révision de la Directive permet d'élargir et d'améliorer le choix des consommateurs sur le marché des paiements de détail dans l'UE. Dans le même temps, elle instaure des normes de sécurité plus strictes pour les paiements en ligne. La société n'étant pas prestataire de services de paiement, elle n'entre pas dans le champ d'application des normes. Toutefois, la mise en œuvre de la DSP2 par les prestataires de services de paiement (notamment la mise en place de « l'authentification forte »), en tant qu'intervenant du processus d'achat des clients de la société, serait susceptible d'avoir une incidence sur l'activité du Groupe.

9.2. RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Cette réglementation a connu une évolution récente avec l'entrée en vigueur le 25 mai 2018 du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données « RGPD »), et qui a nécessité une adaptation de la réglementation nationale, via en particulier l'adoption de la nouvelle loi « Informatique et Libertés » n°2018-493 du 20 juin 2018 et de son décret d'application n°2018-687 du 1^{er} août 2018, puis ultérieurement l'Ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel.

Cette nouvelle réglementation vient renforcer les obligations des entreprises et opérateurs traitant des données à caractère personnel, les droits des personnes concernées par de tels traitements et les pouvoirs des régulateurs (telle que la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés – CNIL pour la France).

Ainsi et dans le cadre de leurs obligations, les entreprises doivent notamment s'assurer de mettre en place les procédures et documentations permettant de justifier du respect des obligations de la réglementation (registre des traitements, notification de violations de données personnelles, contractualisation avec les sous-traitants, etc.) et de garantir l'exercice des droits des personnes (mentions d'informations, formulaires de collecte des consentements notamment pour certains types de cookies, procédures de gestion des droits, etc.).

Ces obligations sont particulièrement impactantes sur les activités de e-commerce qui impliquent le traitement de volumes importants de données de consommateurs, avec parfois un niveau de connaissance élevé des personnes concernées pouvant être un facteur de risque (analyses de panier d'achat, cookies de retargeting, profilage et publicité ciblée, etc.).

Dans les prochaines années, les activités de la société/du Groupe seront susceptibles d'être influencées par l'adoption à venir du Règlement *E-Privacy* (ou « Règlement vie privée et communications électroniques ») qui a vocation à remplacer la Directive *E-Privacy*. Ce Règlement, encore en cours de discussion au sein de l'Union européenne, viendra compléter le nouveau dispositif déjà mis en place par le RGPD en matière de protection des données personnelles et encadrer la fourniture et l'utilisation de services de communications électroniques

9.3. RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE D'INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PRÉCISIONS SUR LES CONTRIBUTIONS POUR LA PRÉVENTION ET LA GESTION DE DÉCHETS

Le Groupe exploite des plateformes logistiques sur trois sites en France, à Saint-Quentin-Fallavier (38), Grandchamps-des-Fontaines (44) et à Gennevilliers (92).

Afin de limiter les risques d'atteinte à l'environnement, certains de ces sites sont soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et doivent être exploités en collaboration avec le propriétaire des sites logistiques, conformément à un titre d'exploitation notifié par la préfecture. En particulier, les dispositions des arrêtés ministériels encadrant les activités ICPE suivantes doivent être respectées :

- 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts ;
- 1530 : dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues ;
- 1532 : stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues.

Dans ce cadre, sur les sites de Saint-Quentin-Fallavier et de Grandchamps-des-Fontaines, des séparateurs d'hydrocarbures pour les parkings et un système de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie sont installés en mesure de prévention.

Aussi, les arrêtés susmentionnés intègrent des règles sur la gestion des déchets que le Groupe doit respecter. Sur ce point, on pourra relever que l'un des objectifs du Groupe est de poursuivre l'amélioration du tri des déchets d'activité à la source afin de maximiser le recyclage des matériaux.

En outre, il convient de noter que la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire prévoit qu'à compter de 2022, les « marketplaces » et plateformes seront tenues de pourvoir ou de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui proviennent des ventes à distance ou de la livraison, pour le compte d'un tiers, de produits relevant d'un régime de responsabilité élargie des producteurs (tels que les équipements électriques et électroniques). Elles ne pourront en être exemptées que si elles justifient que le tiers a déjà rempli ces obligations en matière de prévention et de gestion. Pour ce faire, elles devront consigner des justificatifs dans un registre mis à disposition de l'autorité administrative.

CHAPITRE 10. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

10.1. PRINCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTÉ LA PRODUCTION, LES VENTES ET LES STOCKS, LES COÛTS ET LES PRIX DE VENTE, ET TOUT CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DU GROUPE DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE JUSQU'À LA DATE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT

À l'exception des informations ci-dessous, la société n'a pas connaissance (i) d'autres principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente, et (ii) de changements significatifs de la performance financière depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement.

1) Communiqué de presse en date du 14 avril 2020 : LDLC finalise l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat

« Le Groupe LDLC (Euronext Growth - ISIN : FR0000075442-ALLDL) annonce avoir finalisé, le 10 avril 2020, l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat, après l'obtention de l'accord de l'autorité de concurrence et la levée des diverses conditions suspensives comme prévu dans le calendrier.

L'activité de Top Achat, qui a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires supérieur à 90 millions d'euros, s'intègre pleinement à la stratégie de distributeur spécialisé multimarques mise en œuvre par le Groupe LDLC.

Olivier de la Clergerie, Directeur Général du Groupe LDLC, commente : Nous sommes très heureux d'accueillir les collaborateurs de Top Achat au sein de notre Groupe. Ce rapprochement, déjà pleinement opérationnel, est une source d'opportunités et de synergies complémentaires pour le nouvel ensemble. »

Chiffre d'affaires consolidé (1^{er} avril au 31 mars) – non audité

En millions d'euros	2019/2020	2018/2019	Var. en %
Chiffre d'affaires T1	103,7	109,1	-4,9%
Chiffre d'affaires T2	118,3	125,5	-5,7%
Chiffre d'affaires T3	150,6	145,8	+3,3%
Chiffre d'affaires T4	120,7	127,1	-5,0%
Chiffre d'affaires 12 mois	493,3	507,5	-2,8%

Données sociales : le chiffre d'affaires s'établit à 105,8 millions d'euros au T4 2019/2020 et à 420,7 millions d'euros sur l'exercice.

2) Communiqué de presse en date du 28 avril 2020 : chiffre d'affaires 2019/2020 : 493,3 millions d'euros – chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre de 120,7 millions d'euros en recul de 5% dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 – activités BtoC en croissance au 2nd semestre 2019/2020

« Olivier de la Clergerie, Directeur Général du Groupe LDLC, commente : L'exercice 2019/2020 a été particulièrement intense pour le Groupe. Nous avons mené avec succès des chantiers stratégiques essentiels pour l'avenir, comme le repositionnement de nos offres et leur élargissement avec l'acquisition récente de Top Achat. De plus, cet exercice confirme le dynamisme de nos activités BtoB, dont le chiffre d'affaires est en croissance au 2nd semestre, en dépit de la crise sanitaire qui a impacté certaines de nos activités en fin de période.

Nous sommes confiants dans la capacité du Groupe à atteindre l'objectif d'excédent brut d'exploitation supérieur à 14 millions d'euros pour l'exercice 2019/2020 et, au-delà, à maintenir la trajectoire de croissance rentable amorcée depuis plusieurs mois. Le Groupe dispose, plus que jamais, de fondamentaux solides qui devraient lui permettre de passer avec sérénité la crise sanitaire actuelle mais surtout de tirer pleinement parti d'un retour à une conjoncture plus favorable. »

Chiffre d'affaires de 120,7 millions d'euros au 4^{ème} trimestre impacté par la crise sanitaire

Le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre 2019/2020 reflète les effets contrastés de la crise sanitaire actuelle sur les différentes activités du Groupe.

Sur la période, les activités *BtoB* enregistrent un chiffre d'affaires de 36,9 millions d'euros contre 41,0 millions d'euros au 4^{ème} trimestre 2018/2019.

Le chiffre d'affaires des boutiques est en recul de 3% sur le 4^{ème} trimestre 2019/2020 pour s'établir à 15,6 millions d'euros. À la suite de la mise en place des mesures de confinement sur l'ensemble du territoire, le Groupe LDLC a procédé à la fermeture temporaire de la plupart de ses magasins. À ce jour, seules 10 boutiques, sur les 51 que compte le réseau, sont ouvertes au public, dans le strict respect des mesures « barrières » préconisées.

Les activités *BtoC* online affichent un chiffre d'affaires trimestriel de 61,7 millions d'euros, stable par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les ventes en ligne sont en nette progression, mais le Groupe a enregistré au 31 mars 2020 un décalage de facturation clients du fait du calendrier et des effets de la crise sanitaire sur la chaîne logistique.

Le chiffre d'affaires des activités *BtoC*, au global, s'établit sur le trimestre à 82,1 millions d'euros (84,0 millions d'euros au 4^{ème} trimestre 2018/2019).

Chiffre d'affaires 2019/2020 de 493,3 millions d'euros (-2,8%) en ligne avec les attentes du Groupe

Sur l'exercice, l'activité *BtoC* réalise un chiffre d'affaires de 323,5 millions d'euros, contre 335,9 millions d'euros en 2018/2019. Pour rappel, le 1^{er} semestre 2019/2020 avait été impacté par des effets négatifs du repositionnement stratégique, aujourd'hui achevé, de l'offre Materiel.net (impact de 18,6 millions d'euros).

Hors Materiel.net, les activités *BtoC* affichent un chiffre d'affaires de 236,0 millions d'euros en croissance de 2,7% par rapport à l'an dernier. Les revenus des boutiques LDLC.com sont en forte hausse de +11,2%, pour atteindre 66,7 millions d'euros.

Les activités *BtoB* enregistrent un chiffre d'affaires de 162,3 millions d'euros sur 2019/2020, stable par rapport à l'exercice précédent. Ces activités, qui étaient en progression de +3,5% sur les neufs premiers mois de l'année, sont plus particulièrement affectées par le fonctionnement ralenti des entreprises depuis l'entrée en vigueur des mesures de confinement en France.

Les autres activités (hors Maginea) totalisent un chiffre d'affaires cumulé sur l'exercice de 7,5 millions d'euros, contre 7,1 millions d'euros en 2018/2019. Ceci reflète notamment les bonnes performances de L'Armoire de Bébé dans l'univers de la puériculture.

Actualités récentes et perspectives

Point de situation Covid-19

À date, des impacts très variables sont observés en fonction des différentes activités du Groupe LDLC. Si les boutiques et les entités *BtoB* connaissent temporairement une baisse sensible d'activité, les sites de vente en ligne sont totalement opérationnels, dans un contexte logistique toutefois légèrement perturbé, et bénéficient d'une demande soutenue. En matière d'approvisionnement, le Groupe LDLC dispose des stocks et canaux d'approvisionnement appropriés pour satisfaire la demande.

Malgré cette situation inédite, le Groupe estime pouvoir s'appuyer sur le juste positionnement de son offre et son panel de métiers (réseau de distribution, *BtoB*, *BtoC* online) pour ne pas subir d'effets significatifs sur son activité globale.

Le Groupe LDLC a mis en place l'ensemble des mesures appropriées à la bonne marche des activités et accompagne notamment ses franchisés pour permettre une réouverture rapide du réseau de boutiques.

Acquisition réussie de Top Achat

Le Groupe LDLC a finalisé, le 10 avril dernier, l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat, auprès de Rue du Commerce. L'activité de Top Achat, qui a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires supérieur à 90 millions d'euros, s'intègre pleinement à la stratégie de distributeur spécialisé multimarques mise en œuvre par le Groupe.

Ce rapprochement déjà pleinement opérationnel est une source d'opportunités et de synergies complémentaires pour le nouvel ensemble.

Confiance dans la dynamique de croissance rentable

Le Groupe a mis en œuvre, sur les 18 derniers mois, différents axes stratégiques (repositionnement des enseignes web du Groupe, en particulier Materiel.net, développement du réseau de boutiques, arrêt des activités de distribution physique en Espagne, acquisition de Top Achat) dont il recueille dès aujourd'hui les fruits.

Fort du succès de ces actions, le Groupe LDLC annonce l'objectif d'un excédent brut d'exploitation supérieur à 14 millions d'euros au titre de l'exercice 2019/2020.

De par son positionnement réussi de distributeur spécialisé multimarques, le Groupe est désormais inscrit dans une trajectoire de croissance rentable, portée par une évolution

structurelle de son taux de marge brute normatif et les effets de la politique d'optimisation de ses charges opérationnelles.

Calendrier provisoire des publications 2020/2021

Publications*	Dates	Réunions d'information
Chiffre d'affaires T1 2020/2021	23 juillet 2020	
Assemblée Générale annuelle	25 septembre 2020	
Chiffre d'affaires T2 2020/2021	29 octobre 2020	
Résultats semestriels 2020/2021	3 décembre 2020	4 décembre 2020
Chiffre d'affaires T3 2020/2021	28 janvier 2021	
Chiffre d'affaires T4 2020/2021	29 avril 2021	
Résultats annuels 2020/2021	17 juin 2021	18 juin 2021

*Diffusion après clôture de la Bourse.

3) Communiqué de presse en date du 18 juin 2020 : forte progression des résultats annuels 2019/2020

- Activités BtoC en croissance au 2nd semestre 2019/2020.
- Amélioration structurelle de la marge brute à 19,3% (vs. 17,0% en N-1).
- EBE en très forte croissance à 15,7 millions d'euros (vs. 1,8 million d'euros en N-1).
- Endettement financier net divisé par 7 à 8,6 millions d'euros au 31 mars 2020.
- Accélération de la dynamique de croissance rentable en 2020/2021.

Olivier de la Clergerie, Directeur Général du Groupe LDLC, commente : « L'exercice 2019/2020 marque une nette progression des résultats financiers du Groupe avec un retour, notamment au second semestre, à un niveau de rentabilité supérieur aux performances historiques. Ils témoignent de la pertinence des orientations stratégiques

structurantes mises en œuvre sur les 18 derniers mois pour renforcer notre offre et notre positionnement sur les marchés du High-Tech. En outre, le Groupe a considérablement renforcé sa situation financière au cours de l'exercice, avec un endettement financier net ramené à 8,6 millions d'euros contre 60,3 millions d'euros un an plus tôt sous l'effet conjoint des cessions immobilières et d'un solide cash-flow opérationnel de 12,4 millions d'euros.

Le Groupe est confiant, malgré le contexte perturbé de ces derniers mois, dans sa capacité à délivrer des résultats à nouveau en forte progression pour l'exercice 2020/2021 avec un objectif de plus de 600 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit une croissance supérieure à 20%, et 33 millions d'euros d'excédent brut d'exploitation, intégrant notamment l'acquisition récente du fonds de commerce Top Achat. »

Compte de résultat annuel simplifié (1^{er} avril au 31 mars)

En millions d'euros - Chiffres audités	2019/2020 12 mois	S1 2019/2020 6 mois	S2 2019/2020 6 mois	2018/2019 Retraité 12 mois	Variation en M€
Chiffre d'affaires	493,4	222,0	271,4	507,5	-14,1
Marge brute	95,1	42,3	52,8	86,1	+9,0
% marge brute	19,3%	19,1%	19,5%	17,0%	+2,3 pts
Excédent brut d'exploitation⁽¹⁾	15,7	4,7	11,0	1,8	+13,9
% marge d'EBE	3,2%	2,1%	4,1%	0,4%	+2,8 pts
Résultat d'exploitation	6,6	0,8	5,8	-5,5	+12,2
Résultat financier	-1,0			-2,1	+1,1
Résultat courant des sociétés intégrées	5,7			-7,6	+13,3
Résultat exceptionnel	10,5			-0,1	+10,6
Impôt	-7,9			2,8	-10,7
Résultat net des sociétés intégrées	8,3			-4,8	+13,1

(1) Excédent brut d'exploitation = Résultat d'exploitation + dotations & reprises aux amortissements et provisions.

Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Directoire et le Conseil de Surveillance du Groupe LDLC ont approuvé les comptes annuels consolidés au 31 mars 2020. Les procédures d'audit des comptes sont finalisées et les comptes sont audités.

Changement de référentiel comptable

Comme annoncé lors du transfert de la société sur Euronext Growth à Paris (cf. communiqué de presse du 29 août 2019), le Groupe LDLC établit, à compter de l'exercice 2019/2020, ses comptes en normes françaises. Les comptes annuels 2018/2019 (clos au 31 mars 2019) ont donc été retraités en normes françaises afin d'assurer la comparabilité des deux exercices. Le détail des retraitements des comptes annuels 2018/2019 publiés en IFRS vers les normes françaises sera disponible dans le document d'enregistrement universel 2019/2020.

La Direction du Groupe LDLC estime que le chiffre d'affaires, la marge brute et l'excédent brut d'exploitation constituent des indicateurs pertinents de l'appréciation de l'activité du Groupe, sur lesquels elle entend communiquer désormais.

Synthèse de l'exercice 2019/2020

Le Groupe a réalisé, sur l'exercice 2019/2020, un chiffre d'affaires annuel de 493,4 millions d'euros, contre 507,5 millions d'euros pour l'exercice précédent. Le dynamisme des activités observé sur le 2nd semestre a été en partie pénalisé par le début des effets contrastés de la crise sanitaire actuelle sur les différentes activités du Groupe au 4^{ème} trimestre 2019/2020.

Chiffre d'affaires 2019/2020 de 493,4 millions d'euros (-2,8%) avec une croissance des activités BtoC au 2nd semestre

Sur l'exercice, l'activité BtoC réalise un chiffre d'affaires de 323,5 millions d'euros contre 335,9 millions d'euros en 2018/2019, avec une croissance de 1,2% au 2nd semestre (180,6 millions d'euros sur la période, vs. 178,4 millions d'euros un an plus tôt). Pour rappel, le 1^{er} semestre 2019/2020 avait été impacté par des effets négatifs du repositionnement stratégique, aujourd'hui achevé, de l'offre Materiel.net.

Les revenus des boutiques LDLC sont en hausse de +11,2%, pour atteindre 66,7 millions d'euros, traduisant le développement continu du réseau sur l'exercice (51 magasins en France au 31 mars 2020 contre 42 un an plus tôt).

Les activités BtoB enregistrent un chiffre d'affaires de 162,3 millions d'euros sur 2019/2020, stable par rapport à l'exercice précédent.

Le panier moyen Groupe progresse de +9,5% pour atteindre 426 euros HT (389 euros HT en N-1). Le Groupe a recruté 329 000 nouveaux clients (BtoC et BtoB) sur l'exercice.

Les autres activités totalisent un chiffre d'affaires cumulé sur l'exercice de 7,6 millions d'euros, contre 7,1 millions d'euros en 2018/2019. Ceci reflète notamment les bonnes performances de L'Armoire de Bébé dans l'univers de la puériculture.

Effet positif structurel sur le taux de marge brute : +2,3 points à 19,3%

Avec le repositionnement stratégique des marques du Groupe, la marge brute progresse de +9,0 millions d'euros pour atteindre 95,1 millions d'euros sur l'exercice 2019/2020, soit 19,3% du chiffre d'affaires. Le Groupe LDLC est confiant dans sa capacité à délivrer, sur le long terme, un niveau de marge brute normatif comparable à celui de l'exercice 2019/2020 (hors impacts éventuels liés au positionnement du fonds de commerce Top Achat).

Forte progression de la rentabilité opérationnelle

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 15,7 millions d'euros sur 2019/2020, en progression de +13,9 millions d'euros. La marge d'EBE est ainsi passée de 0,4% en 2018/2019 à 3,2% en 2019/2020, dont 4,1% au seul 2nd semestre.

Cette nette amélioration de la rentabilité opérationnelle s'explique par la progression de la marge brute, mais également par la matérialisation des économies liées aux synergies et de l'abaissement des charges, initiés par le Groupe sur l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier s'élève à 1,2 million d'euros, contre 1,8 million d'euros un an plus tôt, reflétant le désendettement enregistré sur l'exercice. Le Groupe a généré sur 2019/2020 un résultat exceptionnel de 10,5 millions d'euros, principalement lié aux cessions immobilières de l'entrepôt de Nantes et du siège social à Limonest. Ce résultat exceptionnel intègre également les charges liées à l'arrêt des activités en Espagne (2,3 millions d'euros).

Le résultat net de l'exercice 2019/2020 atteint 8,3 millions d'euros, en progression de +13,1 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent.

Réduction de l'endettement net du Groupe à 8,6 millions d'euros

Les capitaux propres s'établissent à 62,4 millions d'euros (contre 54,3 millions d'euros au 31 mars 2019) pour un endettement financier net ramené à 8,6 millions d'euros (vs. 60,3 millions d'euros au 31 mars 2019).

Cette réduction significative de 51,7 millions d'euros de l'endettement net, conséquence des cessions de l'entrepôt de Nantes (juin 2019) et des murs du siège social situé à Limonest (juillet 2019) et de l'amélioration du résultat, permet au Groupe LDLC de retrouver une marge de manœuvre financière propice au développement de ses activités.

Néanmoins, à titre de précaution dans le contexte de crise sanitaire, le Groupe a sollicité et obtenu, en avril dernier, un Prêt Garanti par l'État (PGE) d'un montant de 18 millions d'euros auprès de ses partenaires bancaires.

Actualités récentes et perspectives

Point de situation Covid-19

Durant la crise sanitaire, le Groupe LDLC a observé des impacts très différents en fonction de ses activités avec une baisse importante d'activité pour les boutiques et les entités *BtoB*, totalement compensée par une demande très soutenue sur les sites de vente en ligne.

Le Groupe constate que le juste positionnement de son offre et son panel de canaux de vente (boutiques physiques, *BtoB*, *BtoC* online) lui permettent, à ce jour, de ne subir aucun effet négatif sur son activité globale et même de bénéficier de manière significativement positive de son profil de distribution omnicanal.

Le Groupe LDLC œuvre actuellement à la reprise des activités qui étaient en difficulté durant le confinement, avec une attention particulière portée à l'accompagnement de ses franchisés. Il constate que le retour à la normale pour ces activités pourrait s'effectuer rapidement, les activités Internet étant pour leur part toujours en croissance.

Prochain rendez-vous :

Le 19 juin 2020 à 10h00 – Conférence téléphonique de présentation des résultats annuels.

Pour participer à cette conférence téléphonique, merci de composer le numéro suivant : 01 72 72 74 03

Le support de présentation sera accessible depuis le lien suivant :

<https://www.anywhereconference.com/?Conference=418932541&PIN=89287859&UserAudioMode=DATA>

Login : 418932541/Code pin : 89287859#

Prochain communiqué :

Le 23 juillet 2020 après Bourse, chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2020/2021

Acquisition réussie de Top Achat

Le Groupe LDLC a finalisé, le 10 avril dernier, l'acquisition du fonds de commerce Top Achat, auprès de Rue du Commerce. Ce rapprochement, déjà pleinement opérationnel, est une source d'opportunités et de synergies complémentaires pour le nouvel ensemble.

Objectif de chiffre d'affaires de plus de 600 millions d'euros et d'excédent brut d'exploitation de 33 millions d'euros pour 2020/2021

Les résultats de l'exercice écoulé témoignent de l'impact significatif, sur le modèle économique et la performance financière du Groupe, des différents axes stratégiques mis en œuvre sur les 18 derniers mois (repositionnement des enseignes web du Groupe, en particulier Materiel.net, développement du réseau de boutiques, arrêt des activités de distribution physique en Espagne, acquisition de Top Achat).

Fort de ces évolutions structurelles, le Groupe LDLC est confiant dans sa capacité à poursuivre et accélérer sa trajectoire de croissance rentable sur l'exercice 2020/2021, et se fixe pour objectifs de réaliser **plus de 600 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit une croissance de plus de 20%, et 33 millions d'euros d'excédent brut d'exploitation.**

Sur la base de ces objectifs, le Groupe estime être en mesure d'atteindre un **endettement financier net négatif à l'issue de l'exercice 2020/2021.**

4) Communiqué de presse en date du 23 juillet 2020 :

Activité très dynamique au 1^{er} trimestre 2020/2021

- **Chiffre d'affaires consolidé en progression de 43,7% à 149,1 millions d'euros (+23,2% à périmètre constant)**
- **Forte croissance des activités BtoC : +77,3% et à 115,7 millions d'euros (+44,7% à périmètre constant)**
- **Revue à la hausse des objectifs 2020/2021 : plus de 635 millions d'euros de CA avec un EBE de 38 millions d'euros**

Olivier de la Clergerie, Directeur Général du Groupe LDLC commente : « Dans le contexte de crise sanitaire et économique, nous réalisons une excellente performance pour un premier trimestre, grâce notamment à notre profil de distributeur omnicanal. Si certaines activités (BtoB et boutiques) ont été plus ou moins significativement impactées, nos ventes en ligne ont largement progressé, avec des croissances supérieures à 60%. La mobilisation et le soutien sans faille de l'ensemble des collaborateurs du Groupe pendant la période de confinement a été déterminante dans ce succès.

Depuis mi-mai, des dynamiques favorables se créent ou perdurent sur l'ensemble de nos activités. Le Groupe est ainsi confiant dans sa capacité à délivrer des résultats à nouveau en forte progression pour l'exercice 2020/2021 et relève son objectif de chiffre d'affaires à plus de 635 millions d'euros, soit une croissance supérieure à 28%, et d'excédent brut d'exploitation à 38 millions d'euros, sur le nouveau périmètre consolidé du Groupe. »

Chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} trimestre (1^{er} avril au 30 juin) – non audité

En millions d'euros	2020/2021	2019/2020	Var. en %
Chiffre d'affaires T1	149,1	103,7	+43,7%

Information trimestrielle, données sociales : le chiffre d'affaires du T1 s'établit à 139,0 millions d'euros.

Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2020/2021 de 149,1 millions d'euros (+43,7% en publié, +23,2% à périmètre constant) porté par la très forte croissance des activités BtoC online

Sur le trimestre écoulé, marqué par la crise sanitaire et la période de confinement en France, l'activité BtoC réalise un chiffre d'affaires de 115,7 millions d'euros en croissance de +77,3% (+44,7% à périmètre constant). Cette performance remarquable traduit, d'une part, la très forte croissance des activités en ligne sur l'ensemble du trimestre et, d'autre part, la contribution du fonds de commerce Top Achat, récemment acquis et pleinement opérationnel depuis le 10 avril dernier.

Parmi les activités BtoC les revenus des boutiques LDLC affichent une très légère baisse de -1,9% pour atteindre 13,8 millions d'euros. L'impact des fermetures des points de vente physiques pendant la période de confinement a ainsi été quasi totalement compensé par la croissance du réseau (52 magasins en France au 30 juin 2020 contre 45 un an plus tôt) et la vive reprise de l'activité observée depuis mi-mai.

Les activités BtoB enregistrent un chiffre d'affaires de 30,5 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2020/2021, contre 36,7 millions d'euros sur la même période de l'exercice précédent dans un contexte d'activité économique au ralenti jusqu'à la fin de la période de confinement. Néanmoins, la

fin du trimestre a été marquée par un effet de rattrapage fort pour ces activités, qui sont en hausse de +20% sur le mois de juin (vs. juin 2019).

Les autres activités enregistrent une progression très significative sur le trimestre (+63,8%) à 2,8 millions d'euros, contre 1,7 million d'euros au 1^{er} trimestre 2019/2020. Cette performance est due à la très forte croissance de L'Armoire de Bébé dans l'univers de la puériculture. L'enseigne a mis à profit la période du confinement pour développer sa notoriété et affiche un chiffre d'affaires de 1,8 million d'euros au 1^{er} trimestre, en croissance de plus de +150%.

Actualités récentes et perspectives

Objectif de chiffre d'affaires de plus de 635 millions d'euros et d'excédent brut d'exploitation de 38 millions d'euros pour 2020/2021

La nette amélioration des résultats financiers du Groupe en 2019/2020 a témoigné de l'impact significatif sur le modèle économique et la performance financière du Groupe des différents axes stratégiques mis en œuvre sur les 18 derniers mois (repositionnement des enseignes web du Groupe, en particulier Materiel.net, développement du réseau de boutiques, arrêt des activités de distribution physique en Espagne, acquisition de Top Achat).

Durant la période de crise sanitaire, le Groupe a démontré la bonne résilience de son modèle économique et la pertinence de son profil de distributeur omnicanal (boutiques physiques, BtoB, BtoC online) et du positionnement de son offre.

Fort de ce positionnement et dans un contexte favorable de reprise de l'ensemble de ses activités, le Groupe LDLC est confiant dans sa capacité à poursuivre et accélérer sa trajectoire de croissance rentable sur l'exercice 2020/2021.

Il se fixe désormais pour objectifs de réaliser **plus de 635 millions d'euros de chiffre d'affaires (contre plus de 600 millions d'euros initialement), soit une croissance de plus de 28%, et 38 millions d'euros d'excédent brut d'exploitation (contre 33 millions d'euros initialement).**

Sur la base de ces objectifs revus, le Groupe réaffirme être en mesure d'atteindre un **endettement financier net négatif au cours de l'exercice 2020/2021.**

10.2. TENDANCES CONNUES, INCERTITUDES, CONTRAINTES, ENGAGEMENTS OU ÉVÉNEMENTS SUSCEPTIBLES D'INFLUER SENSIBLEMENT LES PERSPECTIVES DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE EN COURS

La nette amélioration des résultats financiers du Groupe en 2019/2020 a témoigné de l'impact significatif sur le modèle économique et la performance financière du Groupe des différents axes stratégiques mis en œuvre sur les 18 derniers mois (repositionnement des enseignes web du Groupe, en particulier Materiel.net, développement du réseau de boutiques, arrêt des activités de distribution physique en Espagne, acquisition de Top Achat).

Durant la période de crise sanitaire, le Groupe a démontré la bonne résilience de son modèle économique et la pertinence de son profil de distributeur omnicanal (boutiques physiques, BtoB, BtoC online) et du positionnement de son offre.

Fort de ce positionnement et dans un contexte favorable de reprise de l'ensemble de ses activités, le Groupe LDLC est confiant dans sa capacité à poursuivre et accélérer sa trajectoire de croissance rentable sur l'exercice 2020/2021.

CHAPITRE 11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

Cf. section 10.1.4. page 88 concernant l'objectif d'EBE pour 2020/2021.

CHAPITRE 12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE

12.1. MEMBRES DU DIRECTOIRE ET MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

12.1.1. Composition du Directoire

La composition du Directoire est décrite dans la section 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise » du présent document.

Les membres du Directoire ont pour adresse professionnelle le siège social de la société.

L'expertise et l'expérience en matière de gestion des membres du Directoire résultent des différentes fonctions salariées et de direction qu'ils ont précédemment exercées (voir la section 12.1.5. du présent document).

12.1.2. Composition du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil de Surveillance sont présentés dans la section 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise » du présent document.

Les membres du Conseil de Surveillance ont pour adresse professionnelle le siège social de la société.

L'expertise et l'expérience des membres du Conseil de Surveillance résultent des différentes fonctions salariées et de direction qu'ils ont précédemment exercées (voir la section 12.1.5. du présent document).

12.1.3. Autres mandats des membres du Directoire, des membres du Conseil de Surveillance

Nous vous invitons à vous référer à la section 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise » du présent document.

12.1.4. Déclarations relatives aux membres du Directoire et aux membres du Conseil de Surveillance

Nous vous indiquons que :

- Monsieur Marc Villemonte de la Clergerie (membre du Conseil de Surveillance) et Madame Suzanne Villemonte de la Clergerie (Présidente et membre du Conseil de Surveillance) sont les parents de Madame Caroline Villemonte de la Clergerie (membre du Directoire), Messieurs Laurent (Président et membre du Directoire) et Olivier (Directeur Général et membre du Directoire) Villemonte de la Clergerie ; et
- Madame Anne-Marie Valentin Bignier (membre du Conseil de Surveillance) est la sœur de Madame Suzanne Villemonte de la Clergerie.

À la connaissance de la société, il n'existe, entre les membres du Directoire et les membres du Conseil de Surveillance, aucun autre lien familial.

À la connaissance de la société, aucun des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance, au cours des cinq dernières années :

- n'a fait l'objet de condamnation pour fraude,
- n'a été associé en sa qualité de dirigeant ou administrateur ou membre du Conseil de Surveillance à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ou placement d'entreprises sous administration judiciaire,
- n'a fait l'objet d'une mise en cause et/ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés),
- n'a été déchu par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

12.1.5. Biographies sommaires des membres du Directoire et des membres du Conseil de Surveillance

> Laurent Villemonte de la Clergerie

Président du Directoire - Fondateur Groupe LDLC
Né en 1970, nationalité française

Diplômé de sciences économiques et ingénieur en électronique, Laurent de la Clergerie a le profil type pour monter son propre site Internet : la connaissance informatique (indispensable) et la capacité d'analyser le marché.

En 1997, armé de son courage et de ses idées, il lance LDLC.com à Lyon. Nous sommes aux balbutiements du e-commerce... 20 années plus tard, LDLC.com est leader du e-commerce informatique et High-Tech en France.

> Olivier Villemonte de la Clergerie

Membre du Directoire - Directeur Général Groupe LDLC
Né en 1972, nationalité française

Diplômé de l'ECAM (École Catholique d'Arts et Métiers de Lyon) en 1994, Olivier de la Clergerie a poursuivi ses études au sein de l'EM Lyon Business School.

En 1996, il aide son frère, Laurent, à créer la société LDLC.com, spécialisée dans la vente en ligne de produits informatiques et High-Tech.

Après son service militaire en République tchèque et une expérience chez Arthur Andersen en audit informatique, il rejoint définitivement LDLC.com en tant que Directeur Financier en mars 2000.

Depuis 2001, Olivier de la Clergerie est Directeur Général du Groupe LDLC, en charge des aspects Back office de l'entreprise et de L'École LDLC.

> Marc Prieur

Membre du Directoire - Directeur Hardware.fr
Né en 1979, nationalité française

Marc Prieur a créé Hardware.fr, 1^{er} site sur le Hardware PC en France en 1997 alors qu'il était encore lycéen. En 2000, le site est racheté par LDLC et devient une marque du Groupe. Spécialisé dans les pièces détachées, le site d'informations propose des articles, des comparatifs, des conseils et un espace d'échanges entre membres. En 2016, le site lance son activité e-commerce dans le même domaine. Marc Prieur est Directeur de Hardware.fr et membre du Directoire du Groupe LDLC depuis 2001.

> Caroline Villemonte de la Clergerie

Membre du Directoire
Née en 1975, nationalité française

Diplômée de l'EBP Bordeaux et HEC Paris en contrôle de gestion, Caroline Villemonte de la Clergerie a rejoint ses frères dès 1998, au lancement de l'aventure LDLC.com. Au poste de Directeur Administratif jusqu'en 2015, elle a accompagné la croissance du Groupe sur les volets administratifs et financiers. Caroline Villemonte de la Clergerie est membre du Directoire du Groupe LDLC.

> Anne-Marie Valentin Bignier

Membre du Conseil de Surveillance
Née en 1959, nationalité française

Anne-Marie Valentin Bignier est diplômée d'HEC Paris option marketing en 1981. Elle a réalisé sa carrière en 1983 au sein du groupe EDF en occupant différents postes de responsabilité principalement dans les domaines clientèle, commercial, ressources humaines, organisationnel et audit. Anne-Marie Valentin Bignier est membre du Conseil de Surveillance du Groupe LDLC.

> Suzanne Villemonte de la Clergerie

Membre et Présidente du Conseil de Surveillance
Née en 1947, nationalité française

Suzanne Villemonte de la Clergerie a suivi des études dans le droit et la psychologie. Elle participe au projet d'entreprise familiale dès le commencement en 1997 et devient officiellement Présidente du Conseil de Surveillance du Groupe LDLC en 2000.

> Marc Villemonte de la Clergerie

Membre et Vice-Président du Conseil de Surveillance
Né en 1943, nationalité française

Diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Bordeaux, Marc Villemonte de la Clergerie réalise sa carrière au sein du groupe Renault. Il a exercé des fonctions de direction notamment dans la finance, l'économie, le commerce et le marketing. Présent depuis le début de l'aventure entrepreneuriale de ses enfants, Marc Villemonte de la Clergerie est Vice-Président du Conseil de Surveillance depuis 2001 et membre du Conseil de Surveillance depuis 2000 (sa création).

12.2. CONFLIT D'INTÉRÊTS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

À la connaissance de la société, il n'existe aucun conflit d'intérêts potentiel entre les devoirs à l'égard de la société et les intérêts privés et/ou autres devoirs des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance de la société.

Le Conseil de Surveillance a adopté un Règlement intérieur dont un article intitulé « Conflit d'intérêts – Obligation de révélation » relatif à la prévention des conflits d'intérêts prévoyant l'obligation pour un membre du Conseil de Surveillance se trouvant dans une telle situation d'informer le Conseil de Surveillance dès qu'il en a connaissance, de toute situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit d'intérêts entre l'intérêt social et son intérêt personnel direct ou indirect.

À la connaissance de la société, il n'existe, à la date du présent document, aucune restriction acceptée par les personnes visées à la section 12.1 ci-dessus concernant la cession, dans un certain laps de temps, de leur participation dans le capital de la société à l'exception des restrictions liées aux nantissements figurant en section 19.1.7.2 du présent document d'enregistrement universel.

Il n'existe pas, à la connaissance de la société, d'arrangement ou accord quelconque conclu avec les principaux actionnaires, clients, fournisseurs, ou autres en vertu duquel l'un des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance de la société ait été nommé.

CHAPITRE 13. RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES

13.1. RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

En vue de nous conformer avec les dispositions du point 13.1 de l'annexe 1 du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019, applicable sur renvoi du point 1.1 de l'annexe 2 dudit Règlement, nous vous rendons compte, au vu des informations en notre possession, des rémunérations et avantages de toute nature dus et/ou versés aux mandataires sociaux de la société durant les exercices clos le 31 mars 2019 et le 31 mars 2020. Les rémunérations et avantages ci-dessous comprennent ceux reçus de toute société comprise dans le périmètre de consolidation de la société au sens de l'article L.233-16 du Code de Commerce.

Nous vous indiquons :

- que tout membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance a droit, sur présentation des justificatifs correspondants, au remboursement des frais de voyage et de déplacement, et des dépenses exposées dans l'exercice de ses fonctions et engagées dans l'intérêt de la société ;
- qu'aucun engagement de toute nature n'a été pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci, notamment les engagements de retraite et autres avantages viagers.

Les tableaux figurant en annexe 2 de la position-recommandation AMF n°2014-14 sont présentés ci-dessous.

Tableaux n°1 : Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

	Exercice clos le 31 mars 2019	Exercice clos le 31 mars 2020
Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie , Président du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (<i>détaillées au tableau 2</i>)	246 747,83 euros	199 621,71 euros
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (<i>détaillées au tableau 4</i>)	Néant	
Valorisation des actions attribuées gratuitement (<i>détaillées au tableau 6</i>)	Néant	
Total	246 747,83 euros	199 621,71 euros

	Exercice clos le 31 mars 2019	Exercice clos le 31 mars 2020
Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie , Directeur Général		
Rémunérations dues au titre de l'exercice <i>(détaillées au tableau 2)</i>	234 344,48 euros	202 518,58 euros
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <i>(détaillées au tableau 4)</i>	Néant	
Valorisation des actions attribuées gratuitement <i>(détaillées au tableau 6)</i>	Néant	
Total	234 344,48 euros	202 518,58 euros

	Exercice clos le 31 mars 2019	Exercice clos le 31 mars 2020
Madame Caroline Villemonte de la Clergerie , membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice <i>(détaillées au tableau 2)</i>	25 008,86 euros	24 998,67 euros
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <i>(détaillées au tableau 4)</i>	Néant	
Valorisation des actions attribuées gratuitement <i>(détaillées au tableau 6)</i>	Néant	
Total	25 008,86 euros	24 998,67 euros

	Exercice clos le 31 mars 2019	Exercice clos le 31 mars 2020
Monsieur Marc Prieur , membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice <i>(détaillées au tableau 2)</i>	117 494,94 euros	107 508,42 euros
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <i>(détaillées au tableau 4)</i>	Néant	
Valorisation des actions attribuées gratuitement <i>(détaillées au tableau 6)</i>	Néant	
Total	117 494,94 euros	107 508,42 euros

Tableaux n°2 : Tableaux récapitulatifs des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 mars 2019 et 31 mars 2020 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices sur une base brute avant impôt.

Nous vous indiquons que les termes figurant dans les tableaux ci-dessous :

- « **Montants dus** » correspond aux sommes provisionnées au titre des rémunérations dues au dirigeant mandataire social dans les comptes annuels à leur date d'arrêt respectif et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement,
- « **Montants versés** » correspond à l'intégralité des rémunérations versées au cours de l'exercice au dirigeant mandataire social.

Nous vous indiquons également que, pour des raisons de confidentialité, le niveau des objectifs servant à la détermination de la rémunération variable annuelle de chaque dirigeant mandataire social figurant dans les tableaux ci-dessous ne peut être donné.

Enfin, nous vous indiquons qu'à ce jour la détermination de la rémunération variable des mandataires sociaux ne repose sur aucun critère de performance extra-financière mais seulement sur le résultat d'exploitation Groupe avant imputation de la participation aux salariés. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que l'agrégat comptable « résultat d'exploitation » s'est substitué, pour la détermination de la rémunération variable susceptible d'être due au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020, à l'agrégat comptable « résultat opérationnel courant » en raison de l'adoption par la société des normes comptables françaises au lieu et place des normes IFRS résultant de son transfert sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth.

La société considère que cet agrégat comptable donne une vision suffisamment fidèle de la situation de cette dernière au cours d'un exercice donné pour refléter la performance collective et individuelle des mandataires sociaux. Par ailleurs, la société considère également que le choix de cet agrégat permet, indirectement, de prendre en compte le résultat des actions menées par la société en matière de responsabilité sociétale et environnementale.

À ce jour, la société n'entend pas intégrer, pour l'exercice devant se clore au 31 mars 2021, de critères de performance extra-financière pour la détermination de la rémunération variable des mandataires sociaux.

Laurent Villemonte de la Clergerie, Président du Directoire

	Exercice clos le 31 mars 2019		Exercice clos le 31 mars 2020	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe au titre du mandat social	0	185 400,00 € ⁽⁵⁾	0	185 400,00 €
Prime annuelle calculée selon la convention collective de la vente à distance sur catalogue spécialisé	0	9 810,64 €	0	10 552,17 €
Rémunération variable annuelle ⁽¹⁾⁽²⁾	0 ⁽³⁾	48 094,39 €	34 531,61 € ⁽⁶⁾	0
Avantages en nature ⁽⁴⁾	0	3 442,80 €	0	3 669,54 €
Total	0	246 747,83 €	34 531,61 €	199 621,71 €

(1) Nous vous précisons que (i) le résultat d'exploitation Groupe (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) avant imputation de la participation aux salariés est le seul agrégat auquel est appliqué un pourcentage servant de base à la détermination du montant de la rémunération variable annuelle et (ii) que le montant de la rémunération variable annuelle n'est pas corrélé à la rémunération fixe perçue au titre du mandat social.

(2) Lors de ses réunions du 29 juin 2017, 20 juin 2019 et du 27 septembre 2019, le Conseil de Surveillance de la société a décidé que la rémunération variable annuelle susceptible d'être attribuée à Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie, sous réserve d'une détention par ce dernier, à la clôture de l'exercice, au nominatif de 2% au moins du capital social, serait déterminée en fonction du montant du résultat d'exploitation (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) Groupe avant imputation de la participation aux salariés, tel que comptabilisé à la clôture de chaque exercice auquel sera appliqué un pourcentage croissant compris entre 0% (en l'absence de résultat opérationnel) et 2,25% maximum.

(3) Lors de sa réunion du 20 juin 2019, le Conseil de Surveillance a constaté l'absence d'atteinte du niveau d'objectif du résultat opérationnel courant Groupe avant imputation de la participation aux salariés fixé à Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

(4) Véhicule de fonction au titre de son mandat de membre du Directoire.

(5) Lors de ses réunions du 28 septembre 2018 et du 20 juin 2019, le Conseil de Surveillance a décidé de fixer, à compter du 1^{er} avril 2018, la rémunération fixe annuelle brute de Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie en sa qualité de Président du Directoire à la somme de 185 400 euros.

(6) Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Conseil de Surveillance a constaté l'atteinte du niveau d'objectif de résultat d'exploitation Groupe avant imputation de la participation aux salariés fixé à Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie et l'attribution correspondante de sa rémunération variable au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Olivier Villemonte de la Clergerie, Directeur Général

	Exercice clos le 31 mars 2019		Exercice clos le 31 mars 2020	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe au titre du mandat social	0	185 400,00 €	0	187 560,00 € ⁽⁶⁾
Prime annuelle calculée selon la convention collective de la vente à distance sur catalogue spécialisé	0	12 396,75 €	0	10 671,82 €
Rémunération variable annuelle ⁽¹⁾⁽²⁾	0 ⁽³⁾	32 062,93 €	23 021,08 € ⁽⁵⁾	0
Avantages en nature ⁽⁴⁾	0	4 484,80 €	0	4 286,76 €
Total	0	234 344,48 €	23 021,08 €	202 518,58 €

(1) Nous vous précisons que (i) le résultat d'exploitation Groupe (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) avant imputation de la participation aux salariés est le seul agrégat auquel est appliqué un pourcentage servant de base à la détermination du montant de la rémunération variable annuelle et (ii) que le montant de la rémunération variable annuelle n'est pas corrélé à la rémunération fixe perçue au titre du mandat social.

(2) Lors de ses réunions du 28 mars 2014, du 20 juin 2019 et du 27 septembre 2019, le Conseil de Surveillance de la société a décidé que la rémunération variable annuelle susceptible d'être attribuée à Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie, sous réserve d'une détention par ce dernier, à la clôture de l'exercice, au nominatif de 2% au moins du capital social, serait déterminée en fonction du montant du résultat d'exploitation (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) Groupe avant imputation de la participation aux salariés, tel que comptabilisé à la clôture de chaque exercice auquel sera appliqué un pourcentage croissant compris entre 0% (en l'absence de résultat opérationnel) et 1,5% maximum.

(3) Lors de sa réunion du 20 juin 2019, le Conseil de Surveillance a constaté l'absence d'atteinte du niveau d'objectif du résultat opérationnel courant Groupe avant imputation de la participation aux salariés fixé à Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

(4) Véhicule de fonction au titre de son mandat de membre du Directoire.

(5) Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Conseil de Surveillance a constaté l'atteinte du niveau d'objectif de résultat d'exploitation Groupe avant imputation de la participation aux salariés fixé à Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie et l'attribution correspondante de sa rémunération variable au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020.

(6) La rémunération fixe de Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie est demeurée fixée à 185 400 euros bruts durant les exercices clos le 31 mars 2019 et le 31 mars 2020. La différence de 2 160 euros résulte d'un trop-perçu durant l'exercice clos le 31 mars 2020 restitué à la société postérieurement à la clôture et qui sera intégré dans les comptes de l'exercice devant se clore le 31 mars 2021.

Caroline Villemonte de la Clergerie, membre du Directoire

	Exercice clos le 31 mars 2019		Exercice clos le 31 mars 2020	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe au titre du mandat social	0	21 600,00 €	0	21 600,00 €
Prime annuelle calculée selon la convention collective de la vente à distance sur catalogue spécialisé	0	1 325,15 €	0	1 321,94 €
Rémunération variable annuelle ⁽¹⁾⁽²⁾	Néant ⁽³⁾		Néant ⁽⁵⁾	
Avantages en nature ⁽⁴⁾	0	2 083,71 €	0	2 076,73 €
Total	0	25 008,86 €	0	24 998,67 €

(1) Nous vous précisons que (i) le résultat d'exploitation Groupe (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) avant imputation de la participation aux salariés est le seul agrégat auquel est appliqué un pourcentage servant de base à la détermination du montant de la rémunération variable annuelle et (ii) que le montant de la rémunération variable annuelle n'est pas corrélé à la rémunération fixe perçue au titre du mandat social.

(2) Lors de ses réunions du 2 avril 2013, 28 mars 2014, 29 juin 2017, 30 mars 2018, du 20 juin 2019 et du 27 septembre 2019, le Conseil de Surveillance de la société a décidé que la rémunération variable annuelle susceptible d'être attribuée à Madame Caroline Villemonte de la Clergerie, sous réserve que cette dernière (i) soit titulaire d'un contrat de travail au sein du Groupe et ne perçoive pas à ce titre de rémunération variable annuelle et (ii) justifie d'une détention, à la clôture de l'exercice, au nominatif de 2% au moins du capital social, serait déterminée en fonction du montant du résultat d'exploitation (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) Groupe avant imputation de la participation aux salariés, tel que comptabilisé à la clôture de chaque exercice auquel sera appliqué un pourcentage croissant compris entre 0% (en l'absence de résultat opérationnel) et 0,75% maximum.

(3) En l'absence de contrat de travail au sein du Groupe au 31 mars 2019, Madame Caroline Villemonte de la Clergerie ne remplissait pas la condition préalable d'allocation d'une rémunération variable annuelle au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

(4) Véhicule de fonction au titre de son mandat de membre du Directoire.

(5) En l'absence de contrat de travail au sein du Groupe au 31 mars 2020, Madame Caroline Villemonte de la Clergerie ne remplissait pas la condition préalable d'allocation d'une rémunération variable annuelle au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Marc Prieur, membre du Directoire

	Exercice clos le 31 mars 2019		Exercice clos le 31 mars 2020	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe au titre du mandat social	0	4 800,00 €	0	4 800,00 €
Prime annuelle calculée selon la convention collective de la vente à distance sur catalogue spécialisé	0	1 263,58 €	0	368,50 €
Rémunération fixe au titre de ses fonctions salariées au sein de la société Hardware.fr	0	86 400,00 €	0	92 400,00 €
Rémunération variable annuelle ⁽¹⁾⁽²⁾	0 ⁽³⁾	16 031,46 €	11 510,54 € ⁽⁶⁾	0
Rémunération exceptionnelle au titre des fonctions salariées au sein de la société Hardware.fr ⁽⁴⁾	0	7 200,00 €	0	8 200,00 €
Avantages en nature ⁽⁵⁾	0	1 800,00 €	0	1 739,92 €
Total	0	117 494,94 €	11 510,54 €	107 508,42 €

(1) Nous vous précisons que (i) le résultat d'exploitation Groupe (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) avant imputation de la participation aux salariés est le seul agrégat auquel est appliqué un pourcentage servant de base à la détermination du montant de la rémunération variable annuelle et (ii) que le montant de la rémunération variable annuelle n'est pas corrélé à la rémunération fixe perçue au titre du mandat social.

(2) Lors de ses réunions du 2 avril 2013, 28 mars 2014, 29 juin 2017, 30 mars 2018, 20 juin 2019 et du 27 septembre 2019, le Conseil de Surveillance de la société a décidé que la rémunération variable annuelle susceptible d'être attribuée à Monsieur Marc Prieur, sous réserve que ce dernier (i) soit titulaire d'un contrat de travail au sein du Groupe et ne perçoive pas à ce titre de rémunération variable annuelle et (ii) justifie d'une détention, à la clôture de l'exercice, au nominatif de 2% au moins du capital social, serait déterminée en fonction du montant du résultat d'exploitation (ou le résultat opérationnel courant s'agissant de l'exercice clos le 31 mars 2019) Groupe avant imputation de la participation aux salariés, tel que comptabilisé à la clôture de chaque exercice auquel sera appliqué un pourcentage croissant compris entre 0% (en l'absence de résultat opérationnel) et 0,75% maximum.

(3) Lors de sa réunion du 20 juin 2019, le Conseil de Surveillance a constaté l'absence d'atteinte du niveau d'objectif de résultat d'exploitation Groupe avant imputation de la participation aux salariés fixé à Monsieur Marc Prieur au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

(4) Prime de 13^{ème} mois.

(5) Véhicule de fonction au titre du mandat de membre du Directoire.

(6) Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Conseil de Surveillance a constaté l'atteinte du niveau d'objectif de résultat d'exploitation Groupe avant imputation de la participation aux salariés fixé à Monsieur Marc Prieur et l'attribution correspondante de sa rémunération variable au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Tableaux n°3 : Tableau de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance visée à l'article L.225-83 du Code de Commerce et des autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non-dirigeants

	Exercice clos le 31 mars 2019	Exercice clos le 31 mars 2020
Madame Suzanne Villemonte de la Clergerie, Présidente du Conseil de Surveillance		
Rémunération allouée au titre de l'article L.225-83 du Code de Commerce	Néant	Néant
Rémunération fixe au titre du mandat social	21 600,00 €	21 600,00 €
Total	21 600,00 €	21 600,00 €

	Exercice clos le 31 mars 2019	Exercice clos le 31 mars 2020
Monsieur Marc Villemonte de la Clergerie, Vice-Président du Conseil de Surveillance		
Rémunération allouée au titre de l'article L.225-83 du Code de Commerce	Néant	Néant
Rémunération fixe au titre du mandat social	16 800,00 €	16 800,00 €
Total	16 800,00 €	16 800,00 €

	Exercice clos le 31 mars 2019	Exercice clos le 31 mars 2020
Madame Anne-Marie Valentin Bignier, Membre du Conseil de Surveillance		
Rémunération allouée au titre de l'article L.225-83 du Code de Commerce	Néant	Néant
Total	Néant	Néant

Tableau n°4 : Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du Groupe

Néant.

Tableau n°5 : Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Néant.

Tableau n°6 : Actions attribuées gratuitement à chaque mandataire social durant l'exercice écoulé

Néant.

Tableau n°7 : Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social durant l'exercice écoulé

Néant.

Tableau n°8 : Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions

Néant.

Tableau n°9 : Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers

Néant.

Tableau n°10 : Historique des attributions gratuites d'actions

Date d'Assemblée	28/09/2012	28/09/2012	28/09/2012	30/09/2016	30/09/2016	30/09/2016	30/09/2016
Date du Directoire	24/06/2013	28/03/2014	09/07/2014	30/09/2016	29/06/2017	13/11/2017	23/02/2018
Nombre total d'actions attribuées gratuitement dont le nombre attribué à :							
	11 494	137	161 746	1 500	10 000	2 000	70 000
Philippe Sauze ⁽¹⁾	11 494	0	160 924	0	0	0	0
Date d'acquisition des actions	23/06/2015	28/03/2016	⁽²⁾	30/09/2018	⁽²⁾	13/11/2019	⁽²⁾
Date de fin de période de conservation	23/06/2017	28/03/2018	⁽²⁾	01/10/2020	⁽²⁾	14/11/2021	⁽²⁾
Nombre d'actions acquises au 31 mars 2020	11 494	137	161 746	1 500	1 000	2 000	10 000
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques au 31 mars 2020	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	35 000
Actions attribuées gratuitement restantes en fin d'exercice	Néant	Néant	Néant	Néant	9 000	Néant	25 000
Valeur des actions (cours de clôture au jour d'attribution)	9,68 euros	22,32 euros	17,10 euros	33,30 euros	28,49 euros	19,55 euros	17,94 euros
Valorisation en euros des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés au 31 mars 2020 ⁽³⁾	Néant	Néant	11 670,92	Néant	46 459,84	13 242,28	248 475,71

(1) En qualité de salarié de la société en charge des aspects vente, web et marketing. Monsieur Philippe Sauze n'est plus membre du Directoire depuis le 29 novembre 2017.

(2) Nous vous invitons à vous reporter au rapport spécial de l'usage fait par le Directoire des autorisations d'attribuer gratuitement des actions de la société en vertu des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants dudit Code figurant en section 24 du présent document.

(3) Nous vous invitons à vous reporter à la note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés figurant en section 18.1.

Tableau n°11 :

Le tableau suivant apporte des précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants en fonction au 31 mars 2020 :

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction y compris engagements de retraite et autres avantages viagers		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Laurent Villemonte de la Clergerie		X		X		X		X
Date début mandat :	07/03/2000							
Date fin mandat :	À l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2025							
Olivier Villemonte de la Clergerie		X		X		X		X
Date début mandat :	07/03/2000							
Date fin mandat :	À l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2025							
Caroline Villemonte de la Clergerie		X		X		X		X
Date début mandat :	07/03/2000							
Date fin mandat :	À l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2025							
Marc Prieur	X ⁽¹⁾			X		X		X
Date début mandat :	14/04/2005							
Date fin mandat :	À l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2025							

(1) Marc Prieur est salarié de la société Hardware.fr, filiale de la société.

Nous vous invitons à vous référer à la section 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise » du présent document.

13.2. SOMMES PROVISIONNÉES OU CONSTATÉES PAR LA SOCIÉTÉ OU SES FILIALES AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS DE RETRAITES OU D'AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES MANDATAIRES SOCIAUX

À l'exception des provisions pour indemnités légales de départ à la retraite, détaillées sous la note 3.12 de l'annexe aux comptes consolidés figurant en section 18.1 du présent document, la société n'a pas provisionné de sommes aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

La société n'a pas versé de prime d'arrivée ou de départ aux mandataires sociaux susvisés. Le Groupe n'a pas versé de prime d'arrivée ou de départ aux mandataires sociaux.

13.3. ÉTAT RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS DES DIRIGEANTS ET DES PERSONNES MENTIONNÉES À L'ARTICLE L.621-18-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

En application de l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier et 223-22-A et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la société indique qu'aucune opération mentionnée à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier n'a fait l'objet d'une déclaration au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

CHAPITRE 14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

14.1. DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

La composition et les informations relatives aux membres du Directoire font l'objet des développements présentés à la section 12 « Organes d'administration, de direction, de surveillance et de Direction Générale » du présent document.

14.2. INFORMATIONS SUR LES CONTRATS LIANT LES DIRIGEANTS ET LA SOCIÉTÉ OU L'UNE DE SES FILIALES

Monsieur Marc Prieur (membre du Directoire) a conclu avec Hardware (filiale de la société), le 1^{er} août 2000, un contrat de travail en qualité de rédacteur en chef.

À l'exception de ce qui précède, il n'existe pas de contrat liant un mandataire social à la société ou l'une de ses filiales.

14.3. CONSEIL DE SURVEILLANCE – GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

14.3.1. Conseil de Surveillance

Nous vous invitons à vous référer à la section 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise » du présent document.

14.3.2. Gouvernance

Nous vous invitons à vous référer à la section 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise » du présent document.

14.4. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Objectifs de la société en matière de procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société ont pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations, ainsi que les comportements du personnel, s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise,
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion, communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société et de ses filiales.

L'un des objectifs du contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et de ses filiales et les risques d'erreurs ou de fraudes, en

particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Descriptif synthétique des procédures mises en place

(i) Le contrôle interne au sein de la société est organisé, de manière centralisée, par direction, sous la responsabilité d'un directeur/responsable de service localisé au siège social et directement rattaché au Directoire et, en particulier, au Président du Directoire et/ou aux directeurs généraux.

Les procédures de contrôle interne sont mises en place au sein de la société et, le cas échéant, sont modifiées, sur décision de la Direction Générale, en coordination et avec l'assistance de chaque directeur/responsable de service concerné. Il n'existe pas de procédure écrite, ni de manuel ou guide de procédures internes.

(ii) Les principaux services/personnes chargés du contrôle interne sont les suivants :

- les membres du Directoire, à savoir Mademoiselle Caroline Villemonte de la Clergerie, Messieurs Laurent, Olivier Villemonte de la Clergerie et Monsieur Marc Prieur ;
- les directeurs/responsables opérationnels ou fonctionnels de la société et de ses filiales responsables des services suivants :

Direction commerciale

Présente sur 3 sites différents, la direction commerciale assure :

- Les relations en amont avec certains constructeurs comme Intel, Microsoft, Apple, HP, etc.
- La vente aux professionnels.

Dans le cadre des services proposés aux professionnels, la société est aussi à même de pouvoir assurer le câblage d'une entreprise, via sa filiale DLP Connect, ou l'installation et/ou la réparation de matériels informatiques, via la société Bluescreen.

Direction des systèmes d'information

Les collaborateurs de ce pôle ont en charge les projets informatiques suivants :

- le développement technique des sites marchands (mise à jour en termes d'ergonomie de navigation, seo,...) ;
- la mise en œuvre d'outils sécuritaires (sites, matériels,...) ;
- le développement en interne de logiciels nécessaires à l'exploitation. En quelques années, plus de trente logiciels ont été développés et mis à jour permettant de gérer tous les aspects du back-office (analyse des commandes, traitement des commandes, gestion de stock, analyse statistique de l'activité, analyse des flux entrants et sortants sur la plateforme téléphonique, gestion de la plateforme logistique).

Direction des services généraux

La direction des services généraux assure notamment le suivi juridique de la société, la gestion des locaux, des déplacements, la mise en œuvre des projets de déménagement ou d'extension des locaux, selon les calendriers prévus, tout retard dans la mise en œuvre de certaines décisions stratégiques pouvant impacter fortement l'activité du Groupe.

Service centre de contact

Le service centre de contact client est réparti sur 2 sites ; il est notamment en charge de la relation clients, du support technique et du contact téléphonique des boutiques, et ce pour les différents sites marchands du Groupe.

Direction financière

Dédié aux aspects comptables et de contrôle de gestion du Groupe, ce pôle assure les tâches suivantes :

- gestion comptable ;
- suivi clients ;
- gestion comptable de filiales dans le cadre d'une convention de prestations ;
- suivi encaissements (chèques, cartes bancaires, boutiques) ;
- établissement des arrêtés annuels, semestriels... ;
- établissement des budgets ;
- gestion de la trésorerie et règlements fournisseurs.

Les relations avec les partenaires bancaires sont directement gérées par la Direction Générale.

Direction des ressources humaines

Ce service s'occupe notamment des tâches de recrutement, mobilité, intégration, embauches, planning, gestion de la paie et des contrats de travail, ainsi que la gestion du budget formation.

Direction des achats

Ce service s'occupe de gérer les relations contractuelles avec les fournisseurs, l'intégralité de l'approvisionnement du Groupe LDLC, ainsi que la rédaction des fiches techniques du site.

Direction logistique

Les services logistiques s'occupent de procéder à la bonne exécution des commandes des clients du Groupe ainsi que leur acheminement à ces derniers. Ils gèrent également les flux SAV des produits et la gestion des ateliers d'assemblage d'ordinateurs.

Direction Armoire de Bébé

Cette direction s'occupe de gérer l'intégralité des aspects de la marque de puériculture, des achats à l'animation des sites ou points de vente.

Direction recherche et développement

Ce service s'occupe de travailler sur la conception de nouveaux produits ou brevets pour la société Groupe LDLC dans le cadre de son développement et de leur mise sur le marché.

14.5. RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-68 alinéa 6 du Code de Commerce, nous vous rendons compte dans le présent rapport des informations, le cas échéant adaptées aux sociétés à Conseil de Surveillance, mentionnées aux articles L.225-37-3 à L.225-37-5 du Code de Commerce ainsi que les observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les termes de ce rapport, préparé notamment sur la base des informations transmises au Conseil de Surveillance, ont été arrêtés et approuvés par le Conseil de Surveillance lors de sa réunion du 18 juin 2020.

I. Gouvernement d'entreprise

La société précise que les dispositions de l'article L.225-37-4, 8° du Code de Commerce, sur renvoi de l'article L.225-68 du même Code, relatives au choix d'un Code de gouvernement d'entreprise, ne lui sont plus applicables. Toutefois, la société a choisi de continuer de se référer volontairement au Code Middledenext publié en décembre 2009 et révisé en septembre 2016 en tant que Code de référence en matière de gouvernement d'entreprise.

La société a estimé que ledit Code était plus adapté à sa taille et à la structure de son actionnariat.

À titre liminaire, il est rappelé que les actions de la société étant admises, depuis le 2 septembre 2019, aux négociations sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth au lieu et place du marché réglementé d'Euronext Paris, le contenu du présent rapport a été revu par rapport à l'exercice précédent dans la mesure où les dispositions suivantes ne sont plus applicables à la société :

- les articles L.225-37-3, L.225-82-2, L.225-100, II et III du Code de Commerce relatifs au contrôle des rémunérations des mandataires sociaux dit « say on pay » ; et
- l'article L.225-37-4, 5° à 10° du Code de Commerce relatif à certaines mentions du rapport sur le gouvernement d'entreprise applicables exclusivement aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Ce code est disponible sur le site de Middenext (www.middenext.com).

Le Directoire a initié une démarche, visant à une mise en conformité progressive avec les recommandations du gouvernement d'entreprise Middenext. La révision de ce Code a d'ailleurs amené la société à poursuivre cette démarche afin de se conformer au mieux aux nouvelles recommandations en fonction de ses spécificités.

Recommandations du Code Middenext	Adoptée au 31 mars 2020	Non adoptée au 31 mars 2020
I. Le pouvoir de « surveillance »		
R 1 : Déontologie des membres du Conseil	X	
R 2 : Conflits d'intérêts	X	
R 3 : Présence de membres indépendants au sein du Conseil		X ⁽¹⁾
R 4 : Information des membres du Conseil	X	
R 5 : Organisation des réunions du Conseil et des Comités	X	
R 6 : Mise en place de Comités	X	
R 7 : Mise en place d'un Règlement intérieur du Conseil	X ⁽⁶⁾	
R 8 : Choix des administrateurs	X	
R 9 : Durée des mandats des membres du Conseil		X ⁽²⁾
R 10 : Rémunération de l'administrateur		X ⁽³⁾
R 11 : Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil	X ⁽⁴⁾	
R 12 : Relations avec les actionnaires	X	
II. Le pouvoir exécutif		
R 13 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X	
R 14 : Préparation de la succession des dirigeants	X ⁽⁵⁾	
R 15 : Cumul contrat de travail et mandat social	X	
R 16 : Indemnités de départ	X	
R 17 : Régimes de retraite supplémentaires	X	
R 18 : Stock-options et attribution gratuite d'actions	X	
R 19 : Revue des points de vigilance	X	

(1) Si le Conseil de Surveillance est amené à évoluer, dans le cadre de cette évolution de la composition du Conseil de Surveillance, la recommandation R3 du Code Middenext relative à la présence de deux membres indépendants sera prise en compte.

(2) Le Conseil de Surveillance considère que la durée statutaire des mandats est adaptée aux spécificités de l'entreprise, dans les limites fixées par la loi. Néanmoins, la société ne juge pas utile de proposer aux actionnaires une modification statutaire tendant au renouvellement échelonné des mandats compte tenu de la taille et de la composition du Conseil de Surveillance.

(3) Si le Conseil de Surveillance est amené à évoluer, dans le cadre de cette évolution et de la nomination éventuelle de membres indépendants, l'allocation d'une rémunération dont la répartition serait arrêtée en fonction de leur assiduité et du temps qu'ils consacrent à leur fonction, y compris l'éventuelle présence à des Comités, sera prise en compte.

(4) En vue de se conformer à la recommandation n°11 du Code Middenext, le Conseil a procédé, lors de sa réunion du 18 juin 2020, à son auto-évaluation.

(5) Conformément à l'article 1.2 du Règlement intérieur de la société, le Conseil de Surveillance examine, s'il le juge opportun, la question de la succession du dirigeant en exercice (et éventuellement d'un certain nombre d'hommes et de femmes clés).

(6) Le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance de la société est consultable, sur demande, au siège social.

Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Conseil de Surveillance de la société, conformément à la recommandation n°19 du Code de gouvernement Middenext, a pris connaissance des points de vigilance dudit Code.

Aucune modification future de la composition des organes d'administration et de direction et des Comités n'a été décidée par les organes d'administration et de direction et/ou l'Assemblée des actionnaires.

1) Composition du Directoire

La société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Le Directoire est composé de cinq membres maximum. Les membres sont nommés par le Conseil de Surveillance. Toutefois, si le capital n'atteint pas 150 000 euros, une seule personne peut être désignée par le Conseil de Surveillance pour exercer les fonctions dévolues au Directoire avec le titre de Directeur Général unique.

Les membres du Directoire sont nommés pour une durée de cinq (5) ans et sont toujours rééligibles. Les fonctions des membres du Directoire prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent ces fonctions.

Nul ne peut être nommé membre du Directoire s'il est âgé de plus de 65 ans. Le membre du Directoire en fonction venant à dépasser cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil de Surveillance.

Les membres du Directoire peuvent être révoqués à tout moment et ce qu'elle qu'en soit la cause, par décision du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance détermine la rémunération des membres du Directoire et confère à l'un d'eux la qualité de Président.

En outre, conformément à l'article L.225-66 du Code de Commerce, les statuts peuvent habiliter le Conseil de Surveillance à attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du Directoire, qui portent alors le titre de Directeur Général.

Au 31 mars 2020, le Directoire de la société était constitué de 4 membres.

Nom et prénom	Mandat	Date de nomination et d'échéance du mandat
Laurent Villemonte de la Clergerie	Membre du Directoire	Première nomination : 7 mars 2000 1 ^{er} renouvellement : 19 juillet 2005 2 ^{ème} renouvellement : 1 ^{er} juillet 2010 3 ^{ème} renouvellement : 19 juin 2015 4 ^{ème} renouvellement : 18 juin 2020 Date d'échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025
	Président du Directoire	Première nomination : 7 mars 2000 1 ^{er} renouvellement : 19 juillet 2005 2 ^{ème} renouvellement : 1 ^{er} juillet 2010 3 ^{ème} renouvellement : 19 juin 2015 4 ^{ème} renouvellement : 18 juin 2020 Date d'échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025
Olivier Villemonte de la Clergerie	Membre du Directoire	Première nomination : 7 mars 2000 1 ^{er} renouvellement : 19 juillet 2005 2 ^{ème} renouvellement : 1 ^{er} juillet 2010 3 ^{ème} renouvellement : 19 juin 2015 4 ^{ème} renouvellement : 18 juin 2020 Date d'échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025
	Directeur Général	Première nomination : 5 mars 2001 1 ^{er} renouvellement : 19 juillet 2005 2 ^{ème} renouvellement : 1 ^{er} juillet 2010 3 ^{ème} renouvellement : 19 juin 2015 4 ^{ème} renouvellement : 18 juin 2020 Date d'échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025
Marc Prieur	Membre du Directoire	Première nomination : 14 avril 2005 1 ^{er} renouvellement : 19 juillet 2005 2 ^{ème} renouvellement : 1 ^{er} juillet 2010 3 ^{ème} renouvellement : 19 juin 2015 4 ^{ème} renouvellement : 18 juin 2020 Date d'échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025
Caroline Villemonte de la Clergerie	Membre du Directoire	Première nomination : 7 mars 2000 1 ^{er} renouvellement : 19 juillet 2005 2 ^{ème} renouvellement : 1 ^{er} juillet 2010 3 ^{ème} renouvellement : 19 juin 2015 4 ^{ème} renouvellement : 18 juin 2020 Date d'échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025

Conformément à la recommandation n°1 du Code Middenext, les membres du Directoire n'exercent pas plus de deux autres mandats dans des sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé y compris étrangères extérieures au Groupe.

Nous vous invitons à vous reporter à la section 12.1 du présent document en vue d'obtenir plus de détails sur l'expérience et l'expertise de chacun des membres du Directoire.

2) Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de 18 membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par le Code de Commerce en cas de fusion.

Les membres, personnes physiques ou morales, sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, parmi ses membres. En cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Aucun membre du Conseil de Surveillance ne peut faire partie du Directoire.

Dans la limite du tiers des membres en fonction, les membres du Conseil de Surveillance peuvent bénéficier d'un contrat de travail correspondant à un emploi effectif.

La durée des fonctions des membres du Conseil de Surveillance est de six (6) ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le nombre des membres du Conseil de Surveillance ayant atteint l'âge de 80 ans ne pourra être supérieur au tiers des membres du Conseil de Surveillance en fonction.

Le Conseil de Surveillance élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président, personnes physiques, qui sont chargés de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au Conseil de Surveillance. Le Conseil détermine, le cas échéant, leur rémunération.

Au 31 mars 2020, le Conseil de Surveillance de la société était composé de 3 membres.

Nom et prénom	Mandat	Date de nomination	Renouvellements	Date d'échéance du mandat
Suzanne Villemonte de la Clergerie	Membre du Conseil de Surveillance	7 mars 2000	29 septembre 2006 28 septembre 2012 28 septembre 2018	À l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024
	Présidente du Conseil de Surveillance		7 juillet 2006 22 juin 2012 13 juin 2018	
Marc Villemonte de la Clergerie	Membre du Conseil de Surveillance	7 mars 2000	29 septembre 2006 28 septembre 2012 28 septembre 2018	À l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024
	Vice-Président du Conseil de Surveillance		7 juillet 2006 22 juin 2012 13 juin 2018	
Anne-Marie Valentin Bignier	Membre du Conseil de Surveillance	7 mars 2000	29 septembre 2006 28 septembre 2012 28 septembre 2018	À l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024

Nous vous invitons à vous reporter à la section 12.1 du présent document en vue d'obtenir plus de détails sur l'expérience et l'expertise de chacun des membres du Conseil de Surveillance.

3) Membres indépendants du Conseil de Surveillance

La notion de membre indépendant est celle retenue en application de la recommandation n°3 du Code Middlednext, à savoir :

- ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son Groupe ;
- ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la société ou son Groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.) ;
- ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif ;
- ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise.

Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Conseil de Surveillance a réexaminé la situation de ses membres au regard de ces critères d'indépendance et a considéré, eu égard à leur lien familial, qu'aucun d'entre eux ne répondait aux critères d'indépendance donnés par le Code de gouvernement d'entreprise Middlednext.

4) Durée des mandats

La durée du mandat des membres du Conseil de Surveillance est fixée à six (6) ans. La société ne juge pas utile de proposer aux actionnaires une modification statutaire tendant au renouvellement échelonné des mandats compte tenu de la taille et de la composition du Conseil de Surveillance.

5) Règles de déontologie

En conformité avec la recommandation n°1 du Code Middlednext, chaque membre du Conseil de Surveillance est sensibilisé aux responsabilités qui lui incombent au moment de sa nomination et est encouragé à observer les règles de déontologie relatives à son mandat. Au début de l'exercice de son mandat, il signe le Règlement intérieur du Conseil et s'engage à :

- se conformer aux règles légales du cumul des mandats ;
- se conformer à la réglementation en vigueur ;
- informer le conseil en cas de conflits d'intérêts survenant après l'obtention de son mandat ;

- faire preuve d'assiduité aux réunions du Conseil et d'Assemblée Générale ;
- s'assurer qu'il possède toutes les informations nécessaires sur l'ordre du jour des réunions du Conseil avant de prendre toute décision ; et
- respecter le secret professionnel.

6) Choix des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil de Surveillance sont choisis notamment en fonction de leur compréhension du fonctionnement du marché du e-commerce, de la connaissance de la société et de leur capacité à s'assurer que la stratégie de la société est pertinente vis-à-vis de l'intérêt social. Des informations sur l'expérience et la compétence de chaque membre du Conseil de Surveillance sont communiquées à l'Assemblée Générale en vue de la nomination de chaque nouveau membre. La nomination de chaque nouveau membre fait l'objet d'une résolution distincte.

7) Missions du Directoire et du Conseil de Surveillance

Le Directoire

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Conformément à l'article L.225-68 du Code de Commerce, les cautions, avals et garanties font l'objet d'une autorisation du Conseil de Surveillance. Le non-respect de cette disposition n'est opposable aux tiers que dans les cas prévus par la loi.

Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de Surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et les comptes consolidés, accompagnés du rapport de gestion y afférent, auquel est joint, le cas échéant, le rapport mentionné à l'article L.225-68 du Code de Commerce.

Le Président du Directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Le Conseil de Surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membre(s) du Directoire qui porte(nt) alors le titre de Directeur Général.

Les actes engageant la société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du Président du Directoire ou de l'un des Directeurs Généraux ou de tout fondé de pouvoirs, dûment habilité à cet effet.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, le Directoire s'est réuni à 11 reprises avec un taux moyen de participation de 93,18%.

Le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire.

Il nomme les membres du Directoire, en désigne le Président et, éventuellement, les Directeurs Généraux ; il fixe leur rémunération.

Il convoque l'Assemblée Générale des actionnaires, à défaut de convocation par le Directoire.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du Directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, le Conseil de Surveillance s'est réuni à 8 reprises avec un taux moyen de participation de 79,16%.

8) Mise en place de Comités

Conformément à la recommandation n°6 du Code Middlednext, nous vous rendons compte du choix de la société en matière de Comités spécialisés.

Au 31 mars 2020, le Conseil de Surveillance ne s'est doté d'aucun Comité spécialisé.

Nous vous indiquons que, lors de ses délibérations en date du 12 décembre 2019, le Conseil de Surveillance, sur avis favorable du Comité d'audit et des commissaires aux comptes de la société, a décidé, à l'unanimité, de dissoudre, à compter de cette même date, la formation de Comité d'audit du Conseil de Surveillance qui avait été mise en place en vue de se conformer aux dispositions des articles L.823-19 et L.823-20,4° du Code de Commerce.

Cette dissolution est justifiée d'une part (i) par le fait que les actions de la société étant admises, depuis le 2 septembre 2019, aux négociations sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth au lieu et place du marché réglementé d'Euronext Paris, la mise en place d'un Comité d'audit était désormais devenue facultative pour la société et, d'autre part, (ii) dans un souci de simplification du fonctionnement du Conseil de Surveillance compte tenu notamment de la taille de la société et de la composition de ses organes de direction et de surveillance.

En toute hypothèse, il est rappelé que le Conseil de Surveillance continuera d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières dans toute la mesure permise par les prérogatives légales qui lui sont reconnues aux termes de l'article L.225-68 du Code de Commerce.

II. Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société durant l'exercice clos le 31 mars 2020

En vue de nous conformer avec les dispositions de l'article L.225-37-4, 1° du Code de Commerce applicable sur renvoi de l'article L.225-68 alinéa 6 du même Code, nous vous rendons compte de la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société (à l'exception de la société, voir le paragraphe I de la présente section) durant l'exercice clos le 31 mars 2020 par chaque mandataire social en fonction au 31 mars 2020.

Nom	Nature du mandat	Société
Directoire		
Laurent Villemonte de la Clergerie	Gérant non associé	Nemeio SARL (filiale de la société)
	Gérant	IDFAMILY SCI
	Président	LDLC VR Studio (filiale de la société anciennement dénommée Katzami SAS)
	Gérant non associé	Avitech SARL (filiale de la société)
	Président	STTANDING SAS
	Membre du Comité de Surveillance Administrateur	LYON ASVEL Féminin SASP ASVEL BASKET SASP
Olivier Villemonte de la Clergerie	Gérant non associé	Anikop SARL (filiale de la société)
	Gérant non associé	DLP Connect SARL (filiale de la société)
	Gérant non associé	Domimo 2 SCI (filiale de la société)
	Gérant non associé	Domimo 3 SCI (filiale de la société)
	Administrateur	Thermador Groupe SA (société cotée sur Euronext Paris)
	Président	F-LOC SAS
	Directeur Général	LDLC VR Studio (filiale de la société anciennement dénommée Katzami SAS)
	Gérant non associé	Avitech SARL (filiale de la société)
Marc Prieur	Gérant non associé	Hardware.fr SARL (filiale de la société)
Caroline Villemonte de la Clergerie	Gérant	TD FAMILY SCI
Conseil de Surveillance		
Suzanne Villemonte de la Clergerie	Néant	Néant
Marc Villemonte de la Clergerie	Néant	Néant
Anne-Marie Valentin Bignier	Néant	Néant

En outre, nous vous rendons compte, conformément au point 12.1 de l'annexe 1 du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la commission du 14 mars 2019 applicable sur renvoi du point 1.1 de l'annexe 2 dudit Règlement, de la

liste des mandats et fonctions exercés dans toute société au cours des cinq dernières années pour chaque mandataire social.

Nom	Nature du mandat	Société
Directoire		
Laurent Villemonte de la Clergerie	Co-gérant non associé	Synopsis (Fusion)
Olivier Villemonte de la Clergerie	Membre du Conseil de Surveillance Co-gérant non associé	La Vie Claire SA Synopsis (Fusion)
Marc Prieur	Néant	Néant
Caroline Villemonte de la Clergerie	Néant	Néant
Conseil de Surveillance		
Suzanne Villemonte de la Clergerie	Néant	Néant
Marc Villemonte de la Clergerie	Néant	Néant
Anne-Marie Valentin Bignier	Néant	Néant

III. Conventions visées à l'article L.225-37-4, 2° du Code de Commerce

En vue de nous conformer à l'article L.225-37-4, 2° du Code de Commerce applicable sur renvoi de l'article L.225-68 alinéa 6 du même Code, nous vous indiquons qu'aucune convention, autre que portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% de la société et,
- d'autre part, une autre société contrôlée par la société au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

IV. Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Nous vous indiquons qu'en raison de l'admission aux négociations des actions de la société sur le système multilatéral de négociation Euronext Growth au lieu et place du marché réglementé d'Euronext Paris depuis le 2 septembre 2019, les dispositions de l'article L.225-37-5 du Code de Commerce relatives aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange ne sont plus applicables.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L.433-5 du Code monétaire et financier et 231-1, 4° du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, les règles relatives aux offres publiques applicables aux sociétés dont les instruments financiers sont admis à la négociation sur un marché réglementé demeurent applicables pendant une durée de trois ans à compter de la date à laquelle ces instruments financiers ont cessé d'être admis aux négociations sur un marché réglementé.

Dans ce contexte, la société a décidé de maintenir, à titre volontaire, l'exposé des éléments listés à l'article L.225-37-5 du Code de Commerce susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange.

Structure du capital de la société

Se reporter au chapitre 16 du présent document.

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses portées à la connaissance de la société en application de l'article L.233-11 du Code de Commerce

Nous vous rappelons que l'article 12 « Droits et obligations attachés aux actions » des statuts de la société prévoit que :

« Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à posséder, de quelque manière que ce soit, un nombre d'actions représentant une fraction égale à 2% du capital ou des droits de vote aux Assemblées

Générales, ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la société, dans un délai de 15 jours à compter du franchissement de ce seuil de participation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, du nombre total d'actions et de droits de vote attachés qu'elle possède ainsi que, le cas échéant, du nombre de titres donnant accès à terme au capital et les droits de vote qui y sont attachés.

Cette obligation s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus, chaque fois que la fraction du capital ou des droits de vote possédée devient inférieure à l'un des seuils prévus.

En cas de non-respect des stipulations ci-dessus, les actions excédant le seuil donnant lieu à déclaration sont privées de droits de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de 2 ans suivant la date de régularisation de la notification. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'auront pas été régulièrement déclarés ne pourront être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Sauf en cas de franchissement de l'un des seuils visés à l'article L.233-7 du Code de Commerce, cette sanction ne sera appliquée que sur demande consignée dans un procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires possédant, ensemble ou séparément, 5% au moins du capital social et/ou des droits de vote de la société.

Le respect de cette obligation de déclarer le franchissement du seuil de 2% du capital ou des droits de vote aux Assemblées Générales, ou tout multiple de ce pourcentage, ne dispense en aucun cas les actionnaires, personnes physiques ou morales, du respect des dispositions légales prévoyant une obligation de déclaration auprès de la société en cas de détention de plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, des trois dixièmes, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote de la société, conformément aux dispositions des articles L.233-7 et suivants du Code de Commerce. »

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait qu'une proposition de mise en harmonie de l'article 12 des statuts tenant compte de l'admission aux négociations des actions de la société sur le système multilatéral de négociation Euronext Growth au lieu et place du marché réglementé d'Euronext Paris sera soumise à leur approbation lors de l'Assemblée Générale annuelle du 25 septembre 2020.

Sous réserve du vote favorable des actionnaires, la rédaction du nouvel article alinéa 12.6 de l'article 12 « Droit et obligations attachés aux actions » serait la suivante :

« Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à posséder, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant une fraction égale à cinq (5) % du capital ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, doit communiquer à la société les informations visées à l'article L.233-7, I du Code de Commerce (notamment le nombre total d'actions ou de droits de vote détenus par l'intéressé ou assimilés par l'effet de l'article L.233-9 du Code de Commerce), au plus tard avant la clôture des négociations du 4^{ème} jour de négociation suivant le jour du franchissement du seuil de participation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par tout autre moyen équivalent pour les personnes résidant hors de France, adressée au siège social.

Cette obligation s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus, chaque fois que la fraction du capital ou des droits de vote possédée devient inférieure à l'un des seuils prévus.

En cas de non-respect des stipulations ci-dessus et sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale concernée, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital ou des droits de vote de la société, les actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée sont privées de droit de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Le respect de cette obligation statutaire de déclaration de franchissement de seuils ne dispense en aucun cas, toute personne physique ou morale, du respect des obligations déclaratives prévues par les dispositions législatives et réglementaires (y compris celles du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers et des règles de marché en vigueur). »

Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L.233-7 et L.233-12 du Code de Commerce

Se reporter au chapitre 16 du présent document.

Liste des détenteurs de tous titres comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

La société n'a pas connaissance de droits de contrôle spéciaux.

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Néant.

Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions aux transferts d'actions et à l'exercice des droits de vote

Néant.

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Directoire ainsi qu'à la modification des statuts

Les règles applicables sont celles des statuts et sont conformes à la loi.

Pouvoirs du Directoire, en particulier l'émission ou le rachat d'actions

Les délégations consenties par l'Assemblée Générale des actionnaires de la société au Directoire dans ces domaines figurent à la section 19.1.3 « Acquisition par la société de ses propres actions » et au paragraphe V ci-dessous.

Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société

Nous vous invitons à vous reporter à la section 20 du présent document.

Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Directoire ou des salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle ou sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique

Néant.

V. Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4, 3° du Code de Commerce applicable sur renvoi de l'article L.225-68 alinéa 6 du même Code, un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

Nature de la délégation de compétence conférée au Directoire de la société par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de Commerce	Date de l'AGE	Durée de validité	Montant nominal maximum d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Modalités de détermination du prix	Date et modalités d'utilisation des délégations par le Directoire
Délégation de compétence conférée au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	28/09/2018	26 mois	1 000 000 d'euros au titre des augmentations susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, par émission d'actions ordinaires ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société	Néant	—	Néant
		22 ^{ème} résolution	50 000 000 d'euros au titre de l'émission de titres de créances ⁽¹⁾			

Nature de la délégation de compétence conférée au Directoire de la société par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de Commerce

	Date de l'AGE	Durée de validité	Montant nominal maximum d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Modalités de détermination du prix	Date et modalités d'utilisation des délégations par le Directoire
Délégation de compétence conférée au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public	28/09/2018 23 ^{ème} résolution	26 mois	1 000 000 d'euros au titre des augmentations susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, par émission d'actions ordinaires ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société 50 000 000 d'euros au titre de l'émission de titres de créances ⁽¹⁾	Néant	Au moins égal à la réglementation applicable au jour de l'émission	Néant
Délégation de compétence conférée au Directoire à l'effet d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier	28/09/2018 24 ^{ème} résolution	26 mois	1 000 000 d'euros au titre des augmentations susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, par émission d'actions ordinaires ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société dans la limite de 20% du capital social de la société par période de 12 mois 50 000 000 d'euros au titre de l'émission de titres de créances ⁽¹⁾	Néant	Au moins égal à la réglementation applicable au jour de l'émission	Néant
Délégation de compétence conférée au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription	28/09/2018 26 ^{ème} résolution	26 mois	15% du montant de l'émission initiale	Néant	Mêmes conditions de prix que celles retenues pour l'émission initiale	Néant

Nature de la délégation de compétence conférée au Directoire de la société par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de Commerce	Date de l'AGE	Durée de validité	Montant nominal maximum d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Modalités de détermination du prix	Date et modalités d'utilisation des délégations par le Directoire
Délégation de compétence conférée au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en cas d'offre publique comportant une composante d'échange initiée par la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	28/09/2018 27 ^{ème} résolution	26 mois	1 000 000 d'euros au titre des augmentations susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, par émission d'actions ordinaires ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société 50 000 000 d'euros au titre de l'émission de titres de créances ⁽¹⁾	Néant	—	Néant
Délégation de pouvoir conférée au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social, dans les limites de 10% du capital, pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces en dehors d'une offre publique d'échange avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	28/09/2018 28 ^{ème} résolution	26 mois	1 000 000 d'euros au titre des augmentations susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, par émission d'actions ordinaires ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société dans la limite de 10% du capital de la société 50 000 000 d'euros au titre de l'émission de titres de créances ⁽¹⁾	Néant	—	Néant
Délégation de compétence conférée au Directoire en vue d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	28/09/2018 31 ^{ème} résolution	26 mois	1 000 000 d'euros ⁽²⁾	Néant	—	Néant

Nature de la délégation de compétence conférée au Directoire de la société par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de Commerce

	Date de l'AGE	Durée de validité	Montant nominal maximum d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Modalités de détermination du prix	Date et modalités d'utilisation des délégations par le Directoire
Autorisation à donner au Directoire en application des articles L.225-197-1 à L.225-197-6 du Code de Commerce de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de tout ou partie des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux visés à l'article L.225-197-61, II du Code de Commerce de la société et des sociétés et/ou groupements liés	27/09/2019 16 ^{ème} résolution	38 mois	10% du capital social	Néant	—	Du fait de l'utilisation de précédentes autorisations par le Directoire, le montant résiduel utilisable est de 7,59% du capital social actuel calculé selon les modalités de l'article L.225-197-1 alinéa 1 du Code de Commerce

(1) Conformément à la 18^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 septembre 2019 :

- le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées aux termes (i) des vingt-deuxième à vingt-quatrième et vingt-sixième à vingt-huitième résolutions adoptées par l'Assemblée Générale mixte du 28 septembre 2018 et (ii) de la seizième résolution adoptée par l'Assemblée Générale mixte du 27 septembre 2019 est fixé à 1 000 000 d'euros (ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en monnaie étrangère ou en unité de compte établie par référence à plusieurs devises), étant précisé que s'ajoutera à ce plafond le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès à des actions,
- le montant nominal maximum global des titres de créances pouvant être émis en vertu des délégations conférées aux termes des vingt-deuxième à vingt-quatrième, vingt-septième et vingt-huitième résolutions adoptées par l'Assemblée Générale mixte du 28 septembre 2018 est fixé à 50 000 000 d'euros (ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en monnaie étrangère ou en unité de compte établie par référence à plusieurs devises), étant précisé que ce plafond ne s'applique pas aux titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Directoire conformément à l'article L.228-40 du Code de Commerce.

(2) Le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme ne pourra être supérieur à 1 000 000 d'euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès à des actions, étant précisé que ce plafond est fixé de façon autonome et distincte du plafond visé à la dix-huitième résolution adoptée par l'Assemblée Générale mixte du 27 septembre 2019.

VI. Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020

Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Conseil de Surveillance a procédé à l'examen des comptes sociaux et consolidés établis par le Directoire au 31 mars 2020, ainsi qu'à son rapport y afférent, et a déclaré n'avoir aucune observation à formuler.

14.6. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ GROUPE LDLC

Nous vous invitons à vous reporter au paragraphe « Rapport sur le gouvernement d'entreprise » du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2020 figurant en section 18.4.

CHAPITRE 15. SALARIÉS

15.1. NOMBRE DE SALARIÉS ET RÉPARTITION PAR SOCIÉTÉ AU TITRE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Au 31 mars 2020, le Groupe emploie 949 personnes (hors Caroline, Suzanne, Laurent, Marc et Olivier Villemonte de la Clergerie, Marc Prieur et Stéphane Piquet) au sein du Groupe LDLC et de ses filiales LDLC Distribution, Anikop, Hardware.fr, DLP Connect, L'École LDLC, LDLC Villefranche, LDLC Bordeaux, LDLC Villeurbanne, LDLC Event, LDLC Lyon 7, LDLC Lille V2, ADB Limonest, Bluescreen, LDLC España et OLYS dont 908 CDI, 11 CDD, 10 contrats de professionnalisation et 20 apprentis.

Répartition des effectifs par société (hors mandataires sociaux) :

Sociétés	Nombre de salariés 31 mars 2020	Nombre de salariés 31 mars 2019	Nombre de salariés 31 mars 2018
Total Groupe LDLC	618	673	503
Groupe LDLC Boutiques	70	95	41
Groupe LDLC Bureau	362	430	308
Groupe LDLC Logistique	179	138	146
Groupe LDLC Toulouse	1	1	1
Groupe LDLC Gennevilliers	6	9	7
Anikop	30	26	23
Hardware.fr	1	1	2
DLP Connect	15	14	15
LDLC Distribution	20	19	15
École LDLC	4	5	5
LDLC Villefranche	5	5	5
LDLC Bordeaux	4	5	5
LDLC Villeurbanne	4	5	5
LDLC Event	9	5	2
LDLC Lyon 7	4	3	3
LDLC Lille V2	3	3	3
LDLC Corneilles	3	3	0
Domisys	0	0	189
ADB Limonest	6	6	0
LDLC España	17	16	0
Bluescreen	4	0	0
Total OLYS	202	225	204
OLYS	184	203	181
BIMP Éducation	0	0	1
I-Artificielle	3	2	2
Synopsis	0	0	2
Bizen	0	0	1
MyMultimedia	4	3	3
Mac & Co Digital	11	17	14
Grand total	949	1 014	979

15.2. PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Voir sections 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise » et 16 du présent document.

15.3. ACCORDS PRÉVOYANT UNE PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Il n'existe aucun accord prévoyant une participation des salariés au capital de la société.

En outre, en vue de nous conformer à l'article L.225-102 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous indiquons que la proportion d'actions détenues par le personnel de la société ainsi que par le personnel de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de Commerce dans le capital de la société au 31 mars 2020, recensées selon les modalités spécifiques de l'article L.225-102 alinéa 1 du même Code, représente environ 0,23% du capital social de la société.

15.4. ACCORDS D'INTÉRESSEMENT ET DE PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ

La société Groupe LDLC a signé un accord de participation en date du 18 mars 2004.

Deux avenants ont été ensuite signés en date du 15 décembre 2009 dont l'objectif est d'intégrer la possibilité pour les salariés de demander le paiement immédiat de tout ou partie de leurs droits, puis en date du 29 novembre 2012 dont l'objet était de modifier les modalités de gestion de l'épargne salariale afin de prévoir l'affectation des sommes à un Plan d'Épargne Entreprise.

Cet accord de participation ne concerne pas les filiales.

La société Groupe LDLC ne dispose pas d'accord d'intéressement.

CHAPITRE 16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

16.1. ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la répartition du capital et des droits de vote de la société du 31 mars 2018 au 31 mars 2020 incluant les actionnaires détenant, directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital social et des droits de vote :

Actionnariat	31 mars 2018 ⁽⁷⁾				31 mars 2019				31 mars 2020			
	Actions	% capital	Droits de vote théoriques	% droits de vote théoriques	Actions	% capital	Droits de vote théoriques	% droits de vote théoriques	Actions	% capital	Droits de vote théoriques	% droits de vote théoriques
Laurent Villemonte de la Clergerie ⁽¹⁾	1 226 746 ⁽⁸⁾	19,40	2 313 492 ⁽⁸⁾	24,21	1 226 746	19,40	2 313 492 ⁽¹³⁾	25,35	1 226 746	19,40	2 313 492	25,32
Olivier Villemonte de la Clergerie ⁽²⁾	615 500	9,74	1 090 274	11,41	615 500	9,74	1 091 000	11,95	615 500	9,74	1 091 000	11,94
Caroline Villemonte de la Clergerie ⁽³⁾	628 579	9,94	1 117 158	11,69	628 579	9,94	1 117 158	12,24	628 579	9,94	1 117 158	12,23
Suzanne Villemonte de la Clergerie ⁽⁴⁾	71 423	1,13	562 846	5,89	71 423	1,13	562 846	6,17	71 423	1,13	562 846	6,16
Sous-total famille de la Clergerie⁽⁵⁾	2 542 248	40,21	5 078 126	53,14	2 542 248	40,21	5 084 496	55,71	2 542 248	40,21	5 084 496	55,64
Domicorp ⁽⁶⁾	691 811	10,94	1 141 821	11,95	- (10)	- (10)	- (10)	- (10)	- (12)	- (12)	- (12)	- (12)
Keren Finance	385 447 ⁽⁹⁾	6,10	385 447 ⁽⁹⁾	4,03	- (11)	- (11)	- (11)	- (11)	-	-	-	-
Autres actionnaires	2 581 657	40,84	2 825 583	29,56	3 652 380	57,77	3 913 940	42,89	3 641 240	57,60	3 914 156	42,84
Auto détention	120 943	1,91	120 943	1,26	127 478	2,02	127 478	1,40	138 618	2,19	138 618	1,52
Total	6 322 106	100	9 557 564	100	6 322 106	100	9 125 914	100	6 322 106	100	9 137 270	100

(1) En ce compris la nue-propriété de 70 000 actions Groupe LDLC, bénéficiant chacune d'un droit de vote double, étant précisé que les droits de vote attachés auxdites actions sont détenus par l'usufruitier, à savoir Madame Suzanne Villemonte de la Clergerie, dans toutes les Assemblées Générales et par conséquent, non pris en compte dans le calcul de la participation de Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie en droits de vote théoriques.

(2) En ce compris la nue-propriété de 70 000 actions Groupe LDLC, bénéficiant chacune d'un droit de vote double, étant précisé que les droits de vote attachés auxdites actions sont détenus par l'usufruitier, à savoir Madame Suzanne Villemonte de la Clergerie, dans toutes les Assemblées Générales et par conséquent, non pris en compte dans le calcul de la participation de Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie en droits de vote théoriques.

(3) En ce compris la nue-propriété de 70 000 actions Groupe LDLC, bénéficiant chacune d'un droit de vote double, étant précisé que les droits de vote attachés auxdites actions sont détenus par l'usufruitier, à savoir Madame Suzanne Villemonte de la Clergerie, dans toutes les Assemblées Générales et par conséquent, non pris en compte dans le calcul de la participation de Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie en droits de vote théoriques.

(4) En ce compris, pour le calcul des droits de vote, l'usufruit de 210 000 actions Groupe LDLC, bénéficiant chacune d'un droit de vote double, étant précisé que les droits de vote attachés auxdites actions sont détenus par l'usufruitier, à savoir Madame Suzanne Villemonte de la Clergerie, dans toutes les Assemblées Générales et par conséquent, non pris en compte dans le calcul de la participation de cette dernière en nombre d'actions.

(5) Il n'existe aucune action de concert entre les membres de la famille de la Clergerie.

(6) « Par courrier reçu le 12 avril 2016, complété par un courrier reçu le 13 avril 2016, la société par actions simplifiée unipersonnelle Domisys (rue Olivier de Serres, ZAC Erette, 44119 Grandchamps-des-Fontaines) a déclaré avoir franchi en baisse, le 31 mars 2015, par suite d'une cession d'actions LDLC.com sur le marché, le seuil de 5% des droits de vote de la société LDLC.com et détenir, à cette date, 219 950 actions LDLC.com représentant 439 900 droits de vote, soit 3,83% du capital et 4,90% des droits de vote de cette société.

La société Domisys a précisé avoir cédé l'intégralité de ses actions LDLC.com le 30 décembre 2015 et ne plus détenir aucune action de cette société.

Par courrier reçu le 6 avril 2016, la société par actions simplifiée Domicorp (rue Olivier de Serres, ZAC Erette, 44119 Grandchamps-des-Fontaines) a déclaré avoir franchi en hausse, le 31 mars 2016, les seuils de 5% du capital et des droits de vote et 10% du capital de la société LDLC.com et détenir 885 546 actions LDLC.com représentant autant de droits de vote soit 14,01% du capital et 9,33% des droits de vote de cette société.

Ce franchissement de seuils résulte de l'acquisition, par la société Domicorp, (i) de 574 732 actions LDLC.com émises par la société LDLC.com en rémunération de l'apport de 100 367 actions Domisys, et (ii) de 117 079 actions LDLC.com auto-détenues, en rémunération de l'apport du solde de ses actions Domisys ainsi que de la quote-part du capital des sociétés Domimo 2 et Domimo 3, non détenue par la société Domisys.

Par les mêmes courriers, la déclaration d'intention suivante a été effectuée :

« La société Domicorp déclare :

- agir seule ;

- avoir acquis les 691 811 actions LDLC.com via (i) la souscription à une augmentation de capital de LDLC.com par émission de 574 732 actions nouvelles LDLC.com en rémunération d'un apport de 100 367 actions Domisys et (ii) la remise à son profit de 117 079 actions LDLC.com auto-détenues par LDLC.com en rémunération de la cession de 20 446 actions Domisys ;

- ne pas envisager de solliciter sa nomination ou celle d'une ou plusieurs personnes la représentant au Directoire ni au Conseil de Surveillance de la société LDLC.com ;

- ne pas envisager d'augmenter sa participation ni d'acquiescer le contrôle de la société ;

- ne pas envisager de modifier la stratégie de la société LDLC.com et ne pas envisager l'une des opérations énumérées à l'article 223-17 I, 6° du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers ;

- ne détenir aucun des instruments financiers ou accords visés aux 4° et 4° bis du I de l'article L.233-9 du Code de Commerce ; et

- n'avoir conclu aucun accord de cession temporaire ayant pour objet les actions et/ou les droits de vote de l'émetteur. » (Document AMF n° 216C0875 du 13 avril 2016).

(7) Voir les avis de franchissement de la société par actions simplifiée Amiral Gestion publiés durant l'exercice clos le 31 mars 2018 : Document AMF n°217C1180 du 8 juin 2017 et document AMF n°217C1723 du 26 juillet 2017.

(8) Voir l'avis de franchissement de seuils publié par l'AMF : Document AMF n°218C0839 du 7 mai 2018.

(9) Voir l'avis de franchissement de seuils publié par l'AMF durant l'exercice clos le 31 mars 2018 : Document AMF n°217C2626 du 13 novembre 2017.

(10) Voir l'avis de franchissement de seuils publié par l'AMF : Document AMF n°218C1030 du 9 juin 2018 et suite à la perte de ses droits de vote double la société Domicorp est passée sous le seuil des 5% de droit de vote à la connaissance de la société.

(11) Voir l'avis de franchissement de seuils à la baisse publié par l'AMF : Document AMF n° 218C1928 du 4 décembre 2018.

(12) Aucune déclaration de franchissement de seuils à la hausse ou à la baisse au sens de l'article L.233-7 du Code de Commerce, autre que celles-ci-dessus, n'a été publiée au 31 mars 2020 permettant à la société de renseigner la participation de ces actionnaires.

(13) Voir l'avis de franchissement de seuils publié par l'AMF : Document AMF n°218C1216 du 6 juillet 2018.

À la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital et des droits de vote.

16.2. DÉCLARATIONS DE FRANCHISSEMENTS DE SEUILS PUBLIÉES DEPUIS LE 31 MARS 2020

Néant.

16.3. EXISTENCE DE DROITS DE VOTE DIFFÉRENTS

Conformément à l'article 12 des statuts de la société, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ; la durée d'inscription sous la forme nominative antérieure à la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire instituant ce droit étant prise en compte.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves, primes ou provisions disponibles, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions

nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans.

La fusion ou la scission de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la (des) société(s) bénéficiaire(s), si les statuts de celle(s)-ci l'ont institué.

16.4. CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

À la date d'établissement du présent document, aucun actionnaire ne détient, directement ou indirectement, le contrôle de la société au sens de la rubrique 16.3 de l'annexe I du Règlement délégué (UE) n° 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019.

Les membres de la famille de la Clergerie ne font pas partie d'un concert, ne sont pas liés par un pacte ou autre convention contraignante et exercent librement leurs droits de vote.

16.5. ACCORD CONNU DE L'ÉMETTEUR DONT LA MISE EN ŒUVRE POURRAIT, À UNE DATE ULTÉRIEURE, ENTRAÎNER UN CHANGEMENT DE SON CONTRÔLE

À la connaissance de la société, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de la société.

16.6. INFORMATIONS SUR L'ÉVOLUTION ET LA SITUATION BOURSIÈRE

Au 31 mars 2020, le capital de la société est composé de 6 322 106 actions. La capitalisation boursière au 31 mars 2020 est de 56 898 954 euros.

Le volume des transactions, au cours de l'exercice, a été le suivant :

Mois	Volume	Cours moyen	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Capitaux en millions d'euros
Avril 2019	327 210	6,22	7,98	5,94	2,18
Mai 2019	253 529	6,78	8,24	5,50	1,77
Juin 2019	240 177	6,29	7,12	5,82	1,49
Juillet 2019	111 731	6,20	6,70	5,74	0,69
Août 2019	225 128	6,89	8,00	5,88	1,54
Septembre 2019	87 832	7,32	7,66	7,14	0,64
Octobre 2019	97 523	7,14	7,30	6,70	0,70
Novembre 2019	377 378	8,09	9,30	6,90	2,99
Décembre 2019	589 655	11,19	13,70	8,58	6,87
Janvier 2020	505 573	13,98	16,50	11,50	7,26
Février 2020	255 728	14,22	16,05	11,20	3,49
Mars 2020	324 408	9,93	13,10	6,00	3,13

Au cours de l'exercice écoulé, le cours le plus élevé atteint par l'action Groupe LDLC est de 16,50 euros, alors que le cours le plus bas est de 5,50 euros.

CHAPITRE 17. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

17.1. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS CONCLUES PAR LA SOCIÉTÉ DURANT LES TROIS DERNIERS EXERCICES

Les conventions réglementées conclues au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 sont mentionnées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes présenté ci-dessous (section 17.2 du présent document).

« En application de l'article 19 du Règlement (UE) 2017/1129 du 14 juin 2017, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document d'enregistrement universel :

- le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 présenté en page 130 du document de référence 2017/2018 enregistré le 13 juillet 2018 sous le numéro R.18-056,
- le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 présenté en page 131 du document d'enregistrement universel 2018/2019 déposé le 22 juillet 2019 sous le numéro D.19-0719 ».

Conformément à la proposition n°4.8 de la recommandation AMF 2012-05, nous portons à votre connaissance les conclusions de la réunion du Conseil de Surveillance en date du 18 juin 2020 relatives à l'examen annuel réalisé conformément à l'article L.225-88-1 du Code de Commerce des conventions visées à l'article L.225-86 du Code de Commerce.

Le Conseil de Surveillance a procédé au réexamen du contrat de licence de la marque LDLC-PRO, dont la société est propriétaire, conclu avec la société F-LOC le 3 septembre 2018, préalablement approuvé par le Conseil de Surveillance lors de sa réunion du 30 mars 2018 puis par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 septembre 2019 (5^{ème} résolution).

Le Conseil de Surveillance, à l'unanimité, a constaté que cette convention répondait toujours aux critères qui avaient conduit le Conseil à donner initialement son accord à la conclusion de celle-ci et a décidé, à l'unanimité, de maintenir son autorisation.

17.2. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

(Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020)

Aux Actionnaires de la société Groupe LDLC,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-88 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Avec la société Katzami (désormais dénommée LDLC VR Studio) – Conseil de Surveillance du 12 décembre 2019

Personnes concernées : Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie, Président du Directoire de votre société et Président de la société Katzami.

Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie, Directeur Général de votre société et Directeur Général de la société Katzami.

Nature et objet : achat de 462 220 actions de la société Katzami (802 162 321 RCS Lyon) détenues par Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie.

Achat de 224 962 actions de la société Katzami (802 162 321 RCS Lyon) détenues par Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie.

Modalités : le prix d'acquisition pour les 462 220 actions acquises auprès de Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie s'est élevé à 13 404,38 euros auquel s'ajoute 25 euros de droit d'enregistrement.

Le prix d'acquisition pour les 224 962 actions acquises auprès de Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie s'est élevé à 6 523,90 euros auquel s'ajoute 25 euros de droit d'enregistrement.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société :

Votre Conseil de Surveillance a motivé la conclusion de cette convention par le fait qu'elle va permettre à votre société d'intégrer dans le champ de ses activités, l'activité de mise à disposition de réalité virtuelle, tout en conservant le bénéfice du droit au bail des locaux de la société Katzami.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-57 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société F-LOC :

Personnes concernées : Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie, Président du Directoire de votre société et associé à 25% de la société F-LOC.

Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie, Directeur Général de votre société et Président, associé à 25% de la société F-LOC.

Nature et objet : licence d'exploitation non-exclusive de la marque verbale française LDLC-PRO dûment protégée et enregistrée auprès de l'INPI sous le numéro 18 4 456 287.

Cette licence d'exploitation non-exclusive a été consentie afin de permettre à la société F-LOC de développer son activité à destination des professionnels via la mise en place de solutions de financement proposées par la société F-LOC. Les principales modalités de cette licence d'exploitation non-exclusive sont les suivantes :

- La licence est consentie à titre non exclusif.
- La licence est consentie sur le territoire de la France métropolitaine et les DOM-TOM.
- La société F-LOC est tenue au versement d'une redevance payable trimestriellement, égale à un pourcentage du chiffre d'affaires hors taxes du licencié pour la période d'activité concernée.
- La licence est consentie pour une durée de 10 ans. Il se renouvellera ensuite de plein droit par tacite reconduction pour des périodes successives de trois (3) ans chacune, sauf dénonciation par l'une des parties intervenant dans un délai de trois (3) mois avant la fin de chaque période contractuelle.

Modalités : cette convention donne lieu à la constatation d'un produit d'un montant de 34 454,78 euros hors taxes au titre de l'exercice clos au 31 mars 2020.

Fait à Lyon et à Villeurbanne, le 18 juin 2020

Les commissaires aux comptes

Cap Office
Rémi Charnay

Mazars
Pierre Beluze
Séverine Hervet

CHAPITRE 18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR

18.1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE AU 31 MARS 2020

1. Comptes consolidés au 31 mars 2020

L'ensemble des données présentées ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

1.1. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Au 31 mars			
Actif	Note	2020	2019 Retraité *
Écarts d'acquisition nets	(3.2)	27 467	27 142
Autres immobilisations incorporelles nettes	(3.3)	24 480	25 576
Immobilisations corporelles nettes	(3.4)	12 400	43 800
Immobilisations financières nettes	(3.5)	4 679	5 301
Titres mis en équivalence		0	0
Actif immobilisé		69 026	101 820
Stocks	(3.6)	67 195	63 532
Clients et comptes rattachés	(3.7)	24 505	26 485
Autres créances et comptes de régularisation	(3.8)	14 740	19 766
Valeurs mobilières de placement	(3.9)	1 614	1 216
Disponibilités	(3.10)	18 245	17 315
Actif circulant		126 299	128 315
Total de l'actif		195 326	230 134

Au 31 mars			
Passif	Note	2020	2019 Retraité *
Capital	(1.3)	1 138	1 138
Primes	(1.3)	21 053	21 053
Réserves consolidées	(1.3)	31 985	36 993
Titres auto-détenus	(1.3)	(25)	(27)
Résultat	(1.3)	8 308	(4 820)
Total des capitaux propres revenant aux actionnaires		62 457	54 337
Intérêts minoritaires	(1.3)	0	(50)
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Total des capitaux propres		62 457	54 287
Provisions pour risques et charges	(3.12)	5 097	4 160
Total des provisions		5 097	4 160
Emprunts et dettes financières	(3.13)	28 435	78 797
Fournisseurs et comptes rattachés	(3.16)	61 270	64 379
Autres dettes et comptes de régularisation	(3.17)	38 067	28 511
Total des dettes		127 771	171 687
Total du passif		195 326	230 134

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3.

1.2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

		Au 31 mars	
	Note	2020	2019 Retraité *
Chiffre d'affaires	(4.1)	493 396	507 494
Autres produits d'exploitation		341	382
Achats consommés		(398 626)	(421 801)
Marge brute		95 112	86 074
Autres achats charges externes		(27 409)	(29 845)
Impôts et taxes		(2 841)	(3 395)
Charges de personnel	(4.2)	(48 091)	(50 334)
Dot. & rep. aux amortissements et provisions	(4.3)	(9 104)	(7 390)
Autres charges et produits		(1 024)	(653)
Résultat d'exploitation		6 643	(5 543)
Produits financiers	(4.4)	284	87
Charges financières	(4.4)	(1 246)	(2 147)
Résultat courant des sociétés intégrées		5 681	(7 603)
Produits exceptionnels	(4.5)	45 551	381
Charges exceptionnelles	(4.5)	(35 062)	(437)
Impôts sur le résultat	(4.6)	(7 862)	2 839
Résultat net des sociétés intégrées		8 308	(4 820)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(4.6)	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé		8 308	(4 820)
Interêts minoritaires		0	0
Résultat net - Part du Groupe	(A)	8 308	(4 820)
Résultat net revenant :			
- aux actionnaires de la société		8 308	(4 820)
- aux intérêts minoritaires			
- aux intérêts participations ne donnant pas le contrôle			
Résultats par action : résultat revenant aux actionnaires de la société			
- résultat net par action (en euros)		1,31	(0,76)
- résultat net dilué par action (en euros)		1,31	(0,76)

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3.

1.3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres auto-détenus	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2018	1 138	21 053	39 383	(38)	61 536	0	61 536
Résultat net au 31 mars 2019			(4 820)		(4 820)		(4 820)
Mouvements actions propres			(25)	11	(14)		(14)
Augmentation de capital et primes					0		0
Dividendes versés					0	(50)	(50)
Divers			(386)		(386)		(386)
Changement méthode net d'impôt différé			(1 978)		(1 978)		(1 978)
Réserves part. ne donnant pas le contrôle					0		0
Capitaux propres au 31 mars 2019	1 138	21 053	32 173	(27)	54 337	(50)	54 287
Résultat net au 31 mars 2020			8 308		8 308		8 308
Mouvements actions propres			5	1	7		7
Augmentation de capital et primes					0		0
Dividendes versés			(50)		(50)	50	0
Divers			(150)		(150)		(150)
Variation de périmètre			6		6		6
Réserves part. ne donnant pas le contrôle					0		0
Capitaux propres au 31 mars 2020	1 138	21 053	40 292	(25)	62 457	0	62 457

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3.

1.4. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros sauf indication contraire)	Au 31 mars	
	2020	2019 Retraité *
Résultat net des activités poursuivies	8 308	(4 820)
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie (a)	7 631	8 053
Charge d'impôts (courants et différés) (b)	7 862	(2 839)
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	(12 436)	67
Sous-total (capacité d'autofinancement avant impôt)	11 365	462
Impôts versés	(6 419)	260
Variation du besoin en fonds de roulement (c)	7 476	2 564
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	12 421	3 286
Produits des cessions d'actifs immobilisés nets d'impôts	45 050	(11)
Acquisitions d'actifs immobilisés (d)	(26 338)	(11 824)
Réductions d'actifs immobilisés financiers (d)	1 400	345
Variation de périmètre	61	0
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	20 172	(11 491)
Opérations sur actions propres	7	(14)
Autres impacts	(1)	(312)
Augmentation part des minoritaires	0	0
Nouveaux emprunts (e)	1 100	6 408
Remboursements des emprunts (e)	(32 295)	(10 864)
Variation des autres dettes financières (e)	17	(176)
Dividendes versés aux minoritaires	0	(50)
Dividendes versés	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux financements	(31 172)	(5 009)
(Diminution)/augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	1 421	(13 213)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	17 928	31 141
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	19 349	17 928

* Suite au changement de référentiel comptable (voir note 2.2.2), les données comparatives liées à l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 5.3.

(a) Correspond aux dotations et reprises d'exploitation et financières à hauteur de 7 091 milliers d'euros.

(b) Voir note 4.6.

(c) Voir note 1.5.

(d) Voir notes 3.3, 3.4 et 3.5.

(e) Voir tableau ci-dessous et note 3.13.

	Au 31/03/2019	Variation flux de trésorerie	Autres variations	Au 31/03/2020
Emprunts	58 067	(30 817)	277	27 527
Dettes liées aux contrats de location-financement	19 570	(378)	(19 122)	71
Total dettes financières	77 638	(31 195)	(18 845)	27 597

	Au 31/03/2019	Au 31/03/2020
Emprunts	(31 917)	(9 425)
Contrats de location-financement	(378)	(1 439)
Total remboursements des emprunts	(32 295)	(10 864)

1.5. TABLEAU DE VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

	Au 31/03/2020	Au 31/03/2019
Stocks	(3 597)	18 101
Clients et comptes rattachés	2 007	(3 198)
Autres créances	4 502	(1 453)
Fournisseurs et comptes rattachés	(3 264)	(14 186)
Autres dettes	7 828	3 301
Total	7 476	2 564

2. Notes annexes aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(Montants exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire)

Groupe LDLC est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, dont le siège social est 2, rue des Érables CS21035 69578 Limonest Cedex, France. La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 403 554 181 et est cotée sur Euronext Growth depuis le 2 septembre 2019, date de transfert depuis le marché Euronext Paris - Compartiment C.

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2020 sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises prévues par les dispositions du Règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable, relatives aux comptes consolidés des sociétés commerciales. Il s'agit du premier exercice pour lequel le Groupe applique ce référentiel, les comptes consolidés étant jusqu'à la dernière clôture annuelle (31 mars 2019) établis selon les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les états financiers au 31 mars 2020 reflètent la situation comptable de Groupe LDLC et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés au 31 mars 2020 de Groupe LDLC ont été arrêtés le 18 juin 2020 par le Directoire.

2.1. FAITS MARQUANTS

Comme annoncé dans sa communication du 20 mai 2019, le Groupe LDLC a procédé sur le premier semestre de son exercice 2019/2020 au transfert de la cotation de ses actions sur le marché Euronext Growth à Paris. La demande d'admission des titres sur ce dernier a été approuvée par l'Euronext Listing Board le 14 août 2019 et rendue effective le 2 septembre 2019.

Par ce transfert vers Euronext Growth, le Groupe souhaite se positionner sur un marché plus approprié à sa taille, simplifier le fonctionnement de la société et diminuer ses coûts, tout en lui permettant de continuer à bénéficier des attraits des marchés financiers.

En outre, ce transfert a eu pour effet d'opérer un retour vers le référentiel comptable français pour l'établissement des comptes consolidés, et ce dès la publication des comptes semestriels 2019/2020, au 30 septembre 2019 (voir détail des règles et méthodes nouvellement appliquées en note 2.2).

En juin 2019, le Groupe a réalisé la vente des murs de l'entrepôt et des locaux administratifs situés à Grandchamps-des-Fontaines détenus par la SCI Domimo 2 pour un montant de 11,3 millions d'euros.

Le siège social du Groupe acquis en 2017 dans le cadre d'un contrat de location-financement a été cédé le 31 juillet 2019 pour un montant de 32,3 millions d'euros. Cette cession a permis de générer une réduction de l'endettement financier de 19,1 millions d'euros.

Le 29 novembre 2019, la société Groupe LDLC a cédé 6 000 actions détenues sur la société Bluescreen pour un montant de 6 milliers d'euros, ce qui ramène son pourcentage de détention sur cette société à 80%.

Le 17 décembre 2019, la société Groupe LDLC ouvre les portes de sa marketplace. Cette offre complémentaire, vise à élargir significativement le nombre de références proposées. La marketplace concerne principalement des catégories connexes sur lesquelles un sourcing n'est pas justifié.

Depuis le 17 décembre 2019, la société Groupe LDLC, via sa marque SOLAARI, lance la commercialisation de son premier sabre connecté. Ce sabre fabriqué par la société Groupe LDLC avait bénéficié en janvier 2019 d'un pré-lancement sous le format d'un Kickstarter. Cette plateforme de financement participatif avait permis à plus de 400 passionnés de pré-commander leur sabre. Le 5 mars 2020, la société Groupe LDLC a signé un partenariat avec la Fédération Française d'Escrime et son académie de sabre laser pour une durée de 3 ans.

Le 7 janvier 2020, la société OLYS a racheté 147 000 actions de la société Mac & Co Digital pour un montant de 150 milliers d'euros, et devient ainsi l'unique actionnaire avec une détention de 100% du capital.

Le 18 décembre 2019, la société Groupe LDLC a acquis 100% des actions de la société LDLC VR Studio pour un montant de 20 milliers d'euros.

Le 5 février 2020, la société Groupe LDLC a racheté une boutique faisant partie du réseau de franchises du Groupe et a ainsi acquis 100% des actions de la société Avitech pour un montant de 90 milliers d'euros.

Le 6 février 2020, le Groupe a annoncé le désengagement de sa présence physique en Espagne avec la fermeture de ses deux boutiques, situées à Madrid et Barcelone. Cependant, le Groupe conserve une activité de distribution en ligne à destination de l'Espagne (voir note 3.4, note 3.12, note 4.5 et note 4.6).

En février 2020, le Groupe a réalisé la vente de son concept store de Nantes détenu par la SCI Domimo 3 pour un montant de 1,4 million d'euros.

Durant la crise sanitaire du Covid-19, l'activité des boutiques du réseau LDLC, Materiel.net et BIMP a été défini par arrêté ministériel du 15 mars 2020 comme indispensable à la vie de la Nation. Malgré ce statut, certaines boutiques ont fermé leurs portes. Le Groupe a maintenu quelques boutiques ouvertes avec une activité réduite, afin de permettre notamment la distribution et la gestion des SAV de matériel informatique aux particuliers et aider les entreprises dans l'accès au matériel nécessaire au télétravail.

2.2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.2.1. Référentiel comptable

En application du Règlement français n° 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable, les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2020 ont été établis en conformité avec les principes comptables et les dispositions légales et réglementaires fixés par la loi et le Code de Commerce à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les comptes consolidés ont été préparés dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes.

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base de méthodes comptables homogènes au sein du Groupe et selon la convention du coût historique, sous réserve des exceptions relatives aux règles de réévaluation (Voir note 2.2.6).

Concernant la boutique du réseau Armoire de Bébé, celle-ci a été contrainte de fermer ses portes dès le 14 mars 2020, ne générant ainsi aucun chiffre d'affaires durant la période de confinement.

Les activités *BtoB* connaissent également temporairement une baisse sensible d'activité.

L'ensemble des activités de distribution en ligne du Groupe est resté opérationnel durant toute la période du confinement.

Le Groupe a eu recours au chômage partiel pour faire face à la baisse temporaire de son activité en boutiques ; à ce titre un produit de 75 milliers d'euros a été enregistré dans les comptes du 31 mars 2020.

Dans ce contexte de crise sanitaire, le Groupe a sollicité l'ensemble des banques auprès desquelles des emprunts sont souscrits et a pu obtenir, fin mars 2020, une suspension des échéances dues pour une durée de 6 mois (voir note 3.13).

2.2.2. Changement de référentiel comptable

Le Groupe applique le Règlement CRC 99-02 pour la première fois depuis l'établissement de ses comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2019. Le référentiel des normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) était appliqué jusqu'à la précédente clôture annuelle au 31 mars 2019.

Dans le cadre de ce changement de référentiel comptable, le Groupe a choisi d'opter pour les méthodes préférentielles proposées par le Règlement CRC 99-02 dès lors qu'elles sont applicables. Les principes comptables antérieurs ont été maintenus, à l'exception de la comptabilisation de la provision pour indemnités de départ à la retraite (Voir note 2.2.20.1), et sauf en cas d'incompatibilité avec les normes françaises.

Conformément aux dispositions de l'ANC 2010-01 relatif aux modalités de première application du Règlement CRC 99-02 par les sociétés dont les instruments financiers sont transférés d'un marché réglementé vers le marché Euronext Growth, les comptes antérieurs ont été retraités de manière rétrospective en utilisant les règles et méthodes comptables en vigueur à la date de clôture de l'exercice du changement.

Les incidences du changement de référentiel comptable sur les états financiers consolidés sont présentées dans les tableaux de passage établis entre les états de synthèse des comptes annuels et les comptes retraités en note 5.3.

De même, les données comparatives liées à l'exercice clos le 31 mars 2019 indiquées en notes annexes ont été retraitées pour tenir compte de l'impact de l'application du Règlement CRC 99-02.

2.2.3. Estimations et jugements

Lors de la préparation et de la présentation des états financiers, la Direction du Groupe est amenée à exercer fréquemment son jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains postes des états financiers (tels que les provisions, les impôts différés, les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). La probabilité de réalisation d'événements futurs est aussi appréciée. Ces évaluations ou estimations

sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses initialement retenues si nécessaire.

Le Groupe LDLC n'a pas constaté sur l'exercice une évolution du niveau des incertitudes liées à ces estimations et hypothèses, à l'exception de la volatilité du taux d'actualisation utilisé pour le calcul des engagements sociaux.

Ces estimations sous-tendent l'hypothèse de continuité d'exploitation et sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Les principales hypothèses et estimations retenues par le Groupe sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers et notamment dans les notes suivantes :

Estimation		Nature de l'estimation
Notes 2.2.6 et 3.2	Tests de dépréciation des écarts d'acquisition	Affectation des écarts d'acquisition à une seule UGT Groupe LDLC Principales hypothèses retenues pour la construction des valeurs d'utilité (flux de trésorerie attendus, taux de croissance à l'infini, taux d'actualisation au coût moyen pondéré du capital)
Notes 2.2.7 et 3.3	Frais de recherche et développement	Conditions d'activation des projets de développement Hypothèses de durée de vie des projets (calcul des amortissements)
Notes 2.2.13 et 3.6	Stocks	Perspectives d'écoulement des stocks pour le calcul de la dépréciation
Notes 2.2.19, 3.8 et 3.17	Reconnaissance des impôts différés	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs liés aux reports déficitaires et aux différences temporelles
Note 3.12	Indemnités de fin de carrière	Taux d'actualisation correspondant au taux iBoxx Corporates AA et taux de progression des salaires

2.2.4. Périmètre et critères de consolidation

Les sociétés dont Groupe LDLC détient le contrôle exclusif sont intégrées globalement. Le Règlement CRC 99-02 définit le contrôle exclusif comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

À la clôture de l'exercice, il n'existe pas de société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date de prise de contrôle par le Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 mars, excepté la société NLCL qui clôture ses comptes au 31 décembre.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en note 2.3.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

2.2.5. Conversion des comptes et des opérations exprimés en monnaies étrangères

2.2.5.1. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société.

Pour les sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, leurs bilans sont convertis en euros au taux de change de clôture, et leurs comptes de résultats et flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de la période, d'après la méthode définie au §3201 du référentiel 99-02.

La différence de conversion résultant de l'écart entre les cours d'ouverture, moyen et de clôture est inscrite dans les capitaux propres au poste « Écarts de conversion ».

2.2.5.2. Transactions et soldes en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. En fin d'exercice, les pertes et les profits de change découlant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés en résultat financier.

2.2.6. Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisition associés à ces transactions

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur valeur d'entrée conformément aux prescriptions du §211 du CRC 99-02.

À la date de prise de contrôle, tout excédent entre le prix d'acquisition et la quote-part du Groupe dans l'actif net identifiable de la société acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

Le prix d'acquisition des titres correspond à la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur, majorée du montant net d'impôt de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont considérés comme ayant une durée d'utilisation non limitée.

Ainsi, conformément à l'ANC 2015-06, ils ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou si un indice de perte de valeur est identifié.

Pour ce test, l'écart d'acquisition est affecté à des unités génératrices de trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

Les modalités des tests de perte de valeur des unités génératrices de trésorerie sont détaillées dans la note 3.2.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé sur la ligne « Dotation aux amortissements et provisions des écarts d'acquisition » après le résultat net des sociétés intégrées. Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

2.2.7. Frais de recherche et développement

Conformément à l'ANC 2015-06, les frais de recherche et de développement sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

En application du Règlement précité, le Groupe comptabilise à l'actif les frais de développement dès lors que les projets respectent les conditions d'activation cumulatives suivantes :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou vendre l'immobilisation ;
- la capacité de l'immobilisation à générer des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie estimée des projets concernés.

Les frais de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont comptabilisés en charges.

2.2.8. Immobilisations incorporelles

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels (trois ans).

Les coûts associés au développement et au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

Les coûts directement associés à la production de logiciels et de sites web identifiables ayant un caractère unique et qui sont contrôlés par le Groupe, sont comptabilisés comme des charges de l'exercice ou en immobilisations, selon

si les projets répondent ou pas aux critères d'activation d'une immobilisation. Les coûts directement associés à la production comprennent les charges liées aux coûts salariaux des personnes ainsi que les coûts de sous-traitants ayant développé les logiciels et les sites web.

Le Groupe a pris l'option d'amortir les droits au bail sur la durée restante du bail.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durées d'amortissement
Logiciels	3 ans
Marque	10 ans
Contrat	20 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 8 ans

2.2.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût historique comprend tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés, leur transfert jusqu'à leur lieu d'exploitation.

Les intérêts d'emprunt ne sont pas incorporés dans les coûts des actifs mais constatés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Les coûts de maintenance et de réparation sont comptabilisés en charge sur la période.

Les immobilisations ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les immobilisations sont amorties à partir de la date de mise en service selon la méthode linéaire en fonction de la durée de vie estimée.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durées d'amortissement
Constructions	15 à 25 ans
Installations et agencements	8 à 10 ans
Matériel	8 ans
Installations techniques	8 à 10 ans
Matériel de bureau	3 ans
Matériel de transport	4 ans
Mobilier	5 ans

Conformément à l'ANC 2015-06, un test de dépréciation est réalisé dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Une provision pour dépréciation est alors comptabilisée si la valeur recouvrable de l'immobilisation concernée est inférieure à sa valeur nette comptable.

La valeur recouvrable d'un actif représente la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité. La dépréciation ainsi déterminée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition puis au prorata des valeurs comptables des autres actifs.

Les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur nette comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat.

2.2.10. Contrats de location

2.2.10.1. Contrats de location-financement

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location-financement s'il transfère au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué.

Au début de la période de location, les contrats de location-financement sont comptabilisés à l'actif et au passif du bilan pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre charge financière et amortissement du solde de la dette.

La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles acquises directement par l'entreprise (voir note 2.2.9 relative aux immobilisations corporelles).

2.2.10.2. Contrats de location simple

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété est effectivement conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements effectués au regard des contrats de cette nature sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée du contrat.

2.2.11. Dettes financières

Conformément au Règlement CRC 99-02 §300, les dettes financières sont comptabilisées au coût historique (voir note 3.13).

Les coûts de transactions correspondent aux coûts qui sont directement rattachables à l'acquisition ou à l'émission de l'emprunt.

2.2.12. Instruments financiers

Le portefeuille d'instruments financiers du Groupe se compose de deux contrats de swap de taux d'intérêts souscrits afin de réduire le risque d'impact défavorable lié à la variabilité des taux d'emprunt.

Conformément à l'ANC 2015-05, les dérivés qualifiés d'instruments de couverture suivent la règle de prééminence du principe de symétrie relative à la reconnaissance de l'opération couverte d'une part, et l'effet de la couverture d'autre part.

Les swaps étant utilisés dans le cadre d'une stratégie de couverture des flux de trésorerie futurs, l'effet du dérivé est reconnu au compte de résultat en compensation du risque déjà comptabilisé sur l'opération couverte (charge d'intérêts financiers).

Les swaps étant utilisés dans le cadre d'une stratégie de couverture des flux de trésorerie futurs, l'optimisation ne fait pas prendre un risque supplémentaire ; par conséquent les variations de la juste valeur de l'option ne sont pas comptabilisées au bilan, ainsi les moins-values et les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Le détail des instruments financiers, les sous-jacents couverts, la documentation de la relation de couverture et les impacts de leur traitement sur la période sont présentés en note 3.14.

Les montants nominaux des contrats de swap sont mentionnés dans les engagements hors bilan (note 5.2.2).

2.2.13. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité net des coûts restant à encourir pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

La méthode de détermination du coût est identique pour les stocks ayant une nature et un usage similaires dans une même entité. Les stocks sont évalués selon la méthode du Premier Entré Premier Sorti (PEPS).

Les stocks comprennent tous les coûts d'achat et autres coûts encourus pour amener les stocks sur leur lieu de vente et dans l'état où ils se trouvent, tels que les coûts variables de logistique et les frais de transport. Les avantages obtenus des fournisseurs comptabilisés en déduction du coût d'achat des marchandises vendues sont déduits de la valeur des stocks.

Le Groupe peut être amené à constater une dépréciation sur ces stocks :

- sur la base de leur perspective d'écoulement,
- si le prix de vente est inférieur à la valeur de réalisation,
- s'ils sont endommagés partiellement ou totalement obsolètes.

2.2.14. Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées s'il existe un indice de perte de valeur permettant au Groupe de démontrer qu'il n'est pas en mesure de recouvrer l'ensemble des sommes initialement prévues par les termes de la créance.

L'analyse se fait au cas par cas en fonction de l'ancienneté et de la recouvrabilité de la créance.

2.2.15. Affacturage

Le Groupe procède, depuis plusieurs années, à des cessions de créances avec recours et, depuis l'exercice clos au 31 mars 2017, à des cessions de créances sans recours.

Conformément au Règlement 99-02, les créances cédées ont été déconsolidées.

2.2.16. Disponibilités

La rubrique « disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les emprunts et autres dettes financières.

Les mouvements bancaires en devises sont valorisés à la date de l'opération. En fin de mois, les comptes sont convertis au cours de clôture. Cette réactualisation a pour contrepartie soit un compte de gain de change, soit un compte de perte de change au compte de résultat.

Le tableau de flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte et présente distinctement les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement. Les flux de trésorerie liés à une prise

de contrôle ou une perte de contrôle dans une filiale sont affectés aux flux nets de trésorerie des activités d'investissement dans la ligne « Variation de périmètre ».

2.2.17. Actions propres

Les titres auto-détenus de Groupe LDLC sont classés selon la destination qui leur est donnée dans les comptes individuels.

Les actions propres classées en titres immobilisés dans les comptes individuels viennent, dans les comptes consolidés, en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition (CRC 99-02 §271). Corrélativement, les incidences de toutes les transactions afférentes constatées dans les comptes individuels sont imputées directement sur les réserves consolidées sans affecter le résultat (résultat de cession, dépréciation, etc.).

Les actions propres classées en titres de placement dans les comptes individuels sont maintenues dans cette rubrique dans les comptes consolidés, conformément à l'avis CNC n° 2008-17. Les éventuels mouvements opérés sur ces actions restent comptabilisés en résultat exceptionnel comme dans les comptes individuels, ainsi que les provisions en résultat financier.

En effet, le Groupe procède à des achats de ses propres actions en vue de couvrir les engagements qu'elle assume dans le cadre des plans d'attributions gratuites d'actions mentionnés en note 4.2.

En application de l'article 624 du PCG :

- une provision pour charges de personnel est constituée lors de l'attribution des plans ;
- la provision est calculée en appréciant, à la clôture de l'exercice, les probabilités de réalisation des conditions de présence et de performance prévues par les plans ;
- la provision est valorisée sur la base du coût d'achat initial des actions (moins-value attendue lors de la remise des actions) ;
- la provision est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits (période pendant laquelle les bénéficiaires rendront des services à l'entreprise pour obtenir l'élément de rémunération que constitue l'attribution des actions).

Les mouvements de l'année sur les actions propres sont indiqués dans la note 3.11.

2.2.18. Bénéfice par action

Le résultat net par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice.

Le Groupe n'a pas d'action ordinaire dilutive en circulation au cours de la période. Le résultat net dilué par action est donc identique au résultat net par action.

Lorsque le résultat par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat.

2.2.19. Impôts sur les résultats

La ligne « Impôt » du compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible au titre de l'exercice écoulé et aux variations d'impôts différés.

2.2.19.1. Impôts courants

Les actifs et passifs d'impôts courants correspondent à des créances et dettes d'impôt dont l'échéance est inférieure à 12 mois.

2.2.19.2. Impôts différés

Le Groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrés au bilan consolidé, à l'exception des écarts d'acquisition.

Les soldes nets d'imposition différée sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale. Un actif ou passif d'impôt différé est évalué au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture. Les actifs nets d'impôts différés ne sont comptabilisés que si la société ou l'ensemble intégré fiscalement a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures ; les actifs correspondant à des déficits fiscaux reportables sont inscrits au bilan.

L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou à des moins-values reportables est limitée à ceux dont la récupération est probable.

2.2.20. Provisions

2.2.20.1. Avantages du personnel à long terme

Le Groupe évalue les avantages à long terme accordés au personnel en application de la recommandation ANC 2013-02. Ces avantages correspondent exclusivement aux indemnités de fin de carrière du personnel en activité.

Conformément à l'option offerte par la méthode préférentielle du référentiel CR 99-02, le Groupe applique la méthode du « Corridor » pour la comptabilisation des écarts actuariels,

à compter du 1^{er} avril 2019 compte tenu de l'impossibilité de reconstituer un corridor historique :

- la charge représentative de l'évolution des engagements au titre des pensions est enregistrée en résultat d'exploitation ;
- les impacts liés aux modifications des hypothèses actuarielles sont constatés en résultat financier dès lors que leur montant cumulé non comptabilisé en résultat à la fin de l'exercice précédent excède 10% de la valeur actualisée de l'obligation au titre des avantages à long terme à la date de clôture. Cette fraction des écarts actuariels est comptabilisée de manière étalée, au rythme de la durée d'activité résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant de ces avantages.

La société ne détient aucun actif de régime pour financer cet engagement.

Les hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des indemnités de départ en retraite et le montant des écarts actuariels non comptabilisés sont détaillés dans la note 3.12 de la présente annexe.

2.2.20.2. Autres provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il a une obligation actuelle, juridique ou implicite résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources pour le Groupe.

2.2.21. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des ventes hors taxes de marchandises et de prestations vendues.

Les ventes de marchandises correspondent essentiellement aux ventes réalisées dans les magasins, sur les sites e-commerce (ventes aux clients finaux), ainsi que dans les entrepôts (ventes aux franchisés).

Les ventes de produits sont comptabilisées en ventes de marchandises lorsque les critères suivants sont remplis :

- l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété a été transféré à l'acheteur ;
- le montant des revenus et les coûts associés à la transaction peuvent être évalués de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction bénéficieront à la société.

Les ventes de marchandises destinées aux professionnels et particuliers, hors clients boutiques et filiales, présentées au compte de résultat font l'objet d'un retraitement en moyenne des deux derniers jours de chiffre d'affaires (voir note 3.17). La société estime en effet que le contrôle n'a pas encore été transféré à l'acheteur durant cet intervalle compte tenu des délais moyens de livraison observés par les transporteurs.

En ce qui concerne les prestations de services, le chiffre d'affaires n'est reconnu que lorsque les services sont rendus.

2.2.22. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation correspond au cumul des produits d'exploitation courants sur lequel sont déduites les charges d'exploitation courantes. Il s'agit là d'un indicateur important qui permet de faire ressortir la performance du Groupe.

En application du principe général de prédominance de la substance sur l'apparence propre aux comptes consolidés (CRC 99-02 §300), le Groupe a fait le choix de maintenir le traitement IFRS consistant à reclasser le crédit d'impôt recherche (CIR) en tant que subvention d'exploitation, relativement aux frais de développement immobilisés.

2.2.23. Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel les éléments en lien avec un événement majeur survenu lors de l'exercice ayant un caractère inhabituel, anormal et peu fréquent (voir détail en note 4.5).

2.3. LE PÉRIMÈTRE DU GROUPE

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes retenues s'analysent de la manière suivante :

Filiales	Activité	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
Hardware.fr	Conception, réalisation et exploitation de sites Internet, contenu éditorial	100%	07/2000	Intégration globale
Nemeio	Commerce de gros de tous matériels, logiciels informatiques et tous services rattachés	100%	04/2001	Intégration globale
DLP Connect	Installation de réseaux câblés, systèmes de contrôle d'accès, vidéo-surveillance, télécommunications	80%	01/2004	Intégration globale
LDLC Distribution	Création et développement d'un réseau de distribution dans le domaine de la vente de tous matériels, tous services, ainsi que la concession de tous droits de franchise ou de licence	100%	01/2013	Intégration globale
Anikop	Conception, réalisation et vente de logiciels et prestations de services informatiques, maintenance à titre accessoire SAV matériel vendu, formation	80%	12/2006	Intégration globale
L'École LDLC	Enseignement supérieur	100%	11/2014	Intégration globale
LDLC Villefranche	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2015	Intégration globale
CAMPUS 2017	Acquisition d'un terrain et construction d'immeubles à usage de bureaux par voie de crédit-bail, location administration desdits immeubles, acquisition et gestion de tous biens meublés	100%	09/2015	Intégration globale
LDLC Bordeaux	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2016	Intégration globale
LDLC Villeurbanne	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2016	Intégration globale
LDLC Lille V2	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2016	Intégration globale
Domimo 2	Acquisition d'un terrain, exploitation et mise en valeur de ce terrain	100%	03/2016	Intégration globale
Domimo 3	Acquisition d'un terrain, exploitation et mise en valeur de ce terrain pour édification d'un immeuble et exploitation par bail	100%	03/2016	Intégration globale
LDLC Event	Organisation d'événements et gestion de projets événementiels, notamment dans le domaine du sport électronique	70%	05/2016	Intégration globale
LDLC Lyon 7	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2017	Intégration globale

Filiales	Activité	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
LDLC Corneilles	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2017	Intégration globale
ADB Limonest	Commerce de détail en boutique, de produits d'équipement de la personne et de produits de puériculture	100%	03/2017	Intégration globale
LDLC7	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2018	Intégration globale
LDLC9	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2018	Intégration globale
Bluescreen	Infogérance de parc informatique pour client professionnel sur trois piliers : supervision à distance, prestations de services sur site, centre de réparation de produits informatiques, commerce de tous matériels et logiciels informatiques	80%	03/2018	Intégration globale
ADB Orgeval	Commerce de détail en boutique, de produits d'équipement de la personne et de produits de puériculture	100%	03/2018	Intégration globale
LDLC11	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2018	Intégration globale
LDLC12	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2018	Intégration globale
LDLC13	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	03/2018	Intégration globale
Avitech	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100%	02/2020	Intégration globale
OLYS	Négoce, représentation sous quelque forme que ce soit de matériel informatique et de tous dérivés de matériels de produits de téléphonie et accessoires, de réseau et multimédia	100%	01/2018	Intégration globale
I-Artificielle	Commercialisation de services et de produits d'ordinateurs, d'unités périphériques, de logiciels et de tous matériels informatiques complémentaires conçus par des entreprises spécialisées dans ce domaine	60%	01/2018	Intégration globale
MyMultimedia	Achat, vente, installation, réparation de matériels informatiques, jeux vidéo, commercialisation de tous produits annexes ou connexes	60%	01/2018	Intégration globale
Mac & Co Digital	Informatiques, télécoms, numérique, logiciels, services	100%	01/2018	Intégration globale

Filiales	Activité	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
Groupe LDLC España	Vente en direct (incluant en boutique, en ligne ou par correspondance) ou par voie de réseaux de franchisés de tous matériels informatiques, logiciels, matériels électroniques, ainsi que tous services pouvant s'y rattacher	100%	03/2018	Intégration globale
LDLC VR Studio	Exploitation, y compris en gérance, de tous fonds de commerce ayant pour objet la pratique d'activités sportives et/ou de loisirs indoor, le développement et la commercialisation de jeux vidéo, la restauration à consommer sur place et à emporter	100%	12/2019	Intégration globale

Les sociétés I-Artificielle, MyMultimedia et Mac & Co Digital sont détenues par OLYS.

Groupe LDLC détient des participations minoritaires dans les sociétés Immo Fi, Presse Non-Stop, Phox et CG Développement ; les comptes de ces entités n'étant pas significatifs, ils ne sont pas consolidés au 31 mars 2020. Ces participations sont présentées à l'actif du bilan au poste d'immobilisations financières.

2.4. GESTION DES RISQUES

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché (notamment risque de change, risque de variation de valeur due à l'évolution rapide du secteur des technologies et tout autre risque de variation de prix), risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de liquidité.

2.4.1. Risques de marché

2.4.1.1. Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et notamment au niveau de ses approvisionnements : il est donc exposé au risque de change provenant principalement de l'US dollar. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe peuvent recourir soit à des contrats de change à terme, conclus avec plusieurs établissements financiers, soit à l'ajustement de leur prix de ventes.

Au 31 mars 2020, aucun contrat de change à terme n'est en cours.

Le pourcentage de marchandises payées en US dollars est d'environ 20%, et aucune couverture de change n'a été utilisée sur l'exercice pour régler ces achats.

2.4.1.2. Risque de variation de prix

Le Groupe est exposé au risque de prix affectant les marchandises du secteur informatique / « High-Tech ». Des outils d'analyse de la rotation des stocks permettent de se prémunir contre la déflation des prix inhérente à cette activité en adaptant les volumes d'achats de manière dynamique avec le cycle de vie des produits et leur niveau de ventes.

2.4.2. Risque de crédit

Compte tenu de son grand nombre de clients, le Groupe estime n'être pas exposé à une concentration importante du risque de crédit. De plus, le Groupe a mis en place des procédures internes lui permettant de s'assurer que les clients ayant acheté ces produits ont un historique de risque de crédit approprié.

Néanmoins, le développement de ses activités en *BtoB* et en franchise pourrait avoir un effet négatif sur la trésorerie, le résultat, la situation financière du Groupe. Le Groupe met en place des procédures internes permettant de contrôler ces risques notamment au travers d'une souscription d'assurance-crédit pour ses activités en *BtoB*. Concernant son activité en franchise, le risque est limité au vu des délais de paiements donnés par le Groupe à ces clients et du suivi interne mis en place pour arriver à atténuer ce risque. Ces encours clients relatifs aux franchises sont suivis régulièrement.

2.4.3. Risque de taux d'intérêt

Le Groupe a à disposition plusieurs lignes de découvert (voir note 3.13).

Pour couvrir le risque lié aux intérêts d'emprunts à taux variable, des contrats swap ont été souscrits par le Groupe (voir note 3.14).

Une analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt est faite dans la note 3.15.

2.4.4. Risque de liquidité

Afin de gérer le risque de liquidité pouvant résulter de l'exigibilité des passifs financiers, que ce soit à leur échéance contractuelle ou par anticipation, le Groupe met en œuvre une politique de financement reposant sur :

- le maintien à tout moment d'un certain niveau de disponibilités s'élevant à 18 245 milliers d'euros au 31 mars 2020 ;
- auquel s'ajoutent notamment au 31 mars 2020 :
 - un crédit renouvelable de 13,5 millions d'euros non utilisé au 31 mars 2020 ;
 - des emprunts et crédits pour un montant total de 27 597 milliers d'euros ;
 - plusieurs lignes de découvert.

Les disponibilités ainsi que la dette financière sont respectivement décrites en notes 3.10 et 3.13.

2.5. SECTEURS OPÉRATIONNELS

La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe et de l'évaluation de sa performance par la Direction. Sur la base de l'analyse de la répartition sectorielle de ses activités, le Groupe considère qu'il opère sur un seul segment agrégé : la distribution de matériel informatique et des services associés. Par ailleurs, la quasi-intégralité du chiffre d'affaires est réalisée en France et dans les pays francophones limitrophes à la France. Le Groupe considère par conséquent qu'il opère sur un seul et unique secteur géographique distinct. Le principal décideur opérationnel du

Groupe, le Directoire, mesure sa performance au regard de la marge brute dégagée par ses activités. Pour ces raisons, la Direction du Groupe n'estime pas opportun de constituer de secteurs d'activité distincts dans son reporting interne.

L'EBITDA n'étant pas un agrégat défini par le Règlement CRC 99-02, et son mode de calcul pouvant différer selon les sociétés, il est précisé que l'excédent brut d'exploitation avant impôt et dotations aux amortissements et provisions d'exploitation correspond à la somme du résultat d'exploitation et des dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation.

Méthode additive développée en milliers d'euros

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Résultat net	8 308	(4 820)
Dot. & rep. aux amortissements et provisions	(9 104)	(7 390)
Autres produits et charges financières	(962)	(2 060)
Autres produits et charges exceptionnels	10 489	(56)
Charge d'impôt	(7 862)	2 839
EBE	15 747	1 848

Méthode additive simplifiée en milliers d'euros

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Résultat d'exploitation	6 643	(5 543)
Amortissements d'exploitation	(9 104)	(7 390)
EBE	15 747	1 848

Les chiffres en (-) ont un impact positif sur le calcul de l'EBE.

L'activité de la société Groupe LDLC, de distribution de matériel informatique et de services associés, s'adresse à des clients particuliers ou professionnels. Aucun client ne représente un chiffre d'affaires supérieur à 5% des ventes du Groupe.

2.6. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

À compter du 1^{er} avril 2020, le site Internet espagnol est hébergé sur la société Groupe LDLC.

Le 10 avril 2020, la société Groupe LDLC a réalisé l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat pour un montant de 3 millions d'euros. Ce rapprochement est une source d'opportunités et de synergies complémentaires. L'activité de Top Achat s'intègre pleinement à la stratégie de distributeur de produits High-Tech.

Fin avril 2020, la société Groupe LDLC a souscrit 4 prêts « PGE » de 4,5 millions d'euros chacun en vue de financer les besoins de trésorerie du Groupe. Ce montant de 18 millions d'euros de prêt bénéficie à hauteur de 90% de la garantie de

l'État accordée aux établissements de crédits et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finance rectificative pour 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau fermées depuis le 17 mars 2020 de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des mesures « barrières » préconisées.

À la connaissance de la société, aucun autre événement susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes sociaux de la société n'est intervenu depuis le 31 mars 2020.

2.7. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions conclues avec les parties liées sont réalisées à des conditions normales de marché et ne présentent pas une information significative.

Le tableau des parties liées est présenté dans la note 3.18.

2.8. CHARGES RELATIVES AUX RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ACCORDÉS AUX DIRIGEANTS

Les dirigeants sont ceux présents sur l'exercice et listés dans la partie gouvernement d'entreprise du rapport annuel (voir note 5.1).

3. Notes relatives au bilan**3.1. CONSOLIDATION**

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 mars 2020 pour toutes les sociétés.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises ou créées au cours de l'exercice à compter de la date d'acquisition ou de création,

excepté celui de la société Avitech. Du fait d'une date d'acquisition proche de la clôture annuelle, l'entrée dans le périmètre de consolidation a été réalisée sur la base des comptes arrêtés au 31 mars 2020. L'impact du compte de résultat ne présente pas un caractère significatif.

Le compte de résultat intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2020, la société Avitech a réalisé un chiffre d'affaires de 2 064 milliers d'euros et un résultat net de 62 milliers d'euros.

Les colonnes « Variations de périmètre » qui figurent dans les tableaux correspondent aux sociétés LDLC VR Studio et Avitech.

3.2. ÉCARTS D'ACQUISITION

Valeurs brutes	31/03/2019	Acquisitions	Var. périmètre	Cessions	31/03/2020
Groupe Matériel.net	20 084	0	0	0	20 084
Groupe OLYS	7 058	0	0	0	7 058
LDLC VR Studio	0	0	89	0	89
Avitech	0	0	236	0	236
Total	27 142	0	324	0	27 467

Amortissements et dépréciations	31/03/2019	Acquisitions	Var. périmètre	Reprises	31/03/2020
Groupe Matériel.net	0	0	0	0	0
Groupe OLYS	0	0	0	0	0
LDLC VR Studio	0	0	0	0	0
Avitech	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

Conformément à l'application du référentiel 99-02 (voir principes comptables en note 2.2.6) :

- les écarts d'acquisition, auparavant comptabilisés selon la méthode du « complet » d'après les normes IFRS, sont désormais comptabilisés sur la base de la différence entre le prix payé par le Groupe et sa quote-part dans la situation nette de la société acquise ;
- les frais d'acquisition, auparavant comptabilisés en charges opérationnelles selon les normes IFRS, sont désormais inclus dans le prix d'acquisition des titres pour leur montant net d'impôt.

Les données de l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective du Règlement CRC 99-02.

3.2.1. Écart d'acquisition groupe Matériel.net

L'écart d'acquisition « groupe Matériel.net » de 20 084 milliers d'euros provient de l'acquisition du groupe Matériel.net réalisée en mars 2016, constitué de la société Domisys, et des SCI Domimo 2 et Domimo 3.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2019, la société Groupe LDLC a procédé à la fusion par absorption de la société Domisys.

3.2.2. Écart d'acquisition groupe OLYS

L'écart d'acquisition « groupe OLYS » de 7 058 milliers d'euros provient de l'acquisition en janvier 2018 de la société OLYS ainsi que ses filiales : I-Artificielle, MyMultimedia et Mac & Co Digital, auxquelles s'ajoutent les sociétés BIMP Éducation, Synopsis et Bizen qui ont toutes les trois fusionné avec OLYS sur l'exercice clos au 31 mars 2019.

3.2.3. Écart d'acquisition LDLC VR Studio

L'écart d'acquisition « LDLC VR Studio » de 89 milliers d'euros, constaté au 31 mars 2020, fait suite à l'acquisition de 100% des actions de cette société réalisée le 18 décembre 2019.

	31/12/2019 Valeur comptable
(devise : en milliers d'euros)	
Autres immobilisations incorporelles	11,4
Immobilisations corporelles	402,6
Immobilisations financières	28,5
Actif immobilisé	442,5
Stocks	-
Clients et comptes rattachés	-
Autres créances et comptes de régularisation	59,8
Disponibilités	49,3
Actif circulant	109,1
Total actifs	551,6
Réserves consolidées	-
Intérêts minoritaires	-
Total des capitaux propres	-
Provisions	-
Provisions	-
Emprunts et dettes financières	(148,0)
Fournisseurs et comptes rattachés	(34,2)
Autres dettes et comptes de régularisation	(438,1)
Dettes	(620,2)
Total passifs	(620,2)
Actif net	(68,6)
Goodwill	88,7
Contrepartie transférée	20,1

3.2.4. Écart d'acquisition Avitech

L'écart d'acquisition « Avitech » de 236 milliers d'euros, constaté au 31 mars 2020, fait suite à l'acquisition de 100% des actions de cette société réalisée le 5 février 2020.

	31/03/2020 Valeur comptable
(devise : en milliers d'euros)	
Autres immobilisations incorporelles	4,4
Immobilisations corporelles	160,1
Immobilisations financières	15,3
Actif immobilisé	179,8
Stocks	65,9
Clients et comptes rattachés	26,9
Autres créances et comptes de régularisation	112,2
Disponibilités	265,5
Actif circulant	470,5
Total actifs	650,3
Réserves consolidées	-
Intérêts minoritaires	-
Total des capitaux propres	-
Provisions	(1,8)
Provisions	(1,8)
Emprunts et dettes financières	(128,7)
Fournisseurs et comptes rattachés	(121,0)
Autres dettes et comptes de régularisation	(544,5)
Dettes	(794,2)
Total passifs	(796,0)
Actif net	(145,7)
Goodwill	235,7
Contrepartie transférée	90,0

3.2.5. Test de dépréciation

Le Groupe n'a pas identifié de perte de valeur sur les écarts d'acquisition.

Les flux de trésorerie ont été évalués à partir des budgets et des plans à cinq ans établis à partir des perspectives de croissance et de marge cohérents avec les performances historiques du Groupe et de ses marchés. Dans le contexte des événements survenus, en lien avec le Covid-19, trois scénarios différents ont été pris en compte et ont été pondérés en fonction de leur probabilité de survenue. Chaque scénario reflète les hypothèses d'impact du Covid-19 sur le chiffre d'affaires et la marge d'EBITDA sur la période du *business plan*. Le taux de croissance retenu pour

la projection des *cash-flows* à l'infini, soit 1,9%, est cohérent avec les taux d'inflation à long terme en France.

Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendu des capitaux engagés. Il est calculé à partir des données financières d'un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que le Groupe. Au 31 mars 2020, le taux d'actualisation déterminé à partir des données de marché est de 9,7% pour l'UGT Groupe LDLC.

Après examen de la valeur des écarts d'acquisition, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 mars 2020.

Analyse de sensibilité

Le Groupe a procédé aux analyses de sensibilité des résultats des tests de dépréciation en fonction de différentes hypothèses de ratio d'EBITDA utilisées pour le calcul de la valeur terminale et de taux d'actualisation.

Des analyses de sensibilité ont été réalisées pour chaque scénario aux hypothèses prises individuellement incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières (-50 pdb pour le ratio EBITDA/CA, +100 pdb pour le taux d'actualisation) et n'ont pas fait apparaître de scénarios dans lesquels la valeur recouvrable deviendrait inférieure à la valeur comptable des actifs testés.

Sur la base des hypothèses retenues, la valeur d'utilité de l'UGT issue de la moyenne pondérée des trois scénarios est supérieure de 86,4 millions d'euros à sa valeur comptable au 31 mars 2020. Les résultats du test de sensibilité sont les suivants :

Appréciation/(Dépréciation) – Headroom en millions d'euros

Ratio EBITDA/CA	-50 pdb
	65,7
Taux d'actualisation	+100 pdb
	66,3

3.3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

Valeurs brutes	31/03/2019	Acquisitions	Var. périmètre	Virt. poste	Cessions M. Rebut	31/03/2020
Marque Materiel.net	8 300					8 300
Contrat Apple	11 584					11 584
Logiciels et autres immob. incorp.	6 236	1 357	87	2 248	80	9 849
Droit au bail	1 481	70		(50)		1 501
Immobilisations incorporelles en cours	3 422	656		(2 451)		1 627
Total	31 023	2 083	87	(253)	80	32 861

Amortissements et dépréciations	31/03/2019	Dotations	Var. périmètre	Virt. poste	Reprises	Dépréciations	31/03/2020
Marque Materiel.net	2 490	830					3 320
Contrat Apple	579	579					1 158
Logiciels et autres immob. incorp.	1 317	1 460	71	6	80	9	2 783
Droit au bail	1 061	64		(6)			1 119
Total	5 447	2 933	71	0	80	9	8 380

La marque Materiel.net d'une valeur de 8,3 millions d'euros est amortie sur 10 ans. La durée d'amortissement restante de la marque est de 6 ans (31 mars 2026) et sa valeur nette comptable au 31 mars 2020 s'élève à 5 millions d'euros.

L'actif incorporel constitué par le contrat avantageux qui lie la société OLYS avec le fournisseur Apple, est amorti sur une durée de 20 ans (date de fin au 31 mars 2038). Sa valeur nette comptable au 31 mars 2020 s'élève à 10,4 millions d'euros.

L'augmentation des immobilisations incorporelles provient principalement des développements en interne de projets informatiques pour un montant de 943 milliers d'euros, des projets de recherche et développement à hauteur de 986 milliers d'euros, dont 595 milliers en immobilisations incorporelles en cours. L'ensemble des projets informatiques en cours au 31 mars 2019 a été activé au 31 mars 2020.

Les projets informatiques mis en service sur l'exercice s'élèvent à 2 537 milliers d'euros et les projets de recherche et développement à 996 milliers d'euros.

L'activation des coûts de développement de projets informatiques et de recherche et développement est présentée en déduction du poste « Autres achats charges externes » du compte de résultat. Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, ces coûts de développement s'élèvent à 1 575 milliers d'euros et sont composés essentiellement de coûts externes (928 milliers d'euros) et de coûts de personnel (647 milliers d'euros).

La variation de périmètre constatée sur les immobilisations incorporelles provient de la société Avitech à hauteur de 47 milliers d'euros et de la société LDLC VR Studio pour 40 milliers d'euros.

La forte augmentation des dotations au 31 mars 2020 provient essentiellement de l'amortissement des différents projets internes, ce qui représente un montant de 1 208 milliers d'euros contre 202 milliers d'euros au 31 mars 2019.

3.4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

Valeurs brutes	31/03/2019	Acquisitions	Var. périmètre	Virt. poste	Cessions M. Rebut	31/03/2020
Terrains	3 375	0	0	0	3 375	0
Constructions	35 094	0	0	0	33 896	1 198
Installations et agencements	17 385	839	1 144	723	611	19 480
Matériel	6 503	54	143	664	19	7 345
Matériel de transport	406	7	0	0	11	403
Matériel de bureau et mobilier	7 517	749	180	242	267	8 422
Immobil. corporelles en cours	1 636	283		(1 633)	1	285
Total	71 918	1 932	1 469	(4)	38 181	37 133

Amortissements et dépréciations	31/03/2019	Dotations	Var. périmètre	Reprises	Dépréciations	31/03/2020
Terrains	0	0	0	0	0	0
Constructions	8 802	514	0	8 346	0	970
Installations et agencements	10 251	1 427	613	285	545	12 551
Matériel	4 310	661	143	19	0	5 096
Matériel de transport	272	49	0	10	0	311
Matériel de bureau et mobilier	4 483	1 244	150	156	84	5 806
Total	28 118	3 896	906	8 816	630	24 733

Les acquisitions d'immobilisations corporelles correspondent à des travaux d'aménagement :

- des locaux situés à Grandchamps-des-Fontaines pour 296 milliers d'euros ;
- de la boutique de la société MyMultimedia pour 217 milliers d'euros ;
- de la boutique de la société Mac & Co Digital pour 161 milliers d'euros ;
- des nouveaux locaux occupés par l'ensemble des salariés de la société LDLC Event pour 265 milliers d'euros dont 157 milliers d'euros en immobilisations en cours.

Le montant total des agencements mis en service et réalisés pour les locaux situés à Grandchamps-des-Fontaines s'élève à 1 148 milliers d'euros.

Le projet de l'Autostore (système de stockage et robots de manutention) a été mis en service sur l'exercice pour 675 milliers d'euros dont 672 milliers d'euros acquis au 31 mars 2019.

Les cessions de terrains et constructions concernent la sortie du contrat de location-financement immobilier du siège social pour 22 000 milliers d'euros, la réalisation de

la vente des murs de l'entrepôt et des locaux administratifs situés à Grandchamps-des-Fontaines pour 14 208 milliers d'euros ainsi que la cession de son concept store de Nantes pour 1 063 milliers d'euros.

Les cessions relatives aux autres postes des immobilisations corporelles concernent principalement la restitution des locaux de la boutique de Barcelone par la société Groupe LDLC España pour 520 milliers d'euros, dont 384 milliers d'euros d'installations et agencements, et 136 milliers d'euros de matériel de bureau et mobilier.

La variation de périmètre constatée sur les immobilisations corporelles provient des sociétés LDLC VR Studio et Avitech pour respectivement 1 134 milliers d'euros et 335 milliers d'euros.

Le 6 février 2020, le Groupe a fermé ses deux boutiques situées à Barcelone et Madrid en Espagne. Au 31 mars 2020, la société Groupe LDLC España est toujours locataire de la boutique de Madrid ; ainsi l'ensemble des installations, agencements et mobiliers ont été dépréciés à hauteur de la valeur nette comptable restante au 31 mars 2020 et représente un montant de 630 milliers d'euros (voir note 2.1).

3.5. PARTICIPATIONS, AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Valeurs nettes	31/03/2019	Virt. poste	Acquis.	Cessions M. Rebut	Cessions	Dépréciation	31/03/2020
Titres Presse Non-Stop	13						13
Divers titres	39				0		39
Titres Immo FI 1	348						348
Titres NLCL	1 500						1 500
Titres CG Développement	400						400
Dépôts et cautionnements	1 372	(188)	676	44	103		1 801
Fonds de garantie	333	188	58		0		579
Prêts	1 296				1 296		0
Total	5 301	0	734	44	1 400	0	4 679

Les acquisitions concernent principalement les dépôts de garantie versés aux nouveaux propriétaires du siège social situé à Limonest à hauteur de 386 milliers d'euros ainsi qu'à ceux de l'entrepôt et des bureaux de Grandchamps-des-Fontaines à hauteur de 188 milliers d'euros.

Les cessions concernent principalement le remboursement du prêt qui avait été consenti au bailleur, la société Finamur, dans le cadre du financement de l'investissement du siège social du Groupe LDLC pour un montant de 1 296 milliers d'euros.

3.6. STOCKS

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de marchandises	68 989	1 888	67 101	64 817	1 334	63 482
Total stocks marchandises	68 989	1 888	67 101	64 817	1 334	63 482
Stocks aut. approvision.	34	3	31	35	2	32
Travaux en cours	63	0	63	18		18
Total stocks et en-cours	69 087	1 892	67 195	64 869	1 336	63 532

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

3.7. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Créances clients échues	13 961	2 757	11 203	12 136	1 283	10 853
Créances clients non échues	13 302		13 302	15 632		15 632
Créances clients	27 262	2 757	24 505	27 768	1 283	26 485

Au 31 mars 2020, le Groupe a cédé 4,8 millions d'euros de créances commerciales à Eurofactor. Au 31 mars 2019, le montant cédé représentait 4,4 millions d'euros.

3.8. AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Avances et acomptes	1 320		1 320	771		771
Fournisseurs avoirs à recevoir	4 297	60	4 237	4 591	75	4 516
État (IS, TVA...)	1 659		1 659	5 686		5 686
État produits à recevoir	79		79	6		6
Impôts différés actifs	1 246		1 246	1 469		1 469
Produits à recevoir	63		63	264		264
Compte courant Eurofactor	204		204	1 517		1 517
Retenue garantie Eurofactor	279		279	264		264
Compte courant	150		150	151		151
Débiteurs divers	212		212	73		73
Charges const. d'avance liées aux marchandises	2 555		2 555	2 893		2 893
Autres	102		102	15		15
Charges const. d'avance	2 634		2 634	2 140		2 140
Total	14 800	60	14 740	19 841	75	19 766

L'ensemble des autres créances et comptes de régularisation est à moins d'un an.

Pour rappel, le poste « État » est constitué principalement au 31 mars 2019 d'une créance d'impôt suite aux versements d'acomptes d'impôt société pour un montant de 3 651 milliers d'euros. Au 31 mars 2020, un impôt société est dû et figure dans le poste « Autres dettes » (voir note 3.17).

Les autres créances incluent un montant de 483 milliers d'euros correspondant au compte courant et retenue de garantie Eurofactor.

Le poste « Charges constatées d'avance liées aux marchandises » correspond à des factures de marchandises dont la livraison a été effectuée après la clôture de l'exercice.

3.9. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Valeurs	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Brutes	Prov.	Nettes	Brutes	Prov.	Nettes
Valeurs mob. de placement	1 614	0	1 614	1 464	(248)	1 216
Total	1 614	0	1 614	1 464	(248)	1 216

3.10. DISPONIBILITÉS

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Disponibilités	18 245	17 315
Total	18 245	17 315

3.11. CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

✓ Répartition du capital au 31 mars 2020

Au 31 mars 2020, le capital de la société Groupe LDLC est composé de 6 322 106 actions d'un montant nominal de 0,18 euro.

Les personnes possédant plus de 5% des droits de vote ou des actions au 31 mars 2020 sont les suivantes :

Actionnaires	Nombre d'actions	% détention capital	% détention droit de vote
Laurent de la Clergerie	1 226 746	19,40%	25,32%
Caroline de la Clergerie	628 579	9,94%	12,23%
Olivier de la Clergerie	615 500	9,74%	11,94%
Suzanne de la Clergerie	71 423	1,13%	6,16%

Il est rappelé que les statuts prévoient un droit de vote double lorsque les actions sont détenues depuis plus de 2 ans au nominatif conformément à l'article L.225-123 du Code du Commerce.

	Nombre d'actions	Dont titres auto-détenus	Nombre d'AGA
Total au 31 mars 2018	6 322 106	120 943	118 643
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		48 266	46 318
Attribution d'actions gratuites		(41 731)	(41 731)
Total au 31 mars 2019	6 322 106	127 478	123 230
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		75 866	77 402
Attribution d'actions gratuites		(64 726)	(64 726)
Total au 31 mars 2020	6 322 106	138 618	135 906

✓ **Résultat par action**

Le résultat net par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice.

Le Groupe n'a pas d'action ordinaire dilutive en circulation au cours de la période. Le résultat net dilué par action est donc identique au résultat net par action.

Lorsque le résultat par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat.

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Numérateur		
Résultat net revenant aux actionnaires de la société	8 308	(4 820)
Résultat net pour le calcul du résultat par action dilué	8 308	(4 820)
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat par action de base	6 319 394	6 317 858
Effet des actions ordinaires dilutives		0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat par action dilué	6 319 394	6 317 858
Résultat net par action (en euros)	1,31	(0,76)
Résultat net dilué par action (en euros)	1,31	(0,76)

3.12. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste s'analyse comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020					Du 01/04/2018 au 31/03/2019				
	Solde ex. antér.	Prov. risq. & ch.	Mont. util.	Mont. non util.	Total	Solde ex. antér.	Prov. risq. & ch. const./ex.	Mont. util./ex.	Mont. non util. rep./ex.	Total
Garanties clients	26	95	(26)		95	126	26	(126)	0	26
Ind. fin carrière	3 521	172	6	(31)	3 667	2 322	1 216	0	(17)	3 521
Litiges prud'homaux	23	3	(18)		8	57	18	(47)	(5)	23
Loyer & charges locatives	0	428			428	18	0	(18)	0	0
Attrib. actions gratuites	574	320	(481)		413	566	367	(335)	(24)	574
Provisions salariés	0	400	0		400	0				0
Autres provisions	17	87	(17)		87	12	17	(12)		17
Total	4 160	1 504	(535)	(31)	5 097	3 101	1 644	(538)	(47)	4 160

La société n'a pas connaissance au 31 mars 2020 d'événements susceptibles de justifier la constitution de provisions pour risques et charges autres que ceux ayant fait l'objet des provisions suivantes :

Indemnités de fin de carrière

Les principales hypothèses utilisées au 31 mars 2020 pour le calcul de la provision d'indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Hypothèses retenues	Au 31 mars 2020	Au 31 mars 2019
Hypothèses économiques		
Taux de croissance des salaires cadres	2,5%	2,5%
Taux de croissance des salaires non cadres	2,5%	2,5%
Taux d'actualisation par référence à l'iBoxx Corporates AA	1,42%	1,05%
Durée moyenne résiduelle d'activité	12 à 22 ans	12 à 23 ans
Hypothèses démographiques		
Âge de départ en retraite	60 à 67 ans	60 à 67 ans
Tables de mortalité	Insee 2018	Insee 2017
Turn-over	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société

Le montant des écarts actuariels neutralisés au 31 mars 2020 dans la cadre de l'application de la méthode du corridor s'élève à 1,8 millier d'euros.

✓ Conventions collectives applicables :

- des entreprises de vente à distance - IDCC 2198
- des commerces de détail, de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique et de librairie – IDCC 1539
- de l'enseignement privé hors contrat – IDCC 2691
- des cadres du bâtiment – IDCC 2420
- des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment – IDCC 2609
- des journalistes – IDCC 1480
- de sociétés de conseils – IDCC 1486
- des commerces de détail non alimentaires – IDCC 1517
- de l'électronique, audiovisuel, équipement ménager – IDCC 1686
- des hôtels, cafés, restaurants – IDCC 1979.

Attribution d'actions gratuites

Plusieurs plans d'attribution d'actions gratuites sont en cours. Ces avantages sont étalés sur la période d'acquisition. (voir note 4.2).

La provision pour charges de 413 milliers d'euros comptabilisée au 31 mars 2020 est destinée à couvrir la sortie probable de ressources pour chacune des tranches des plans de 2017 à 2018, en fonction de la probabilité d'atteinte des conditions de présence et du prorata de service rendu.

La contrepartie de cette provision est une charge de personnel.

Société Groupe LDLC España

Suite à la décision d'arrêter les activités boutiques de l'Espagne, une provision de 828 milliers d'euros a été constituée. Cette provision correspond à hauteur de 428 milliers d'euros aux coûts de location de la boutique de Madrid jusqu'à la fin du bail et aux coûts de ruptures de contrats des salariés pour 400 milliers d'euros.

3.13. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Emprunts	455	1 697
Billets financiers	0	0
Dettes sur contrats de location-financement	0	11 748
À plus de cinq ans	455	13 445
Emprunts	4 660	4 494
Billets financiers	0	0
Dettes sur contrats de location-financement	0	3 288
Entre trois et cinq ans	4 660	7 782
Emprunts	14 683	6 380
Billets financiers	0	0
Dettes sur contrats de location-financement	40	3 075
Entre un et trois ans	14 724	9 455
Total des dettes financières long terme	19 839	30 682
Emprunts	7 704	45 467
Billets financiers	0	0
Intérêts courus/emprunts	24	29
Dettes sur contrats de location-financement	30	1 459
À moins d'un an	7 758	46 956
Total des dettes financières court terme	7 758	46 956
Total des dettes financières	27 597	77 638
Dépôts reçus en garantie	0	0
Banques	510	852
Concours bancaires	0	0
Comptes courants	327	308
Dividendes à payer	0	0
Endettement financier	28 435	78 797

Crédits long terme

Le 31 mars 2016, la société Groupe LDLC a contracté un emprunt de 23 millions d'euros aux fins de financer partiellement l'acquisition de Materiel.net et des frais y afférents. Cet emprunt est remboursable sur une durée de 7 ans au taux Euribor 3 mois auquel s'ajoute une marge de prêt d'acquisition qui sera réajustée annuellement en fonction du niveau de ratio de levier.

Le 19 janvier 2018, la société Groupe LDLC a contracté deux emprunts d'un montant respectif de 10 millions d'euros et 5,3 millions d'euros aux fins de financer l'acquisition de la société OLYS ainsi que des frais y afférents.

Concernant l'emprunt de 10 millions d'euros, un avenant n°2 au contrat de crédit en date du 31 mars 2016 a été signé le 19 janvier 2018. La durée de remboursement a été alignée avec le prêt relatif à l'acquisition 2016. Les conditions du prêt de 23 millions d'euros s'appliquent de manière identique à celui de 10 millions d'euros.

Ces emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros sont assortis également d'un crédit renouvelable de 15 millions d'euros utilisable par tirage d'un montant minimum de 1 million d'euros destiné à financer partiellement les besoins en fonds de roulement de la société Groupe LDLC et de ses filiales. Le crédit renouvelable est rémunéré

sur la base du taux Euribor auquel s'ajoute une marge crédit renouvelable qui sera réajustée annuellement en fonction du ratio de levier. Au 31 mars 2020, ce crédit n'est pas utilisé.

Le 11 décembre 2019, un accord à la majorité a été donné par le *pool* bancaire sur la prorogation jusqu'au 31 mars 2021 du crédit renouvelable pour un montant de 13,5 millions d'euros.

Pour couvrir les intérêts de ces emprunts à taux variable relatifs aux acquisitions 2016 et 2018, des contrats de swap ont été souscrits.

L'avenant au contrat de crédit qui intègre les acquisitions de 2016 et 2018 est assorti de respect de « ratios bancaires » (ratios, limites d'investissements...) dont le non-respect peut entraîner, sous certaines conditions, le remboursement anticipé.

Ces « ratios bancaires » sont basés contractuellement sur les comptes consolidés et sont testés semestriellement.

Le contrat de crédit comporte deux ratios bancaires financiers basés contractuellement sur les comptes consolidés et qui sont testés semestriellement :

- ✓ Un ratio de levier : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » (soit l'endettement financier diminué de la trésorerie et augmenté des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros) divisé par « l'EBE consolidé retraité » (soit le résultat d'exploitation du Groupe augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions incluses dans le résultat d'exploitation, augmenté de la cotisation sur la valeur ajoutée et des escomptes obtenus auprès des fournisseurs).
- ✓ Un ratio de *gearing* : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » (soit l'endettement financier diminué de la trésorerie et augmenté des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros) divisé par les « fonds propres consolidés » (y compris les minoritaires).

Le contrat de crédit comporte également une limite d'investissements à respecter par les membres du Groupe.

Les ratios bancaires du contrat de crédit sont respectés au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2019, les ratios bancaires du contrat de crédit n'étaient pas respectés et les dettes adossées avaient été reclassées en court terme pour un montant de 35,4 millions d'euros dans le bilan du 31 mars 2019.

Conformément à l'avenant n°2 du contrat de crédit, les cessions des actifs immobiliers réalisées sur l'exercice ont

entraîné un remboursement anticipé de 6 millions d'euros en date du 13 décembre 2019, soit 3 millions d'euros sur chacun des deux emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros, écourtant ainsi la durée de remboursement de ces deux emprunts. Le dernier remboursement interviendra donc le 30 septembre 2022 pour l'emprunt de 23 millions d'euros et le 30 septembre 2021 pour celui de 10 millions d'euros.

L'emprunt de 5,3 millions d'euros est remboursable sur une durée de 7 ans au taux fixe de 1,31% l'an avec un différé d'amortissement des 8 premiers trimestres. Le premier versement comprenant l'amortissement du capital et le paiement des intérêts devait intervenir au 30 avril 2020.

Les emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros figurant au bilan sont enregistrés au coût amorti pour un montant respectif de 8,5 millions d'euros et 3,4 millions d'euros au 31 mars 2020.

Suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, les sociétés du Groupe ont obtenu fin mars 2020 de la part de l'ensemble des banques une suspension des mensualités d'emprunts pour une durée de 6 mois, ce qui représente un report des échéances de fin mars 2020 à hauteur de 2,9 millions d'euros, ainsi qu'un report de la dette à moins d'un an de 1,7 million d'euros.

La cession des entrepôts et des bureaux situés à Grandchamps-des-Fontaines, réalisée en juin 2019 par la SCI Domimo 2, justifie une baisse de la dette à hauteur de 4,3 millions d'euros.

En avril 2019, un emprunt de 1,1 million d'euros a été souscrit par la société Groupe LDLC afin de financer le BFR du Groupe.

Crédits court terme

Les ouvertures de crédit sont rémunérées pour une durée indéterminée sur la base des taux suivants s'élevant, selon les établissements financiers, à :

- ✓ Euribor 3 M + 1% à Euribor 3 M + 3,2%

Les autorisations de découverts accordées au Groupe s'élèvent à 8,02 millions d'euros au 31 mars 2020.

Dettes sur contrats de location-financement

Les dettes sur contrats de location-financement concernaient principalement l'activation du nouveau siège social de Groupe LDLC situé sur Limonest pour lequel l'échéancier prévoyait un remboursement de 22 millions d'euros sur 12 ans. Suite à la cession du siège social en juillet 2019, le Groupe a soldé la totalité du contrat de location-financement, ce qui représente un montant de 19,1 millions d'euros.

3.14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Ce poste se décompose comme suit :

(montants en euros)

Date souscription	Date de maturité	Type de contrat	Notionnel couvert	Mark to Market	Impact sur le résultat de la période
30/06/2016	31/03/2021	Swap	11 500 000	12 035	(12 931)
31/03/2018	31/03/2023	Swap	6 363 636	24 855	(19 522)
Total				36 890	(32 453)

En juin 2016, la société Groupe LDLC a signé un contrat de swap de taux qui a pour vocation à couvrir le risque lié à la variation du taux d'emprunt de 23 millions d'euros.

Suite à l'acquisition de janvier 2018, qui a donné lieu à la signature de l'avenant n°2 du crédit signé en mars 2016 et auquel s'est rajouté un emprunt de 10 millions d'euros lui aussi indexé sur un taux variable, un nouveau contrat de swap a été signé en mars 2018.

Comme le démontrent les résultats des tests de sensibilité en note 3.15, l'impact des variations de taux d'intérêt se trouve être limité par la mise en place des contrats de swap.

Concourant ainsi à la réduction du risque d'impact défavorable de l'élément couvert, ces instruments financiers sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie au sens du Règlement ANC 2015-05.

3.15. EXPOSITION AUX RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊTS

L'exposition aux risques de taux d'intérêts est composée de passifs financiers à taux variable exposés à un risque de flux de trésorerie comme suit :

	Échéancier au 31/03/2019		
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
Autres dettes financières	37 211	2 383	277
Passifs financiers à taux variable	37 211	2 383	277

	Échéancier au 31/03/2020		
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
Autres dettes financières	5 104	6 760	0
Passifs financiers à taux variable	5 104	6 760	0

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

Sur la base des éléments présentés ci-dessus, une variation de 0,50 point de base des taux d'intérêts aurait un impact sur l'exposition nette du Groupe, en année pleine, de 152 milliers d'euros sur le résultat consolidé avant impôt du Groupe au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2020	Impact résultat
Variation de + 0,5 point de base	(152)
Variation de - 0,5 point de base	152

Les chiffres indiquant une variation négative correspondent à une charge financière.

3.16. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Fournisseurs	45 242	51 494
Fournisseurs effets à payer	13 274	10 397
Fournisseurs factures non parvenues	2 754	2 488
Total	61 270	64 379

Les échéances de la totalité des dettes fournisseurs et comptes rattachés sont à moins d'un an.

3.17. AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Avances et acomptes reçus sur commandes	4 011	2 942
Dettes envers le personnel	7 249	6 541
Dettes envers les organismes sociaux	3 613	3 231
État (impôt sur les bénéfices, TVA, autres)	13 187	7 482
Impôts différés passifs	2 917	1 805
Clients autres avoirs	1 543	3 305
Dettes diverses	709	669
Produits constatés d'avance	4 838	2 537
Total	38 067	28 511

Les échéances de la totalité des autres dettes sont à moins d'un an.

La hausse des dettes envers le personnel provient principalement de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise pour 778 milliers d'euros constatée dans la société Groupe LDLC.

Au 31 mars 2020, la forte hausse des dettes envers l'État provient essentiellement de :

- l'impôt société d'un montant de 4,3 millions d'euros, tandis que l'exercice clos au 31 mars 2019, enregistrant un déficit, générerait une créance d'impôt constatée dans le poste des « Autres créances et comptes de régularisation » (voir note 3.8) ;
- la TVA à décaisser d'un montant de 6,4 millions d'euros au 31 mars 2020 contre 4,8 millions d'euros au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2020, un impôt différé passif est comptabilisé sur actif incorporel relatif à la marque Materiel.net pour 1 308 milliers d'euros et au titre du contrat Apple pour 2 707 milliers d'euros, contre respectivement 1 539 et 2 869 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Le poste « Produits constatés d'avance » correspond essentiellement à l'étalement des « packs garantis » facturés aux clients et au retraitement en moyenne des deux derniers jours de chiffre d'affaires du mois de mars.

3.18. TABLEAU DES PARTIES LIÉES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Participations			Participations		
	Brut	Dépr.	Net	Brut	Dépr.	Net
Immobilisations financières	2 307	(39)	2 267	2 307	(39)	2 267
Clients et cptes rattachés	6	0	6	136	0	136
Autres créances	150	0	150	150	0	150
Comptes de régularisation	0	0	0	0	0	0
Total actif	2 463	(39)	2 424	2 593	(39)	2 553
Dettes financières	0	0	0	0	0	0
Dettes frs et cptes ratt.	(157)	0	(157)	(172)	0	(172)
Autres dettes	(221)	0	(221)	(178)	0	(178)
Comptes de régularisation	0	0	0	0	0	0
Total passif	(378)	0	(378)	(349)	0	(349)

Les immobilisations financières correspondent principalement aux titres NLCL pour 1 500 milliers d'euros et 400 milliers pour les titres de CG Développement. Les dépréciations concernent les titres Phox et Presse non-Stop. Les autres créances concernent le compte courant NLCL.

Les dettes fournisseurs sont composées essentiellement des dettes CG Développement pour 11 milliers d'euros, et Phox pour 112 milliers d'euros.

Les autres dettes proviennent du compte courant d'associé entre Groupe LDLC et la SCI Immo Fi pour 221 milliers d'euros.

4. Notes relatives au compte de résultat

4.1. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	France métropole	Export	Total	France métropole	Export	Total
Vente m/ses	414 963	53 921	468 884	426 745	57 762	484 507
Prest. vendues*	19 726	4 786	24 512	18 283	4 704	22 987
Total	434 689	58 707	493 396	445 028	62 465	507 494

* Les prestations vendues correspondent notamment aux frais de port.

Au 31 mars 2020, 88% du chiffre d'affaires est réalisé en France Métropole, au même titre qu'au 31 mars 2019.

4.2. EFFECTIFS ET CHARGES DE PERSONNEL

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Salaires et traitements	33 097	35 379
Charges sociales et charges de personnel	14 216	14 955
Participation des salariés aux résult. entreprises	778	0
Total	48 091	50 334
Effectif salariés moyen	1 007	1 085
Dont non cadres	653	722
Dont cadres	311	311
Dont intérimaires	44	51

La baisse des charges de personnel s'explique principalement par la baisse des effectifs entre le 31 mars 2019 et le 31 mars 2020.

Le CICE est supprimé depuis le 1^{er} janvier 2019 et est remplacé par un nouvel allègement des charges sociales.

Information sur les plans d'attribution d'actions gratuites En cours

Date d'attribution	29/06/2017	23/02/2018
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	10 000	35 000
Date d'acquisition des actions	1 000 actions au 29/06/2019 1 000 actions au 29/06/2020 2 000 actions au 29/06/2021 3 000 actions au 29/06/2022 3 000 actions au 29/06/2023	10 000 actions au 23/02/2020 12 500 actions au 23/02/2021 12 500 actions au 23/02/2022
Période de conservation	2 ans	1 an

Attributions gratuites d'actions

Les avantages accordés sous forme d'attributions gratuites d'actions, auparavant évalués à la juste valeur à la date d'attribution des actions et comptabilisés en contrepartie des capitaux propres selon les normes IFRS, sont désormais évalués au coût d'entrée des actions à la date de leur affectation aux plans et comptabilisés en contrepartie d'une provision pour charges, conformément aux dispositions du Règlement CRC 99-02. Tout comme en IFRS, ces charges de personnel sont linéairement étalées sur la période d'acquisition (voir méthodes comptables en note 2.2.17).

- Attribution du 29 juin 2017 de 10 000 actions existantes de Groupe LDLC qui ne deviendra définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux à six ans, les bénéficiaires devant ensuite conserver les actions ainsi attribuées pendant deux années.
- Attribution du 23 février 2018 de 35 000 actions existantes de Groupe LDLC qui deviendra définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux à quatre ans, les bénéficiaires devant ensuite conserver les actions ainsi attribuées pendant une année.

L'attribution de ces actions est soumise à une condition de présence, sauf pour le plan d'attribution du 9 juillet 2014, mais n'est pas soumise à une condition de performance.

Une provision de charge de personnel est constatée et est destinée à couvrir la sortie probable de ressources pour chacune des tranches des plans de 2017 à 2018, en fonction de la probabilité d'atteinte des conditions de présence et du prorata de service rendu (voir note 3.12).

Les plans de juin 2017, novembre 2017 et février 2018 font l'objet de conventions de refacturation avec des filiales (voir note 2.2.17).

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, 64 726 actions ont été attribuées définitivement.

4.3. DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Dot. et rep. aux amortissements des immobilisations	(6 822)	(6 510)
Dot. et rep. aux prov. pour indemnités de fin de carrière	(145)	(1 214)
Dot. et rep. aux provisions pour dépréciation des stocks	(555)	349
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. des créances	(1 458)	(178)
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. de compte courant	0	0
Dot. et rep. aux provisions pour garantie clients	(69)	100
Dotations et reprises diverses	(55)	63
Total dotations et reprises aux amort. et aux provisions	(9 104)	(7 390)

Les chiffres en (-) correspondent à une charge.

La baisse des dotations aux provisions d'indemnités de fin de carrière est principalement liée à la baisse des effectifs et à la variation du taux d'actualisation (voir note 3.12).

La hausse des dépréciations clients s'explique essentiellement par une augmentation des créances douteuses sur la société OLYS pour laquelle une provision nette de 1,2 million d'euros est constatée au 31 mars 2020.

4.4. RÉSULTAT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Reprise de provisions pour dépréciation d'éléments financiers	248	0
Autres produits financiers	36	87
Produits financiers	284	87
Intérêts des emprunts	(968)	(1 653)
Intérêts bancaires	(161)	(135)
Intérêts compte courant	(67)	(21)
Commissions de financement	(31)	(26)
Dotations de provisions pour dépréciation d'éléments financiers	0	(286)
Autres charges financières	(21)	(26)
Charges financières	(1 246)	(2 147)
Résultat financier	(962)	(2 060)

Les écarts actuariels relatifs aux engagements de retraite, auparavant constatés en autres éléments du résultat global (OCI) selon les normes IFRS, sont désormais comptabilisés immédiatement en résultat financier, conformément aux dispositions du Règlement CRC 99-02

(voir méthodes comptables en note 2.2.20.1). Au 31 mars 2020, l'écart actuariel n'excède pas 10% de la valeur la plus élevée en début d'exercice, entre le montant de l'engagement et la juste valeur des actifs du régime. Ainsi, aucun écart actuariel n'a été constaté en résultat financier.

Au 31 mars 2020, le poste d'intérêts d'emprunts (voir note 3.13) comprend à hauteur de :

- ✓ 263 milliers d'euros le coût de l'emprunt de 23 millions d'euros qui a permis de financer en partie l'acquisition du groupe Materiel.net contre 474 milliers d'euros au 31 mars 2019.
- ✓ 221 milliers d'euros le coût des emprunts de 15,3 millions d'euros qui ont permis de financer l'acquisition de la société OLYS contre 323 milliers d'euros au 31 mars 2019.
- ✓ 251 milliers d'euros le coût du crédit renouvelable contre 310 milliers d'euros au 31 mars 2019.
- ✓ 84 milliers d'euros le coût d'emprunt lié à l'activation du siège social contre 349 milliers au 31 mars 2019.

Suite à la vente des murs de l'entrepôt et des bureaux détenus par la SCI Domimo 2, le contrat de swap de taux souscrit pour couvrir le risque lié à la variation du taux d'emprunt variable a été soldé, ce qui a généré une charge nette d'intérêts bancaires de 121 milliers d'euros.

Les reprises financières sur provisions correspondent à la reprise de la dépréciation des actions propres acquises avec un objectif d'attribution de plan d'actions gratuites mais non attribuées à un plan déterminé au 31 mars 2019.

4.5. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Produits/cessions immobilisations	45 056	11
Reprise excep./provisions	447	330
Autres produits exceptionnels	48	40
Total produits exceptionnels	45 551	381
Valeur nette comptable des immob. cédées	32 620	67
Charges exceptionnelles rachat de ses actions	447	330
Dotation excep./dépréc. et provisions	638	0
Autres charges exceptionnelles	1 357	40
Total charges exceptionnelles	35 062	437
Total	10 489	(56)

Le résultat exceptionnel se compose principalement de :

- la cession du siège social de Groupe LDLC intervenue en juillet 2019 qui a dégagé une plus-value d'un montant de 9 111 milliers d'euros ;
- la cession en juin 2019 des murs de l'entrepôt et des locaux administratifs situés à Grandchamps-des-Fontaines détenus par la SCI Domimo 2, qui a dégagé une plus-value d'un montant de 3 202 milliers d'euros ;
- la cession en février 2020 de son concept store de Nantes détenu par la SCI Domimo 3, qui a dégagé une plus-value d'un montant de 668 milliers d'euros ;
- la sortie des immobilisations liées aux aménagements de la boutique de Barcelone pour un montant de 410 milliers d'euros ;

- la dotation exceptionnelle sur dépréciations et provisions de 638 milliers d'euros correspond à la dépréciation des investissements incorporels et corporels de la boutique de Madrid (voir notes 3.3 et 3.4) ;
- l'attribution définitive d'actions gratuites justifie le poste de reprises exceptionnelles sur provisions et les charges exceptionnelles de rachat de ses actions pour un montant de 447 milliers d'euros ;
- les autres charges exceptionnelles correspondent essentiellement aux coûts de location des boutiques situées en Espagne et aux coûts de ruptures de contrats des salariés de la société Groupe LDLC España pour un montant total de 1 236 milliers d'euros.

4.6. IMPÔT

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Résultat net part du Groupe	8 308	(4 820)
(Charge) Produit d'impôt courant	(6 422)	202
(Charge) Produit d'impôt différé	(1 441)	2 637
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat avant impôt	16 170	(7 658)
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(5 568)	2 637
Différences permanentes	(158)	222
Classification du CIR	14	85
Crédits d'impôts	160	202
Impact changement de taux	(194)	(346)
Autres impacts	0	38
Déficits fiscaux antérieurement activés	(596)	0
Déficits fiscaux non activés	(1 520)	0
Charge d'impôt réelle	(7 862)	2 839

Le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 33,33% pour les sociétés intégrées fiscalement augmenté de la contribution sociale de 3,3%, soit 34,43%. La loi de finance 2019 a voté une baisse progressive du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour parvenir à un taux de 25% à horizon 2022.

Le taux d'impôt applicable en Espagne est le taux de base de 25%.

La charge d'impôt nette du Groupe tient compte de cette baisse, par l'application d'une taxation de 25% augmentée de la contribution de 3,3% pour les principaux éléments dont l'imposition est à échéance 2022 et au-delà.

Les déficits fiscaux antérieurement activés et les déficits non activés correspondent aux pertes cumulées de l'entité Groupe LDLC España suite à la décision d'arrêter les activités boutiques de l'Espagne.

La CVAE, auparavant comptabilisée en « Impôt sur le résultat » selon les normes IFRS, est désormais incluse dans la rubrique « Impôts et taxes ».

4.7. CONVENTION D'INTÉGRATION FISCALE

Le Groupe fiscalement intégré, dont la société Groupe LDLC est la tête du Groupe, est composé des filiales Hardware.fr, Nemeio, LDLC Distribution, LDLC Villefranche, L'École LDLC, LDLC Bordeaux, LDLC Villeurbanne, LDLC Lille V2, CAMPUS 2017, LDLC Lyon 7, LDLC Corneilles, ADB Limonest, Domimo 2, Domimo 3, ADB Orgeval, LDLC7, LDLC9, LDLC11, LDLC12, LDLC13 et OLYS.

La cession de 20% des titres de la société Bluescreen, le 29 novembre 2019, engendre sa sortie du périmètre d'intégration fiscale sur l'exercice clos au 31 mars 2020.

La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque filiale intégrée supporte un impôt égal à celui dont elle aurait dû s'acquitter en l'absence d'intégration.

L'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 1 166 milliers d'euros sur l'exercice clos le 31 mars 2020.

5. Autres notes annexes

5.1. INFORMATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ALLOUÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Avantages à court terme		
Rémunérations fixes	530	522
Rémunérations variables	43	140
Autres avantages		
Rémunérations payées en actions (attribution d'actions gratuites)	0	0
Total rémunérations et avantages accordés aux dirigeants	573	662

5.2. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.2.1. Engagements donnés

- ✓ La société Groupe LDLC s'est portée caution de la société LDLC Lille V2 à hauteur de 39 milliers d'euros pour le bail commercial signé le 31 août 2017 entre la SCI Immocrous, bailleur et la société LDLC Lille V2.
- ✓ Signature d'un contrat de partenariat en septembre 2018 avec l'ASVEL pour une durée de 10 ans. En vertu d'une clause de confidentialité, le montant de l'engagement n'est pas communiqué.
- ✓ Signature d'un contrat de partenariat en août 2019 avec la SASP LYON ASVEL FÉMININ pour une durée de 4 ans. En vertu d'une clause de confidentialité, le montant de l'engagement n'est pas communiqué.
- ✓ Nantissement des parts sociales Domimo 2 et Domimo 3 en garantie du prêt de 23 millions d'euros.
- ✓ Privilège de prêteur de deniers consenti par Domimo 3 sur un immeuble commercial situé 188 bis, route de Rennes 44300 Nantes, en garantie du prêt conclu entre Domimo 3 et Crédit Industriel de l'Ouest en date du 15 mai 2008. La mainlevée a été réalisée le 4 mai 2020.
- ✓ Gages, nantissements, inscriptions de privilèges ou autres droits réels consentis par Domimo 2 sur ses éléments d'actifs, en garantie du prêt conclu entre Domimo 2 et OSEO Financement en date du 29 février 2008 :
 - privilège de prêteur de deniers consenti par Domimo 2 à hauteur de 448 milliers d'euros ;
 - hypothèque de premier rang à inscrire à hauteur de 3,6 millions d'euros sur un immeuble sis à Grandchamps-des-Fontaines (44119) Zac de l'Erette, cadastré section ZB, numéros 116,117 et 119. La mainlevée a été réalisée le 22 mai 2020.

- ✓ Hypothèque consentie par Domimo 2 à concurrence de 2,6 millions d'euros sur un immeuble sis Zac Erette, rue Olivier de Serres, 44119 Grandchamps-des-Fontaines, parcelle ZB – 116 -117 – 119, en garantie du prêt conclu entre Domimo 2 et Crédit Industriel de l'Ouest en date du 7 juillet 2010. La mainlevée a été réalisée le 22 mai 2020.
- ✓ Gages, nantissemements, inscriptions de privilèges ou autres droits réels consentis par Domimo 2 sur ses éléments d'actifs en garantie du prêt conclu entre Domimo 2, LCL et OSEO, en date du 18 décembre 2012 :
 - hypothèque de premier rang à hauteur de 1,1 million d'euros sur un immeuble sis à Grandchamps-des-Fontaines (44119), rue Olivier de Serres, Zac de l'Erette, cadastré section ZB sous le numéro 121 ;
 - hypothèque de deuxième rang à hauteur de 1,1 million d'euros sur un immeuble sis à Grandchamps-des-Fontaines (44119), rue Olivier de Serres, Zac de l'Erette, cadastré section ZB sous les numéros 116, 117 et 119. La mainlevée a été réalisée le 22 mai 2020.
- ✓ Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce dont l'activité consiste notamment dans l'activité de commerce de détail via la vente à distance de matériel informatique sous la marque Materiel.net pour sûreté et garantie de toutes les sommes en principal dues au titre du contrat de crédit d'un montant maximum en principal de 38 millions d'euros.
- ✓ Nantissement des titres OLYS en garantie du prêt d'acquisition 2018 de 10 millions d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de matériel de l'établissement OLYS situé au 400 avenue du Docteur Baillet Centre commercial CAP Costières 30000 Nîmes au profit de la Banque Populaire du Sud en garantie d'un prêt à hauteur de 320 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de négoce de l'établissement OLYS situé au 4, rue du Commandant Dubois 69003 Lyon au profit de Crédit Coopératif en garantie d'un prêt à hauteur de 600 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de commerce de l'établissement OLYS situé au Centre Commercial Grand V, 117 Traverse de la Montre 13011 Marseille, au profit de la société Générale en garantie d'un prêt à hauteur de 92 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de négoce de l'établissement OLYS situé au 7, rue de la Poste 74000 Annecy au profit de la société Générale en garantie d'un prêt à hauteur de 251 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de négoce de l'établissement OLYS situé au 7, rue de la Poste 74000 Annecy au profit de la société Générale en garantie d'un prêt à hauteur de 125 milliers d'euros et présentant un solde de 17,9 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de commerce de l'établissement OLYS situé au Centre commercial Carré Jaude, 2, rue Giscard de la Tour Fondue 63000 Clermont-Ferrand au profit de la société Générale en garantie d'un prêt à concurrence de 317 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de commercialisation de l'établissement OLYS situé au 67, rue Vendôme 69006 Lyon au profit de la société Générale en garantie d'un prêt de 270 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de matériel de l'établissement OLYS situé au 36, rue Saint Guilhem 34000 Montpellier au profit de la Banque Populaire du Sud en garantie d'un prêt à hauteur de 200 milliers d'euros. La levée de nantissement est en cours au 31 mars 2020.
- ✓ Nantissement du fonds de négoce de l'établissement OLYS situé à la ZAC de Chateaufarine 25000 Besançon au profit de la Société Générale en garantie d'un prêt à hauteur de 260 milliers d'euros. La levée de nantissement est en cours au 31 mars 2020.
- ✓ Nantissement du fonds de négoce de l'établissement OLYS situé au 39, rue René Fonck Zone Frejorgues Ouest 34130 Muguio au profit de la CIC Sud-Ouest en garantie d'un prêt à hauteur de 283 200 euros. La levée de nantissement est en cours au 31 mars 2020.
- ✓ Nantissement du fonds de commerce de l'établissement OLYS situé au 150, allée des Fresnes 69760 Limonest au profit de Crédit Coopératif en garantie d'un prêt à hauteur de 500 milliers d'euros.
- ✓ Engagement sur opération de crédit-bail sur biens mobiliers de la société Mac & Co Digital au profit de Honda Finance en garantie de contrats de location de crédit-bail hauteur de 57 milliers d'euros et présentant un solde de 38,7 milliers d'euros.
- ✓ Engagement sur opération de crédit-bail sur biens mobiliers des établissements OLYS au profit de la Sogelease en garantie des contrats de crédit-bail à hauteur de 89 milliers d'euros et présentant un solde de 23 milliers d'euros.
- ✓ Engagement sur opération de crédit-bail sur biens mobiliers des établissements OLYS situés au profit de la société Financo en garantie d'un contrat de location de crédit-bail à hauteur de 12 milliers d'euros et présentant un solde de 3,8 milliers d'euros.

- ✓ Engagement sur opération de crédit-bail sur biens mobiliers de la société MyMultimedia au profit de Mercedes Benz Financial Services France en garantie d'un contrat de location de crédit-bail à hauteur de 37 milliers d'euros et présentant un solde de 7 milliers d'euros.
- ✓ Engagement sur opération de crédit-bail sur biens mobiliers de la société OLYS au profit de Financo en garantie d'un contrat de location de crédit-bail à hauteur de 4 milliers d'euros et présentant un solde de 2 milliers d'euros.
- ✓ Caution personnel et solidaire de OLYS au profit de la société Mac & Co Digital au bénéfice de la société Techdata à hauteur de 50 milliers d'euros sur contrat commercial.
- ✓ Nantissement du fonds de commerce de la société LDLC VR Studio au profit du CIC en garantie d'un prêt à hauteur de 500 milliers d'euros.
- ✓ Nantissement du fonds de commerce de la société Avitech au profit du CIC en garantie d'un prêt à hauteur de 380 milliers d'euros.

5.2.2. Engagements reçus

- ✓ La BNP Paribas s'est portée caution solidaire de Groupe LDLC en faveur de la SCI Blomet représentée par Monsieur Chancel – Administrateur de sociétés – à hauteur de 400 milliers d'euros pour garantir le paiement des loyers de la boutique de Paris.
- ✓ La BNP Paribas s'est portée caution solidaire de Groupe LDLC en faveur de l'Administration Fédérale des Contributions, Division principale de la taxe sur la valeur ajoutée de 55 000 CHF pour garantir le paiement de la TVA Suisse de Groupe LDLC. Cautionnement valable pour une durée illimitée.
- ✓ La BNP Paribas s'est portée caution de Groupe LDLC en faveur de l'Administration Fédérale des douanes à hauteur de 13 020 CHF pour garantir le paiement des droits de douane et TVA douanière de Groupe LDLC. Cautionnement valable pour une durée illimitée.
- ✓ En mai 2016, la société Groupe LDLC a signé un contrat de swap de taux qui a pour vocation à couvrir le risque lié à la variation du taux d'emprunt de 23 millions d'euros (voir note 3.14).
- ✓ En avril 2018, la société Groupe LDLC a signé un contrat de swap de taux qui a pour vocation à couvrir le risque lié à la variation du taux d'emprunt de 10 millions d'euros (voir note 3.14).
- ✓ En janvier 2015, la société Groupe LDLC a signé avec la Caisse d'Épargne une convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme. A ce jour, aucun contrat n'est en cours.
- ✓ En janvier, 2015, la société Groupe LDLC a signé avec le Crédit Agricole une convention cadre relative à des achats de dollars (USD) à terme. À ce jour, aucun contrat n'est en cours.
- ✓ Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds FNG Prêt Numérique dans le cadre de l'emprunt souscrit auprès de la BPI à hauteur de 80% de son capital, soit 420 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 88 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.
- ✓ Dans le cadre de l'emprunt de 900 milliers d'euros souscrit auprès de la BPI, Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds national de Garantie « prêt Croissance Industrie 2 » à hauteur de 80% de son capital, soit 720 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 45 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.
- ✓ Dans le cadre de l'emprunt de 1 100 milliers d'euros souscrit auprès de la BPI, Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds national de Garantie « prêt Croissance Industrie 2 » à hauteur de 80% de son capital, soit 880 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 55 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.
- ✓ Dans le cadre de l'emprunt de 5 300 milliers d'euros souscrit auprès de la BPI, Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds national de Garantie « Renforcement de haut de bilan » à hauteur de 50% de son capital, soit 2 650 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 265 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.
- ✓ La société OLYS bénéficie d'une garantie au titre du programme opérationnel « Compétitivité Régionale et Emploi » co-financé par les Fonds Structurels de l'Union européenne et la région Languedoc-Roussillon au titre de l'initiative JEREMIE (*Joint European Resources for Micro to Medium Enterprises*) dans le cadre de l'emprunt de 320 milliers d'euros souscrit auprès de la Banque Populaire Sud-Ouest à hauteur de 80% de son capital, soit 7 milliers d'euros au 31 mars 2020.

✓ La société OLYS bénéficie d'une garantie au titre du programme opérationnel « Compétitivité Régionale et Emploi » co-financé par les Fonds Structurels de l'Union européenne et la région Languedoc-Roussillon au titre de l'initiative JEREMIE (*Joint European Ressources for Micro to Medium Entreprises*) dans le cadre de l'emprunt de 200 milliers d'euros souscrit auprès de la Banque

Populaire Sud-Ouest à hauteur de 80% de son capital, soit 6 milliers d'euros au 31 mars 2020.

✓ Dans le cadre de l'emprunt de 500 milliers d'euros souscrit auprès du CIC, la société LDLC VR Studio bénéficie d'une garantie de la BPI, à hauteur de 50% de son capital, soit 64 milliers d'euros au 31 mars 2020.

5.2.3. Engagements liés aux activités opérationnelles de la société

Les tableaux ci-dessous présentent l'ensemble des engagements et obligations en matière de location-financement et location simple.

Location-financement

La valeur actualisée des loyers futurs incluse dans le poste « Emprunts et dettes financières » et concernant des biens activés répondent à la définition de contrat de location-financement.

La répartition des échéances est la suivante :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
À moins d'un an	0	1 415
De un à cinq ans	0	5 985
À plus de cinq ans	0	10 269
Valeur actualisée des loyers futurs	0	17 668

Location simple

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des engagements liés aux contrats de location simple et correspondent aux loyers non résiliables de magasins, plateformes logistiques et autres bâtiments (sièges et administratifs).

La répartition des échéances est la suivante :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
À moins d'un an	6 747	3 694
De un à cinq ans	23 808	11 654
À plus de cinq ans	20 502	8 239
Valeur actualisée des loyers futurs	51 057	23 587

5.3. IMPACTS DU CHANGEMENT DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Le Groupe a retraité les comptes comparatifs au titre de l'application du Règlement CRC 99-02 (voir note 2.2.2).

Conformément à l'ANC 2010-01, les comptes comparatifs ont été retraités, comme si le Règlement CRC 99-02 avait été appliqué au 1^{er} avril 2018.

Les principaux reclassements :

Certaines différences entre les IFRS et le Règlement CRC 99-02 sont sans incidence sur le résultat et les capitaux propres. Il s'agit notamment des différences de présentation suivantes :

Actifs et passifs courants et non courants

En IFRS, les éléments d'actif et de passif sont classés en « non courants » ou « courants ». Une telle distinction n'existe pas dans le Règlement CRC 99-02. En normes françaises, ces éléments sont classés en « actif immobilisé » « actif circulant » « provisions » ou « dettes ».

Affecturation

Le Groupe procède à des cessions de créances sans recours. En IFRS, la part des créances cédées non garantie est comptabilisée en créances clients et comptes rattachés. En normes françaises, elle est comptabilisée en autres créances.

Résultat courant et résultat exceptionnel

En normes françaises, il y a obligation de distinguer le résultat courant et le résultat exceptionnel. Cependant, le PCG ne fournit pas de définition précise du résultat exceptionnel. Il a été décidé de classer en résultat exceptionnel les opérations selon les critères définis par le Groupe et précisés en note 4.5.

Cotisation sur la valeur ajoutée

En IFRS, la CVAE est présentée en impôt sur le résultat. En normes françaises, la CVAE est classée dans le résultat d'exploitation.

Les principaux retraitements :

Écarts d'acquisition et frais d'acquisition

En IFRS, les écarts d'acquisition peuvent être traités selon la méthode du « goodwill complet ». En normes françaises, les écarts d'acquisition sont comptabilisés sur la base de la différence entre prix payé par le Groupe et sa quote-part dans la situation nette de la société acquise.

En IFRS, les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges opérationnelles. En normes françaises, ils sont inclus dans le prix d'acquisition des titres pour leur montant net d'impôt.

Le passage en normes françaises impacte la valeur de l'écart d'acquisition et la situation nette.

Attribution aux salariés d'actions propres

En IFRS, ces actions (ainsi que les provisions pour dépréciation) sont déduites des capitaux propres jusqu'à leur attribution définitive. En normes françaises, ces actions propres classées en titres de placement dans les comptes individuels sont maintenues dans cette rubrique dans les comptes consolidés, ainsi que les provisions en résultat financier.

Plans d'actions gratuites

En IFRS, les avantages accordés sous forme d'actions gratuites sont évalués à la juste valeur à la date d'attribution des actions et comptabilisés en contrepartie des capitaux propres. En normes françaises, ces actions sont évaluées au coût d'entrée des actions à la date de leur affectation aux plans et comptabilisées en contrepartie d'une provision pour charges. Le traitement comptable appliqué dans les comptes individuels est maintenu dans les comptes consolidés, y compris pour les mouvements qui restent comptabilisés en résultat exceptionnel.

Avantages du personnel – Écarts actuariels

En IFRS, les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements d'indemnités de fin de carrière sont constatées immédiatement en autres éléments du résultat global non recyclables (OCI) pour leur montant net d'impôt. En normes françaises, l'impact est constaté directement en charge d'exploitation. Le Groupe a choisi d'étaler cette charge selon la méthode du corridor.

IFRIC 21

En IFRS, en application de l'IFRIC 21, les taxes dont une entreprise est redevable en vertu d'une loi ou d'un règlement doivent être provisionnées au moment du fait générateur de la taxe telle que définie légalement.

Le Règlement CRC 99-02 ne prévoit pas de retraitement spécifique sur la comptabilisation des taxes.

5.3.1. État de passage du bilan au 31 mars 2019 des normes IFRS vers le Règlement CRC 99-02

Actif

		Retraitements IFRS -> CRC 99-02					
	31/03/2019 IFRS	Engagement IFC	IFRIC 21	CVAE	Frais d'acquisition	Écart d'acquisition	Actions propres destinées aux salariés
Écarts d'acquisition nets	26 725				589	(172)	
Autres immobilisations incorporelles nettes	25 576						
Immobilisations corporelles nettes	43 800						
Immobilisations financières nettes	5 301						
Impôts différés	4 210		(21)	(17)			
Actifs non courants	105 612	-	(21)	(17)	589	(172)	-
Stocks	63 731						
Clients et comptes rattachés	27 949						
Autres créances	16 833						
	-						1 216
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 315						
Actifs courants	125 829	-	-	-	-	-	1 216
Total de l'actif	231 441	-	(21)	(17)	589	(172)	1 216

				Reclassements IFRS -> CRC 99-02			
Contrat ASVEL	Stock	Plans AGA	Swap	Eurofactor	Impôt différé	Actifs non courants et courants	31/03/2019 Normes françaises
							27 142 Écarts d'acquisition nets
							25 576 Autres immobilisations incorporelles nettes
							43 800 Immobilisations corporelles nettes
							5 301 Immobilisations financières nettes
(38)	63		(48)		(2 680)	(1 469)	-
(38)	63	-	(48)		(2 680)	(1 469)	101 820 Actif immobilisé
	(198)						63 532 Stocks
				(1 464)			26 485 Clients et comptes rattachés
				1 464		1 469	19 766 Autres créances et comptes de régularisation
							1 216 Valeurs mobilières de placement
							17 315 Disponibilités
-	(198)	-	-	-	-	1 469	128 315 Actif circulant
(38)	(135)	-	(48)	-	(2 680)	-	230 134 Total de l'actif

Passif

	Retraitements IFRS -> CRC 99-2						
	31/03/2019 IFRS	Engagement IFC	IFRIC 21	CVAE	Frais d'acquisition	Écart d'acquisition	Actions propres destinées aux salariés
Capital	1 138						
Primes	21 053						
Réserves consolidées	36 655	625	(164)	(16)	589	10	
Titres auto-détenus	(1 491)						1 464
Résultat	(4 264)	(625)	29	(1)			(169)
Total des capitaux propres revenant aux actionnaires	53 091	-	(134)	(17)	589	10	1 296
Intérêts minoritaires	132					(182)	
Participations ne donnant pas le contrôle	-						
Total des capitaux propres	53 222	-	(134)	(17)	589	(172)	1 296
Emprunts à + d'un an	30 682						
Impôts différés	4 564			(0)			(80)
Provisions retraite	3 521						
Passifs non courants	38 767	-	-	(0)	-	-	(80)
Emprunts et autres financements courants	48 115						
Provisions pour risques et charges	92						
Fournisseurs et comptes rattachés	64 499						
Autres dettes	26 745		113				
Passifs courants	139 451	-	113	-	-	-	-
Total du passif	231 441	-	(21)	(17)	589	(172)	1 216

				Reclassements IFRS -> CRC 99-2				
Contrat ASVEL	Stock	Plans AGA	Swap	Eurofactor	Impôt différé	Passifs non courants et courants	31/03/2019 Normes françaises	
							1 138	Capital
							21 053	Primes
	(142)	(646)	81				36 993	Réserves consolidées
							(27)	Titres auto-détenus
82	8	99	21				(4 820)	Résultat
82	(135)	(547)	103			-	54 337	Total des capitaux propres - part du Groupe
							(50)	Intérêts minoritaires
							-	Participations ne donnant pas le contrôle
82	(135)	(547)	103	-		-	54 287	Total des capitaux propres
						(30 682)	-	
					(2 680)	(1 805)	-	
						639	4 160	Provisions
-	-	-	-	-	(2 680)	(31 847)	4 160	Provisions
						30 682	78 797	Emprunts et dettes financières
		547				(639)	-	
(120)							64 379	Fournisseurs et comptes rattachés
			(151)			1 805	28 511	Autres dettes et comptes de régularisation
(120)	-	547	(151)	-	-	31 847	171 687	Dettes
(38)	(135)	-	(48)		(2 680)	-	230 134	Total du passif

5.3.2. État de passage du compte de résultat au 31 mars 2019 des normes IFRS vers le Règlement CRC 99-02

	Retraitements IFRS -> CRC 99-02						
	31/03/2019 IFRS	Engagement IFC	Actions propres destinées aux salariés	Contrat ASVEL	Stock	Plans AGA	Swap
Chiffre d'affaires	507 494						
Autres produits opérationnels	382						
Achats consommés	(421 812)				11		
Marge brute	86 063	-	-	-	11	-	-
Autres achats charges externes	(29 965)			120			
Impôts et taxes	(2 630)						
Charges de personnel	(50 851)	(843)				146	
Dot. & rep. aux amortissements et provisions	(6 176)						
Autres charges et produits	(653)						
Résultat opérationnel courant	(4 211)	(843)	-	120	11	146	-
Autres charges opérationnelles	(67)						
Autres produits opérationnels	11						
Résultat opérationnel	(4 267)	(843)	-	120	11	146	-
Coût de l'endettement financier net	(1 858)						
Autres charges et produits financiers	16		(248)				31
Résultat avant impôt sur le résultat	(6 109)	(843)	(248)	120	11	146	31
						(330)	
						330	
Impôt	1 845	218	80	(38)	(4)	(47)	(10)
Résultat des sociétés intégrées	(4 264)	(625)	(169)	82	8	99	21
Résultat après IS des activités cédées	0	0					
Résultat net de l'exercice	(4 264)	(625)	(169)	82	8	99	21
Réévaluation des avantages au personnel nette d'IS	(614)	614					
Couverture des flux de trésorerie futurs	(7)	0					7
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(621)	614	-	-	-	-	7
Résultat net global	(4 885)	(11)	(169)	82	8	99	28

		Reclassements IFRS -> CRC 99-02						
CVAE	IFRIC 21	CVAE	Résultat exceptionnel	Provision indemnités fin de carrière	Résultat financier	31/03/2019 Normes françaises		
						507 494	Chiffre d'affaires	
						382	Autres produits d'exploitation	
						(421 801)	Achats consommés	
						-		
-	-	-	-	-	-	86 074	Marge brute	
						-		
						(29 845)	Autres achats charges externes	
	28	(793)				(3 395)	Impôts et taxes	
				1 214		(50 334)	Charges de personnel	
				(1 214)		(7 390)	Dot. & rep. aux amortissements et provisions	
			(0)			(653)	Autres charges et produits	
						-		
0	28	(793)	(0)	-		(5 543)	Résultat d'exploitation	
			67			-		
			(11)			-		
0	28	(793)	56			(5 543)		
					1 858	-	Coût de l'endettement financier net	
					202	-	Autres charges et produits financiers	
					(2 147)	(2 147)	Charges financières	
					87	87	Produits financiers	
0	28	(793)	56	-	-	(7 603)	Résultat courant des sociétés intégrées	
			(107)			(437)	Charges exceptionnelles	
			51			381	Produits exceptionnels	
(1)	2	793	0			2 839	Impôts sur les résultats	
(1)	29	0	-			(4 820)	Résultat net des sociétés intégrées	
0	0	0	0			0	Résultat après IS des activités cédées	
(1)	29	0	-	-	-	(4 820)	Résultat net de l'exercice	
						-		
						-		
-	-	-	-	-	-	-		
(1)	29	0	-	-	-	(4 820)		

5.3.3. État de passage des capitaux propres au 31 mars 2019 des normes IFRS vers le Règlement CRC 99-02

	Capital	Primes	Réserves consolidées
Capitaux propres au 31 mars 2019 - IFRS	1 138	21 053	32 391
Résultat net au 31 mars 2019			(486)
Gains-pertes enreg. en capitaux propres			984
Mouvements actions propres			(169)
Attribution gratuite d'actions			(547)
Augmentation de capital et primes			
Dividendes versés			
Divers			
Première application IFRS 15 (a)			
Réserves part. ne donnant pas le contrôle			
Capitaux propres au 31 mars 2019 - CRC 99-02	1 138	21 053	32 173

5.3.4. État de passage du tableau de flux de trésorerie au 31 mars 2019 des normes IFRS vers le Règlement CRC 99-02

	Retraitements IFRS -> CRC 99-02						
	31/03/2019 IFRS	Engagement IFC	IFRIC 21	CVAE	Frais d'acquisition	Écart d'acquisition	Stock
Résultat net des activités poursuivies	(4 264)	(625)	29	(1)			8
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie (a)	6 946	843					
Charge d'impôts (courants et différés)	(1 845)	(218)	(2)	1			4
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	67						
Sous-total	903	-	28	-	-	-	11
(capacité d'autofinancement avant impôt)							
Impôts versés	(413)			793			(67)
Variation du besoin en fonds de roulement	2 485		(28)				198
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	2 975	-	-	793	-	-	142
Produits des cessions d'actifs immobilisés nets d'impôts	(11)						
Acquisitions d'actifs immobilisés	(11 824)						
Réductions d'actifs immobilisés financiers	345						
Variation de périmètre	0						
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	(11 491)	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres et AGA	(329)						
Autres impacts	(156)				140		
Opérations sur instruments financiers	4						
Augmentation part des minoritaires	0						
Nouveaux emprunts	6 408						
Remboursements des emprunts	(10 864)						
Variation des autres dettes financières	(176)						
Dividendes versés aux minoritaires	(50)						
Dividendes versés	0						
Flux nets de trésorerie liés aux financements	(5 164)	-	-	-	140	-	-
(Diminution)/augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	(13 679)	-	-	793	140	-	142
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	30 143						
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	16 464						

Titres auto-détenus	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
(1 491)	53 091	132	53 222
	(486)		(486)
	984		984
1 464	1 296		1 296
	(547)		(547)
	0		0
	0		0
	0		0
	0		0
		(182)	(182)
(27)	54 337	(50)	54 287

					Reclassements IFRS -> CRC 99-02		
Contrat ASVEL	Actions propres destinées aux salariés	Autres impacts	Plans AGA	Swap	Eurofactor	CVAE	31/03/2019 Normes françaises
82	(169)		99	21			(4 820) Résultat net des activités poursuivies
	595		(330)				8 053 Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie
38	(80)		47	10		(793)	(2 839) Charge d'impôts (courants et différés)
							67 Plus ou moins-values de cessions d'actifs
120	346	-	(185)	31	-	(793)	462 Sous-total (capacité d'autofinancement avant impôt)
			(47)	(6)			260 Impôts versés
(120)			49	(21)			2 564 Variation du besoin en fonds de roulement
-	346	-	(182)	4	-	(793)	3 286 Flux nets de trésorerie générés par l'activité
							(11) Produits des cessions d'actifs immobilisés nets d'impôts
							(11 824) Acquisitions d'actifs immobilisés
							345 Réductions d'actifs immobilisés financiers
							- Variation de périmètre
-	-	-	-	-	-	-	(11 491) Flux nets de trésorerie liés aux investissements
	466		(151)				(14) Opérations sur actions propres et AGA
		(296)					(312) Autres impacts
				(4)			- Opérations sur instruments financiers
							- Augmentation part des minoritaires
							6 408 Nouveaux emprunts
							(10 864) Remboursements des emprunts
							(176) Variation des autres dettes financières
							(50) Dividendes versés aux minoritaires
							- Dividendes versés
-	466	(296)	(151)	(4)	-	-	(5 009) Flux nets de trésorerie liés aux financements
-	812	(296)	(332)	-	-	(793)	(13 213) (Diminution)/augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires
	999						31 141 Trésorerie, équivalents de trésorerie et des découverts bancaires à l'ouverture
	1 464						17 928 Trésorerie, équivalents de trésorerie et des découverts bancaires à la clôture

6. HONORAIRES DES CONTROLEURS LÉGAUX DES COMPTES

	PricewaterhouseCoopers				Cap Office			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Émetteur	147	0	78%	0%	138	50	79%	30%
Filiales intégrées globalement	41		22%		38	117	21%	70%
Sous-total audit	188		100%		175	167	100%	100%
Autres prestations								
SACC émetteur								
	25	12	100%	100%	4	20	55%	100%
SACC filiales intégrées globalement					3		45%	
Sous-total autres prestations	25	12	100%	100%	6	20	100%	100%
TOTAL	213	12			182	186		

Les SACC réalisés ont consisté en :

- rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales,
- attestations sur les ratios,
- revue limitée sur les comptes semestriels.

Mazars				Autres				TOTAL			
Montant HT		%		Montant HT		%		Montant HT		%	
Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20	Exercice clos au 31/03/19	Exercice clos au 31/03/20
	57		90%	(21)		-141%		264	107	70%	44%
	6		10%	36	13	241%	100%	114	136	30%	56%
	63		100%	15	13	100%	100%	378	243	100%	100%
	20		100%	4		100%		32	51	92%	100%
								3	0	8%	0%
	20		100%	4		100%		35	51	100%	100%
	83			19	13			413	294		

18.2. RAPPORT D'AUDIT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS ÉTABLIS EN NORMES FRANÇAISES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Groupe LDLC relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Directoire le 18 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de la crise liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.2.2 « Changement de référentiel comptable » et 5.3 « Impacts du changement de référentiel comptable sur les comptes consolidés » de l'annexe des comptes consolidés qui exposent les principaux retraitements réalisés sur les comptes comparatifs dans le cadre de la première application du Règlement CRC 99-02 au 31 mars 2020.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2020 s'établit à 27 467 Keuros, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans les notes 2.2.6 « Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisition associé à ces transactions » et 3.2.5 « Tests de dépréciation » de l'annexe aux comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à apprécier les éléments pris en considération pour estimer les valeurs recouvrables de ces écarts d'acquisition et la cohérence des hypothèses retenues lors de l'application de la méthode des flux de trésorerie actualisés. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les stocks de votre Groupe sont dépréciés selon les modalités décrites dans les notes 2.2.13 et 3.6 « Stocks » de l'annexe aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations des principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons apprécié le caractère approprié des méthodes comptables retenues et leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire arrêté le 18 juin 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de Commerce figure dans le rapport sur la gestion du Groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Lyon et à Villeurbanne, le 18 juin 2020

Les commissaires aux comptes

Cap Office
Mazars

Rémi Charnay
Pierre Beluze
Séverine Hervet

18.3. ÉTATS FINANCIERS EN NORMES FRANÇAISES DE LA SOCIÉTÉ AU 31 MARS 2020

1. Comptes sociaux de Groupe LDLC au 31 mars 2020

1.1. BILAN

Bilan actif

		Au 31 mars	
(en milliers d'euros sauf indication contraire)	Note	2020	2019
Immobilisations incorporelles nettes	(2.3.1)	25 735	26 136
Immobilisations corporelles nettes	(2.3.2)	6 766	7 773
Immobilisations financières nettes	(2.3.3)	22 806	25 797
Actif immobilisé		55 306	59 706
Stocks et en-cours	(2.3.4)	62 764	57 870
Clients et comptes rattachés	(2.3.5)	20 338	20 496
Autres créances	(2.3.6)	22 541	27 374
Disponibilités	(2.3.7)	16 522	16 245
Actif circulant		122 164	121 985
Comptes de régularisation	(2.3.8)	4 696	4 297
Total actif		182 166	185 988

Bilan passif

		Au 31 mars	
(en milliers d'euros sauf indication contraire)	Note	2020	2019
Capital	(1.3)	1 138	1 138
Prime d'émission ou de fusion	(1.3)	21 053	21 053
Réserve légale	(1.3)	114	114
Autres réserves	(1.3)	28 838	32 909
Report à nouveau	(1.3)	0	(2 780)
Résultat de l'exercice	(1.3)	244	(1 291)
Provisions réglementées		268	169
Total capitaux propres		51 654	51 312
Provisions pour risques et charges	(2.3.9)	4 494	4 134
Dettes financières	(2.3.10)	42 649	56 345
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(2.3.11)	53 873	53 731
Dettes fiscales et sociales	(2.3.12)	19 919	13 007
Autres dettes	(2.3.13)	5 243	5 720
Comptes de régularisation	(2.3.14)	4 334	1 740
Total passif		182 166	185 988

1.2. COMPTE DE RÉSULTAT

Compte de résultat

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

		Au 31 mars	
	Note	2020	2019
Vente de marchandises	(2.3.18)	404 585	422 353
Prestations vendues	(2.3.18)	16 070	14 119
Coût d'achat		(344 396)	(368 620)
Marge commerciale		76 258	67 851
Autres produits		482	(321)
Autres achats charges externes		(21 647)	(25 203)
Impôts et taxes		(2 144)	(2 540)
Charges de personnel	(2.3.20)	(31 618)	(33 887)
Dot. & rep. aux amortissements et provisions	(2.3.21)	(5 558)	(3 627)
Autres charges		(2 635)	(3 212)
Résultat d'exploitation		13 137	(938)
Produits financiers	(2.3.22)	441	506
Charges financières	(2.3.22)	(10 820)	(1 655)
Résultat financier		(10 379)	(1 149)
Résultat courant		2 757	(2 087)
Résultat exceptionnel	(2.3.23)	(131)	13
Participation des salariés aux résult. entrepr.		(778)	(0)
Impôt	(2.3.24)	(1 604)	783
Résultat net		244	(1 291)

1.3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes de fusion et émission	Réserve légale	Réserve indispon.	Autres réserves	Report à nouveau	Prov. régl.	Résultat de l'ex.	Total des cap. propres
Capitaux propres au 31 mars 2018	1 138	21 053	114	0	28 348	480	246	4 081	55 459
Affectation résultat exercice précédent					4 561	(480)		(4 081)	0
Dividendes attribués/ ex. clos 31/03/2018									0
Amortissements dérogatoires							(77)		(77)
Impact changement de méthode						(2 780)			(2 780)
Résultat de l'exercice au 31/03/2019								(1 291)	(1 291)
Capitaux propres au 31 mars 2019	1 138	21 053	114	0	32 909	(2 780)	169	(1 291)	51 312
Affectation résultat exercice précédent					(4 071)	2 780		1 291	0
Dividendes attribués/ ex. clos 31/03/2019									0
Amortissements dérogatoires							98		98
Résultat de l'exercice au 31/03/2020								244	244
Capitaux propres au 31 mars 2020	1 138	21 053	114	0	28 838	0	268	244	51 654

✓ Répartition du capital au 31 mars 2020

Au 31 mars 2020, le capital de la société Groupe LDLC est composé de 6 322 106 actions d'un montant nominal de 0,18 euro.

Il est rappelé que les statuts prévoient un droit de vote double lorsque les actions sont détenues depuis plus de 2 ans au nominatif conformément à l'article L.225-123 du Code du Commerce.

	Nombre d'actions	Dont titres auto-détenus	Nombre d'AGA
Total au 31 mars 2018	6 322 106	120 943	118 643
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		48 266	46 318
Attribution d'actions gratuites		(41 731)	(41 731)
Total au 31 mars 2019	6 322 106	127 478	123 230
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		75 866	77 402
Attribution d'actions gratuites		(64 726)	(64 726)
Total au 31 mars 2020	6 322 106	138 618	135 906

2. Annexe aux comptes sociaux du 31 mars 2020

(Montants exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire)

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels couvrant la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 ; ces comptes ont été arrêtés par le Directoire de l'entreprise.

2.1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Comme annoncé dans sa communication du 20 mai 2019, Groupe LDLC a procédé, sur le premier semestre de son exercice 2019/2020, au transfert de la cotation de ses actions sur le marché Euronext Growth à Paris. La demande d'admission des titres sur ce dernier a été approuvée par l'Euronext Listing Board le 14 août 2019 et rendue effective le 2 septembre 2019.

Par ce transfert vers Euronext Growth, la société souhaite se positionner sur un marché plus approprié à sa taille, simplifier son fonctionnement et diminuer ses coûts, tout en lui permettant de continuer à bénéficier des attraits des marchés financiers.

Le 29 novembre 2019, la société Groupe LDLC a cédé 6 000 actions détenues sur la société Bluescreen pour un montant de 6 milliers d'euros, ce qui ramène son pourcentage de détention sur cette société à 80%.

Le 17 décembre 2019, la société Groupe LDLC ouvre les portes de sa marketplace. Cette offre complémentaire vise à élargir significativement le nombre de références proposées. La marketplace concerne principalement des catégories connexes sur lesquelles un sourcing n'est pas justifié.

Depuis le 17 décembre 2019, la société Groupe LDLC via sa marque SOLAARI lance la commercialisation de son premier sabre connecté. Ce sabre fabriqué par la société Groupe LDLC avait bénéficié en janvier 2019 d'un pré-lancement sous le format d'un Kickstarter. Cette plateforme de financement participatif avait permis à plus de 400 passionnés de pré-commander leur sabre. Le 5 mars 2020, la société Groupe LDLC a signé un partenariat avec la Fédération Française d'Escrime et son académie de sabre laser pour une durée de 3 ans.

Le 18 décembre 2019, la société Groupe LDLC a acquis 100% des actions de la société LDLC VR Studio pour un montant de 20 milliers d'euros.

Le 5 février 2020, la société Groupe LDLC a racheté une boutique faisant partie du réseau de franchises du Groupe et a ainsi acquis 100% des actions de la société Avitech pour un montant de 90 milliers d'euros.

Le 6 février 2020, la société Groupe LDLC a annoncé le désengagement de sa présence physique en Espagne avec la fermeture de ses deux boutiques, situées à Madrid et Barcelone. Cependant, la société conserve une activité de distribution en ligne à destination de l'Espagne (voir note 2.3.3, note 2.3.5, note 2.3.6, note 2.3.9 et note 2.3.22).

Durant la crise sanitaire du Covid-19, l'activité des boutiques du réseau LDLC et Materiel.net a été définie par arrêté ministériel du 15 mars 2020 comme indispensable à la vie de la Nation. Malgré ce statut, certaines boutiques ont fermé leurs portes. La société a maintenu quelques boutiques ouvertes avec une activité réduite, afin de permettre notamment la distribution et la gestion des SAV de matériel informatique aux particuliers et aider les entreprises dans l'accès au matériel nécessaire au télétravail.

Les activités BtoB connaissent également temporairement une baisse sensible d'activité.

L'ensemble des activités de distribution en ligne de Groupe LDLC est resté opérationnel durant toute la période du confinement.

La société a eu recours au chômage partiel pour faire face à la baisse temporaire de son activité en boutique ; à ce titre un produit de 18 milliers d'euros a été enregistré dans les comptes du 31 mars 2020.

Dans ce contexte de crise sanitaire, la société Groupe LDLC a sollicité l'ensemble des banques auprès desquelles des emprunts sont souscrits et a pu obtenir, fin mars 2020, une suspension des échéances dues pour une durée de 6 mois (voir note 2.3.10).

2.2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément au Plan Comptable Général, Règlement ANC n° 2018-01 du 20 avril 2018 (homologué par arrêté ministériel du 8 octobre 2018) sur les changements comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles généralement admises d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont principalement constituées de licences d'utilisation de logiciels, de droit au bail, de frais de développement liés à des projets informatiques et de frais de recherche et développement.

Le mode d'amortissement retenu est l'amortissement linéaire à compter de la mise en service sauf pour les logiciels dont la date de début d'amortissement correspond à la date d'acquisition.

La société Groupe LDLC a pris l'option d'amortir les droits au bail sur la durée restante du bail.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Logiciels	3 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 8 ans

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en immobilisations ou en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, selon si les projets répondent ou pas aux critères d'activation d'une immobilisation.

Les conditions d'activation cumulatives à respecter sont les suivantes :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention d'achever l'immobilisation et de la mettre en service ou de la vendre,
- la capacité à mettre en service ou vendre l'immobilisation,
- la capacité de l'immobilisation à générer des avantages économiques futurs probables,
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'achat y compris frais d'acquisition, incluant, le cas échéant, des coûts d'assemblage si le matériel informatique est acheté par la société pour son propre compte.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée, dès que l'actif est prêt à être mis en service.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Installations et agencements	8 à 10 ans
Matériel	5 à 8 ans
Installations techniques	8 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

La société a opté pour le rattachement au coût d'acquisition des immobilisations financières des frais d'acquisition tels que les droits de mutations, honoraires, commissions, frais d'actes et autres frais visés dans l'avis n°2006 du 7 juin 2006 du Comité d'urgence du CNC. Ces frais sont amortis comptablement sur 5 ans et font l'objet d'une dotation aux amortissements dérogatoires.

Une dépréciation des titres de participation est constatée dès lors que leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est calculée à partir de différentes méthodes faisant référence aux actifs nets comptables, à la rentabilité prévisionnelle et au respect des prévisions pluriannuelles ainsi que sur des *cash-flows* futurs actualisés ajustés de la trésorerie nette.

Les autres immobilisations financières comprennent les actions propres acquises soit dans le cadre de liquidité soit dans le cadre d'un contrat de rachat avec une société d'investissement. Les actions sont dépréciées en fonction du cours de bourse moyen du dernier mois de l'exercice.

Stocks

Les marchandises sont évaluées selon la méthode premier entré-premier sorti.

Les stocks comprennent tous les coûts d'achat ainsi que les coûts variables de logistique, du service achat et les frais de transport. Les avantages obtenus des fournisseurs comptabilisés en déduction du coût d'achat des marchandises vendues sont déduits de la valeur des stocks.

Une dépréciation est enregistrée lorsque :

- la valeur probable de réalisation des stocks est inférieure à leur coût de revient,
- les références en stock présentent des risques de non écoulement à des conditions normales.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais de vente.

Clients et autres créances

Les comptes clients et autres créances sont enregistrés à leur valeur nominale.

Ils sont dépréciés au cas par cas en fonction de l'ancienneté et de la recouvrabilité de la créance.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent à la fois la trésorerie immédiatement disponible et des actions propres achetées dans le cadre de plans d'attribution gratuite d'actions.

Les mouvements bancaires en devises sont valorisés à la date de l'opération. En fin de mois, les comptes sont réactualisés au cours de clôture. Cette réactualisation a pour contrepartie, soit un compte de gain de change, soit un compte de perte de change.

Conformément à l'avis du CNC du 6 novembre 2008, les actions propres affectées aux plans en cours ne sont pas dépréciées en fonction du cours de bourse.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont établies conformément au « Règlement sur les passifs » (CRC 200-06).

Elles sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour la société. Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables ou en utilisant des méthodes statistiques selon la nature des provisions.

Opérations en devises

La première application du Règlement ANC 2015-05, relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, a eu pour impact le classement en résultat d'exploitation des gains et pertes de change sur les opérations commerciales.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture.

La différence résultant de l'actualisation des créances et dettes en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

Chiffre d'affaires

Les revenus résultant des produits sont présentés en « Ventes de marchandises » et les services associés sont présentés en « Prestations vendues » dans le compte de résultat.

Les ventes de produits sont comptabilisées en ventes de marchandises lorsque les critères suivants sont remplis :

- l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété a été transféré à l'acheteur,
- le montant des revenus et les coûts associés à la transaction peuvent être évalués de façon fiable,
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction bénéficieront à la société.

Les ventes de marchandises destinées aux professionnels et particuliers, hors clients boutiques et filiales, présentées au compte de résultat sont retraitées de l'effet, en moyenne, des deux derniers jours des ventes. La société estime en effet que les risques et avantages inhérents à la propriété n'ont pas encore été transférés à l'acheteur durant cet intervalle compte tenu des délais moyens de livraison observés par

les transporteurs. En ce qui concerne les prestations de services, le chiffre d'affaires n'est reconnu que lorsque les services sont rendus.

Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas visées par les règlements ANC n° 2010-02 et 2010-03.

Événements postérieurs à la clôture

À compter du 1^{er} avril 2020, le site Internet espagnol est hébergé sur la société Groupe LDLC.

Le 10 avril 2020, la société Groupe LDLC a réalisé l'acquisition du fonds de commerce de Top Achat pour un montant de 3 millions d'euros. Ce rapprochement est une source d'opportunités et de synergies complémentaires. L'activité de Top Achat s'intègre pleinement à la stratégie de distributeur de produits High-Tech.

Fin avril 2020, la société Groupe LDLC a souscrit 4 prêts « PGE » de 4,5 millions d'euros chacun en vue de financer les besoins de trésorerie du Groupe. Ce montant de 18 millions d'euros de prêt bénéficie à hauteur de 90% de la garantie de l'État accordée aux établissements de crédits et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finance rectificative pour 2020.

Les déclarations gouvernementales sur les mesures de déconfinement ont permis aux boutiques du réseau LDLC et Materiel.net, fermées depuis le 17 mars 2020, de rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020 dans le respect des mesures « barrières » préconisées.

À la connaissance de la société, aucun autre événement susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes sociaux de la société n'est intervenu depuis le 31 mars 2020.

2.3. COMPLÉMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

Valeurs brutes	31/03/2019	Acquisitions	Virt. poste	Cessions M. Rebut	31/03/2020
Logiciels et autres immob. incorp.	5 658	1 356	2 198	50	9 162
Droit au bail	470	70			540
Immobilisations incorporelles en cours	3 399	611	(2 386)		1 624
Mali de fusion Domisys	11 945				11 945
Marque Domisys	6 640				6 640
Total	28 112	2 037	(188)	50	29 910

Les immobilisations incorporelles concernent essentiellement des logiciels, droits au bail, frais de développement de projets informatiques et frais de projets de recherche et développement.

L'augmentation des immobilisations incorporelles provient principalement des développements en interne de projets informatiques pour un montant de 943 milliers, des projets de recherche et développement à hauteur de 986 milliers d'euros, dont 595 milliers en immobilisations incorporelles en cours.

Les projets informatiques mis en service sur l'exercice s'élèvent à 2 537 milliers d'euros et les projets de recherche et développement à 996 milliers d'euros. L'ensemble des projets informatiques en cours au 31 mars 2019 a été activé au 31 mars 2020.

Le compte de production immobilisée correspondant à l'activation des projets informatiques et de recherche et développement est présenté sur la ligne « Autres achats charges externes » du compte de résultat. Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, ces coûts de développement s'élèvent à 1 575 milliers d'euros et sont composés essentiellement de coûts externes (928 milliers d'euros) et de coûts de personnel (647 milliers d'euros).

Amortissements et dépréciations	31/03/2019	Dotations	Reprises	31/03/2020
Logiciels et autres immob. incorp.	1 024	1 360	50	2 333
Droit au bail	122	60		182
Marque Domisys	830	830		1 660
Total	1 976	2 250	50	4 176

La forte augmentation des dotations au 31 mars 2020 provient essentiellement de l'amortissement des différents projets internes, ce qui représente un montant de 1 208 milliers d'euros contre 202 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

Valeurs brutes	31/03/2019	Acquis.	Virt. poste	Cessions M. rebut	31/03/2020
Installations et agencements	11 841	767	722	153	13 176
Matériel	6 289	28	664		6 980
Matériel de transport	34				34
Matériel de bureau et mobilier	4 407	376	229	59	4 953
Immob. corpor. en-cours	1 618		(1 615)	1	2
Total	24 189	1 171	0	214	25 146

La finalisation des travaux de réaménagement des locaux situés à Grandchamps-des-Fontaines a généré sur l'exercice des acquisitions d'immobilisations corporelles à hauteur de 296 milliers d'euros et pour 118 milliers d'euros sur les locaux administratifs situés à Limonest.

Le montant total des agencements mis en service et réalisés pour les locaux situés à Grandchamps-des-Fontaines s'élève à 1 148 milliers d'euros.

Suite à la levée d'option du crédit-bail immobilier exercée par la filiale CAMPUS 2017, la société Groupe LDLC a racheté des agencements à la société CAMPUS 2017 pour un montant de 314 milliers d'euros.

Le projet de l'Autostore (système de stockage et robots de manutention) a été mis en service sur l'exercice pour 675 milliers d'euros.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

	31/03/2019 - valeur brute	Acquis.	Virt. poste	Cessions M. Rebut	31/03/2020 - valeur brute	Dépréc.	31/03/2020 - valeur nette
Titres Hardware	3 033				3 033		3 033
Titres Nemeio	8				8	(8)	0
Titres DLP Connect	24				24		24
Titres Anikop	24				24		24
Titres LDLC Distribution	100				100		100
Titres École LDLC	500				500		500
Titres LDLC Villefranche	303				303		303
Titres LDLC Bordeaux	30				30		30
Titres LDLC Villeurbanne	30				30		30
Titres LDLC Lille V2	2				2		2
Titres LDLC Event	21				21		21
Titres CAMPUS 2017	2				2		2
Titres LDLC Lyon 7	30				30		30
Titres LDLC Corneilles	30				30		30
Titres ADB Limonest	30				30		30
Titres Domimo 2	1 907				1 907		1 907
Titres Domimo 3	224				224		224
Titres NLCL	1 500				1 500		1 500
Divers titres	1				1		1
Titres OLYS	15 347				15 347	(3 500)	11 847
Titres LDLC7	30				30		30
Titres Bluescreen	30			(6)	24		24
Titres LDLC9	30				30		30
Titres ADB Orgeval	30				30		30
Titres LDLC11	30				30		30
Titres LDLC12	30				30		30
Titres LDLC13	30				30		30
Titres Groupe LDLC España	50	5 200			5 250	(5 250)	0
Titres Avitech	0	20			20		20
Titres LDLC VR Studio	0	90			90		90
Titres CG Développement	400				400		400
Titres Phox	2				2	(2)	0
Titres Immo FI 1	348				348		348
Titres Presse non-stop	51				51	(38)	13
Titres auto-détenus	27	1 779	(597)	(1 183)	25		25
Dépôts et cautionnements	1 279	673	(188)	(276)	1 489		1 489
Intérêts courus s/dépôts et cautionnements	23	3		(0)	26		26
Fonds de garantie	310	55	188		553		553
Total brut	25 845	7 820	(597)	(1 465)	31 603	(8 797)	22 806

Les acquisitions concernent principalement les dépôts de garantie versés aux nouveaux propriétaires du siège social situé à Limonest à hauteur de 386 milliers d'euros, ainsi qu'à ceux de l'entrepôt et des bureaux de Grandchamps-des-Fontaines à hauteur de 188 milliers d'euros.

La diminution des dépôts et cautionnements s'explique essentiellement par le remboursement de la caution de 215 milliers d'euros à la SCI Domimo 2 suite à la cession des murs de Grandchamps-des-Fontaines.

En date du 27 mars 2020, Groupe LDLC a procédé à une augmentation de capital d'un montant de 5 200 milliers d'euros de sa filiale Groupe LDLC España par incorporation de créance. Suite à la décision de se désengager de ses activités boutiques en Espagne, les titres de participation détenus sur la société Groupe LDLC España pour un montant de 5 250 milliers d'euros ont été totalement dépréciés au 31 mars 2020.

Le 29 novembre 2019, la société Groupe LDLC a cédé 20% des actions détenues sur la société Bluescreen pour un montant de 6 milliers d'euros.

La société Groupe LDLC a acquis 100% des actions de la société LDLC VR Studio le 18 décembre 2019 et de la société Avitech le 5 février 2020. Ces acquisitions ont été réalisées à hauteur d'un montant de 90 milliers d'euros pour Avitech et 20 milliers d'euros pour LDLC VR Studio.

La société Groupe LDLC détient 2 712 de ses propres actions au 31 mars 2020. Leur valeur de marché au 31 mars 2020 s'élève à 24 milliers d'euros.

Les principales dépréciations concernent les filiales :

- Groupe LDLC España dont 100% des titres ont été dépréciés pour un montant de 5,25 millions d'euros ;
- OLYS dont les titres ont été dépréciés à hauteur de 3,5 millions d'euros suite aux tests de dépréciation.

Test de dépréciation OLYS

Les flux de trésorerie ont été évalués à partir des budgets et des plans à cinq ans établis à partir des perspectives de croissance et de marge cohérents avec les performances historiques de la société OLYS et de ses marchés. Dans le contexte des événements survenus en lien avec le Covid-19,

trois scénarios différents ont été pris en compte et ont été pondérés en fonction de leur probabilité de survenue. Chaque scénario reflète les hypothèses d'impact du Covid-19 sur le chiffre d'affaires et la marge d'EBITDA sur la période du *business plan*. Le taux de croissance retenu pour la projection des *cash-flows* à l'infini, soit 1,9%, est cohérent avec les taux d'inflation à long terme en France.

Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendu des capitaux engagés. Il est calculé à partir des données financières d'un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que le Groupe. Au 31 mars 2020, le taux d'actualisation déterminé à partir des données de marché est de 12,9% pour OLYS.

Après examen de la valeur des titres de participation, une dépréciation de 3,5 millions d'euros a été comptabilisée au 31 mars 2020.

Analyse de sensibilité

Le Groupe a procédé aux analyses de sensibilité des résultats des tests de dépréciation en fonction de différentes hypothèses de ratio d'EBITDA utilisées pour le calcul de la valeur terminale et de taux d'actualisation.

Des analyses de sensibilité ont été réalisées pour chaque scénario aux hypothèses prises individuellement incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières (-50 pdb pour le ratio EBITDA/CA, +100 pdb pour le taux d'actualisation).

Sur la base des hypothèses retenues, la valeur d'utilité des titres OLYS issue de la moyenne pondérée des trois scénarios est inférieure de 3,5 millions d'euros à sa valeur comptable au 31 mars 2020. Les résultats du test de sensibilité sont les suivants :

Appréciation/(Dépréciation) – *Headroom* en millions d'euros

Ratio EBITDA/CA	-50 pdb
	-5,2
Taux d'actualisation	+100 pdb
	-4,2

Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de m/ses	64 240	1 476	62 764	59 106	1 236	57 870
Total stocks de m/ses	64 240	1 476	62 764	59 106	1 236	57 870

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

Clients et comptes rattachés

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients	21 579	1 241	20 338	20 885	389	20 496
Total	21 579	1 241	20 338	20 885	389	20 496

L'échéance de la totalité des créances clients est à moins d'un an.

L'augmentation de la dépréciation par rapport au 31 mars 2019 s'explique principalement par la provision de la créance détenue sur la société Groupe LDLC España pour un montant de 557 milliers d'euros.

Autres créances

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Avances et acomptes	1 235	59	1 177	396
Fournisseurs avoirs à recevoir	4 134		4 134	4 297
État (IS, TVA, autres produits à recevoir)	1 073		1 073	4 224
État produits à recevoir	18		18	0
Produits à recevoir	742		742	1 123
Compte courant et retenue garantie Eurofactor	483		483	1 781
Compte courant des filiales	15 099	252	14 847	15 546
Débiteurs divers	67		67	6
Total	22 852	311	22 541	27 374

L'ensemble des autres créances est à échéance à moins d'un an.

Les autres créances incluent un montant de 483 milliers d'euros correspondant au compte courant et retenue de garantie Eurofactor.

Pour rappel, la société Groupe LDLC avait signé en mars 2017 un nouveau contrat d'affacturage avec Eurofactor.

Le poste « Compte courant des filiales » est principalement composé des comptes courants avec les filiales suivantes :

- OLYS pour 7 453 milliers d'euros,
- LDLC Event pour 1 689 milliers d'euros,
- ADB Limonest pour 1 015 milliers d'euros,
- LDLC Bordeaux pour 840 milliers d'euros,
- Anikop pour 659 milliers d'euros,
- DLP Connect pour 599 milliers d'euros,
- Avitech pour 514 milliers d'euros,
- LDLC VR Studio pour 511 milliers d'euros.

Disponibilités

Ce poste s'analyse comme suit :

Valeurs	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	Brutes	Prov.	Nettes	Brutes	Prov.	Nettes
Sous-total disponibilités	14 908	0	14 908	15 029	0	15 029
Sous-total valeurs mob. placem.	1 614	0	1 614	1 464	248	1 216
Total	16 522	0	16 522	16 493	248	16 245

Les valeurs mobilières de placement correspondent exclusivement aux 135 906 actions auto-détenues par Groupe LDLC contre 123 230 actions sur l'exercice précédent.

La dépréciation des comptes courants filiales de 252 milliers d'euros concerne exclusivement celui de la filiale Groupe LDLC España (voir note 2.3.5).

Pour rappel, le poste « État » était constitué principalement au 31 mars 2019 d'une créance d'impôt suite aux versements d'acomptes d'impôt société pour un montant de 3 237 milliers d'euros. Au 31 mars 2020, un impôt société est dû et figure dans le poste « Dettes fiscales et sociales » (voir note 2.3.12).

Les actions propres sont valorisées à leur coût d'acquisition et comparées au cours moyen du dernier mois de clôture, ce qui n'a donné lieu à aucune dépréciation sur l'exercice.

Comptes de régularisation

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Factures de marchandises livrées après la clôture	2 503	2 485
Ch. const. avance/loyers immob. et ch. locatives	824	459
Ch. const. avance diverses relevant de l'exploitation	1 307	1 298
Ch. const. avance diverses relevant du financier	0	0
Sous-total charges constatées d'avance	4 634	4 242
Écarts de conversion actifs	62	55
Total	4 696	4 297

Provisions pour risques et charges

Ce poste s'analyse comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020					Du 01/04/2018 au 31/03/2019					
	Solde ex. antér.	Prov. Risq. & Ch. Const./ ex.	Mont. util./ex.	Mont. non util. rep./ ex.	Total	Solde ex. antér.	Apport fusion Domisys	Prov. Risq. & Ch. Const./ ex.	Mont. util./ex.	Mont. non util. rep./ ex.	Total
Ind. fin carrière	2 907		6	(20)	2 894	1 589	180	1 138			2 907
Attrib. actions grat.	1 106	57	(481)		682	2 109		24	(330)	(697)	1 106
Autres provisions	98	170	(98)		170	160	0	98	(161)		98
Provision loyer/ chges loc.	0				0	18			(18)		0
Prov./sit. nette négative de Groupe LDLC España	0	740			740						0
Provisions salariés	23	3	(18)		8	24	34	18	(47)	(5)	23
Total	4 134	970	(590)	(20)	4 494	3 900	214	1 278	(556)	(702)	4 134

La société n'a pas connaissance au 31 mars 2020 d'événements susceptibles de justifier la constitution de provisions pour risques et charges autres que ceux ayant fait l'objet des provisions suivantes :

Indemnités de fin de carrière

La société Groupe LDLC applique la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 émise par l'Autorité des Normes Comptables.

Les principales hypothèses utilisées au 31 mars 2020 pour le calcul de la provision indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Hypothèses retenues	Au 31 mars 2020	Au 31 mars 2019
Hypothèses économiques		
Taux de croissance des salaires cadres	2,5%	2,5%
Taux de croissance des salaires non cadres	2,5%	2,5%
Taux d'actualisation par référence à l'Iboxx Corporates AA	1,42%	1,05%
Durée moyenne résiduelle d'activité	19 à 21 ans	20 à 22 ans
Hypothèses démographiques		
Âge de départ en retraite	60 à 67 ans	60 à 67 ans
Tables de mortalité	Insee 2018	Insee 2017
Turn-over	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société

✓ Convention collective applicable : « des entreprises de vente à distance » - IDCC 2198

Attribution d'actions gratuites

Plusieurs plans d'attribution d'actions gratuites sont en cours :

- Attribution du 29 juin 2017 de 10 000 actions existantes de Groupe LDLC qui ne deviendra définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux à six ans, les bénéficiaires devant ensuite conserver les actions ainsi attribuées pendant deux années.
- Attribution du 23 février 2018 de 35 000 actions existantes de Groupe LDLC qui ne deviendra définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux à quatre ans, les bénéficiaires devant ensuite conserver les actions ainsi attribuées pendant une année.

L'attribution de ces actions est soumise à une condition de présence, sauf pour le plan d'attribution du 9 juillet 2014, mais n'est pas soumise à une condition de performance.

La provision pour charges de 682 milliers d'euros comptabilisée au 31 mars 2020 est destinée à couvrir la sortie probable de ressources pour chacune des tranches des plans de 2017 à 2018, en fonction de la probabilité d'atteinte des conditions de présence et du prorata de service rendu.

La contrepartie de cette provision est une charge de personnel.

Les plans de juin 2017, novembre 2017 et février 2018 font l'objet de conventions de refacturation avec des filiales (voir note 2.3.17).

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, 64 726 actions ont été attribuées définitivement.

Information sur les plans d'attribution d'actions gratuites

En cours

Date d'attribution	29/06/2017	23/02/2018
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	10 000	35 000
Date d'acquisition des actions	1 000 actions au 29/06/2019 1 000 actions au 29/06/2020 2 000 actions au 29/06/2021 3 000 actions au 29/06/2022 3 000 actions au 29/06/2023	10 000 actions au 23/02/2020 12 500 actions au 23/02/2021 12 500 actions au 23/02/2022
Période de conservation	2 ans	1 an

Filiale Groupe LDLC España

Suite à la décision d'arrêter les activités boutiques de l'Espagne, une provision de 740 milliers d'euros a été constituée pour couvrir le risque de combler les pertes à hauteur des capitaux nets négatifs de la filiale Groupe LDLC España.

Dettes financières

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020				Du 01/04/2018 au 31/03/2019			
	Montant brut	De - 1 an	De 1 à 5 ans	De + 5 ans	Montant brut	De - 1 an	De 1 à 5 ans	De + 5 ans
Emprunts	26 439	7 395	18 589	455	51 824	41 586	8 818	1 420
Découverts bancaires et intérêts courus	155	155			258	258		
Cpte courant ImmoFi	205	205			178	178		
Associés - intérêts courus	16	16			19	19		
Cpte courant Nemeio	5	5			7	7		
Cpte courant École LDLC	878	878			808	808		
Cpte courant Hardware	2 309	2 309			2 365	2 365		
Cpte courant LDLC Distribution	37	37			724	724		
Cpte courant CAMPUS 2017	6 472	6 472						
Cpte courant LDLC Villeurbanne	15	15						
Cpte courant Domimo 2	5 142	5 142			163	163		
Cpte courant Domimo 3	976	976						
Total	42 649	23 604	18 589	455	56 345	46 107	8 818	1 420

Découverts bancaires

Les ouvertures de crédit sont rémunérées pour une durée indéterminée sur la base des taux suivants s'élevant, selon les établissements financiers, à :

✓ Euribor 3 M + 1%

Les autorisations de découverts accordées à la société Groupe LDLC s'élèvent à 7,5 millions d'euros au 31 mars 2020.

Emprunts

Le 31 mars 2016, la société Groupe LDLC a contracté un emprunt de 23 millions d'euros aux fins de financer partiellement l'acquisition de Materiel.net et des frais y afférents. Cet emprunt est remboursable sur une durée de 7 ans au taux Euribor 3 mois auquel s'ajoute une marge prêt d'acquisition qui sera réajustée annuellement en fonction du ratio de levier.

Le 19 janvier 2018, la société Groupe LDLC a contracté deux emprunts d'un montant respectif de 10 millions d'euros et 5,3 millions d'euros aux fins de financer l'acquisition des sociétés OLYS et Synopsis et des frais y afférents.

Concernant l'emprunt de 10 millions d'euros, un avenant n°2 au contrat de crédit en date du 31 mars 2016 a été signé le 19 janvier 2018. La durée de remboursement a été alignée

avec le prêt relatif à l'acquisition 2016. Les conditions du prêt de 23 millions d'euros s'appliquent de manière identique à celui de 10 millions d'euros.

Ces emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros sont assortis également d'un crédit renouvelable de 15 millions d'euros utilisable par tirage d'un montant minimum de 1 million d'euros destiné à financer partiellement les besoins en fonds de roulement de la société Groupe LDLC et de ses filiales. Le crédit renouvelable est rémunéré sur la base du taux Euribor auquel s'ajoute une marge crédit renouvelable qui sera réajustée annuellement en fonction du ratio de levier. Au 31 mars 2020, ce crédit n'est pas utilisé.

Le 11 décembre 2019, un accord à la majorité a été donné par le pool bancaire sur la prorogation jusqu'au 31 mars 2021 du crédit renouvelable pour un montant de 13,5 millions d'euros.

Pour couvrir les intérêts de ces emprunts à taux variable relatifs aux acquisitions 2016 et 2018, des contrats de swap ont été souscrits.

L'avenant au contrat de crédit qui intègre les acquisitions de 2016 et 2018 est assorti de respect de « ratios bancaires » (ratios, limites d'investissements...) dont le non-respect peut entraîner, sous certaines conditions, le remboursement anticipé.

Ces « ratios bancaires » sont basés contractuellement sur les comptes consolidés et sont testés semestriellement.

Le contrat de crédit comporte deux ratios bancaires financiers basés contractuellement sur les comptes consolidés et qui sont testés semestriellement :

- ✓ Un ratio de levier : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » (soit l'endettement financier diminué de la trésorerie et augmenté des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros) divisé par « l'EBE consolidé retraité » (soit le résultat d'exploitation du Groupe augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions incluses dans le résultat d'exploitation, augmenté de la cotisation sur la valeur ajoutée et des escomptes obtenus auprès des fournisseurs).
- ✓ Un ratio de *gearing* : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » (soit l'endettement financier diminué de la trésorerie et augmenté des engagements par signature donnés à titre de garantie pour un montant de 89 milliers d'euros) divisé par les « fonds propres consolidés » (y compris les minoritaires).

Le contrat de crédit comporte également une limite d'investissements à respecter par les membres du Groupe.

Les ratios bancaires du contrat de crédit sont respectés au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2019, les ratios bancaires du contrat de crédit

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Fournisseurs	38 089	41 767
Fournisseurs effets à payer	13 274	10 397
Fournisseurs factures non parvenues	2 510	1 567
Total	53 873	53 731

Les échéances de la totalité des dettes fournisseurs et comptes rattachés sont à moins d'un an.

n'étaient pas respectés et les dettes adossées avaient été reclassées à moins d'un an pour un montant de 33,1 millions d'euros dans le bilan du 31 mars 2019.

Conformément à l'avenant n°2 du contrat de crédit, les cessions des actifs immobiliers réalisées sur l'exercice ont entraîné un remboursement anticipé de 6 millions d'euros en date du 13 décembre 2019, soit 3 millions d'euros sur chacun des deux emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros, écourtant ainsi la durée de remboursement de ces deux emprunts. Le dernier remboursement interviendra donc le 30 septembre 2022 pour l'emprunt de 23 millions d'euros et le 30 septembre 2021 pour celui de 10 millions d'euros.

L'emprunt de 5,3 millions d'euros est remboursable sur une durée de 7 ans au taux fixe de 1,31% l'an avec un différé d'amortissement des 8 premiers trimestres. Le premier versement comprenant l'amortissement du capital et le paiement des intérêts devait intervenir au 30 avril 2020.

Suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, la société Groupe LDLC a obtenu fin mars 2020 de la part de l'ensemble des banques une suspension des mensualités d'emprunts pour une durée de 6 mois, ce qui représente un report des échéances de fin mars 2020 à hauteur de 2,9 millions d'euros, ainsi qu'un report de la dette à moins d'un an de 1,5 million d'euros.

En avril 2019, un emprunt de 1,1 million d'euros a été souscrit par la société Groupe LDLC afin de financer le BFR du Groupe.

Dettes fiscales et sociales

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Dettes envers le personnel	5 537	4 593
Dettes envers les organismes sociaux	2 475	2 181
État (impôt sur les bénéfices, TVA, autres)	11 906	6 233
Total	19 919	13 007

La hausse des dettes envers le personnel provient principalement de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise pour 778 milliers d'euros.

Au 31 mars 2020, la forte hausse des dettes envers l'État provient essentiellement de :

- ✓ l'impôt société d'un montant de 4,6 millions d'euros, tandis que l'exercice clos au 31 mars 2019 enregistrant un déficit générerait une créance d'impôt constatée dans le poste des « autres créances » (voir note 2.3.6) ;

- ✓ la TVA à décaisser d'un montant de 5,3 millions d'euros au 31 mars 2020 contre 4,1 millions d'euros au 31 mars 2019.

Les échéances de la totalité des dettes fiscales et sociales sont à moins d'un an.

Autres dettes

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Clients, acomptes reçus sur commandes	3 264	2 233
Clients autres avoirs, rab. rem. à accorder	1 975	3 484
Autres	4	3
Total	5 243	5 720

Les échéances de la totalité des autres dettes sont à moins d'un an.

Comptes de régularisation

Ils se composent essentiellement de produits constatés d'avance pour 4 324 milliers d'euros dont 1 424 milliers d'euros relatifs à l'étalement des « packs garantis » facturés aux clients et 2 874 milliers euros au retraitement en moyenne des deux derniers jours de chiffre d'affaires du mois de mars.

Charges à payer

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Emprunts et dettes auprès des éta de crédit	24	24
Disponibilités, intérêts courus à payer	155	120
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 510	1 567
Dettes fiscales et sociales	6 849	5 783
Autres dettes	523	187
Total	10 060	7 681

Frais de recherche et de développement

Sur l'exercice clos au 31 mars 2020, le montant des frais de recherche et de développement s'élève à 1 097 milliers d'euros dont 986 milliers d'euros répondaient aux critères d'activation d'une immobilisation et ont donc été immobilisés sur l'exercice (voir note 2.2.2).

Produits à recevoir

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Créances clients factures à établir	316	31
Divers produits à recevoir	742	1 123
Fournisseurs débiteurs	3 833	3 996
État produits à recevoir	18	0
Total	4 908	5 150

Le produit à recevoir relatif à la refacturation de plans d'attribution d'actions gratuites à des salariés de filiales de Groupe LDLC représente un montant de 682 milliers d'euros au 31 mars 2020, contre 889 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La hausse du poste « Créances clients factures à établir » s'explique essentiellement par de la refacturation de loyer aux filiales du Groupe pour un montant de 302 milliers d'euros.

Détail du chiffre d'affaires net

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020			Du 01/04/2018 au 31/03/2019		
	France métropole	Export	Total	France métropole	Export	Total
Vente m/s	355 290	49 294	404 585	368 657	53 695	422 353
Prest. vendues *	11 982	4 088	16 070	9 854	4 264	14 119
Total	367 272	53 382	420 654	378 511	57 960	436 471

* Les prestations vendues correspondent notamment aux frais de port facturés sur les marchandises vendues.

Transferts de charges

Ce poste se décompose comme suit :

	Poste principalement impacté sur le compte de résultat	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Transferts de charges liés aux marchandises	Coût d'achat	341	374
Transferts de charges liés à de la refacturation interne	Aut. achats ch. externes	1 824	1 665
Transferts de charges liés au social	Autres produits	194	(536)
Transferts de charges liés aux assurances	Autres produits	110	148
Total		2 469	1 650

Le poste « Transferts de charges liés à de la refacturation interne » d'un montant de 1 824 milliers d'euros s'explique essentiellement par les refacturations de coûts faites aux filiales.

Le poste « Transferts de charges liés au social » enregistre les opérations relatives aux plans d'attribution d'actions gratuites à des salariés de filiales de Groupe LDLC qui font l'objet de convention de refacturation entre filiales à hauteur de 39 milliers d'euros. Au 31 mars 2019, le départ de l'un des bénéficiaires avait donné lieu à l'annulation d'un plan à hauteur d'un montant de 697 milliers d'euros.

Charges de personnel et effectif moyen employé

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Salaires et traitements	21 972	24 145
Charges sociales et charges de personnel	9 647	9 742
Total	31 618	33 887
Effectif salariés moyen	671	763
Dont non cadres	427	493
Dont cadres	200	221
Dont intérimaires	43	50

La baisse des charges de personnel s'explique principalement par la baisse des effectifs entre le 31 mars 2019 et le 31 mars 2020.

Le CICE est supprimé depuis le 1^{er} janvier 2019 et est remplacé par un nouvel allègement des charges sociales.

Dotations et reprises aux amortissements et aux provisions

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Dot. nette aux amort. des immobilisations	(4 414)	(3 418)
Dot. nette pour dépréciation des stocks	(240)	885
Dot. et rep. pour dép. des créances clts	(852)	(23)
Dot. et rep. pour dép. des créances frns	(8)	(47)
Dot. et rep. aux provisions pour garantie	(69)	100
Dot. prov. indemnités fin de carrière	13	(1 138)
Dot. prov. pour risq. chges salariés	15	34
Dotations et reprises diverses	(4)	(19)
Total dot. et reprises aux amort. et aux provisions	(5 558)	(3 627)

La hausse des dotations nettes aux amortissements des immobilisations s'explique essentiellement par l'activation sur l'exercice de plusieurs projets internes immobilisés ayant entraîné des dotations à hauteur de 1 208 milliers d'euros contre 202 milliers d'euros au 31 mars 2019.

La baisse des dotations aux provisions d'indemnités de fin de carrière est principalement liée à la baisse des effectifs et à la variation du taux d'actualisation (voir note 2.3.9).

La hausse des dotations pour dépréciation des créances clients s'explique notamment par la provision pour dépréciation de la créance client de la filiale Groupe LDLC España pour 557 milliers d'euros (voir note 2.3.5).

Résultat financier

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Escomptes obtenus	0	322
Produits financiers sur comptes courants	173	118
Gains de change	13	31
Reprises financières sur provisions	248	0
Autres produits financiers	7	36
Sous-total produits financiers	441	506
Dotations financières aux amort. et provisions	9 742	286
Intérêts des emprunts	847	1 211
Charges financières sur comptes courants	140	40
Intérêts bancaires	24	47
Commissions de financements	31	26
Perte de change	21	26
Autres charges financières	16	19
Sous-total charges financières	10 820	1 655
Résultat financier	(10 379)	(1 149)

Au 31 mars 2020, le poste d'intérêts d'emprunts (voir note 2.3.10) comprend à hauteur de :

- ✓ 263 milliers d'euros le coût de l'emprunt de 23 millions d'euros qui a permis de financer en partie l'acquisition du groupe Materiel.net contre 474 milliers d'euros au 31 mars 2019 ;
- ✓ 221 milliers d'euros le coût des emprunts de 15,3 millions d'euros qui ont permis de financer l'acquisition de la société OLYS contre 323 milliers d'euros au 31 mars 2019 ;
- ✓ 251 milliers d'euros le coût du crédit renouvelable contre 310 milliers d'euros au 31 mars 2019.

Le poste « Reprises financières sur provisions » correspond à la reprise de la dépréciation des actions propres acquises avec un objectif d'attribution de plan d'actions gratuites mais non attribuées à un plan déterminé au 31 mars 2019.

La hausse des « Dotations financières aux amortissements et provisions » s'explique par la dépréciation des titres de la société OLYS à hauteur de 3,5 millions d'euros et par des provisions constatées suite à la décision d'arrêter les activités boutiques de l'Espagne à hauteur de :

- ✓ 5 250 milliers d'euros des titres de participation ;
- ✓ 252 milliers d'euros du compte courant ;
- ✓ 740 milliers d'euros pour couvrir le risque de combler les pertes à hauteur des capitaux propres nets négatifs de la filiale Groupe LDLC España.

Les escomptes obtenus sont désormais reclassés en diminution du coût d'achat.

Résultat exceptionnel

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Produits except. s/cessions immobil.	0	0
Produits except. s/cessions immob. financières	6	1
Bonis/rachat de ses actions	38	25
Reprise excep./provisions	447	330
Reprise amortissement dérogatoire	0	175
Produits exceptionnels divers	1	1
Sous-total produits exceptionnels	492	532
Charges except. s/cessions immobil.	12	11
Charges except. s/cessions immob. financières	6	0
Mali/rachat de ses actions	477	392
Dot. amortissement dérogatoire	98	98
Charges exceptionnelles diverses	30	18
Sous-total charges exceptionnelles	623	519
Résultat exceptionnel	(131)	13

L'attribution définitive d'actions gratuites justifie le poste de reprises exceptionnelles sur provisions et le mali sur rachat de ses actions pour un montant de 447 milliers d'euros.

La reprise d'amortissements dérogatoires au 31 mars 2019 de 175 milliers d'euros correspond à la part des frais d'acquisition de la société Domisys amortis à la date de fusion.

Impôt

Le calcul d'impôt est le suivant :

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020				
	Résultat avant IS	Impôt société à 33,33%	Contrib. sociale à 3,3%	Impact de l'intégration fiscale et des crédits d'impôts (mécénat, recherche, apprentissage)	Résultat après IS
Résultat d'exploitation	13 137	(6 145)	(186)	4 978	11 784
Résultat financier	(10 379)	(212)			(10 592)
Résultat exceptionnel	(131)	(39)			(170)
Particip. sal. résult. ent.	(778)				(778)
Total	1 848	(6 396)	(186)	4 978	244

Les chiffres indiquant un impôt société négatif correspondent à une charge d'impôt.

(Accroissements) et allègements futurs d'impôt

Les chiffres mentionnés ci-dessous correspondent à des allègements ou accroissements futurs en base d'impôt.

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Provision garantie clients	95	26
Provision bons achats	13	17
Organic	157	164
Provision indemnités fin de carrière	(13)	(1 138)
Provision sur titres de participation	0	38
Participations des salariés	778	0
Total	1 029	(894)

Tableau - Liste des filiales et des participations

	Capital	Capitaux propres autres que le capital (incluant le résultat de l'exercice au 31/03/2020)	Quote-part du capital détenu	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis (+) ou reçus (-) par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes au 31/03/2020	Résultats (bénéfice (+) ou perte (-) au 31/03/2020)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Filiales détenues à plus de 50%										
Anikop	30	(838)	80%	24	24	659		2 804	102	0
CAMPUS 2017	2	6 526	100%	2	2	(6 472)		525	7 498	0
DLP Connect	30	(425)	80%	24	24	599		1 690	(129)	0
Domimo 2	50	4 838	99,98%	1 907	1 907	(5 142)		323	3 557	0
Domimo 3	10	888	99,90%	224	224	(976)		83	688	0
Hardware.fr	20	2 657	100%	3 033	3 033	(2 309)		449	168	0
LDLC Distribution	100	(435)	100%	100	100	(37)		3 237	(213)	0
LDLC Event	30	(1 289)	70%	21	21	1 689		1 053	(765)	0
LDLC Villefranche	303	(196)	100%	303	303	92		1 849	23	0
LDLC Bordeaux	30	(494)	100%	30	30	840		1 698	(72)	0
LDLC Villeurbanne	30	101	100%	30	30	(15)		1 722	40	0
LDLC Lille V2	2	(170)	100%	2	2	353		1 144	41	0
L'École LDLC	500	340	100%	500	500	(878)		339	47	0
Nemeio	8	(4)	100%	8	0	(5)		2	(3)	0
LDLC Lyon 7	30	16	100%	30	30	95		1 660	81	0
LDLC Corneilles	30	(40)	100%	30	30	272		1 362	90	0
ADB Limonest	30	(556)	100%	30	30	1 015		932	(174)	0
LDLC7	30	(10)	100%	30	30	0		0	(3)	0
Bluescreen	30	(96)	80%	24	24	38		77	(89)	0
LDLC9	30	(10)	100%	30	30	0		0	(3)	0
ADB Orgeval	30	(61)	100%	30	30	237		0	(54)	0
LDLC11	30	(9)	100%	30	30	0		0	(3)	0
LDLC12	30	(10)	100%	30	30	0		0	(3)	0
LDLC13	30	(9)	100%	30	30	0		0	(3)	0
Avitech	100	(354)	100%	90	90	514		2 064	62	0
OLYS	954	(6 527)	100%	15 347	11 847	7 453		62 492	(3 261)	0
Groupe LDLC España *	5 250	(6 799)	100%	5 250	0	252		2 380	(5 011)	0
LDLC VR Studio **	692	(877)	100%	20	20	511		(0)	(116)	0
Filiales détenues à moins de 50%										
NLCL ***	167	432	10%	1 500	1 500	150		3 260	(76)	0
CG Développement	5	450	20%	400	400	0		1 032	66	0

* Le compte courant de la filiale Groupe LDLC España est totalement déprécié au 31 mars 2020.

** La société LDLC VR Studio a été acquise le 18 décembre 2019. La date de clôture annuelle des comptes de la société était historiquement le 31 décembre. Elle a été décalée au 31 mars 2020 conformément à la société Groupe LDLC. Les éléments financiers communiqués ci-dessus pour la société LDLC VR Studio correspondent aux données arrêtées au 31 mars 2020 pour 3 mois d'activité.

*** Les éléments financiers communiqués pour la société NLCL correspondent au dernier exercice clos du 31 décembre 2019.

Convention d'intégration fiscale

Le Groupe fiscalement intégré dont la société Groupe LDLC est la tête du Groupe est composé des filiales Hardware.fr, Nemeio, LDLC Distribution, LDLC Villefranche, L'École LDLC, LDLC Bordeaux, LDLC Villeurbanne, LDLC Lille V2, CAMPUS 2017, LDLC Lyon 7, LDLC Corneilles, ADB Limonest, Domimo 2, Domimo 3, ADB Orgeval, LDLC7, LDLC9, LDLC11, LDLC12, LDLC13 et OLYS.

La cession de 20% des titres de la société Bluescreen, le 29 novembre 2019, engendre sa sortie du périmètre d'intégration fiscale sur l'exercice clos au 31 mars 2020.

La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque filiale intégrée supporte un impôt égal à celui dont elle aurait dû s'acquitter en l'absence d'intégration.

L'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 1 166 milliers d'euros sur l'exercice clos le 31 mars 2020.

Rémunérations

	Du 01/04/2019 au 31/03/2020	Du 01/04/2018 au 31/03/2019
Membres du Directoire	434	530
Membres du Conseil de Surveillance	38	38

Engagements hors bilan

Engagements donnés

- ✓ Nantissement des parts sociales Domimo 2 et Domimo 3 en garantie du prêt de 23 millions d'euros.
- ✓ Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce dont l'activité consiste notamment dans l'activité de commerce de détail via la vente à distance de matériel informatique sous la marque Materiel.net pour sûreté et garantie de toutes les sommes en principal dues au titre du contrat de crédit d'un montant maximum en principal de 38 millions d'euros.
- ✓ Nantissement des titres OLYS en garantie du prêt d'acquisition 2018 de 10 millions d'euros.
- ✓ La société Groupe LDLC s'est portée caution de la société LDLC Lille V2 à hauteur de 39 milliers d'euros pour le bail commercial signé le 31 août 2017 entre la SCI Immocrous, bailleur, et la société LDLC Lille V2.
- ✓ Signature d'un contrat de partenariat en septembre 2018 avec l'ASVEL pour une durée de 10 ans. En vertu d'une clause de confidentialité, le montant de l'engagement n'est pas communiqué.
- ✓ Signature d'un contrat de partenariat en août 2019 avec la SASP LYON ASVEL Féminin pour une durée de 4 ans. En vertu d'une clause de confidentialité, le montant de l'engagement n'est pas communiqué.

Engagements reçus

- ✓ La BNP Paribas s'est portée caution solidaire de Groupe LDLC en faveur de la SCI Blomet représentée par Monsieur Chancel – Administrateur de sociétés – à hauteur de 400 milliers d'euros pour garantir le paiement des loyers de la boutique de Paris.
- ✓ L'Administration Fédérale des Contributions, Division principale de la taxe sur la valeur ajoutée de 55 000 CHF pour garantir le paiement de la TVA Suisse de Groupe LDLC. Cautionnement valable pour une durée illimitée.
- ✓ L'Administration Fédérale des douanes à hauteur de 13 020 CHF pour garantir le paiement des droits de douane et TVA douanière de Groupe LDLC. Cautionnement valable pour une durée illimitée.
- ✓ En mai 2016, la société Groupe LDLC a signé un contrat de swap de taux qui a pour vocation à couvrir le risque lié à la variation du taux d'emprunt de 23 millions d'euros.
- ✓ En avril 2018, la société Groupe LDLC a signé un contrat de swap de taux qui a pour vocation à couvrir le risque lié à la variation du taux d'emprunt de 10 millions d'euros.
- ✓ En janvier 2015, la société Groupe LDLC a signé avec la Caisse d'Épargne une convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme. À ce jour, aucun contrat n'est en cours.
- ✓ En janvier, 2015, la société Groupe LDLC a signé avec le Crédit Agricole une convention cadre relative à des achats de dollars (USD) à terme. À ce jour, aucun contrat n'est en cours.

- ✓ Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds FNG Prêt Numérique dans le cadre de l'emprunt souscrit auprès de la BPI à hauteur de 80% de son capital, soit 420 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 88 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.
- ✓ Dans le cadre de l'emprunt de 900 milliers d'euros souscrit auprès de la BPI, Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds national de Garantie « prêt Croissance Industrie 2 » à hauteur de 80% de son capital, soit 720 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 45 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.
- ✓ Dans le cadre de l'emprunt de 1 100 milliers d'euros souscrit auprès de la BPI, Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds national de Garantie « prêt Croissance Industrie 2 » à hauteur de 80% de son capital, soit 880 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 55 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.
- ✓ Dans le cadre de l'emprunt de 5 300 milliers d'euros souscrit auprès de la BPI, Groupe LDLC bénéficie d'une garantie au titre du Fonds national de Garantie « Renforcement de haut de bilan » à hauteur de 50% de son capital, soit 2 650 milliers d'euros au 31 mars 2020. Une retenue de garantie de 265 milliers d'euros a été retenue par le prêteur BPI comme gage espèces.

2.4. AUTRES INFORMATIONS

Consolidation

La société Groupe LDLC dont le numéro SIRET est le 403 554 181 00178 présente des comptes consolidés dont elle est la mère. Le siège social de Groupe LDLC est situé au 2, rue des Érables 69760 Limonest.

18.4. RAPPORT D'AUDIT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Groupe LDLC relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Directoire le 18 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de la crise liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les stocks de votre société sont dépréciés selon les modalités décrites dans les notes 2.2.5 et 2.3.4 de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de nos appréciations des principes comptables suivis par votre société, nous avons apprécié le caractère approprié des méthodes comptables retenues et leur correcte application.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2020 s'établit à 22 806 Keuros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans les notes 2.2.4 et 2.3.3 de l'annexe aux comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire arrêté le 18 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de Commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de Commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon et à Villeurbanne, le 18 juin 2020

Les commissaires aux comptes

Cap Office

Rémi Charnay

Mazars

Pierre Beluze

Séverine Hervet

18.5. INFORMATIONS FINANCIÈRES PRO FORMA

Néant.

18.6. DATE DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

La date des dernières informations financières est le 31 mars 2020.

18.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

18.7.1. Dividendes et réserves distribuées par la société au cours des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous indiquons le montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices et le montant des revenus éligibles à l'abattement de 40% ainsi que le montant de ceux qui ne le sont pas :

	Dividendes mis en distribution	Montant distribué éligible à la réfaction visée à l'article 158 3 2° du Code Général des Impôts	Montant distribué non éligible à la réfaction visée à l'article 158 3 2° du Code Général des Impôts
Exercice clos le 31 mars 2019	Néant	Néant	Néant
Exercice clos le 31 mars 2018	Néant	Néant	Néant
Exercice clos le 31 mars 2017	Néant	Néant	Néant

18.7.2. Politique de distribution des dividendes

La société ne dispose pas d'une politique de distribution de dividende spécifique.

Toutefois, nous vous indiquons qu'aux termes du contrat de crédit en date du 31 mars 2016 tel que modifié par avenants, la société s'est engagée à ne pas proposer au vote de ses actionnaires des distributions de dividendes, acomptes sur dividendes ou réserves, ou tout autre distribution, sous quelque forme que ce soit, à l'exception de toute distribution de dividende ou de réserves respectant certaines conditions, à savoir notamment que la distribution desdits dividendes n'excède pas 40% du résultat net consolidé de l'exercice social concerné.

18.8. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

Lors de sa réunion du 18 juin 2020, le Directoire de la société, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2020 s'élevait à la somme de 244 178,73 euros, a décidé à l'unanimité de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 25 septembre 2020 d'affecter ledit bénéfice de la manière suivante :

	Affectation	Origine
Bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2020		244 178,73 euros
En intégralité au compte « Autres réserves » dont le montant serait porté de 28 838 225,65 euros à 29 082 404,38 euros	244 178,73 euros	

18.9. DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 134 394,03 euros, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts et que l'impôt correspondant s'élève à 46 276,34 euros (taux de 34,43% intégrant la contribution sociale).

Conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'il n'existe aucune dépense ni charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, au sens de l'article 39-5 dudit Code.

18.10. DÉCOMPOSITION DES DETTES FOURNISSEURS ET CRÉANCES CLIENTS DE LA SOCIÉTÉ PAR DATE D'ÉCHÉANCE

Conformément aux dispositions de l'article L.441-14 alinéa 1 du Code de Commerce, vous trouverez ci-dessous un tableau indiquant la décomposition, à la clôture de l'exercice clos le 31 mars 2020, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des créances clients par date d'échéance.

	Article D. 441-4I. - 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441-4I. - 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	264					2 820	2 788					15 853
Montant total des factures concernées (préciser : TTC)	1 622 499,01	6 109 454,24	926 083,76	151 361,90	511 281,32	7 698 181,22	3 942 454,69	5 026 783,45	1 857 381,84	472 492,67	1 617 590,76	8 974 248,72
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (préciser : TTC)	0,4%	1,4%	0,2%	0,0%	0,1%	1,7%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (préciser : TTC)							0,8%	1,0%	0,4%	0,1%	0,3%	1,8%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues			0							743		
Montant total des factures exclues (préciser : TTC)			0							1 407 167,51		
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du Code de Commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels : xx jours <input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux : 60 jours						<input type="checkbox"/> Délais contractuels : xx jours <input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux : 60 jours					

Les créances clients présentées ci-dessus intègrent également l'ensemble des créances cédées à l'Eurofactor.

18.11. TABLEAU DES RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES DE LA SOCIÉTÉ

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/03/2020 12	31/03/2019 12	31/03/2018 12	31/03/2017 12	31/03/2016 12
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 137 979	1 137 979	1 137 979	1 137 979	1 137 979
Nombre d'actions ordinaires	6 322 106	6 322 106	6 322 106	6 322 106	6 322 106
Nombre maximum d'actions à créer par droit de souscription	0	0	0	0	0
Opérations et résultats					
Chiffre d'affaires hors taxes	420 654 389	436 471 148	447 204 138	346 910 614	316 984 835
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	17 329 401	1 431 728	5 416 465	12 352 878	16 489 421
Impôts sur les bénéfices	1 603 756	-783 255	251 728	2 768 063	5 346 506
Participation des salariés	778 082	29	-	652 679	1 336 418
Dot. amortissements et provisions	14 703 384	3 505 700	1 083 789	2 517 780	1 268 453
Résultat net	244 179	-1 290 746	4 080 948	6 414 356	8 538 044
Résultat distribué ^{(1) (2)}	0	0	0	0	3 161 053
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissement, provisions	2,36	0,35	0,82	1,41	1,55
Résultat après impôt, participation, dot. amortissements, provisions	0,04	- 0,20	0,65	1,01	1,35
Dividende attribué ⁽²⁾	0	0	0	0	0,50
Personnel					
Effectif moyen des salariés	671	763	485	444	443
Masse salariale	21 971 560	24 145 395	16 322 354	13 676 995	13 410 429
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales,...)	9 646 553	9 741 502	8 713 159	5 976 868	5 981 004

(1) Y compris le dividende revenant aux actions auto-détenues au jour de sa mise en paiement.

(2) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 25 septembre 2020.

18.12. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

À ce jour, le Groupe n'a connaissance d'aucune procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris les procédures en cours ou menaces de procédure dont la société a connaissance), qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du Groupe au cours des douze derniers mois.

18.13. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020 de la société ont été arrêtés par le Directoire le 18 juin 2020 et revus par le Conseil de Surveillance le même jour.

Depuis cette date, il n'est survenu aucun changement significatif de la situation financière du Groupe.

Nous vous invitons toutefois à vous reporter à la section 10 du présent document.

CHAPITRE 19. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

19.1. CAPITAL SOCIAL

19.1.1. Montant du capital social émis

Au 31 mars 2020, le capital social de la société s'élève à 1 137 979,08 euros, divisé en 6 322 106 actions de 0,18 euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, le capital social de la société est resté inchangé.

Il est rappelé que les actions de la société sont admises, depuis le 2 septembre 2019, aux négociations sur le système multilatéral de négociation Euronext Growth en lieu et place du marché réglementé d'Euronext Paris (cf. communiqués de presse des 20 mai 2019 et 29 août 2019).

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que tant le droit des offres publiques que les obligations de déclarations de franchissements de seuils et les déclarations d'intention applicables aux sociétés admises à la négociation sur un marché réglementé demeurent applicables pendant une durée de trois ans à compter de l'admission des actions de la société sur le marché Euronext Growth (C. mon. fin. art. L.433-5 ; Règl. gén. AMF art. 231-1, 4°).

Code ISIN : FR0000075442.

Mnémonique : ALLDL.

19.1.2. Titres non représentatifs du capital

Néant.

19.1.3. Acquisition par la société de ses propres actions

L'Assemblée Générale à caractère mixte de la société du 27 septembre 2019 a autorisé le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'Assemblée Générale, à acquérir ou faire acquérir, dans les conditions prévues aux articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce, des actions de la société.

Les principaux termes de cette autorisation sont les suivants :

Nombre maximal d'actions pouvant être achetées :

10% du nombre total d'actions composant le capital social et existant à la date de ces achats, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la société, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) que le nombre d'actions susceptibles d'être achetées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5% du capital social existant à la date de ces achats.

Objectifs des rachats d'actions :

- assurer la liquidité des actions de la société dans le cadre d'un contrat de liquidité avec un prestataire de services d'investissement, conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers dans le respect des pratiques de marché admises par cette dernière ; ou
- satisfaire aux obligations découlant des programmes d'options sur actions, ou autres allocations d'actions, aux salariés ou aux membres des organes d'administration ou de gestion de la société ou des sociétés qui lui sont liées ; ou
- satisfaire aux obligations découlant de titres de créances qui sont échangeables en titres de propriété ; ou
- conserver les actions et les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport dans le respect des pratiques de marché admises par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées ;
- et, plus généralement, réaliser toutes opérations ne faisant pas expressément l'objet d'une interdiction légale notamment si elle s'inscrit dans le cadre d'une pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

Prix unitaire maximum d'achat (hors frais et commission) : 35 euros.

Montant maximum global des fonds pouvant être consacrés au rachat d'actions : 2 275 000 euros

En application de l'article L.225-211 alinéa 2 du Code de Commerce, nous vous informons que la société a réalisé, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, les opérations suivantes sur ses propres actions :

Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice écoulé	206 565
Cours moyen d'achat des actions au titre de l'exercice écoulé	8,61 euros
Frais de négociation	Néant
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	130 699
Cours moyen des ventes des actions au titre de l'exercice écoulé	9,11 euros
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice écoulé	Néant
Nombre d'actions utilisées au cours de l'exercice écoulé (dont 51 726 actions correspondant à la remise d'actions auto-détenues en vue de satisfaire aux obligations découlant du plan d'attribution gratuite d'actions de Monsieur Philippe Sauze ⁽¹⁾)	64 726
Nombre d'actions propres inscrites au nom de la société au 31 mars 2020 ⁽²⁾	138 618
Pourcentage de capital auto-détenu au 31 mars 2020	2,19%
Valeur nette comptable des actions propres au 31 mars 2020 (valeur au cours d'achat)	1 639 547,92 euros
Valeur nominale des actions propres au 31 mars 2020	24 951,24 euros
Valeur de marché des actions propres au 31 mars 2020 (cours de 9 euros à cette date)	1 247 562,00 euros

(1) Nous vous indiquons que conformément aux dispositions de l'article L.225-197-4 du Code de Commerce, un rapport spécial informe chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-197-1 à L.225-197-3 dudit Code et figure en section 24 du présent document.

(2) Conformément à la recommandation AMF n°2015-10, nous vous indiquons que les frais de gestion liés à la détention de ces actions se sont élevés à la somme de 2 051,75 euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020.

La répartition par objectifs des actions propres au 31 mars 2020 est la suivante :

Objectifs de rachat	Nombre d'actions
Assurer la liquidité des actions de la société dans le cadre d'un contrat de liquidité avec un prestataire de services d'investissement, conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers dans le respect des pratiques de marché admises par l'Autorité des Marchés Financiers	2 712
Couverture des plans d'options d'achats d'actions réservés aux salariés ou autres allocations d'actions dans les conditions prévues aux articles L.3332-1 et suivants et R.3332-4 du Code du Travail ou allocation à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la société ou des sociétés visées à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce des actions de la société ou allocation d'actions dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion	135 906 (Concerne les attributions du 29 juin 2017 et du 23 février 2018) ⁽¹⁾
Annulation de tout ou partie des actions acquises, par voie de réduction de capital	0
Conservation des titres acquis et leur remise ultérieure en paiement ou à l'échange dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe, conformément à la réglementation applicable	0
Total	138 618

(1) Nous vous indiquons que conformément aux dispositions de l'article L.225-197-4 du Code de Commerce, un rapport spécial informe chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-197-1 à L.225-197-3 dudit Code et figure en section 24 du présent document.

19.1.4. Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital

Nous vous indiquons que la société n'a procédé à l'émission d'aucune valeur mobilière convertible, échangeable ou assortie de bons de souscription.

La société n'a également pas procédé à des attributions gratuites d'actions au profit de salariés de la société, visées aux articles L.225-197-1 et suivants du Code de Commerce. Nous vous rappelons, en revanche, qu'un rapport spécial informe chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-197-1 à L.225-197-3 dudit Code et figure en section 24 du présent document.

19.1.5. Capital autorisé

Les résolutions d'émission approuvées par les Assemblées Générales du 28 septembre 2018 et du 27 septembre 2019 sont synthétisées en section 14.5 « Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise ».

19.1.6. Information sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

À la connaissance de la société, il n'existe aucune option ni aucun accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant la mise en place d'une telle option, sur le capital de la société.

19.1.7. Historique du capital social

19.1.7.1. Évolution du capital au cours des trois derniers exercices

Au cours des trois derniers exercices, le capital social de la société est demeuré inchangé.

19.1.7.2. Part du capital de la société faisant l'objet de nantissements

À la connaissance de la société, le capital de cette dernière fait l'objet des nantissements suivants à la date de dépôt du présent document :

Nom de l'actionnaire inscrit au nominatif pur	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Condition de levée du nantissement	Nombre d'actions nanties de l'émetteur	% du capital nanti de l'émetteur
Villemonte de la clergie Laurent	Banque Rothschild Martin Maurel	28/03/2014	Indéterminée	Remboursement concours bancaires	28 030	0,44
Villemonte de la clergie Laurent	Banque Rothschild Martin Maurel	24/11/2017	Indéterminée	Remboursement concours bancaires	309 470	4,89
Villemonte de la clergie Laurent	Banque Palatine	09/06/2017	09/06/2037	Remboursement prêt	95 000	1,50
Villemonte de la clergie Laurent	Banque Palatine	06/03/2018	12/06/2037	Remboursement prêt	75 000	1,19
Villemonte de la clergie Olivier	Banque Palatine	12/12/2016	12/12/2031	Remboursement prêt	38 000	0,60
Villemonte de la clergie Caroline	Banque Rothschild Martin Maurel	31/01/2012	16/02/2024	Remboursement prêt	27 019	0,43
Villemonte de la clergie Caroline	Banque Crédit Agricole Centre Est	27/12/2016	05/01/2029	Remboursement prêt	15 124	0,24
Prieur Marc	Banque Rothschild Martin Maurel	18/06/2015	20/07/2023	Remboursement prêt	53 864	0,85
Prieur Marc	Banque Rothschild Martin Maurel	24/05/2018	20/07/2023	Remboursement prêt	30 000	0,47

19.2. ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

Les statuts constitutifs et à jour de la société immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 403 554 181 sont librement accessibles auprès du Greffe du Tribunal de commerce de Lyon.

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait qu'une proposition de mise en harmonie de certains articles des statuts de la société tenant compte (i) de l'admission aux négociations des actions de la société sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth au lieu et place du marché réglementé d'Euronext Paris et (ii) des nouveautés législatives et réglementaires sera soumise à leur approbation lors de l'Assemblée Générale annuelle du 25 septembre 2020.

19.2.1. Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- la vente de tous matériels et logiciels informatiques et de tous services pouvant s'y rattacher, en direct, par correspondance, par voie de commerce électronique ainsi que par l'intermédiaire de réseaux de franchisés,
- accessoirement la vente par voie électronique, par correspondance, et en direct de tous produits liés à la maison, au jardin, aux animaux de compagnie, à la puériculture, aux loisirs, à l'éducation, à la culture et aux jeux et plus généralement liés à l'environnement et au bien-être de la personne,
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

19.2.2. Dispositions statutaires ou autres qui auraient pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle

✓ Franchissements de seuils (article 12 des statuts)

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à posséder, de quelque manière que ce soit, un nombre d'actions représentant une fraction égale à 2% du capital ou des droits de vote aux Assemblées Générales, ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la société, dans un délai de 15 jours à compter du franchissement de ce seuil de participation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, du nombre total d'actions et de droits de vote attachés qu'elle possède ainsi que, le cas échéant, du nombre de titres donnant accès à terme au capital et les droits de vote qui y sont attachés.

Cette obligation s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus, chaque fois que la fraction du capital ou des droits de vote possédée devient inférieure à l'un des seuils prévus.

En cas de non-respect des stipulations ci-dessus, les actions excédant le seuil donnant lieu à déclaration sont privées de droits de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de 2 ans suivant la date de régularisation de la notification. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'auront pas été régulièrement déclarés ne pourront être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Sauf en cas de franchissement de l'un des seuils visés à l'article L.233-7 du Code de Commerce, cette sanction ne sera appliquée que sur demande consignée dans un procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires possédant, ensemble ou séparément, 5% au moins du capital social et/ou des droits de vote de la société.

Le respect de cette obligation de déclarer le franchissement du seuil de 2% du capital ou des droits de vote aux Assemblées Générales, ou tout multiple de ce pourcentage, ne dispense en aucun cas les actionnaires, personnes physiques ou morales, du respect des dispositions légales prévoyant une obligation de déclaration auprès de la société en cas de détention de plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, des trois dixièmes, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote de la société, conformément aux dispositions des articles L.233-7 et suivants du Code de Commerce.

Sous réserve du vote favorable des actionnaires, la rédaction du nouvel article alinéa 12.6 de l'article 12 « Droit et obligations attachés aux actions » serait la suivante :

« Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à posséder, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant une fraction égale à cinq (5) % du capital ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, doit communiquer à la société les informations visées à l'article L.233-7, I du Code de Commerce (notamment le nombre total d'actions ou de droits de vote détenus par l'intéressé ou assimilés par l'effet de l'article L.233-9 du Code de Commerce), au plus tard avant la clôture des négociations du 4^{ème} jour de négociation suivant le jour du franchissement du seuil de participation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par tout autre moyen

équivalent pour les personnes résidant hors de France, adressée au siège social.

Cette obligation s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus, chaque fois que la fraction du capital ou des droits de vote possédée devient inférieure à l'un des seuils prévus.

En cas de non-respect des stipulations ci-dessus et sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale concernée, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital ou des droits de vote de la société, les actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée sont privées de droit de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Le respect de cette obligation statutaire de déclaration de franchissement de seuils ne dispense en aucun cas, toute personne physique ou morale, du respect des obligations déclaratives prévues par les dispositions législatives et réglementaires (y compris celles du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers et des règles de marché en vigueur). »

✓ Droits de vote double (article 12 des statuts)

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ; la durée d'inscription sous la forme nominative, antérieure à la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire instituant ce droit étant prise en compte.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves, primes ou provisions disponibles, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans.

La fusion ou la scission de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la (des) société(s) bénéficiaire(s), si les statuts de celle(s)-ci l'ont institué.

CHAPITRE 20. CONTRATS IMPORTANTS

Nous vous résumons ci-dessous (i) les contrats importants (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) pour les deux années précédant immédiatement la publication du présent document et (ii) tout autre contrat (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des

affaires) contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du Groupe une obligation ou un droit important pour l'ensemble du Groupe, auxquels la société ou tout autre membre du Groupe est partie.

20.1. CONTRAT DE CRÉDIT EN DATE DU 31 MARS 2016 TEL QUE MODIFIÉ PAR AVENANTS

Dans le cadre de l'acquisition de Materiel.net, la société a conclu un contrat de crédit en date du 31 mars 2016 tel que modifié par avenants.

Les principales caractéristiques dudit contrat de crédit sont développées dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2020 sous la note 3.13.

20.2. CONTRAT DE CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2015

En vue de permettre au Groupe de disposer de nouveaux locaux adaptés à son développement, la société CAMPUS 2017 (membre du Groupe), filiale dédiée à l'immobilier du Groupe, a conclu le 30 novembre 2015 un contrat de crédit-bail immobilier et portant sur le siège social d'une partie du Groupe sis 2, rue des Érables, Limonest (69760).

Nous vous rappelons que par décision du Conseil de Surveillance de la société en date du 29 juin 2017, il a été décidé le déplacement du siège social de la société du 18, chemin des Cuers, CS40207, 69574 Dardilly cedex, au 2, rue des Érables, CS 21035, 69578 Limonest cedex, à compter du 1^{er} septembre 2017.

Conformément à l'article L.225-65 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 septembre 2017, sous sa neuvième résolution, a ratifié le déplacement du siège social.

Suite à la cession du siège social en juillet 2019, le Groupe a soldé le contrat de crédit-bail immobilier.

Les principales caractéristiques dudit contrat de crédit-bail immobilier sont développées dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2020 sous la note 3.13.

20.3. CONTRAT DE NAMING AVEC L'ASVEL EN DATE DU 11 SEPTEMBRE 2018

Ce contrat de *naming* de l'équipe professionnelle sous l'appellation LDLC ASVEL traduit une volonté commune de la société et de l'ASVEL d'afficher des ambitions élevées à l'échelle européenne et internationale. Cet engagement

sans précédent dans le basket français, d'une durée de dix ans, est le signe d'une conception moderne, tant sur le plan humain qu'économique (cf. communiqué de presse du 11 septembre 2018).

20.4. CONTRAT DE NAMING AVEC L'ASVEL FÉMININ EN DATE DU 27 AOÛT 2019

Déjà partenaire depuis 2012 de LDLC ASVEL, le leader du e-commerce informatique et High-Tech en France réaffirme son soutien au basket de la métropole de Lyon. Pour une durée de 4 ans, LDLC.com marie son patronyme à celui de l'équipe de Lyon ASVEL Féminin, devenant LDLC ASVEL Féminin.

Depuis plus de 6 ans, LDLC.com est engagé aux côtés de l'équipe masculine de l'ASVEL Basket. Un partenariat renforcé par le *naming* jusqu'en 2028. Aujourd'hui, le leader du High-Tech créé par Laurent de la Clergerie décide d'associer son nom à l'équipe féminine, pour le plus grand bonheur du Président Tony Parker (cf. communiqué de presse du 2 octobre 2019 et dossier de presse du même jour).

20.5. CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC L'OLYMPIQUE LYONNAIS EN DATE DU 8 JANVIER 2020

Le rapprochement entre l'Olympique Lyonnais et Groupe LDLC, deux marques de référence déjà associées autour de l'équipe LDLC ASVEL, démontre un réel engagement stratégique inédit pour l'e-sport français et dotera la nouvelle équipe d'atouts majeurs.

OL Groupe apportera notamment son savoir-faire commercial pour le développement des partenariats et de la performance de l'équipe, ainsi que le relais de l'actualité e-sport au plus grand nombre via ses médias club.

Ce partenariat se matérialise par le changement immédiat de l'appellation de l'équipe qui devient LDLC OL (cf. communiqué de presse du 8 janvier 2020).

CHAPITRE 21. DOCUMENTS DISPONIBLES

Pendant la durée de validité du présent document d'enregistrement universel, les documents suivants peuvent, le cas échéant, être consultés sur le site Internet de la société (www.groupe-ldlc.com) :

- la dernière version à jour des statuts de la société ; et
- tous rapports, courriers et autres documents, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la société dont une partie est incluse dans le présent document d'enregistrement.

CHAPITRE 22. DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

Société cotée sur un marché régulé mais non réglementé (Euronext Growth), le Groupe LDLC est, avant tout, une entreprise familiale qui souhaite contribuer aux enjeux mondiaux et aux défis du développement durable avec une vision pragmatique.

22.1. MODÈLE D'AFFAIRES

Le Groupe LDLC s'est affirmé comme l'un des pionniers du e-commerce en France lors de sa création en 1996.

Initialement créé sur la distribution de produits High-Tech, le Groupe a diversifié ses activités dans des domaines complémentaires (l'informatique, le High-Tech, le gaming, les médias) ou sur des marchés connexes, comme la puériculture, ou encore plus récemment le marché de l'éducation. Le Groupe LDLC fonde son modèle d'affaires sur celui de la distribution.

Un réseau de 51 boutiques LDLC.com, au 31 mars 2020, permet d'apporter un conseil direct aux consommateurs, mais aussi de nouveaux services de proximité comme la réparation, la sauvegarde ou l'entretien.

L'offre du Groupe LDLC peut être classée en trois catégories, les activités dédiées aux particuliers (*BtoC*), les activités dédiées aux professionnels (*BtoB*) et les activités annexes. Le Groupe LDLC exerce son activité principalement en France, mais aussi dans les zones francophones proches comme la Belgique, le Luxembourg, la Suisse et l'Espagne.

22.1.1. Activités du Groupe LDLC

1. Activités *BtoC* online

LDLC.com est le leader du High-Tech online (estimation management). Il propose un catalogue de plus de 50 000 références parmi plus de 1 700 marques, dont la marque LDLC pour certains produits, dans les univers de l'informatique, l'audio, la téléphonie, l'image, etc.

Materiel.net a été créé en 1999 et a rejoint le Groupe LDLC en 2016. Il est également un spécialiste de la distribution online de produits High-Tech.

L'Armoire de Bébé est un e-shop lancé en 2015 spécialisé dans la puériculture, avec une première boutique ouverte en 2018.

Shop.Hardware.fr propose des ordinateurs fixes et portables, des composants (processeurs, mémoire, etc.), des périphériques (écrans, imprimantes...) ainsi que de quoi mettre en place son réseau domestique (modems, CPL...).

2. Activités *BtoB*

La position de spécialiste du Groupe LDLC lui a permis également, à la différence de nombre de ses concurrents, de mettre en place un site et des services dédiés aux professionnels.

De l'équipement informatique le plus simple jusqu'au plus spécifique, le site **www.ldlc.pro** est devenu rapidement un partenaire proche des entreprises, des administrations, de l'enseignement, des collectivités et des revendeurs.

DLP Connect est, dans le domaine des professionnels, un atout supplémentaire pour permettre aux entreprises de réaliser leurs installations et intégrations électriques et électroniques (électricité, réseau informatique, vidéosurveillance, domotique).

Enfin, **BIMP Apple Premium Reseller** offre des solutions informatiques pour particuliers et professionnels, sous macOS, Windows et plateformes mobiles.

3. Activités connexes

Anikop est une société editrice de logiciels de gestion d'entreprise. Numéro 1 depuis plus de 10 ans sur le marché de la gestion des titres prépayés et chèques (avec sa solution Titres Prépayés), Anikop propose également diverses solutions : affichage dynamique, gestion de caisse, CRM et ERP, gestion de projets et gestion de missions comptables.

22.1.2. Parties prenantes

Afin de mieux cerner les attentes, le Groupe attache une attention particulière au dialogue avec l'ensemble de ses parties prenantes.

Par son activité de négoce, le Groupe entretient des relations étroites avec ses clients et ses fournisseurs via ses collaborateurs. Il a donc développé de nombreux espaces et outils de dialogue avec chacun d'eux.

Le service relation clients, les boutiques et le site web (via les commentaires clients) www.ldlc.com sont parmi les principaux outils de dialogue avec les consommateurs. La réactivité et le respect des délais d'envoi des commandes clients sont essentiels pour notre activité et constituent notre caractère différenciant.

En 2019, Viséo Customer Insights, organisateur de l'élection du « Service Client de l'Année », a testé la qualité et la réactivité du service relation clients du Groupe LDLC. 225 contacts, par mail, téléphone, Internet et réseaux sociaux, qui ont valu à LDLC.com la note moyenne de 19,07/20, le classant n°1 de la catégorie « Distribution de produits techniques » pour la 6^{ème} année consécutive. Ainsi, les efforts du Groupe sur la relation clients ont été récompensés une nouvelle fois en étant élu « Service Client de l'Année 2020⁽¹⁾ ».

60 conseillers accompagnent les clients du site de e-commerce dans l'avant et l'après-vente. « *L'excellence de notre relation client est dans notre ADN depuis nos débuts. Être élu Service Client de l'Année 2020 pour la sixième fois consécutive est une fierté sans limites pour nos équipes qui cherchent toujours à faire mieux pour nos clients. Cette 6^{ème} récompense est le reflet de leur implication constante.* », commente Laurent de la Clergerie, Président du Groupe LDLC.

L'organisation d'événements spécialisés à destination des professionnels comme « *Tech Your Time* » permet d'échanger sur les grandes tendances du moment et celles qui animeront le monde de demain entre acteurs du *BtoB*. De même, les rencontres à destination des architectes, organisées dans plusieurs villes de France, fin 2019, par la branche *BtoB* de BIMP ont permis aux acteurs du secteur de partager sur les nouvelles réalités et les nouveaux outils des métiers de la construction. Les négociations annuelles avec les fournisseurs sont un moment privilégié pour leur transmettre les attentes des consommateurs et trouver ensemble de nouvelles solutions. Les afterworks avec les collaborateurs sont aussi autant d'occasions de dialoguer dans une ambiance détendue. La politique RH favorise la prise d'initiative et le collaboratif. Depuis 2018, le réseau professionnel Yammer a été déployé au sein du Groupe pour faciliter les échanges tant professionnels que personnels.

De plus, la présence des équipes LDLC dans différentes manifestations comme les salons professionnels ou les forums métiers permet de dialoguer avec différentes parties prenantes.

Enfin, la volonté du Président Laurent de la Clergerie d'être à l'écoute des équipes l'amène, depuis deux ans, à organiser des rencontres en petit groupe permettant aux collaborateurs d'avoir un temps d'échange direct avec lui.

(1) Catégorie Distribution de produits techniques - Étude BVA Group - Viséo CI - mai à juillet 2019. Plus d'infos sur www.esdda.fr

Pour plus d'informations, se reporter au chapitre 5.

GROUPE LDLC

Distributeur spécialisé multimarques à l'esprit d'entreprendre et au sens du service accru

RESSOURCES

HUMAINES

- Plus de 900 collaborateurs
- Moyenne d'âge 37 ans environ

TECHNIQUES

- Plus de 41 000 m² de logistique intégrée
- 78 boutiques au 31/03/2020
 - Plus de 40 000 références
- 97 bâtiments (boutiques (dont franchisés), bureaux et entrepôts)

FINANCIÈRES

- Capitaux propres : 62,5 M€ au 31/03/2020

INTELLECTUELLES

- 1 service R&D
- L'Ecole LDLC

RELATIONNELLES

- 1 500 marques partenaires
- Environ 2,5 millions de fans sur les réseaux sociaux
- Participation aux organisations professionnelles

ENVIRONNEMENT

- Plus de 4 531 MWh d'énergie

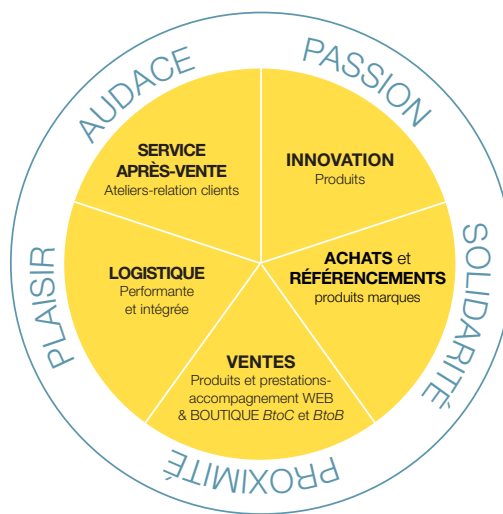


Schéma hors Anikop

VALEUR CRÉÉE

HUMAINES

- Charges de personnel : 48,1 M€ au 31/03/2020

TECHNIQUES

- Jusqu'à 16 000 colis expédiés par jour
- 412 € de panier moyen au 31/03/2020 (LDLC.com, LDLC.pro, Hardware.fr, Materiel.net et Armoiredebébé.com)

FINANCIÈRES

- Chiffre d'affaires total : 493,3 M€

INTELLECTUELLES

- 4 brevets déposés depuis 2016

RELATIONNELLES

- Élu « Service Clients de l'année » pour la 6^{ème} année consécutive*
- 2 trophées Qualiweb en 2019 et 2020
- 35 millions de visiteurs uniques par an

ENVIRONNEMENT

- 314,7 tonnes de déchets recyclés

* Catégorie Distribution de produits techniques
Étude BVA Group - Viséo CI
Mai à juillet 2019 - Plus d'infos sur www.esoda.fr

22.1.3. Chaîne de valeurs

Afin de créer durablement de la valeur, le Groupe fonde sa stratégie autour de 8 points clés :

- une profondeur de gamme et de marque pour répondre au plus grand nombre ;
- des produits sous marque LDLC rigoureusement sélectionnés ;
- une logistique intégrée et performante ;
- un mode de distribution Phygital : précurseur dans le développement du e-commerce, le Groupe complète son dispositif de vente par un réseau de boutiques (en propre et en franchise) ;
- le service clients : la relation avec les clients a toujours fait partie des marqueurs différenciants du Groupe depuis sa création. Depuis **cinq** ans, il est élu « Service Clients de l'Année » ;
- un service de recherche & développement intégré ;
- une notoriété et capital confiance de la marque LDLC, mais aussi un engagement fort des fans sur les réseaux sociaux ;
- des conditions de travail agréables dans un cadre hors normes pour les collaborateurs.

22.2. MÉTHODOLOGIE

En 2019, un groupe de travail composé des personnes en charge de la politique RSE du Groupe LDLC s'est réuni pour mesurer la pertinence des catégories d'informations présentées au III. de l'article 1 de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 et les thématiques présentées au II. de l'article 2 du décret d'application n° 2017-1265 du 9 août 2017, au regard des activités du Groupe LDLC. Les réflexions ont également pris en compte le modèle d'affaires, les principales parties prenantes, les produits et services, ainsi que le contexte législatif et réglementaire.

Cette démarche a permis d'identifier les principaux risques et enjeux extra-financiers auxquels le Groupe est susceptible d'être confronté à travers ses activités, qu'ils aient un impact d'image ou de réputation, ou un impact humain, ou opérationnel, ou financier ou environnemental.

C'est donc la liste suivante qui a été validée pour l'exercice 2019/2020 :

Respect des personnes/capital humain

Enjeux	Risques associés
La sécurité des collaborateurs	Santé au travail des collaborateurs Conformité légale et réglementaire Image et réputation de l'entreprise
La recherche d'une qualité de vie au travail	Environnement de travail inadapté Déséquilibre entre la vie professionnelle et la vie privée Désorganisation de l'entreprise et perte de performance Perte d'attractivité Image et réputation de l'entreprise
La lutte contre les discriminations : • Intégration et handicap • Égalité professionnelle	Risque d'image et de réputation de l'entreprise, associé à l'impact financier sur la contribution Risque humain de non-attractivité de l'entreprise Risque humain de déséquilibre social interne
La montée en compétences des équipes	Perte de savoir-faire clé Perte d'opportunité d'innovation Perte d'opportunité de rétention des collaborateurs

Actions pour l'Environnement

Enjeux	Risques associés
La gestion responsable des déchets	Augmentation des coûts de traitement des déchets Conformité légale et réglementaire Image et réputation de l'entreprise
La maîtrise des consommations d'énergie	Augmentation des coûts Contexte légal et réglementaire contraignant (fiscalité carbone)

Impact sur notre territoire

Enjeux	Risques associés
La sécurité des consommateurs	Santé et sécurité des clients Non-respect des réglementations par les fournisseurs Image et réputation de l'entreprise Impact financier
La participation à l'essor économique des territoires	Risques d'image ou de réputation et humain Non-attractivité de l'entreprise

Sensibilisation et formation à l'éthique

Enjeux	Risques associés
La lutte contre la corruption	Risque éthique Conformité légale et réglementaire Image et réputation de l'entreprise
Le respect du Règlement général sur la protection des données	Conformité légale et réglementaire Image et réputation de l'entreprise en cas de non-protection des données personnelles
Les incidents informatiques	Intrusions informatiques, tentatives de phishing conduisant à des pertes financières Image et réputation de l'entreprise

Groupe LDLC est engagé dans le respect des droits de l'Homme et la lutte contre l'évasion fiscale, et n'a pas considéré ces thématiques comme des risques pour la société.

Justification de l'exclusion de certaines informations :

Les activités du Groupe relèvent du négoce et de la distribution de produits. Celles-ci comprennent notamment la réception, le stockage, le conditionnement et l'expédition de biens manufacturés, l'assemblage de composants informatiques, ainsi que l'ensemble des services associés à l'activité de vente en ligne. À ce titre, le Groupe n'est engagé directement dans aucune activité industrielle de transformation de matière ou de production. Il n'y a généralement pas d'activité de nuit sur les sites du Groupe et les opérations du Groupe sont réalisées à l'intérieur de ses bâtiments.

Les locaux occupés par le Groupe sont soit des bâtiments de bureaux, soit des boutiques commerciales, soit des entrepôts de stockage, implantés dans des zones urbaines ou des zones logistiques existantes. Les implantations du Groupe sont situées en France et en Espagne.

Pour ces raisons, sur les domaines d'information prévus au II de l'article R.225-105 du Code de Commerce (informations sociales, informations sociétales et informations environnementales), ainsi qu'au III de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce spécifique pour les sociétés cotées, le Groupe n'a pas identifié de risque ou d'enjeu spécifique en lien avec ses activités ou implantations pour les sujets suivants :

- les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- la lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable.

22.3. RESPECT DES PERSONNES/CAPITAL HUMAIN

Compte tenu des activités du Groupe, les enjeux liés aux ressources humaines sont prépondérants dans la politique RSE du Groupe LDLC.

Les enjeux extra-financiers majeurs de la responsabilité sociale ont été regroupés autour des 4 thématiques suivantes et Groupe LDLC mobilise son énergie afin d'y répondre par des actions très concrètes :

- sécurité des collaborateurs ;
- recherche d'une qualité de vie au travail ;
- lutte contre les discriminations ;
- montée en compétences des équipes.

22.3.1. Garantir la sécurité des collaborateurs

La politique Santé/Sécurité au travail menée par le Groupe LDLC s'emploie à veiller aux bonnes conditions de travail de l'ensemble des salariés. L'objectif est de poursuivre leur amélioration pour diminuer la pénibilité et de renforcer la sensibilisation et la formation des salariés afin de prévenir l'exposition aux risques.

La mission du Groupe LDLC est d'accompagner les équipes tant individuellement que collectivement pour gagner en compétences et en performance afin de s'inscrire dans la stratégie globale de l'entreprise ; l'humain étant placé au centre de toutes les décisions.

La maîtrise des risques professionnels dans l'entreprise implique la mise à disposition d'indicateurs de santé et sécurité au travail permettant de connaître quantitativement l'importance des problèmes liés aux conditions de travail et aux expositions professionnelles.

L'objectif principal est de fournir à l'ensemble des acteurs des informations synthétiques quant à l'amélioration de la connaissance des risques professionnels et à celle de leur prise en charge.

Nous nous engageons à ce que chaque année la part des risques significatifs et critiques traités soit en constante augmentation de manière à diminuer la fréquence et la gravité des accidents exposant nos salariés aux risques principaux.

Cette politique s'appuie sur le document unique d'évaluation des risques qui permet d'identifier les points sensibles pour chaque site et d'axer des plans d'actions personnalisés en fonction de leurs spécificités et des besoins identifiés. Ce document est mis à jour une fois par an avec le CSE.

Prémunir les risques physiques, physiologiques et psychologiques

Les salariés travaillant dans les entrepôts sont dotés d'EPI (équipements de protection individuelle) pour éviter les blessures. En amont, des mesures de prévention sont appliquées pour limiter le port d'EPI. Par exemple, un système de ventilation des conteneurs permet de limiter l'exposition au risque chimique dès leur ouverture pour procéder au déchargement. Ainsi, le Groupe ne comptabilise aucune maladie professionnelle à ce jour.

Toujours dans une visée préventive, les équipes sont formées au « Comportement physique au travail ». Ces formations sont délivrées par un organisme de formation professionnelle spécialisé dans les gestes et postures et la physiologie humaine. Au-delà de la sensibilisation, les salariés bénéficient ainsi d'un éclairage sur le corps humain. Lancées tout d'abord sur les sites logistiques, ces actions préventives ont été étendues sur Limonest et Nantes avec l'élaboration d'un guide sur le bon positionnement au poste informatique. Ce dernier a été construit en collaboration avec la médecine du travail et les membres du CSE, avec notamment des exemples d'étirements pouvant être réalisés au poste informatique.

Depuis 2017, des entretiens individuels ont été menés au sein d'un service du site de Saint-Quentin-Fallavier dans le cadre d'une étude des risques psycho-sociaux. Cette étude a été poursuivie en 2018 et en 2019 à Limonest, à la boutique de Vaise et à Nantes afin d'aboutir à un plan d'actions concret. L'objectif étant que l'ensemble des services soit concerné d'ici 2020.

Les salariés de Saint-Quentin bénéficient, en parallèle, d'une permanence avec une assistante sociale et une assistante psychologique, qui peuvent également être contactées par téléphone par les équipes du siège et des boutiques. BIMP a également fait appel à ces assistances ponctuellement.

Améliorer l'ergonomie des espaces de travail

Dans les sites logistiques, les efforts portent particulièrement sur la réduction de la manutention manuelle des charges : des matériels d'aide à la manutention de type transpalettes électriques, à haute levée, sont déployés. Des postes réglables en hauteur électriquement permettant aux personnes de travailler debout ou assis sont installés à raison d'un service par an. Fin 2018, 23 postes ont été changés au service SAV et des doubles écrans neufs ont été installés. La réimplantation de ce service est aussi l'occasion de repenser

la zone et les flux de matériels pour augmenter l'espace de travail et limiter les manutentions.

Dans les boutiques, les deux aspects manutention (pour le stockage du matériel) et ergonomie des postes de travail (aux caisses notamment) sont considérés.

Au siège, l'ergonomie et l'aménagement des postes de travail sont au cœur des actions. Avant l'emménagement sur le Campus de Limonest et le bâtiment Orizon, le CHSCT a réalisé un audit dans la totalité des services pour connaître les attentes des salariés. L'ensemble des postes de travail a été renouvelé et un ou deux postes réglables en hauteur ont été acquis pour chaque service, afin d'augmenter le confort de travail des personnes de grande ou petite taille. Les sièges ont été remplacés par des fauteuils de « gamers », qui reprennent la forme baquet d'un siège de voiture, avec de nombreux réglages possibles (assise, lombaires, appui-tête...). En 2018, 99% du parc « écrans » a été changé afin de remplacer tous les écrans de petite taille par des écrans d'au moins 22 pouces.

Réduire les risques par l'échauffement musculaire et les massages

Pour prévenir le risque d'accidents du travail liés au port de charge et à la manutention – identifiés comme les deux principaux facteurs de risque au sein du Groupe –, des actions sont mises en place depuis plusieurs années. Par exemple, en 2017 sur l'entrepôt logistique de Saint-Quentin-Fallavier, des salariés formés à la méthode Stimcore (consistant à s'échauffer musculairement avant les prises de poste) animaient une séance matinale quotidiennement. Depuis 2018, chaque service de la logistique parvient à fonctionner de façon autonome ; ces séances peuvent être animées par un manager ou un salarié par roulement ou encore une personne en charge de l'échauffement.

Par ailleurs, un ostéopathe propose des massages gratuits sur tous les sites logistiques et au siège sur rendez-vous. Ainsi que des massages assis dans la salle de détente du Campus de Limonest.

Résultats

- Nombre d'AT avec arrêts : 24 en 2019 (18 en 2018 contre 22 en 2017).

Indicateurs clés de performance

Taux de fréquence/taux de gravité 2019

	Groupe LDLC			
	Logistique	Bureau	Boutiques	Filiales
Taux de fréquence (Tf)	32,47	2,90	12,54	25,04
Taux de gravité (Tg)	0,29	0,04	0,66	0,29

22.3.2. Rechercher la qualité de vie au travail

La Politique Santé et Sécurité au Travail est mise en œuvre dans une vision élargie, englobant la qualité de vie au travail et la recherche du bien-être des équipes.

La société Groupe LDLC, forte de ses valeurs humaines, a construit son développement en plaçant l'Homme au cœur de sa stratégie. Elle s'engage dans une amélioration constante des conditions de travail de ses salariés, consciente que sa performance repose à la fois sur des relations collectives constructrices et innovantes et sur une réelle attention portée aux salariés afin d'allier bien-être au travail et performance collective.

Environnement de travail

Les bâtiments du Groupe LDLC à Limonest sont conçus pour offrir un cadre de travail hors normes, dans l'esprit start-up. Ils font la part belle à la lumière naturelle et à la vue

sur des espaces verts arborés grâce à de grandes surfaces vitrées. Le hub végétalisé, en forme de dôme, peut accueillir les salariés pour des réunions ou des moments de détente conviviaux. Pour absorber le bruit, le Campus est doté de dalles spéciales au plafond et l'open-space de la relation clients est aménagé avec des postes en forme de U plus favorables à l'isolation phonique. Les fenêtres sont équipées de double, voire triple vitrage, et de stores intégrés pour celles qui sont exposées au soleil.

L'année 2018 a été marquée par les travaux de réaménagement et d'embellissement sur le site de Grandchamps. L'année 2019 a vu le regroupement sur le site de Grandchamps des équipes commerciales qui étaient basées à Orvault.

La quasi-totalité des services a déménagé (plusieurs fois pour certains) sans pour autant interrompre leur activité. L'ensemble du mobilier et de la décoration a été

remplacé afin de gagner en confort et en fonctionnalité, et de rationaliser les espaces (nouveaux sièges, bureaux, déplacement des services, etc.).

Des achats d'équipements ont aussi été réalisés dans l'entrepôt, avec notamment :

- l'acquisition de bureaux réglables en hauteur électriquement : postes de mise en stock en réception, et aménagement d'un poste au montage pour un travailleur handicapé sur le site principal de Saint-Quentin ;
- la mise en place de commande d'ouverture des skydome dans l'entrepôt de Nantes, afin de limiter les montées en température l'été (travail en mezzanine notamment).

Le Groupe LDLC franchissant une étape dans la nécessaire adaptation de ses modes de travail à l'ère digitale, l'emménagement sur le Campus de Limonest en 2017 et au sein du bâtiment Orizon (situé en face) début 2019, a permis de réunir l'ensemble des filiales et repenser l'aménagement des locaux. Ce changement a conduit à impulser de nouvelles dynamiques visant à travailler autrement, en repensant notamment les espaces de vie au travail, l'organisation et, ainsi, stimuler la créativité, créer des rencontres, favoriser les synergies et s'épanouir.

C'est dans cette logique que des espaces de coworking ont été mis en place dans les trois bâtiments (Nantes et Lyon).

Détente, sport, conciergerie : une panoplie de services aux collaborateurs

Au sein du Campus, le dôme végétalisé accueille un grand réfectoire décoré dans un esprit bistrot, ouvert aux salariés comme aux étudiants de L'École LDLC. Il comprend également une salle de sport (gérée par la société The Corporate Gym) accessible selon les jours le matin, le midi et/ou le soir, et ce à un tarif mensuel très abordable. Des salles de détente pour des temps informels et des équipements de type baby-foot, ping-pong et pétanque sont à disposition. Le site de Saint-Quentin-Fallavier est aussi doté des mêmes équipements de détente.

« Ma Conciergerie », ouverte chaque matin sur le Campus dans le bâtiment des bureaux, propose des services de dépôt de pain frais, réception de colis personnels, accessoires de dépannage, pressing, etc. Ces services, destinés à améliorer le confort de vie et à générer du gain de temps au quotidien, sont aussi déployés à Saint-Quentin-Fallavier depuis janvier 2018.

Au sein du nouveau bâtiment Orizon, un espace a été instauré au rez-de-chaussée avec des bornes d'arcade favorisant ainsi la détente des équipes.

Activités visant la cohésion des collaborateurs

Le Groupe favorise les rencontres informelles et les moments conviviaux au sein et entre les équipes, dont la moyenne d'âge est jeune (37,69 ans). Cela permet d'entretenir un esprit d'appartenance, de faciliter les liens entre les personnes et leur connaissance mutuelle des métiers de l'autre, et de nourrir une dynamique d'intelligence collaborative, la Direction étant très à l'écoute des idées proposées par les collaborateurs. C'est d'ailleurs en ce sens que, tous les jeudis soir, un afterwork est organisé au siège de Limonest, en présence, régulièrement, de Laurent de la Clergerie, le Président du Groupe. Cette pratique a été étendue à Saint-Quentin-Fallavier en avril 2018.

Équipe de football indoor, tournoi de badminton ou de squash, participation à des trails ou running : de nombreuses actions lancées à l'initiative des salariés voient ainsi le jour au sein du Groupe LDLC. Par exemple, les équipes achats, Anikop marketing, contact clients, comptabilité et Pro1 s'affrontent sur le terrain pour remporter le Challenge Cup LDLC de football. Un tournoi de foot inter-services pour lequel Anikop a d'ailleurs développé une appli dédiée.

Équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle

Le Groupe LDLC reconnaît l'importance de l'équilibre entre activité professionnelle et vie personnelle, gage d'une meilleure qualité de vie et d'une meilleure performance de l'entreprise.

Il a ainsi été convenu, lors des NAO 2018 avec les Organisations Syndicales, de mener des groupes de travail par service afin de rendre autonomes les salariés dans l'organisation de la gestion de leur temps sous condition de ne pas perturber le fonctionnement global du service et de la société en général.

L'objectif de cette mesure est de rendre autonomes les salariés dans leur organisation du travail en tenant compte de contraintes personnelles, mais dans le respect des impératifs collectifs de chaque service, de l'entreprise et des règles de fonctionnement.

Ainsi, en 2018, les équipes ont travaillé collectivement afin de mettre en place des aménagements horaires à Lyon et à Nantes. Cette démarche d'autonomie et de responsabilisation a été étendue sur Saint-Quentin en 2019 au sujet de la répartition des prises de pause.

Par ailleurs, le Groupe LDLC s'engage à promouvoir une culture et une organisation favorisant cet équilibre. Dans un contexte de croissance et de rapide évolution technologique,

un accord sur la QVT (Qualité de Vie au Travail) et le droit à la déconnexion a été signé en 2017 avec les Organisations Syndicales rappelant à chacun, de façon pragmatique, les bonnes pratiques à respecter. De plus, les ressources humaines sensibilisent régulièrement les salariés sur ce droit à la déconnexion.

Le développement des Technologies de l'Information et des Moyens de Communication à distance a modifié de

façon majeure les limites tant temporelles que spatiales qui organisaient la vie professionnelle et la vie personnelle. Elles constituent une opportunité de repenser les équilibres des temps de vie et de favoriser, autant que l'organisation du travail le permet, la conciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle des salariés de l'entreprise. C'est dans ce cadre que le Groupe LDLC a convenu d'expérimenter le télétravail. Un accord d'une durée de 3 ans a donc été signé avec les partenaires sociaux.

Indicateurs clés de performance

- 3,36% de taux d'absentéisme*
- 15,51% de taux de turn-over (contre 23% en 2018/2019)

* Le KPI a été modifié cette année. KPI 2018/2019 : 0,69 jour d'absences injustifiées par salarié.

22.3.3. Lutter contre les discriminations

22.3.3.1. Intégration et handicap

Le Groupe LDLC poursuit sa volonté de devenir une entreprise « handi-accueillante ». Dans ce cadre, il est important d'intégrer au mieux le personnel afin de partager la culture et les valeurs du Groupe. Parmi ces dernières, la diversité et le handicap sont deux des grandes priorités d'actions. L'objectif des actions est avant tout d'associer le maximum d'acteurs internes à la mise en œuvre d'une politique handicap, levier de réussite durable de l'inclusion.

La volonté du Groupe LDLC est également de s'ouvrir pleinement aux problématiques du handicap dans le monde du travail et particulièrement de mettre les moyens en œuvre pour maintenir ces personnes dans l'emploi. Chaque année, des salariés font part de leur handicap et sont accompagnés dans le processus de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé. Ainsi, des aménagements de postes nécessaires sont réalisés.

Une référente handicap a été nommée en 2018 à Nantes et à Lyon. Cette personne, interne à l'établissement, a le rôle de faciliter la mise en œuvre de la politique handicap souhaitée par la Direction et les instances représentatives du personnel. Elle est l'interface reconnue entre les acteurs de l'établissement et l'OETH (Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés).

Sensibilisation

Depuis 2017, une politique handicap a été initiée afin de sensibiliser et faire en sorte que le handicap ne soit plus un sujet tabou. Le Groupe LDLC a organisé une sensibilisation de tous les managers du Groupe à la thématique du handicap, soit 91 managers représentant plus de 10% de notre personnel. L'objectif était de porter la politique handicap du Groupe et la mettre en œuvre selon le programme suivant :

- Qu'est-ce que le handicap et comment est-il reconnu ?
- L'obligation des entreprises et des établissements.
- Les enjeux pour le Groupe LDLC et plus précisément ses structures d'un point de vue social, économique et financier.
- Les actions possibles permettant de mettre en œuvre une politique handicap et de traiter des situations de handicap.
- Les outils et partenaires mobilisables dans les différents territoires où sont implantés les établissements du Groupe.
- Temps d'échanges sur des situations, des expériences, des réussites, des échecs.

Depuis 2017, il a été mis en place des massages assis réalisés par des praticiens mal ou non voyantes sur le site de Saint-Quentin puis étendus sur Nantes et Limonest en 2018.

Des articles de sensibilisation ont été consacrés au handicap, dont notamment sur les aménagements de postes sur la Newsletter RH, et publiés régulièrement sur les réseaux sociaux (Yammer). Des affichages ont été mis en place et un texte dédié au handicap a été mis en ligne sur le site de recrutement du Groupe en avril 2018.

L'ensemble des salariés de la filiale Anikop a suivi une formation sur le langage des signes afin de les sensibiliser.

Mobilisation

En 2018, un partenariat a été mis en place avec Sport2Job.

Dans ce cadre, en septembre 2018, une équipe « Fox Team » composée de salariés de Saint-Quentin et du siège, ainsi que de 3 personnes en situation de handicap, ont relevé les défis sportifs suivants (exécutés comme s'ils étaient en situation de handicap) :

- Courses en chaise roulante.
- Saut en longueur (yeux bandés).
- Volley assis.
- Lancer de poids en chaise roulante.
- Course relais (yeux bandés).
- Ping-pong en chaise roulante.

Durant cette même journée, l'équipe a été sensibilisée à la langue des signes et a reçu une petite formation sur la communication avec des personnes sourdes et muettes sans connaître la langue des signes. La Fox Team a également pu rencontrer des candidats en situation de handicap demandeurs d'emploi.

Cet évènement a permis aux équipes de vivre une journée de partage, de cohésion et de beaux rapports humains. Cette richesse les a passionnés et a permis de conforter le projet porté par les ressources humaines depuis plus d'un an maintenant dans l'objectif de devenir une entreprise handi-accueillante.

En octobre 2018, la Fox Team LDLC a participé à un challenge culinaire à l'occasion de l'évènement Cook&Job, toujours en partenariat avec Sport2Job, dont l'objectif était de sensibiliser au handicap par le biais d'un moment d'échanges avec des personnes en situation de handicap au sein d'un incubateur culinaire atypique, « La Commune ». Ces évènements ont été suivis par le service communication et relayés en interne sur le réseau social.

Maintien dans l'emploi

En mai 2018, le Groupe LDLC a constitué un dossier « trophée de lumière de l'entreprise inclusive ». Ces trophées récompensent et mettent à l'honneur les initiatives inclusives des entreprises. Ils promeuvent des actions permettant aux personnes en situation de handicap d'exercer, de manière effective, leur droit à une vie professionnelle.

En 2019, sur le site de Grandchamps-des-Fontaines, la référente handicap a rencontré les salariés en situation de handicap, qui le souhaitent, afin de mieux les connaître et d'identifier ensemble les aménagements de postes qui pouvaient être étudiés.

Une rencontre avec Cap Emploi a été organisée avec le service RH de l'établissement et la référente handicap en décembre 2019. Cap Emploi a pour vocation d'aider les travailleurs handicapés dans leur maintien dans l'emploi.

Une réflexion et des demandes de diagnostics sont en cours et pourront être déployées d'ici fin 2020 sur le site de Grandchamps-des-Fontaines.

L'équipe RH travaille en collaboration avec la médecine du travail, la responsable QHSE et Cap Emploi en vue d'optimiser les postes de travail en les aménageant pour les personnes en situation de handicap.

Ces actions continuent à être déployées sur les entités du Groupe pour les salariés en situation de handicap qui éprouvent le besoin. C'est notamment le cas avec la filiale DLP Connect pour laquelle 2 salariés ont bénéficié d'un aménagement de poste en 2019.

Le Groupe LDLC noue des liens privilégiés avec des entreprises adaptées, agences intérim... pour mettre à disposition des salariés en situation de handicap depuis 2017. Le Groupe LDLC a procédé à la mise en conformité numérique des sites de vente à distance pour les malentendants en 2018.

En novembre 2019, la chargée de recrutement et la référente handicap ont participé à un blind dating dont l'objectif était de rencontrer différemment des candidats que lors d'un recrutement classique. Cette opération s'est déroulée avec les yeux bandés et les entretiens ont duré environ 10 minutes. À l'issue, les entretiens ont continué de manière classique.

Cette opération a permis d'identifier un candidat en situation de handicap. Ce dernier a effectué un stage d'immersion sur le site de Saint-Quentin-Fallavier en février 2020 et une étude est en cours pour vérifier la faisabilité de lui proposer un contrat à durée indéterminée d'ici fin 2020.

Indicateurs clés de performance

- 3,72% de l'effectif assujetti en situation de handicap en 2019 (contre 3,78% en 2018 et 3,29% en 2017), soit 32 personnes
- 60,42 euros de contribution AGEFIPH par effectif assujetti en 2019 (contre 40,03 euros en 2018 et 74,37 euros en 2017)

Ces chiffres démontrent que le ratio de la contribution par salarié est en légère hausse compte tenu de la baisse des effectifs mais aussi du nombre de salariés RQTH

22.3.3.2. Égalité professionnelle

Nonobstant la féminisation de la population active et l'existence de nombreux textes visant à reconnaître les mêmes droits entre les hommes et les femmes, des inégalités significatives persistent que ce soit en matière d'accès aux postes à responsabilité entre les deux sexes, de formation, etc.

Pourtant, les compétences des hommes et des femmes constituent la première richesse de l'entreprise. Facteur déterminant de cohésion sociale et d'efficacité économique, l'égalité professionnelle est un élément essentiel de l'attractivité et de la performance, comme de l'équilibre des relations au travail.

Un accord a été signé en 2016, puis renouvelé en 2019, avec les Organisations Syndicales. Il formalise la politique d'entreprise du Groupe en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dès leur recrutement et tout au long de leur carrière professionnelle dans l'entreprise, et affirme l'attachement au principe de non-discrimination du fait du sexe dans le monde professionnel.

Assurer une égalité de rémunération entre les hommes et les femmes

La société Groupe LDLC assure une égalité de rémunération tout au long de la carrière entre les femmes et les hommes à compétences, expériences équivalentes et évaluations égales, et ce depuis l'embauche. Les écarts pouvant apparaître s'expliquent exclusivement par l'ancienneté dans le poste et l'expérience professionnelle.

Lors du recrutement d'un salarié à un poste donné, le niveau de rémunération de base afférente à ce poste est déterminé avant la diffusion de l'offre. La société réaffirme en outre son attachement au principe de non-discrimination en matière, notamment, de gestion de carrière et de politique de rémunération.

Résultat

Les salaires moyens bruts par sexe selon la Catégorie Socio-Professionnelle (CSP) sont :

(hors LDLC Espagne)

Cadre	43 577,19
Femme	39 724,65
Homme	45 283,31
Agent de maîtrise	27 949,06
Femme	28 542,19
Homme	27 773,94
Employé	21 690,98
Femme	21 412,74
Homme	21 804,97
Total général	29 469,17

Formation (organisation et aménagements)

L'accès des salariés à la formation professionnelle est un élément déterminant pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'évolution de leur qualification et le déroulement de leur carrière.

De façon à ce que l'accès à la formation professionnelle ne soit pas entravé par des contraintes familiales, une attention toute particulière est portée aux conditions d'organisation des sessions de formation organisées ou proposées par l'entreprise.

C'est ainsi que sont évitées, dans la mesure du possible, les formations nécessitant des déplacements, et notamment des découchés, ne permettant pas aux salariés de remplir leurs responsabilités familiales. Pour y remédier, les possibilités de suivre des modules de formation à distance (e-learning) pour certaines formations sont proposées.

Lorsque cela est possible, des sessions de formation locales sont organisées. Le service RH met en œuvre tous les moyens pour organiser les formations au niveau local dans une logique de réduction des découchés et des déplacements et afin que le temps consacré à la formation corresponde le plus possible au temps de travail.

Pour renforcer cette démarche, et l'anticiper, les salariés concernés par des formations, notamment les mères et pères de famille, peuvent prévenir leur hiérarchie et/ou le service RH de leurs contraintes familiales afin que, le cas échéant, des aménagements puissent être apportés à l'organisation des sessions de formation.

Lorsque cela est possible, pour les cas où la formation n'a pu être organisée localement et si cela peut faciliter l'organisation des salariés formés, des formations alternatives (autres organismes de formation, autres horaires, autre organisation, e-learning, etc.) sont proposées aux salariés qui ont fait état de leurs contraintes familiales et de leurs difficultés à participer à la formation dans les meilleures conditions.

Dans le cadre de cet objectif, les actions suivantes ont été mises en place :

- **Accès identique à la formation professionnelle :** L'entreprise veille à ce que les moyens de formation, tant pour le développement des compétences professionnelles et individuelles de chacun, que pour l'adaptation aux évolutions de l'entreprise, soient accessibles et équilibrés dans leur répartition tant pour les hommes que pour les femmes. Par la formation, l'entreprise veillera à maintenir les mêmes conditions pour satisfaire à l'évolution professionnelle des femmes et des hommes aux postes à responsabilité.
- **Entretien professionnel au retour de congé parental d'éducation :** Un entretien individuel de formation (entretien professionnel) est systématiquement proposé au retour de congé parental d'éducation de 12 mois ou plus. Moment d'échange privilégié entre le salarié et son manager, il est l'occasion de donner la parole à chaque salarié ayant suspendu temporairement son activité professionnelle, de mesurer l'écart éventuel entre les compétences/connaissances qu'il détient et celles requises pour le poste (en prenant en compte les différentes évolutions du poste : évolutions technologiques, changement dans les processus...). Il permet ainsi au manager d'identifier les besoins en termes de formation et de développement afin de permettre au salarié de reprendre son activité professionnelle dans les meilleures conditions.

Embauche et égalité de traitement dans le processus de recrutement

Afin d'assurer la mixité de ses emplois, la société LDLC s'engage à veiller à la mise en œuvre de l'égalité dans le processus de recrutement. C'est ainsi que tous les recrutements sont fondés sur les seules compétences, expérience professionnelle, formation et qualifications des candidats.

Les processus de recrutements internes et externes sont identiques et appliqués de la même manière en dehors de toute considération liée au sexe, à la situation familiale ou à l'état de grossesse, l'entreprise s'engageant à offrir à chaque candidat les mêmes chances quelles que soient ses caractéristiques personnelles.

Conformément aux prescriptions du Défenseur des droits, les offres d'emploi sur l'ensemble des postes à pourvoir par l'entreprise doivent s'adresser aux femmes comme aux hommes, sans distinction.

À cet effet, l'entreprise restera attentive à ce que la terminologie utilisée en matière d'offre d'emploi et de définition de fonctions ne soit pas discriminatoire et permette ainsi sur tous les postes, sans distinction - notamment les postes traditionnellement occupés par un sexe ou ceux dont les conditions de travail visent un sexe plutôt qu'un autre - la candidature des femmes comme des hommes, en interne comme en externe.

Promotion professionnelle

Le Groupe LDLC entend réaffirmer que la diversité suppose que les femmes et les hommes soient en mesure d'avoir les mêmes parcours professionnels, les mêmes possibilités d'évolution de carrière et d'accès aux postes à responsabilités. Aujourd'hui, les femmes en congé maternité ou parental peuvent rencontrer un « frein » dans l'évolution de leur carrière professionnelle.

C'est pourquoi, la société Groupe LDLC entend faire évoluer les mentalités de façon à donner la possibilité aux femmes d'évoluer vers des postes ou les niveaux de responsabilité sont plus importants.

Ainsi, dès lors qu'une femme évolutive sera détectée par la Direction et même si elle suspend son activité professionnelle au titre d'un congé maternité et/ou parental, la société Groupe LDLC s'engage à maintenir son dossier « actif ».

Articulation entre la vie professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale

La société Groupe LDLC s'engage à prendre en compte les obligations des salariés liées à leur vie familiale dans l'organisation du temps de travail tout en tenant compte de l'organisation du service concerné.

- Temps partiel : toute demande de temps partiel est systématiquement étudiée, autant pour les hommes que pour les femmes, par la hiérarchie ainsi que le service ressources humaines en respectant l'organisation de l'entreprise. Le collaborateur est informé de la réponse motivée au cours d'un entretien au plus tard dans les 6 semaines suivant sa demande. Les collaborateurs souhaitant un congé parental à temps partiel ont la possibilité de prendre une journée entière par semaine (pour un passage à 80%) ou deux journées entières par semaine (pour un 50%) proportionnellement à leur temps partiel. Les modalités seront définies avant leur reprise avec leur manager. Pour rappel, le congé parental est également accessible aux hommes, nous avons d'ailleurs eu quelques pères qui, en 2019, ont bénéficié de ce congé.
- Retour de congé maternité : du point de vue de l'appréciation professionnelle, le congé maternité est considéré comme du temps de travail effectif. Un congé maternité ne couvrant qu'une partie de l'année, ne peut, de ce fait, avoir pour effet d'amener à négliger l'appréciation professionnelle concernant la salariée, pour l'année considérée. Dans ce cadre, il a été convenu que la salariée qui reprend son activité à l'issue d'un congé maternité, d'adoption ou d'un congé parental d'éducation peut demander un entretien auprès des ressources humaines en vue de son orientation professionnelle. Si nécessaire, une formation adaptée au projet professionnel pourra lui être proposée.

❖ Avant le départ en congé maternité ou parental :

- ⇒ Au plus tard 30 jours avant son départ, le salarié sera reçu par son manager afin d'évoquer les dispositions concernant le départ, la durée du congé et les modalités relatives au retour.

❖ Au retour du congé maternité ou parental :

- ⇒ 30 jours avant la reprise d'activité professionnelle, le salarié recevra un courrier de l'entreprise l'invitant à être reçu par le manager afin de faire le point de sa situation personnelle et professionnelle et de préparer le retour de l'activité professionnelle.
- ⇒ Dans les 20 jours avant la reprise d'activité, le ou la salarié(e) concerné(e) sera reçu(e) en entretien au cours duquel les parties examineront :
 - Le retour à l'emploi initial ou à un emploi équivalent en cas de changement d'organisation intervenu pendant la période de suspension.
 - Les possibilités d'aménagement du temps de travail sans que celles-ci remettent en cause l'organisation du service concerné. Néanmoins, les collaborateurs auront la possibilité de prendre une journée entière dans le cadre d'un congé parental selon les modalités définies dans le paragraphe « temps partiel ».

Prévention des violences sexistes et sexuelles

L'employeur s'engage à réaliser au moins une action de sensibilisation ou de formation auprès des salariés et des stagiaires des établissements sur une période de trois ans. L'employeur s'engage par ailleurs à prendre en compte le risque de violences sexistes et sexuelles dans le cadre de l'évaluation des risques.

Indicateurs clés de performance

- 20% de femmes dans les 10 plus hautes rémunérations

22.3.4. La montée en compétences des équipes

Dans un contexte de forte croissance et d'internationalisation, le Groupe LDLC attache une grande importance à la montée en compétences de ses collaborateurs et à leur développement personnel. Des actions de formation sont menées pour leur offrir les moyens d'évoluer professionnellement, grâce à la mobilité interne, mais aussi personnellement avec l'acquisition de compétences qui leur seront utiles tout au long de leur carrière. L'objectif est que le maximum de personnes ait suivi une formation.

Notre politique de montée en compétences des équipes repose sur une offre de formation professionnelle sélectionnée parmi des prestataires de qualité. La formation permet le développement permanent des équipes, le maintien de leur employabilité et le transfert de l'actualisation des connaissances.

Le plan de développement des compétences se définit par les objectifs professionnels qu'il vise, les compétences des salariés en fonction des objectifs reliés à son poste ainsi que les orientations et stratégies du Groupe. Il permettra

également de développer la polyvalence. Le développement des compétences se fera ainsi à tous les niveaux de l'organisation.

Pour que le plan de développement des compétences soit efficace, il devra être adapté aux besoins de chaque personne avec une adhésion indispensable des salariés formés ; les actions de formation devant avoir du sens pour l'exercice de leurs missions.

En effet, le plan de développement devra avoir des effets positifs, tant pour l'organisation que pour les salariés :

- meilleure compréhension des attentes et des objectifs,
- amélioration des compétences et des performances,
- gain d'autonomie et de responsabilité dans ses fonctions,
- augmentation de la polyvalence,
- augmentation de la confiance envers l'organisation,
- augmentation de la motivation,
- stimulation de l'engagement,
- diminution du turn-over en conservant les potentiels et les compétences.

Le socle du plan de développement des compétences sera basé sur une approche collaborative dans un objectif d'accompagnement tant individuel que collectif.

Depuis fin 2018, le Groupe LDLC a la volonté d'accompagner les équipes, sur la base du volontariat, vers une démarche de développement personnel.

Dans le cadre de sa transformation, il laisse place à des modes de coordination plus souples et plus transversaux, où la logique de service progresse, où les équipes doivent aujourd'hui apprendre à coopérer, à gérer leurs interactions et à être « autonomes », c'est-à-dire à construire en partie le cadre de leur action. Ces pratiques visent à permettre à l'individu de mieux comprendre son mode de fonctionnement émotionnel, cognitif et intellectuel, cela pour acquérir un rapport à soi-même, à autrui et à son travail tout à la fois plus harmonieux et plus performant. Ainsi, elles s'inscrivent dans un projet managérial car elles relient des objectifs individuels (augmenter son bien-être) et des objectifs organisationnels (être plus efficace).

Le Groupe LDLC a défini 5 enjeux majeurs :

- développer et renforcer les compétences métiers,
- faire évoluer l'approche managériale vers un modèle collaboratif axé sur l'intelligence collective,
- développer les compétences *BtoB* et *retail* en mettant le client au cœur du système,
- accompagner les équipes de ventes sur le terrain pour une harmonisation,
- assurer la sécurité des biens et des personnes.

Le Groupe LDLC travaille à la construction d'un plan de développement annuel adapté aux salariés, à l'évolution de l'entreprise, des postes, et au maintien des emplois tout en tenant compte des évolutions liées à la formation professionnelle.

Développer et renforcer les compétences métiers des collaborateurs

Le développement de l'entreprise exige une adaptation et un développement constant des compétences présentes en interne afin d'anticiper les évolutions à venir et de gagner en performance.

Le renforcement des compétences techniques spécifiques à chaque métier est donc primordial pour que les collaborateurs puissent assumer les nouveaux enjeux de l'entreprise.

Il s'agit, pour chaque collaborateur, de gagner en termes d'autonomie, de polyvalence, de poly-compétences tout en se responsabilisant, et d'approfondir des points tels que :

- améliorer notre expertise produit afin de mieux renseigner et dépanner nos clients à distance,
- optimiser les compétences techniques informatiques, etc.

Le management collaboratif : moteur d'engagement, d'innovation et de performance

La valeur construite par le collectif est supérieure à la somme des talents de chacun. Les équipes capables de coopérer atteignent des résultats sans précédent en termes de réactivité, de développement de compétences et d'innovation. À l'heure où les contextes économiques sont complexes et incertains, l'intelligence collective est l'un des ressorts les plus efficaces pour renforcer la performance des entreprises. Elle est indispensable pour travailler en réseau et réussir des projets transverses.

Nous avons formé des facilitateurs, qui accompagnent et apportent une structure au flux des discussions dans le cadre de travail en équipe, et sont chargés de favoriser un dialogue respectueux permettant l'échange d'idées. Ainsi, leur rôle consiste à limiter les obstacles et les contraintes, à résumer les différents points de vue et à fomentier l'esprit positif et entrepreneurial.

Le facilitateur n'est ni le leader ni le chef du groupe, mais il a la responsabilité du cadre via les processus mis en œuvre pour que tous les participants se centrent et se concentrent sur l'objectif fixé. Il est important que le facilitateur reste neutre lors des discussions, il n'intervient pas sur le contenu, il est garant du cadre.

Par ailleurs, en tant qu'animateur de réunion, le facilitateur s'assure que celle-ci réponde pleinement aux besoins des participants, permette à chacun de s'exprimer, contribue à développer la confiance entre les partenaires et aide à ce qu'ils prennent conscience des événements. Il est le garant des attitudes actives et de la réciprocité. C'est lui, grâce à son aide et à son rôle d'intermédiaire, qui rend les choses plus accessibles.

De plus, nous avons mis en place des séances pour les salariés volontaires visant à développer une posture, une attitude et de confiance en tant que leadership. Un bon leader écoute, respecte et responsabilise son équipe, et offre à chacun les moyens d'être au sommet de ses compétences.

En effet, le leadership est nécessaire à tous les niveaux de l'organisation. Le leadership n'est pas toujours en relation avec la hiérarchie puisque c'est le groupe qui décide intuitivement de suivre un leader. En entreprise, le leader n'est donc pas forcément manager, tout comme le manager n'est pas toujours reconnu comme leader.

C'est en suscitant la participation volontaire, au regard d'objectifs définis, que le leader parvient à ses fins. La conception moderne du leadership est forcément associée à un exercice démocratique du pouvoir sur des individus libres ayant des droits humains et sociaux.

Dans la vie professionnelle, il est souvent primordial de combiner créativité, implication et exigence de résultats.

Développer les compétences du *BtoB*

Les objectifs de développement du *BtoB* sont importants, ceci dans un contexte de mutation permanente de ce marché qui oblige de forts gains en compétitivité, à pousser encore plus loin le changement et à saisir toutes les opportunités qu'offrent les nouvelles formes de commerce.

La stratégie du *BtoB* est de générer de la croissance sur nos clients en développant la partie achats courants transactionnels et les projets à valeur ajoutée.

Dans la continuité de ce qui a été mis en place ces dernières années pour accompagner la transformation et pérenniser l'adaptation à cette transformation, la montée en compétences du *BtoB* est nécessaire afin de répondre aux objectifs ambitieux qui leur ont été fixés :

- transmettre les évolutions technologiques au quotidien,
- former et transformer l'équipe commerciale dans sa démarche actuelle vers une démarche offensive orientée « commercial projet »,
- construire un modèle de commercialisation, porter le nouveau dispositif, assurer une mise en œuvre efficace sur le terrain,
- appréhender les nouveaux marchés, répondre aux attentes de ces nouveaux clients,
- développer et diversifier l'offre commerciale pour être toujours plus concurrentiel.

Accompagner les équipes de ventes sur le terrain pour une harmonisation

Avec la fusion opérée en 2018 avec Domisys, l'objectif pédagogique des actions de formations mises en œuvre en 2019 cible la maîtrise des outils afin d'être en mesure d'exploiter efficacement un point de vente Materiel.net, à la suite du déploiement du nouveau système d'information « C2BO », dans un but d'harmonisation du secteur du *retail* au sein du Groupe LDLC.

Le second objectif visé était de mettre toutes les équipes en condition de réussite pour mettre le client au cœur du système. Un libre accès à la connaissance a été mis en place pour l'ensemble des équipes *retail* sur la base du volontariat.

Assurer la sécurité des biens et des personnes

Une meilleure connaissance de son environnement de travail et des bonnes pratiques doit permettre aux équipes :

- d'anticiper les risques,
- de réduire les accidents,
- d'être dans une démarche préventive et d'augmenter l'efficacité des actions curatives.

Les formations habituelles concernant les SST, les autorisations de conduite des engins, etc. sont réalisées.

Indicateurs clés de performance

- 45% des collaborateurs ont suivi une formation en 2019 (contre 70% en 2018)
- 4% des collaborateurs ont suivi une formation de développement personnel en 2019 (contre 22% en 2018)

En moyenne, un salarié a suivi 22 heures de formation en 2019.

22.4. ACTIONS POUR L'ENVIRONNEMENT

Étant donné la nature tertiaire de ses activités, le Groupe LDLC a peu d'impact sur l'environnement. Il prend néanmoins en compte les conséquences de son activité et de l'usage des biens et services qu'il produit sur le changement climatique. Trois de nos quatre entrepôts sont classés pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les impacts environnementaux identifiés sont principalement liés aux déchets (produits et emballages) et à la consommation d'énergie des bâtiments, qui constituent des pistes d'adaptation aux conséquences du changement climatique.

22.4.1. Gestion responsable des déchets

Le Groupe LDLC s'est engagé depuis plusieurs années maintenant dans une démarche volontaire de tri des déchets d'activité à la source afin d'en maximiser le recyclage. Il est totalement en phase avec l'obligation de trier à la source 5 flux de déchets. Les services généraux et la responsable qualité-hygiène-sécurité-environnement ont pris en charge la démarche et accompagnent les différents sites, les filiales et les boutiques en propre dans la prise en compte de leurs problématiques déchets.

La politique déchets du Groupe et ses actions font l'objet d'une présentation aux collaborateurs dans le livret d'accueil et lors de leur intégration. Plusieurs affiches rappellent les consignes de tri et de valorisations des déchets sur les sites.

Réduire et valoriser nos déchets

En tant que distributeur de produits, le Groupe LDLC a la responsabilité de participer financièrement et/ou directement à la gestion de la filière concernée. Cinq filières de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) le concernent : les équipements électriques et électroniques, les emballages, les piles et accumulateurs, les papiers graphiques et le mobilier. Pour mener à bien cette tâche, il s'appuie sur des éco-organismes agréés (Ecologic, Adelphe, Screlec, Citeo et Écomobilier) et contribue au financement de la gestion de la fin de vie des produits qu'il met sur le marché. De plus, il informe les consommateurs, via son site Internet pour les achats en ligne et ses vendeurs en boutique, des conditions de bonne gestion des produits usagés et de son obligation de les reprendre lors de l'achat d'un produit neuf équivalent («1 pour 1 »).

La DEEE provient en majorité de la reprise de produits en fin de vie ou défectueux. Sur l'exercice 2019/2020, le Groupe LDLC a collecté et remis à un prestataire pour traitement final 19 tonnes de DEEE, soit une quantité similaire par rapport à l'exercice précédent. Ce tonnage est pris en compte dans le taux de valorisation des déchets.

Les autres déchets valorisables - papier, carton, film étirable et palettes - sont triés à la source sur site et valorisés par des prestataires spécialisés dans leur enlèvement et leur traitement. Depuis 2017, le tri s'est élargi à la glassine (papier cristal utilisé en protection des autocollants) dans notre entrepôt de Saint-Quentin-Fallavier, qui a également mis en place cette année le réemploi du polystyrène des colis reçus dans le calage des colis expédiés.

Renforcer l'apport volontaire des déchets

À l'occasion de l'emménagement sur le nouveau siège de Limonest en 2017, les poubelles individuelles ont été supprimées au profit de points de collecte volontaire répartis sur chaque plateau des bâtiments. Une poubelle jaune pour les déchets divers et une poubelle rouge pour le papier ont été installées. Des collecteurs de gobelets ont été positionnés à côté de chaque fontaine à eau, ainsi que des collecteurs de bouteilles en plastique et canettes à proximité des machines à café et de la cafétéria. Des cendriers de la société Cyclop permettent de recycler les mégots de cigarette et les cendres. Les mêmes installations ont été dupliquées dans le bâtiment Orizon, extension du siège, qui a ouvert en janvier 2019.

La récupération des piles (d'usage professionnel ou personnel) est effectuée au niveau des conciergeries du siège, de Saint-Quentin-Fallavier et de Grandchamps-des-Fontaines. La récupération du verre a été ajoutée en 2018 au siège de Limonest.

Agir en faveur de l'économie circulaire

Début 2019, le Groupe LDLC a mis fin à l'activité du site Maginea après 10 années de présence sur le marché de la décoration online. À cette occasion, un don d'articles divers de plus de 9 tonnes a été réalisé en mars 2019, et un don de près de 5 tonnes en avril 2019. Le choix s'est porté vers le centre de collectes des Pays-de-la-Loire du Secours Populaire Français, car le stock de Maginea était géré sur notre entrepôt de Grandchamps-des-Fontaines.

Fin 2019, le Groupe LDLC a souhaité soutenir 2 antennes lyonnaises d'associations nationales : Sport dans la ville et Habitat et Humanisme (don de tee-shirts et don de sol vinyle).

Sur l'exercice 2019/2020, les activités du Groupe ont généré 438,3 tonnes de déchets, soit environ 21% de moins que l'exercice précédent

N-1 : 555 T
N-2 : 614 T

Type de déchet	Quantité Groupe (tonnes)	Quantité Groupe (tonnes) N-1	Quantité Groupe (tonnes) N-2
Papiers-cartons et film étirable	257,9	289,6	335,9
Palettes en bois	37,2	44,4	58
Déchets non dangereux (DIB)	123,4	195,7	169,2
Déchets spéciaux (DIS) = liquide issu de la maintenance de la chaîne de production logistique	0,3	0	0,6
Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)	18,69	18,5	22,5
Bois aggloméré	0	6,2	4,4
Divers	0,8	0,8	23,6
Total	438,3	555,1	614,2

Indicateur clé de performance

- 71,79% de taux global de valorisation dans le Groupe LDLC (% de déchets recyclés par rapport au total de déchets évacués)
– 2018/2019 : 64,75%

22.4.2. Maîtrise des consommations d'énergie

Le Groupe LDLC s'engage à réduire son empreinte environnementale au niveau énergétique. La politique générale en matière d'énergie est menée par la Direction des services généraux et immobilier, qui garde toujours en tête la maîtrise de l'énergie dans ses projets immobiliers, et dans la mise en œuvre de ses solutions de transport (collaborateurs et marchandises).

Réduire nos consommations et nos émissions

Si le Groupe n'est pas doté d'une politique formalisée en matière de consommation énergétique, il veille à réduire et optimiser ses consommations et ses émissions de CO₂. Des investissements sont régulièrement effectués pour optimiser le parc d'équipements et de technologies sur le plan de la consommation énergétique. Les bâtiments récents et les rénovations notamment sont l'occasion d'adopter des solutions et des procédures plus économes en énergie.

De plus, des mesures de réduction des consommations sont promues auprès des collaborateurs.

La consommation électrique constitue le premier poste de coûts et d'enjeux énergétiques. L'électricité est utilisée sur tous les sites pour l'éclairage, la climatisation, l'informatique, les chaînes de préparation des colis, les chariots élévateurs, etc. Grâce au suivi des consommations électriques, le Groupe peut analyser et améliorer l'efficacité énergétique de ses activités.

Du gaz est également utilisé pour les entrepôts de Saint-Quentin-Fallavier et de Grandchamps-des-Fontaines, ainsi que dans quatre bâtiments de OLYS/BIMP, tandis que du fioul alimente le chauffage de la boutique de Lyon ainsi que le système de sprinklage de Grandchamps-des-Fontaines.

Le total de la consommation énergétique est de 7 531 MWh pour l'exercice (contre 7 493 à N-1).

Consommation d'énergie	Quantité Groupe (kWh)	Quantité Groupe (kWh) N-1
Électricité	4 514 272	4 581 446
Gaz	2 944 146	2 830 110
Fioul domestique	72 635	82 123
Total	7 531 053	7 493 679

Des locaux aménagés pour réduire la consommation d'énergie

Bien que le nouveau siège du Groupe LDLC ne soit pas un bâtiment certifié HQE, il a été conçu pour être performant en termes d'acoustique et économe en consommation d'énergie. Par exemple, toutes les fenêtres sont équipées d'un double ou triple vitrage. La façade sud bénéficie d'un traitement particulier pour limiter la chaleur, des stores sont intégrés aux fenêtres de toutes les façades, hormis sur la façade nord, qui est dotée d'un minimum d'ouvertures pour éviter la pénétration du froid. L'éclairage LED et des détecteurs de présence sont en place au siège et dans les succursales pour réduire la consommation d'électricité. Mis à part les espaces de circulation, aucun éclairage n'est installé au plafond : l'éclairage des bureaux se fait par des mâts de détection de présence, cela évite qu'un plateau entier reste éclairé si seule une personne est présente par exemple. Enfin, le système de chauffage par pompe à chaleur devrait permettre aussi des économies d'énergie.

Le bâtiment Orizon à Limonest, extension du siège social construit en 2018, est en cours de certification BREEAM avec un objectif de niveau « VERY GOOD ».

Les émissions de gaz à effet de serre

Les sites du Groupe ne sont pas soumis au Système Communautaire d'Échange de Quotas d'Émissions. Seule la société Groupe LDLC est soumise à l'obligation de réalisation d'un bilan de gaz à effet de serre (Art. 75 de la loi Grenelle II). Le Groupe n'a pas réalisé de bilan carbone sur son périmètre d'activité.

Les rejets de gaz à effet de serre du Groupe sont les suivants :

999 670 kg CO₂eq

N-1 : 978 755 kg CO₂eq

N-2 : 779 015 kg CO₂eq

Favoriser la mobilité des collaborateurs en modes doux

2 voitures électriques sont disponibles pendant le temps de travail sur le siège de Limonest. L'objectif est de permettre aux collaborateurs qui viennent travailler en transports en commun ou en covoiturage de pouvoir sortir du Campus pour aller faire une course.

Afin d'aller encore plus loin, Groupe LDLC échange avec les entreprises de Techlid où est situé le siège social afin de promouvoir le covoiturage.

L'idée est de permettre à tous les salariés de la zone Techlid de partager leur voiture sur les trajets réguliers domicile-travail. Économique, écologique, convivial et solidaire, le covoiturage permet de réduire l'encombrement sur les routes et dans les agglomérations. Il contribue également au respect de l'environnement.

En septembre 2019, Groupe LDLC a participé à un « speed dating du covoiturage » regroupant plusieurs entreprises de la zone Techlid.

Réduire les émissions de CO₂ des transports

Au niveau des transports, le Groupe sous-traite l'ensemble de ses livraisons clients auprès de transporteurs reconnus, et bénéficie ainsi des démarches RSE de ses partenaires. Une partie des expéditions des livraisons aux clients est confiée au groupe La Poste, qui est le premier acteur de la compensation carbone volontaire en Europe. Ainsi, 100% de ses offres courrier, colis, express et numériques sont garanties neutres en carbone.

Indicateurs clés de performance

- 63,42 kWh d'électricité consommée par m² de surface (contre 63,78 kWh en 2018/2019)
- 105,80 kWh d'énergie (gaz, fioul et électricité) par m² de surface (contre 104,33 kWh en 2018/2019)

22.5. IMPACT SUR NOTRE TERRITOIRE

Le Groupe LDLC a défini deux enjeux majeurs liés à sa responsabilité sociétale :

- la sécurité des consommateurs ;
- la participation à l'essor économique des territoires.

22.5.1. La sécurité des consommateurs

Le Groupe LDLC a toujours placé la satisfaction client au cœur de son fonctionnement, poussant le Groupe à constituer un service de relation clients solide capable de conseiller et d'informer les clients en avant et après-vente. Un problème de sécurité des consommateurs pourrait par conséquent avoir un impact significatif défavorable sur l'image et la réputation, et sur l'activité du Groupe, en plus des conséquences humaines. Le Groupe LDLC est particulièrement attentif à la qualité et la sécurité de ses produits.

Le Groupe n'étant pas fabricant de produits, même ceux sous marque LDLC, il ne peut avoir d'influence sur la prise en compte de la santé et sécurité des consommateurs par les constructeurs. Toutefois, dans un esprit de service client de qualité, le Groupe veille à s'assurer de la conformité et au respect de la réglementation des produits commercialisés.

Vis-à-vis de notre marque L'Armoire de Bébé, spécialisée dans la vente de produits dédiés à la puériculture, l'équipe achats respecte les règles suivantes :

- conformité des produits à la norme EN71-3, et travail avec des fournisseurs reconnus pour les produits de puériculture ;
- conformité aux normes Oeko-tex pour les créatrices des produits textiles (qui représentent peu de fournisseurs).

Dans un contexte très réglementé des produits de puériculture, l'équipe achats est régulièrement informée si un fournisseur présente des soucis ou subit des tests produits par la DGGCRF.

LDLC.com propose également à ses clients des extensions de garantie aux garanties constructeurs, y compris pour les produits vendus sur le « Coin des affaires » où la garantie commerciale est de 6 mois. Tout cela est gage de la confiance du Groupe dans les produits vendus sur ses sites et dans ses boutiques.

Enfin, le Groupe LDLC donne la parole à ses clients, à travers son outil de dépôt d'avis en ligne, respectant un processus de collecte, de modération et de publication totalement indépendant des opérations de publicité et de ventes de produits et services réalisés sur les sites.

- **Zéro** sinistre sécurité sur l'assurance RC sur l'exercice 2019/2020

22.5.2. La participation à l'essor économique des territoires

Le Groupe LDLC s'engage dans la société au sein des territoires. L'objectif est de soutenir :

- l'entrepreneuriat,
- les initiatives culturelles et l'économie locale,
- l'éducation.

Soutenir l'entrepreneuriat

Historiquement implanté en Auvergne Rhône-Alpes, le Groupe LDLC est maintenant présent au travers de ses sites sur plusieurs bassins d'emploi sur le plan national.

- Lyon et sa région avec le siège du Groupe à Limonest et L'École LDLC ;
- St-Quentin-Fallavier (Isère) avec son premier entrepôt logistique ;
- Grandchamps-des-Fontaines (Loire-Atlantique) site historique de Materiel.net avec l'entrepôt logistique ;
- Gennevilliers (région parisienne) plus récemment avec l'implantation d'un site LDLC Pro.

Par ailleurs, le réseau de boutiques du Groupe, en grande partie constitué de franchisés, permet une implantation dans une cinquantaine de villes de France. Compte tenu de la stratégie de développement du Groupe, et notamment du développement de son réseau de boutiques LDLC, l'ancrage local du Groupe sera amené à se renforcer d'ici à 2020.

Par ses implantations et ses activités, Groupe LDLC concourt à soutenir de manière indirecte l'emploi et l'activité économique locale via ses prestataires et fournisseurs.

Par ailleurs, le Groupe LDLC poursuit son soutien au Blend Web Mix, une conférence de deux jours sur le web orchestrée par la Cuisine du Web.

Soutenir les initiatives culturelles et l'économie locale

Le Groupe, très attaché à son ancrage lyonnais, privilégie le soutien d'actions et de projets locaux et régionaux, en particulier les Nuits de Fourvière, festival culturel de grande ampleur, ce rendez-vous estival bénéficie d'une belle renommée nationale.

Comme les années précédentes, près d'une vingtaine de partenariats et actions de mécénat a été nouée, dont certains ont été initiés par des collaborateurs. Par ces actions, LDLC accroît sa visibilité et affirme son identité. Pour ses fondateurs, c'est aussi un moyen de rendre au territoire et aux acteurs économiques ce qu'ils ont reçu tout au long de leurs parcours.

Déjà engagé depuis 2012 en soutien de l'ASVEL, le club de basket de Villeurbanne, le Groupe LDLC a renforcé son ancrage local en septembre 2018 par la signature d'un *naming* unique et innovant de l'équipe professionnelle, devenant LDLC ASVEL pour une durée de 10 ans.

Cette alliance est née de la rencontre de deux entrepreneurs qui partagent des valeurs communes : Laurent de la Clergerie et Tony Parker. En plus de ses objectifs sportifs et économiques, Tony Parker s'engage en effet sur des projets sociétaux tels que la création de la Tony Parker Adequat Academy. Partageant les mêmes valeurs, en octobre 2019, Groupe LDLC réaffirme son soutien au basket de la métropole de Lyon. Pour une durée de 4 ans, LDLC.com marie son patronyme à celui de l'équipe de Lyon ASVEL Féminin, devenant LDLC ASVEL Féminin.

Par ailleurs, les deux Présidents se sont également associés à nouveau pour intégrer la passion e-sport au sein de l'Academy, à travers la création du centre de formation de la Team LDLC. Un cursus dédié à l'e-sport a ainsi vu le jour en septembre 2019, où les jeunes passionnés suivent des entraînements e-sportifs donnés par la Team LDLC et des cours au sein du lycée privé Acadomia intégré à l'Academy. Dans le prolongement de cette aventure, en janvier 2020, LDLC Event, opérateur pour le Groupe LDLC

de la Team LDLC, et l'Olympique Lyonnais ont annoncé leur partenariat. La Team LDLC aux nombreux titres nationaux et internationaux s'associe à la team OL e-sport pour créer l'équipe LDLC OL, afin de renforcer le leadership de l'équipe sur la scène e-sport française et internationale.

En mars 2020, SOLAARI, la marque française de sabres connectés fabriqués et vendus par le Groupe LDLC, signe un partenariat avec la Fédération Française d'Escrime (FFE) et son Académie de Sabre Laser (ASL) pour une durée de 3 ans. Les 2 entités se donnent pour objectif commun de travailler la notoriété de cette nouvelle pratique sportive sur le plan national et international.

Soutenir l'éducation

L'École LDLC a été lancée en 2015 à Lyon par Laurent de la Clergerie, le Président Fondateur du Groupe. Son objectif à travers ce projet sociétal : créer un cursus innovant, tant sur le fond que la forme, adapté aux spécificités actuelles des métiers du numérique pour contribuer à la dynamique de l'écosystème numérique et du développement économique français.

Son crédo : accompagner les étudiants pour qu'ils soient agiles, polyvalents, créatifs, inventifs, ingénieux, mûres et prêts à entrer dans le monde du travail afin de contribuer à la transition digitale des entreprises.

Son coût est de 1 996 euros, un clin d'œil à l'année de création du Groupe qui signe ainsi un véritable engagement sociétal en rendant cet apprentissage accessible au plus grand nombre.

Au 31 mars 2020, 38 étudiants étaient accueillis sur le site.

En 2020, LDLC renouvelle son soutien au célèbre rallye du 4L Trophy, le plus grand rallye étudiant sportif et solidaire du monde, en soutenant un équipage qui a pris la route pour offrir des fournitures scolaires et sportives à l'association « Enfants du Désert ». Fier de s'associer pour la 9^{ème} fois consécutive à l'esprit de cette aventure, qui affute la curiosité, le Groupe LDLC permet la découverte d'autres horizons et soutient un projet humanitaire.

Indicateurs clés de performance

- + 28% de boutiques LDLC.com en France (51 boutiques cette année contre 40 l'an passé)
– KPI 2018/2019 : + 38%
- 66% des élèves diplômés par L'École LDLC en septembre 2019 ont trouvé un emploi dès la fin de leur cursus scolaire
– KPI 2018/2019 : 50%

22.6. SENSIBILISATION ET FORMATION À L'ÉTHIQUE

Le Groupe LDLC a défini quatre enjeux majeurs liés au pilotage de l'entreprise :

- les incidents informatiques majeurs et coupures d'alimentation électrique,
- la lutte contre la corruption,
- le respect du Règlement général sur la protection des données.

22.6.1. Les incidents informatiques et coupures d'alimentation électrique

La continuité des systèmes informatiques est un enjeu crucial pour permettre au Groupe LDLC d'offrir une qualité de service optimum à ses clients.

Le Groupe LDLC s'engage à réagir rapidement en cas d'alertes sur les systèmes d'informations.

Le pôle infrastructure de la DSI a la charge du suivi et du traitement des alertes pour les entités hors OLYS/BIMP. La DSI de OLYS/BIMP travaille avec un partenaire externe pour la gestion de son infrastructure, mais le fonctionnement

est complètement en ligne avec le pôle infrastructure de la DSI Groupe. Ils disposent d'un outil de supervision des systèmes, ainsi que d'un outil d'enregistrements des tickets d'incidents.

En cas d'incident réseau, après analyse, les équipes impactées déterminent les actions à mener et les coordonnent. Le directeur infrastructure est informé et assure un suivi du problème. Le cas échéant, les DSI sont averties et une communication est faite auprès des services impactés. La politique en fonction de l'accident est d'activer ou mettre les moyens disponibles pour traiter et écarter le problème.

Pour la partie électrique, en dehors des Data Centers où sont stockés les systèmes sensibles, les autres sites disposent d'onduleurs. Lors de sa construction, le siège social de Limonest s'est équipé des infrastructures nécessaires pour la mise en place d'un groupe électrogène en cas de crise grave et durable.

Indicateur clé de performance

- 96,72% de taux de disponibilité du logiciel permettant de piloter l'activité (et identifié comme critique) sur la semaine du 01/04/2019 au 31/03/2020
– KPI 2018/2019 : 100% du 26/04/2019 au 03/05/2019

22.6.2. La lutte contre la corruption

Depuis plusieurs dizaines d'année, la France met en place des réformes en faveur de la transparence et de l'exigence éthique. En tant que distributeur, le Groupe a un rôle d'intermédiaire auprès des grandes marques de matériel et des clients, qu'ils soient particuliers, professionnels ou administratifs. Compte tenu de sa taille sur le marché, le Groupe a peu d'influence sur la manière dont ses fournisseurs assument leurs responsabilités sociétales sur les sujets comme la protection de l'environnement ou le respect des droits de l'Homme. Pour autant, le Groupe qui exerce ses activités principalement en France, s'attache à partager ses valeurs et une éthique avec l'ensemble de ses collaborateurs, et plus particulièrement ses acheteurs.

La Direction du Groupe LDLC s'engage à ce que l'ensemble de ses activités soit exécuté conformément à toutes les lois en vigueur. Le Groupe a les mêmes attentes auprès de ses fournisseurs et prestataires que lui vis-à-vis de ses clients. De ce fait, sur la fonction achats tout particulièrement, il a pour objectif de former tous les collaborateurs à la lutte contre la corruption.

L'équipe compliance a pour rôle de mettre en place et de développer l'éthique du Groupe dans ses relations d'affaires. Afin de lutter contre la corruption, le Groupe a structuré ses achats pour prévenir tout risque vis-à-vis de ses fournisseurs et prestataires. À noter que les achats se font majoritairement en Europe via des intermédiaires et des grossistes. Les importations directes représentent un faible volume d'achats de marchandises.

L'équipe achats est centralisée au siège à Limonest et est organisée comme suit :

- les achats dits « stratégiques » (comme les produits de marque LDLC ou ceux dont les prix peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre) sont dissociés des achats « négoce » et directement placés sous la responsabilité de M. Laurent Villemonte de la Clergerie (achats hors UE) ou du Directeur des achats (achats dans l'UE) ;
- les achats dits « négoce » (auprès des intermédiaires ou des grossistes) sont placés sous la responsabilité du Directeur des achats. Des lignes d'encours plafonnées sont attribuées aux chefs de produits/acheteurs et un suivi des marges par acheteur est réalisé au jour le jour pour identifier rapidement toute anomalie ;
- les achats dits « généraux » ne sont pas organisés à ce jour compte tenu de leur faible poids.

Tableau - Répartition des achats par zone géographique :

Zone géographique	Part des achats
Union européenne	77%
Hors Union européenne	23%

Par ailleurs, différentes procédures internes permettent de gérer les risques liés à des demandes de cadeaux, de

fraude, de corruption ou de conflit d'intérêts. Par exemple, les demandes d'ouverture de compte ou de changement de RIB d'un fournisseur font l'objet d'une double signature, d'une vérification systématique auprès du fournisseur et d'une remontée au N+1.

De plus, le Groupe respecte la législation française, notamment la loi Sapin II.

Le Groupe a réalisé un code de conduite et a mis en place la procédure d'alerte. Aucune alerte significative n'a été constatée à ce jour.

En 2018, le service compliance a envoyé un courrier accompagné de l'annexe sur la politique de lutte contre la corruption à une grande partie de nos fournisseurs. L'annexe a automatiquement été intégrée aux nouveaux contrats transmis.

Enfin, des actions de sensibilisation auprès des équipes jugées les plus à risques tels que les achats ont été renouvelées sur 2019. À ces actions de sensibilisation, il a été rajouté d'autres services tels que les commerciaux, les services généraux ainsi que tous les postes jugés nécessaires par l'équipe compliance. Les supports de sensibilisation seront de nouveau mis à jour sur 2020 et de nouvelles campagnes de sensibilisation seront programmées. L'équipe compliance étudiera si de nouveaux services ou postes devront être intégrés aux actions de sensibilisation.

Indicateur clé de performance

- 76,5% des acheteurs ont été sensibilisés à la loi Sapin II au cours des 2 dernières années

22.6.3. Le respect du Règlement général sur la protection des données

La récente entrée en vigueur du Règlement Général de Protection des Données a obligé les entreprises européennes à se mettre en conformité quant à la collecte et au traitement des données personnelles. La loi française établissait déjà des règles relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Groupe LDLC est donc sensibilisé depuis de nombreuses années à ces problématiques.

La préoccupation de nos clients et de nos collaborateurs quant à la collecte et au traitement de leurs données personnelles est traitée avec soin par le Groupe LDLC. Il s'agit bien évidemment d'un enjeu légal, mais avant tout d'un engagement de loyauté et commercial majeur. Groupe LDLC travaille à l'amélioration continue de ses pratiques en matière de protection des données personnelles, et vise à sensibiliser 100% des référents métiers concernés par le traitement de données.

La protection des données personnelles est un sujet que le Groupe a toujours traité avec sérieux, une ressource a toujours été nommée pour assurer la conformité réglementaire en la matière.

Ensuite, depuis mai 2018, un DPO externe a été désigné, un référent en interne seconde la fonction de DPO et différents référents par service ont été nommés. Leur rôle est de porter « la bonne parole » au sein de leur service, de sensibiliser leurs collègues, et d'intégrer les impératifs du RGPD dans les projets, en particulier ceux concernant la Direction des Systèmes d'Information. Cette organisation permet au Groupe LDLC de mieux sensibiliser les équipes et d'avancer sur les différents plans d'actions.

De plus, à l'entrée en vigueur du RGPD, une note d'information a été envoyée à l'ensemble des salariés du Groupe afin de les informer des engagements du Groupe. Une adresse mail spécifique a été créée pour toutes les demandes de droit d'accès, de rectification, de portabilité

et d'effacement des données personnelles des salariés et des clients.

Sur l'Intranet du Groupe LDLC, un dossier RGPD a été mis en place et est accessible par tous les salariés (pour les salariés OLYS, les documents sont accessibles via leur environnement). Ce dossier regroupe tous les documents utiles à la présentation du RGPD, les guides de la CNIL et autres documents qui sont régulièrement mis à jour.

De nombreuses réunions entre le référent Groupe et les référents par service ont eu lieu sur l'année. Elles ont pour but d'aider les référents de services à mettre en place un fichier de travail sur le suivi de leurs différents traitements,

mais également de permettre à tous de garder à l'esprit la notion de protection de données personnelles dans tous les projets. Groupe LDLC a rédigé une annexe de protection de données pour l'ensemble de ses contrats, ainsi qu'un avenant pour ses sous-traitants.

Cette année, Groupe LDLC a organisé des actions de sensibilisation auprès des référents de services ainsi que d'autres postes qu'ils ont jugé utiles dans le cadre de leur fonction.

Sur 2019, Groupe LDLC a changé de DPO, le Groupe est resté sur un DPO externe. À noter que la filiale Bluescreen a, quant à elle, nommé un DPO interne.

Indicateur clé de performance

- En 2020, 95% des référents ont assisté à une réunion de sensibilisation à la notion du RGPD au cours des deux années écoulées, soit 20 personnes. Les réunions de sensibilisation sont renouvelées tous les 2 ans

22.7. PERSPECTIVES

Le Groupe LDLC est très sensible à l'ensemble des actions composant les performances extra-financières, ainsi il continuera comme il le fait depuis de nombreuses années à améliorer ces dernières et, s'il le peut, compléter l'étendue de ses actions.

22.8. TABLE DE CONCORDANCE AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Engagements / Actions	ODD	Emplacement dans la DPEF
Garantir la sécurité des collaborateurs : <ul style="list-style-type: none"> • Prémunir les risques physiques, physiologiques et psychologiques • Améliorer l'ergonomie des espaces de travail • Réduire les risques par l'échauffement musculaire et les massages 	 	22.3.1.
Rechercher la qualité de vie au travail : <ul style="list-style-type: none"> • Environnement de travail • Détente, sport, conciergerie : une panoplie de services aux collaborateurs • Activités visant la cohésion des collaborateurs • Équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle 	  	22.3.2.
Lutter contre les discriminations : Intégration et handicap <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation • Mobilisation • Maintien dans l'emploi Égalité professionnelle <ul style="list-style-type: none"> • Assurer une égalité de rémunération entre les hommes et les femmes • Formation (organisation et aménagements) • Embauche et égalité de traitement dans le processus de recrutement • Promotion professionnelle • Articulation entre la vie professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale • Prévention des violences sexistes et sexuelles 	   	22.3.3. 22.3.3.1 22.3.3.2
La montée en compétences des équipes : <ul style="list-style-type: none"> • Développer et renforcer les compétences métiers des collaborateurs • Le management collaboratif : moteur d'engagement, d'innovation et de performance • Développer les compétences du BtoB • Accompagner les équipes de vente sur le terrain pour une harmonisation • Assurer la sécurité des biens et des personnes 	   	22.3.4.
Actions pour l'Environnement : Gestion responsable des déchets <ul style="list-style-type: none"> • Réduire et valoriser nos déchets • Renforcer l'apport volontaire des déchets • Agir en faveur de l'économie circulaire Maîtrise des consommations d'énergie <ul style="list-style-type: none"> • Réduire nos consommations et nos émissions • Les émissions de gaz à effet de serre • Favoriser la mobilité des collaborateurs en modes doux • Réduire les émissions de CO₂ des transports 	  	22.4. 22.4.1. 22.4.2.
Impact sur notre territoire : Sécurité des consommateurs Participation à l'essor économique des territoires <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'entrepreneuriat • Soutenir les initiatives culturelles et l'économie locale • Soutenir l'éducation 	   	22.5. 22.5.1. 22.5.2.
Sensibilisation et formation à l'éthique : <ul style="list-style-type: none"> • La lutte contre la corruption • Le respect du Règlement général sur la protection des données 		22.6.

22.9. NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les informations présentées dans la déclaration de performance extra-financière du présent rapport ont été établies au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Périmètre de reporting

Le périmètre de consolidation est constitué des filiales du Groupe consolidées par intégration globale pour l'établissement des états financiers consolidés du Groupe, soit les filiales dont le Groupe détient, directement ou indirectement, le contrôle exclusif (voir note 2.3 des annexes consolidées). Notons que certaines filiales consolidées financièrement dans le Groupe n'ont pas été intégrées dans la DPEF en raison de l'absence d'activité pour ces sociétés.

Il s'agit en particulier de Domimo 2 et Domimo 3, Nemeio, LDLC7, LDLC9, LDLC10, LDLC11, LDLC12, LDLC13 et CAMPUS 2017.

Période de reporting

Sauf indication contraire, les données reportées portent sur l'exercice fiscal du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Certains KPI sont basés sur l'année civile, soit du 1^{er} janvier N-1 au 31 décembre N-1. Il s'agit de :

- Montant de contribution AGEFIPH par effectif assujetti
- Pourcentage de l'effectif assujetti en situation de handicap
- Nombre d'heures moyen de formation par salarié
- Pourcentage de collaborateurs qui ont suivi une formation
- Pourcentage de collaborateurs qui ont suivi une formation de développement personnel
- Pourcentage de femmes dans les 10 plus hautes rémunérations
- Taux d'absentéisme
- Taux de turn-over
- Taux de fréquence
- Taux de gravité

Précisions sur certains indicateurs

Effectifs

Les mentions relatives aux effectifs dans le modèle d'affaires sont exprimées en nombre d'employés, c'est-à-dire toute personne payée par l'entreprise et présente dans l'entreprise à la clôture de l'exercice au 31 mars 2020, à l'exception des stagiaires et des intérimaires.

Taux de fréquence et taux de gravité

Le taux de fréquence correspond au nombre d'accidents du travail avec arrêt par million d'heures travaillées : $\text{nb d'accidents du travail avec arrêt} \times 1\,000\,000 / \text{nombre d'heures travaillées}$.

Le taux de gravité correspond au nombre de jours de travail perdus pour accident du travail par millier d'heures travaillées : $\text{nb de jours d'arrêt pour accident du travail} \times 1\,000 / \text{nb d'heures travaillées}$.

Ces indicateurs sont hors Espagne. Seuls les accidents du travail avec arrêt, intervenus pendant l'exercice, sont comptabilisés ; les accidents de trajet avec arrêt sont donc exclus du calcul. Les accidents des stagiaires ou intérimaires sont aussi exclus du calcul. Les heures d'absence sont décomptées du nombre d'heures travaillées et le nombre d'heures supplémentaires y est ajouté.

Absentéisme

Le taux d'absentéisme est calculé hors effectif Espagne. Les absences prises en compte sont uniquement, en jours ouvrés : maladie, accident du travail/trajet, absences non rémunérées, non justifiées, en attente de justificatif, mi-temps thérapeutique.

Turn-over

Le turnover est calculé hors Espagne. L'effectif pris en compte est celui en CDI, CDD, contrats d'alternance. Sont exclus : les stagiaires et les mandataires.

Handicap

Les montants retenus pour le calcul sont ceux des déclarations annuelles (DOETH).

Nombre d'heures de formation

Les formations comptabilisées sont celles qui sont associées à l'entreprise soit sur le plan de formation, soit en partie sur du CPF, soit sur des périodes de professionnalisation. Elles comprennent les formations externes, internes, en e-learning et en présentiel. Le personnel intérimaire et les stagiaires dans le cadre d'un cursus scolaire ne suivent pas de formation au sein de notre structure.

Développement personnel

Sont considérées comme formations en développement personnel les formations qui permettent de donner l'occasion de mieux se connaître, de développer et utiliser ses talents, booster le bien-être et concrétiser des aspirations professionnelles et personnelles.

Déchets

La réglementation française est d'application pour la définition du déchet et de son éventuelle dangerosité. Le reporting concerne l'ensemble des sites du Groupe. La production de déchets est calculée d'après les quantités sorties des sites sur la période de reporting.

Énergie

Les consommations d'énergie correspondent à la somme des quantités d'énergie (électricité, gaz et fioul) facturées au Groupe par ses fournisseurs sur la période de reporting.

Émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre ont été calculées à partir de la consommation énergétique sur la période de reporting multipliée par le facteur d'émission standard pour chaque énergie (électricité, gaz et fioul) - source : site de l'ADEME. La flotte de véhicules du Groupe n'est pas suffisamment significative pour être prise en compte au regard du bilan des émissions de GES total.

Sécurité des consommateurs

L'indicateur a été créé cette année.

Incidents informatiques

Le logiciel n'est pas utilisé par OLYS/BIMP. L'an passé, le « taux de disponibilité du logiciel » était donné pour une semaine prise aléatoirement dans l'année, avec pour objectif de développer ce KPI sur une période plus étendue, ce qui a été fait.

CHAPITRE 23. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, également commissaire aux comptes de la société Groupe LDLC, accrédité par le COFRAC Inspection sous le numéro 3-1321 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 mars 2020 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion, en application des dispositions légales et réglementaires des articles L.225-102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de Commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Directoire d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de la société (ci-après le « Référentiel »), dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et disponibles au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L.822-11-3 du Code de Commerce et le Code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle.

Responsabilité de l'Organisme Tiers Indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R.225-105 du Code de Commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R.225-105 du Code de Commerce, à savoir les résultats des politiques incluant des indicateurs clés de performance et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par la société des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A.225-1 et suivants du Code de Commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et à la norme internationale ISAE 3000⁽¹⁾ :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L.225-102-1 en matière sociale et environnementale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L.225-102-1 ;

(1) ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.

- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
 - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1. Nos travaux ont été réalisés au siège du Groupe LDLC ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L.233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en oeuvre :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices et couvrent entre 64 et 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée.

Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 5 personnes et se sont déroulés entre octobre 2019 et avril 2020 sur une durée totale d'intervention de 3 semaines.

Nous avons mené huit entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les Directions Comptabilité, Juridique, Ressources Humaines, Paie et Qualité Hygiène Sécurité Environnement.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A.225-3 du Code de Commerce, nous formulons le commentaire suivant :

Le Groupe LDLC a entamé des travaux lui permettant d'évaluer l'impact carbone de ses activités en réponse aux risques de changement climatique et de rejets dans l'air, et sera donc en mesure de fixer et publier un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre à moyen et long termes lors du prochain exercice.

Fait à Villeurbanne, le 18 juin 2020

L'organisme tiers indépendant

Mazars SAS (Lyon)

Séverine Hervet
Associée

Nicolas Dusson
Associé, Directeur Technique

CHAPITRE 24. RAPPORT SPÉCIAL RELATIF AUX ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS

Chers actionnaires,

Nous vous rendons compte dans ce rapport spécial de l'usage fait par le Directoire des autorisations données par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 septembre 2012, du 30 septembre 2016 et du 27 septembre 2019 d'attribuer gratuitement des actions de la société en vertu des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants dudit Code.

1. Opérations d'attribution d'actions réalisées en vertu des articles L.225-197-1 à L.225-197-3 du Code de Commerce

Aux termes de la onzième résolution adoptée lors des délibérations de l'Assemblée Générale du 28 septembre 2012, de la dix-neuvième résolution adoptée lors des délibérations de l'Assemblée Générale du 30 septembre 2016, de la seizième résolution adoptée lors des délibérations de l'Assemblée Générale du 27 septembre 2019 et dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 à L.225-197-6 et L.225-129-2 alinéa 3 du Code de Commerce, le Directoire a été autorisé à procéder à des attributions gratuites d'actions de la société, existantes ou à émettre, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de tout ou partie des salariés et/ou mandataires sociaux de la société et des sociétés visées à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce.

Dans le cadre des autorisations visées ci-dessus, le Directoire a décidé, à l'unanimité, lors de ses réunions des 24 juin 2013, 28 mars 2014, 9 juillet 2014, 30 septembre 2016, 29 juin 2017, 13 novembre 2017 et 23 février 2018 d'attribuer gratuitement des actions existantes de la société dans les conditions ci-dessous.

Aucune opération d'attribution n'a été réalisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Date d'Assemblée	28/09/2012	28/09/2012	28/09/2012	30/09/2016	30/09/2016	30/09/2016	30/09/2016
Date du Directoire	24/06/2013	28/03/2014	09/07/2014	30/09/2016	29/06/2017	13/11/2017	23/02/2018
Nombre total d'actions attribuées gratuitement dont le nombre attribué à :							
	11 494	137	161 746	1 500	10 000	2 000	70 000
Philippe Sauze ⁽¹⁾	11 494	0	160 924	0	0	0	0
Date d'acquisition des actions	23/06/2015	28/03/2016	⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾	30/09/2018 ⁽⁵⁾	⁽⁹⁾	13/11/2019 ⁽¹¹⁾	⁽¹²⁾
Date de fin de période de conservation	23/06/2017	28/03/2018	⁽⁵⁾⁽⁶⁾⁽⁷⁾	01/10/2020	⁽¹⁰⁾	14/11/2021	⁽¹³⁾
Nombre d'actions acquises au 31 mars 2020	11 494	137	161 746	1 500	1 000	2 000	10 000
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	35 000
Actions attribuées gratuitement restantes en fin d'exercice	Néant	Néant	Néant	Néant	9 000	Néant	25 000
Valeur des actions (cours de clôture au jour d'attribution)	9,68 euros	22,32 euros	17,10 euros	33,30 euros	28,49 euros	19,55 euros	17,94 euros
Valorisation en euros des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés au 31 mars 2020 ⁽¹⁴⁾	Néant	Néant	11 670,92	Néant	46 459,84	13 242,28	248 475,71

(1) Ces attributions gratuites d'actions ont été réalisées au profit de Monsieur Philippe Sauze en sa qualité de Directeur Général délégué, salarié de la société, en charge des aspects vente, web et marketing. Monsieur Philippe Sauze n'est plus membre du Directoire depuis le 29 novembre 2017.

(2) Concernant les actions attribuées gratuitement à Monsieur Philippe Sauze, ce dernier sera propriétaire desdites actions à l'issue d'une période d'acquisition qui a été fixée par le Directoire comme suit :

- Pour une première tranche, correspondant à 28 736 actions attribuées : 2 ans prenant fin le 8 juillet 2016 à minuit,
- Pour une deuxième tranche, correspondant à 40 231 actions attribuées gratuitement : 3 ans, prenant fin le 8 juillet 2017 à minuit,
- Pour une troisième tranche, correspondant à 40 231 actions attribuées gratuitement : 4 ans, prenant fin le 8 juillet 2018 à minuit,
- Pour une quatrième tranche, correspondant à 51 726 actions attribuées gratuitement : 5 ans, prenant fin le 8 juillet 2019 à minuit.

(3) Concernant les actions attribuées gratuitement aux autres bénéficiaires de ce plan, ces derniers ne seront propriétaires desdites actions qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans prenant fin le 8 juillet 2016 à minuit.

Le Directoire de la société a décidé la suppression du critère de présence en qualité de salarié de la société de Monsieur Philippe Sauze à la date d'attribution définitive conditionnant l'attribution définitive de la troisième tranche et de la quatrième tranche des actions restant à attribuer gratuitement à M. Sauze, à savoir 91 957 actions.

(4) Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L.225-197-3 dernier alinéa du Code de Commerce, en cas de décès d'un bénéficiaire au cours de la période d'acquisition, ses héritiers pourront demander l'attribution de ses actions dans un délai de six mois à compter du décès.

De même, en cas d'invalidité d'un bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, celui-ci pourra demander, avant le terme de la période d'acquisition, l'attribution définitive des actions.

(5) Concernant les actions attribuées gratuitement à Monsieur Philippe Sauze, ce dernier s'est engagé à conserver les actions qui lui auront été attribuées gratuitement pendant une période de conservation qui a été fixée, par le Directoire, à deux années commençant à courir à compter de la date d'attribution définitive de chaque tranche, soit :

- Pour la première tranche : 2 ans, prenant fin le 8 juillet 2018 à minuit,
- Pour la deuxième tranche : 2 ans, prenant fin le 8 juillet 2019 à minuit,
- Pour la troisième tranche : 2 ans, prenant fin le 8 juillet 2020 à minuit,
- Pour la quatrième tranche : 2 ans, prenant fin le 8 juillet 2021 à minuit.

(6) Concernant les actions attribuées gratuitement aux autres bénéficiaires, ces derniers se sont engagés à conserver les actions qui leur auront été attribuées gratuitement pendant une période de conservation qui a été fixée, par le Directoire, à deux années commençant à courir à compter de la date d'attribution définitive, soit le 8 juillet 2018 à minuit.

(7) À titre d'exception, en cas de décès d'un bénéficiaire au cours de la période de conservation, ses héritiers pourront céder librement lesdites actions. Il en sera de même en cas d'invalidité d'un bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale.

(8) L'attribution gratuite d'actions ne sera définitive pour chaque bénéficiaire, que sous réserve qu'à la date d'attribution définitive, il soit toujours salarié de la société.

(9) Le bénéficiaire ne deviendra définitivement propriétaire des actions attribuées gratuitement qu'à l'issue d'une période d'acquisition définie comme suit par le Directoire :

- Pour une première tranche, correspondant à 1 000 actions attribuées gratuitement : 2 ans, prenant fin le 29 juin 2019 à minuit,
- Pour une deuxième tranche, correspondant à 1 000 actions attribuées gratuitement : 3 ans, prenant fin le 29 juin 2020 à minuit,
- Pour une troisième tranche, correspondant à 2 000 actions attribuées gratuitement : 4 ans, prenant fin le 29 juin 2021 à minuit,
- Pour une quatrième tranche, correspondant à 3 000 actions attribuées gratuitement : 5 ans, prenant fin le 29 juin 2022 à minuit,
- Pour une cinquième tranche, correspondant à 3 000 actions attribuées gratuitement : 6 ans, prenant fin le 29 juin 2023 à minuit.

L'attribution gratuite d'actions ne sera définitive, pour le bénéficiaire, que sous réserve qu'à la date d'attribution définitive, il soit toujours salarié de la société LDLC Distribution.

Toutefois, conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 30 septembre 2016, le bénéficiaire deviendra définitivement propriétaire des actions avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité de ce dernier correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale.

Conformément à l'article L.225-197-3 du Code de Commerce, en cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers pourront demander l'attribution des actions dans un délai de six mois à compter du décès. Ces actions sont librement cessibles.

(10) Le bénéficiaire s'est engagé à conserver les actions qui lui auront été attribuées gratuitement pendant une période de deux ans à compter de la date d'attribution définitive de chaque tranche, soit :

- Pour la première tranche : 2 ans, prenant fin le 30 juin 2021 à minuit,
- Pour la deuxième tranche : 2 ans, prenant fin le 30 juin 2022 à minuit,
- Pour la troisième tranche : 2 ans, prenant fin le 30 juin 2023 à minuit,
- Pour la quatrième tranche : 2 ans, prenant fin le 30 juin 2024 à minuit,
- Pour la cinquième tranche : 2 ans, prenant fin le 30 juin 2025 à minuit.

(11) L'attribution gratuite d'actions ne sera définitive, pour chaque bénéficiaire, que sous réserve qu'à la date d'attribution définitive, il soit toujours salarié de la société ou d'une société liée au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce.

(12) Chaque bénéficiaire ne deviendra définitivement propriétaire des actions attribuées gratuitement qu'à l'issue d'une période d'acquisition définie comme suit :

- Pour une première tranche de 10 000 actions attribuées gratuitement : 2 ans, prenant fin le 23 février 2020, à 23h59,
- Pour une deuxième tranche de 12 500 actions attribuées gratuitement : 3 ans, prenant fin le 23 février 2021, à 23h59,
- Pour une troisième tranche de 12 500 actions attribuées gratuitement : 4 ans, prenant fin le 23 février 2022, à 23h59.

L'attribution gratuite d'actions ne sera définitive qu'à la condition que chacun des bénéficiaires, pour ce qui le concerne, ait rempli condition ci-dessous :

- L'attribution gratuite d'actions au titre de la première tranche ne sera définitive, pour chaque bénéficiaire, que sous réserve qu'à la date d'attribution définitive de la première tranche, il ait été salarié, de façon ininterrompue depuis le 23 février 2018 et soit toujours salarié à la date d'attribution définitive de la première tranche, de la société OLYS, société liée à la société au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ou de la société.
- L'attribution gratuite d'actions au titre de la deuxième tranche ne sera définitive, pour chaque bénéficiaire, que sous réserve qu'à la date d'attribution définitive de la deuxième tranche, il ait été salarié, de façon ininterrompue depuis le 23 février 2018 et soit toujours salarié à la date d'attribution définitive de la deuxième tranche, de la société OLYS, société liée à la société au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ou de la société, et
- L'attribution gratuite d'actions au titre de la troisième tranche ne sera définitive, pour chaque bénéficiaire, que sous réserve qu'à la date d'attribution définitive de la troisième tranche, il ait été salarié, de façon ininterrompue depuis le 23 février 2018 et soit toujours salarié à la date d'attribution définitive de la troisième tranche, de la société OLYS, société liée à la société au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ou de la société.

Toutefois, conformément à l'article L.225-197-1 du Code de Commerce et à la décision de l'Assemblée Générale du 30 septembre 2016, chaque bénéficiaire deviendra définitivement propriétaire des actions attribuées gratuitement avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité de ce dernier correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale.

Conformément à l'article L.225-197-3 du Code de Commerce, en cas de décès d'un bénéficiaire, ses héritiers respectifs pourront demander l'attribution des actions attribuées gratuitement dans un délai de six mois à compter du décès. Ces actions sont librement cessibles.

(13) Chaque bénéficiaire ne pourra céder les actions attribuées gratuitement définitivement acquises qu'à l'issue d'une période de un an débutant à compter de chaque date d'attribution définitive, soit à compter du :

- 24 février 2020, 0 heure et se terminant le 24 février 2021, 0 heure concernant la première tranche,
- 24 février 2021, 0 heure et se terminant le 24 février 2022, 0 heure concernant la deuxième tranche, et
- 24 février 2022, 0 heure et se terminant le 24 février 2023, 0 heure concernant la troisième tranche.

Toutefois, les actions attribuées gratuitement seront librement cessibles avant la fin de la période de conservation en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant à la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale.

De même, en cas de décès du bénéficiaire, les actions attribuées gratuitement définitivement attribuées à ce dernier seront librement cessibles conformément à l'article L.225-197-3 du Code de Commerce.

(14) Nous vous invitons à vous reporter à la note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés figurant en section 18.1.

2. Actions attribuées gratuitement aux mandataires sociaux par la société ou par celles qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de Commerce

Nous vous indiquons qu'aucune action n'a été attribuée gratuitement à chacun de ces mandataires par la société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ainsi que par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de Commerce durant l'année et à raison des mandats et fonctions exercés dans la société.

3. Actions attribuées gratuitement définitivement aux mandataires sociaux par la société ou par celles qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de Commerce

Nous vous indiquons qu'aucune action n'a été attribuée gratuitement définitivement (expiration de la période d'acquisition) à chacun de ces mandataires par la société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ainsi que par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de Commerce durant l'année et à raison des mandats et fonctions exercés dans la société.

4. Actions attribuées gratuitement par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2, à chacun des 10 salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé

Aucune action n'a été attribuée gratuitement durant l'exercice clos le 31 mars 2020 par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce, à chacun des dix salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé.

5. Actions attribuées gratuitement définitivement par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2, à chacun des 10 salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé

Nous vous indiquons ci-après le nombre et la valeur des actions qui, durant l'année, ont été attribuées gratuitement définitivement (expiration de la période d'acquisition) par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce, à chacun des dix salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé.

Société(s) du Groupe concernée(s)	Date d'octroi	Nombre de salariés concernés	Nombre d'actions définitivement attribuées	Valeur des actions (cours de clôture au jour de l'attribution)
Groupe LDLC	29/06/2017	1	1 000	28,49 euros
Groupe LDLC	13/11/2017	3	2 000	19,55 euros
Groupe LDLC	23/02/2018	1	10 000	17,94 euros
			13 000	

CHAPITRE 25. MONTANT GLOBAL DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX 10 PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES

(Article L.225-115, 4° du Code de Commerce)

25.1. ATTESTATION DES RÉMUNÉRATIONS PRÉVUE À L'ARTICLE L.225-114-4 DU CODE DE COMMERCE

Le montant global des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux dix personnes les mieux rémunérées de la société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 ressort à la somme de 1 262 495 euros.

Limonest, le 18 juin 2020

Olivier Villemonte de la Clergerie
Directeur Général

25.2. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES INFORMATIONS COMMUNIQUÉES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.225-115 4° DU CODE DE COMMERCE RELATIF AU MONTANT GLOBAL DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

(Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020)

Aux Actionnaires de la société Groupe LDLC,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L.225-115 4° du Code de Commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 mars 2020, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Directeur Général.

Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit, ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées figurant dans le document joint et s'élevant à 1 262 495 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2020.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L.225-115 4° du Code de Commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Fait à Lyon et à Villeurbanne, le 18 juin 2020

Les commissaires aux comptes

Cap Office

Rémi Charnay

Mazars

Pierre Beluze

Séverine Hervet

CHAPITRE 26. MONTANT GLOBAL DES VERSEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DES 1 ET 5 DE L'ARTICLE 238 BIS DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS AINSI QUE DE LA LISTE DES ACTIONS NOMINATIVES DE PARRAINAGE, DE MÉCÉNAT

26.1. ATTESTATION PRÉVUE À L'ARTICLE L.225-115-5° DU CODE DE COMMERCE

Le montant global des sommes ouvrant droit à la réduction d'impôt visée aux 1. et 5. de l'article 238 bis du Code Général des Impôts au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 s'élève à 216 761 euros.

Limonest, le 21 juillet 2020

Olivier Villemonte de la Clergerie
Directeur Général

26.2. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES INFORMATIONS COMMUNIQUÉES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.225-115 5° DU CODE DE COMMERCE RELATIF AU MONTANT GLOBAL DES VERSEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DES ALINÉAS 1 ET 5 DE L'ARTICLE 238 BIS DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

Exercice clos le 31 mars 2020

Aux actionnaires de la société Groupe LDLC,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L. 225-115 5° du Code de commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des versements effectués en application des alinéas 1 et 5 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts pour l'exercice clos le 31 mars 2020, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du Directeur Général.

Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des versements effectués en application des alinéas 1 et 5 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit, ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des versements effectués en application des alinéas 1 et 5 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des versements effectués en application des alinéas 1 et 5 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts figurant dans le document joint et s'élevant à 216 761 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2020.

La présente attestation tient lieu de certification du montant global des versements effectués en application des alinéas 1 et 5 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts au sens de l'article L.225-115 5° du Code de Commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Fait à Lyon et à Villeurbanne, le 21 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

Cap Office

Mazars

Rémi Charnay

Pierre Beluze

Séverine Hervet

CHAPITRE 27. TABLES DE CONCORDANCE

La table de concordance ci-dessous permet d'identifier dans le présent document d'enregistrement :

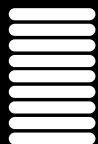
- ✓ Les informations qui constituent le rapport annuel (article 4.2.1 des règles de marché Euronext Growth).
- ✓ Les informations qui constituent le rapport de gestion (article L.225-100 et suivants du Code de Commerce).

Table de concordance avec le rapport annuel

Rapport annuel		Document d'enregistrement universel	Pages
2	Rapport de gestion	Voir index ci-dessous	Voir index ci-dessous
4	Comptes consolidés	§ 18.1	126
5	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	§ 18.2	178
7	Comptes annuels	§ 18.3	181
8	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	§ 18.4	207

Table de concordance avec le rapport de gestion

Rapport de gestion annuel		Document d'enregistrement universel	Pages
1	Situation de la société et activité au cours de l'exercice écoulé	§ 5 & 18	39/126
2	Examen des comptes et résultats	§ 7 & 8 & 18	52/71/126
3	Affectation des résultats	§ 18.8	211
4	Dépenses non déductibles fiscalement	§ 18.9	211
5	Rappel des dividendes distribués	§ 18.7.1	210
6	Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée / Utilisation des instruments financiers par la société	§ 3	30
7	Information sur les délais de paiement des fournisseurs et des créances clients	§ 18.10	212
8	Activité en matière de recherche et développement	§ 7.6	69
9	Évolution prévisible et perspectives d'avenir	§ 5 & 10	39/83
10	Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice	§ 7.7 & 10	70/83
11	Participation des salariés au capital à la clôture de l'exercice	§ 15.3	119
12	Gouvernement d'entreprise	§ 14.5	104
13	Informations générales concernant les mandataires sociaux	§ 12 & 14.5	90/104
14	Rémunération et engagements de retraite et autres avantages viagers des mandataires sociaux	§ 13 & 14.5	93/104
15	État récapitulatif des opérations des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier sur les titres de la société réalisées au cours de l'exercice écoulé	§ 13.3	101
16	Activités des filiales et des sociétés contrôlées	§ 6 & 7.5	50/59
17	Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège en France, ou prises de contrôle de telles sociétés ; cessions de telles participations	§ 6.3	51
18	Renseignements relatifs à la répartition du capital et à l'auto-contrôle – Programme de rachat d'actions	§ 16 & 19.1.3	120/215
19	Modifications intervenues au cours de l'exercice dans la composition du capital	§ 19.1.1	215
20	Évolution du titre – Risque de variation de cours	§ 16 & 3	120/30
21	Délégations de pouvoirs ou de compétences en matière d'augmentation de capital	§ 14.5	104
22	Tableau des résultats des cinq derniers exercices	§ 18.11	213
23	Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise	§ 14.5	104
24	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise	§ 14.6 & 18.4	117/207
25	Déclaration de performance extra-financière	§ 22	223
26	Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration de performance extra-financière	§ 23	249
27	Rapport spécial relatif aux attributions gratuites d'actions (article L.225-197-4 du Code de Commerce)	§ 24	251



2012-2013



2013-2014



2014-2015



2015-2016



2016-2017



2017-2018



2018-2019



2019-2020



GROUPE
LDLC

2, rue des Erables

CS21035

69578 Limonest cedex

FRANCE

Tél +33 (0)4 72 52 37 77

Fax +33 (0)4 72 52 37 78

groupe-ldlc.com



au cœur de l'expérience **high-tech**